

# **PLAN STRATEGIQUE POUR LA BELGIQUE**

## **STRATEGIE VOOR BELGIE**

<b>PARTIE A – INTRODUCTION GENERALE AUX PLANS STRATEGIQUES REGIONAUX DE LA BELGIQUE .....</b>	<b>2</b>
<b>PARTIE B - LA STRATEGIE POUR LE PROGRAMME WALLON DE DEVELOPPEMENT RURAL 2007-2013.....</b>	<b>25</b>
<b>PARTIE C - STRATEGIE VOOR EEN VLAAMS PROGRAMMA VOOR PLATTELANDSONTWIKKELING VOOR DE PERIODE 2007-2013.....</b>	<b>98</b>

Juli 2009

## **PARTIE A – Introduction générale aux plans stratégiques régionaux de la Belgique**

<b>I</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
I.1	ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DE LA BELGIQUE POUR CE QUI CONCERNE LES MATIERES RELEVANT DU REGLEMENT (CE) N° 1698/2005. ....	3
<b>II</b>	<b>Omgevingsanalysye .....</b>	<b>6</b>
<b>III</b>	<b>Strategie.....</b>	<b>13</b>
III.1	OBJECTIFS COMMUNS AUX PLANS STRATEGIQUES REGIONAUX .....	13
<b>IV</b>	<b>Strategie per as .....</b>	<b>16</b>
IV.1	WALLONIE .....	16
IV.2	VLAANDEREN.....	17
<b>V</b>	<b>Liste des programmes belges.....</b>	<b>19</b>
<b>VI</b>	<b>Interne en externe coherentie en complementariteit met andere Communautaire instrumenten .....</b>	<b>21</b>
VI.1	WALLONIE .....	21
VI.2	VLAANDEREN.....	22
<b>VII</b>	<b>Reseau rural.....</b>	<b>23</b>
VII.1	MODALITES DE MISE EN OEUVE .....	23
VII.2	MISE EN ŒUVRE ET PARTENAIRES DU RESEAU RURAL WALLON .....	23
VII.3	OPRICHTING EN PARTNERS VAN HET VLAAMS RURAAL NETWERK .....	24

## I INTRODUCTION

### I.1 ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DE LA BELGIQUE POUR CE QUI CONCERNE LES MATIERES RELEVANT DU REGLEMENT (CE) N° 1698/2005.

En Belgique, le pouvoir de décision n'appartient plus exclusivement au Gouvernement fédéral et au Parlement fédéral. La gestion du pays est assurée par différentes instances qui exercent leurs compétences de manière autonome dans les matières qui leur sont propres.

La Belgique est composée de trois Communautés (la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone), trois Régions (la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne), dix Provinces (Anvers, Brabant flamand, Brabant wallon, Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut, Liège, Limbourg, Luxembourg, Namur) et cinq cent quatre-vingt neuf Communes.

Les matières relevant des Communautés sont l'enseignement, les matières culturelles, les matières personnalisables et l'emploi des langues (sauf exceptions réservées à l'Autorité fédérale).

Les compétences relevant des Régions sont essentiellement l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, l'agriculture, le logement, les travaux publics, les transports, les aspects régionaux de la politique économique, le commerce extérieur, la politique de l'emploi, les aspects régionaux de la politique de l'énergie, l'organisation et la tutelle des pouvoirs locaux (communes, intercommunales, provinces), le temporel des cultes, la recherche scientifique se rapportant aux matières régionales et les relations internationales se rapportant aux matières régionales.

En Flandre, les compétences de la Communauté et de la Région ont été fusionnées et relèvent toutes du Gouvernement flamand.

#### Agriculture et développement rural

Les compétences en matière d'agriculture et de développement rural ont été progressivement transférées aux Régions (loi spéciale de réforme institutionnelle du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988 et des 15 mai et 16 juillet 1993). La dernière phase de réforme de l'Etat, concrétisée par la loi du 13 juillet 2001 a donné aux Régions une compétence générale dans le domaine de la politique agricole, sans préjudice des compétences qui, à titre d'exception, relèvent toujours de l'Etat fédéral.

L'Etat fédéral n'exerce donc plus aucune compétence dans ces matières à l'exception de :

- la sécurité de la chaîne alimentaire : détermination et contrôles des normes relatives à la qualité sanitaire des matières premières et des produits d'origine végétale et animale, contrôle des produits d'origine animale.<sup>1</sup>
- la détermination et le contrôle des normes relatives à la santé et au bien-être des animaux<sup>1</sup> les mesures de remplacement de revenus en cas de cessation anticipée de l'activité d'agriculteurs âgés.
- le Bureau d'intervention et de restitution belge qui s'occupe de la répartition des aides européennes au secteur (les régions y sont cependant représentées).

---

<sup>1</sup> Les Régions étant responsables des mesures encourageant la mise en œuvre de ces normes

## **Economie et emploi**

La politique économique est une compétence régionale. Elle comprend la politique d'expansion économique, la politique d'innovation, la politique de restructuration et l'initiative industrielle publique. Elle comprend également les aspects régionaux de la politique de crédit, en ce compris la création et la gestion des organismes publics de crédit, la politique des débouchés et des exportations ainsi que les richesses naturelles.

La politique de l'emploi est une compétence partagée des Régions et de l'Autorité fédérale. L'Autorité fédérale s'occupe de toutes les politiques de l'emploi qui nécessitent, pour être mises en œuvre, l'utilisation d'une de ses compétences propres (fiscalité ou sécurité sociale). L'Autorité fédérale co-finance les programmes régionaux de remise au travail. Le droit du travail relève exclusivement de l'Autorité fédérale de même que le contrôle du respect des normes en vigueur. Les relations collectives de travail au niveau national et l'égalité entre les hommes et les femmes relèvent également de l'Autorité fédérale. Les programmes de remise au travail des chômeurs dans les administrations et services qui dépendent de l'Autorité fédérale relèvent également de celle-ci.

Les Régions s'occupent du placement des travailleurs et de la remise au travail des chômeurs. Des accord de coopérations entre l'Autorité fédérale et les régions sont conclus pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi.

Pour la région de langue allemande, la Région wallonne a transféré ses compétences en matières d'emploi à la Communauté germanophone.

## **Formation professionnelle**

La formation professionnelle est une matière communautaire, dont la Communauté française a, pour la région de langue française, transféré l'exercice de la compétence à la Région wallonne. Ce sont donc la Région wallonne, pour la région de langue française, et la Communauté germanophone, pour la région de langue allemande, qui sont compétentes pour la formation professionnelle.

En Flandre, cette matière communautaire est une compétence du Gouvernement flamand.

## **Energie**

Les Régions sont compétentes pour les aspects régionaux de la politique de l'énergie, notamment la distribution et le transport local d'électricité (réseaux de tension inférieure ou égale à 70.000 volts), la distribution publique du gaz , l'utilisation rationnelle de l'énergie et enfin, la promotion de l'usage et de la production d'énergie renouvelable.

L'Autorité fédérale est compétente principalement pour l'énergie nucléaire, le plan d'équipement fédéral en matière d'électricité, les grandes infrastructures de stockage d'énergie, le transport et la production de l'énergie et les tarifs.

## **Environnement et conservation de la nature**

Les Régions exercent la compétence législative en matière de politique de l'environnement et de conservation de la nature. Elles agissent également pour mettre en œuvre cette politique,

avec l'appui des communes. Les domaines de la politique environnementale comprennent notamment la gestion de l'eau et les normes en matière de nuisances sonores.

L'Autorité fédérale conserve des compétences en matière de normes des produits, de protection contre les radiations ionisantes, de transit des déchets, de commerce des espèces non indigènes.

Un accord de coopération entre les Régions et l'autorité fédérale a institué un Comité de Coordination de la politique internationale de l'environnement. Il coordonne notamment la définition d'une politique de l'environnement commune fédéral/Régions auprès des institutions internationales et il réunit les données des entités fédérées à fournir à ces institutions (p. ex. en application du protocole de Kyoto).

## **Tourisme**

Le tourisme est une matière communautaire dont la Communauté française a, pour la région de langue française, transféré l'exercice de la compétence à la Région wallonne.

Donc, la Région wallonne est responsable de la politique du tourisme pour la région de langue française, et la Communauté germanophone, pour la région de langue allemande.

En Flandre, c'est le Gouvernement flamand qui est compétent en cette matière.

## **Conclusions**

De ce qui précède, on peut conclure que toutes les actions qui sont proposées dans les deux plans stratégiques régionaux relèvent des compétences exclusives des Communautés et Régions, avec pour conséquence que ces dernières sont les seules compétentes pour la conception des documents de programmation (stratégies et programmes) ainsi que pour l'exécution et le suivi/évaluation des stratégies et des programmes. Une approche séparée est donc, institutionnellement, juridiquement et politiquement inévitable .

## **II OMGEVINGSANALSYE**

**AVERTISSEMENT :** la description qui suit concerne la Belgique ; cependant, la situation est très différente en région flamande et en région wallonne. Il faut donc se reporter aux parties B et C pour une description précise et détaillée.

Avec une superficie de 30.500 kilomètres carrés et 10.446.000 habitants, la Belgique est l'un des plus petits Etats membres de l'Union européenne et un des plus densément peuplé (314 habitants au km<sup>2</sup> mais avec des différences entre le nord et le sud du pays).

Son PIB (288,09 milliards d'euros en 2004) par habitant est de 117% de la moyenne de l'EU25 et c'est l'une des dix principales nations commerciales du monde. Le pays doit surtout son poids proportionnellement élevé à sa position centrale, renforcée par la présence d'un réseau de transport dense et de qualité, ainsi qu'à la productivité élevée de sa main-d'oeuvre.

### **ACTIVITES PRODUCTIVES**

Entre 1995 et 2004, la part de l'industrie, mesurée à prix courants, a diminué, passant de 23,2% de la valeur ajoutée brute à 19,9%, tandis qu'elle est restée pratiquement stable (21%) à prix constants.

Le poids des services, mesuré à prix courants, a augmenté au cours de cette période à la suite du développement des services marchands pour s'établir à 73,2% de la valeur ajoutée brute en 2003. L'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire représente un peu plus de 4 millions d'emplois et 239 milliards d'euros (chiffres 2002).

### **COMMERCE EXTERIEUR**

Dans un contexte de mondialisation croissante des échanges commerciaux et donc de la présence accrue parmi ceux-ci de nouveaux concurrents, la Belgique maintient sa place (10ème) parmi les principaux exportateurs mondiaux. A l'instar de la plupart des partenaires de l'Union européenne, les exportations sont principalement destinées aux marchés européens.

### **EMPLOI**

Le nombre de personnes au travail rapporté à la population en âge d'activité est relativement moins élevé en Belgique que dans les autres pays européens. En 2004, le taux d'emploi harmonisé (Eurostat) s'élevait à 60,3% en Belgique, contre 64,7% en moyenne dans l'Union européenne (UE15). Le retard de la Belgique par rapport à la moyenne européenne se situe exclusivement dans la tranche d'âge des jeunes (15-24 ans) et des âgés (55-64 ans).

Le taux de chômage par rapport à la population active est de 8,4% (2004) mais des différences importantes existent entre les régions.

La productivité de la main-d'œuvre en Belgique est l'une des plus élevées au monde. Dans le classement le plus pertinent (PIB par salarié), le pays arrive directement derrière les États-Unis et le Luxembourg. En ce qui concerne la productivité par heure travaillée, la Belgique occupe la troisième place. La productivité du travail est surtout très importante dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des finances.

Structurellement, le monde de l'entreprise belge se compose d'une série de grandes entreprises et d'un très grand nombre de PME.

Environ 83% des entreprises belges comptent moins de 10 salariés, 97% des entreprises emploient moins de 50 personnes. Les PME génèrent plus de 70% du PIB et leur part dans la valeur ajoutée totale de l'économie atteint 28,7%.

Les PME belges sont en outre dans leur très grande majorité des entreprises familiales.

Le nombre d'indépendants se chiffre à 543.000.

## **INDICATEURS STRUCTURELS EUROPEENS**

L'examen annuel des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne s'effectue depuis 2004 sur base de la liste restreinte des 14 indicateurs structurels couvrant les six domaines suivants : Situation économique générale, Emploi, Innovation et recherche, Réforme économique, Cohésion sociale, Environnement. Les indicateurs repris sous le domaine situation économique générale, témoignent d'une bonne performance de la Belgique dans le contexte européen. La Belgique se classe honorablement dans des indicateurs tels que la productivité de la main-d'oeuvre, le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le solde budgétaire et la croissance du coût unitaire du travail. Le taux d'emploi reste faible et en deçà de la moyenne européenne. La participation des jeunes et des plus âgés reste problématique.

Les dépenses en R&D connaissent un fléchissement continu depuis 2001. A la participation insuffisante des pouvoirs publics est venue s'ajouter une baisse des dépenses des entreprises.

Pour ce qui est de la cohésion sociale, la Belgique affiche de bons résultats en matière de transferts sociaux et de scolarisation des jeunes. Les résultats du chômage de longue durée sont cependant moins favorables.

De nombreux efforts doivent encore être réalisés en matière d'environnement pour satisfaire les objectifs de Lisbonne. Un accord a été conclu en mars 2004, entre l'Etat fédéral et les régions, sur une répartition de l'effort à réaliser afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'accent devra également être mis sur l'amélioration de la qualité de l'eau car, avec 174 kg/ha d'excédent d'N, la Belgique se classe au-dessus de la moyenne communautaire.

Une description détaillée de la situation environnementale de chaque région se trouve aux parties B et C.

## **AGRICULTURE**

L'agriculture belge a évolué pour devenir un secteur très performant, dont la productivité compte parmi les plus élevées d'Europe (4<sup>ème</sup> rang de l'UE25). En Flandre, les exploitations ont une taille moyenne de 18,8 ha et sont davantage orientées vers les productions plus intensives (horticulture, élevages hors-sol). En Wallonie, les exploitations ont une superficie moyenne de 45,6 ha et l'agriculture y est plus extensive. L'élevage de bétail à viande, de vaches laitières et les grandes cultures (céréales, betterave sucrière,...) sont prédominants.

Bien que l'agriculture occupe moins de 2% de la population active, elle n'en demeure pas moins un important secteur économique, dont les activités se déplient, en outre, sur la moitié environ de la superficie de la Belgique. Son impact sur l'évolution des paysages ruraux belges est donc considérable.

Lors du recensement agricole de 2006, la Belgique comptait 49.307 exploitations agricoles et horticoles occupant 1.369.000 ha.

La plus grande partie des entreprises agricoles étant des entreprises familiales, elles n'emploient que peu de travailleurs salariés.

La succession n'est pas assurée dans de nombreuses entreprises, et c'est là une des raisons pour lesquelles le nombre d'entreprises régresse considérablement.

Les conditions de production dans le secteur agricole sont différentes selon les régions. Il y a, d'une part, l'influence exercée par l'environnement physique et, d'autre part, la superficie des entreprises.

Dans le nord du pays (Campine, région sablonneuse de Flandre), les terres sablonneuses dominent. La nature du sol explique la prédominance des prairies dans ces régions. Par ailleurs, la superficie occupée par la culture du maïs fourrager n'est pas négligeable.

Dans le sud de la Flandre, l'on rencontre des sols argilo-sablonneux, où les cultures occupent une place prépondérante. La superficie moyenne des exploitations, très limitée en Flandre, suppose une culture intensive. C'est pourquoi, l'on rencontre beaucoup d'entreprises d'élevage bovin intensif dans cette région argilo-sablonneuse.

Par conséquent, la production agricole est variée en Flandre : élevage de vaches laitières et de porcs en Campine et dans la région sablonneuse de Flandre, avec en l'occurrence des zones de culture maraîchères spécialisées.

La structure de production est plus homogène en Wallonie. Dans la région limoneuse, la superficie moyenne des entreprises agricoles est plus élevée et le sol est fertile, c'est ce qui explique la présence des grandes cultures (froment, betteraves sucrières). Dans le sud-est, l'altitude, les sols pierreux peu profonds et un relief plus accentué sont moins favorables à la production. Dans cette région, l'agriculture se concentre essentiellement sur l'élevage bovin.

La production d'énergie renouvelable par l'agriculture et la sylviculture est encore marginale.

Le caractère moderne de l'agriculture belge se manifeste à travers différents éléments, à commencer par une consommation élevée de biens intermédiaires et un apport important de capitaux. Le niveau de formation des agriculteurs est relativement bon ; en 2000, 41,9% avaient au moins le niveau de base.

En raison de la nécessité des investissements spécifiques et des connaissances exigées, le degré de spécialisation des entreprises est important et continue à augmenter. La proportion d'agriculteurs ayant une source de revenu en-dehors de l'agriculture n'est pas très élevée (18,2% en 2003 contre 31,2% en moyenne dans l'UE 25).

L'agriculture belge est, comme partout ailleurs dans l'Union européenne, confrontée à diverses difficultés. Le revenu moyen de l'agriculteur reste inférieur à celui de la moyenne des travailleurs des autres secteurs.

L'intensification et la mécanisation impliquent des investissements élevés, ce qui met certains agriculteurs en difficulté en cas de baisses des prix.

## **LES ZONES RURALES**

Il est difficile d'identifier les zones rurales en Belgique du fait de la forte densité de population et du phénomène de « rurbanisation » (interpénétration des zones urbaines et

rurales). Cela rend inapplicable le critère OCDE de 150 habitants/km<sup>2</sup>, surtout dans le nord du pays (voir descriptions plus détaillée en parties B et C).

D'autre part, nos zones rurales ne connaissent que très peu les problèmes généralement liés à ce type de zones (dépopulation, problèmes de mobilité,...).

Par contre, des problèmes spécifiques y sont rencontrés tels que une forte concurrence pour l'occupation du sol, une coexistence parfois difficile entre ruraux et néo-ruraux, ...

## **LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES ET SYLVICOLES**

Au sein de l'industrie belge, le secteur alimentaire occupe une place importante :

- il représente 9% (15.640 millions d'euros en 2004) des exportations,
- la valeur ajoutée générée par le secteur s'élevait à 5.759,6 millions d'euros en termes nominaux, soit 13% de la valeur ajoutée totale générée par l'industrie manufacturière,
- l'emploi direct dans l'industrie alimentaire est d'environ 87.900 travailleurs (chiffre 2004), soit 14,6% de l'emploi industriel total.

Ces chiffres placent l'industrie agroalimentaire à la 2<sup>ème</sup> ou la 3<sup>ème</sup> place du classement de l'industrie manufacturière suivant le critère utilisé.

Le secteur jouit d'une productivité élevée (60,7 millions € de valeur ajoutée brute par personne employée en 2003).

A noter que ce secteur est plus développé en région flamande qu'en région wallonne (voir description détaillée aux parties B et C).

La filière bois dans son ensemble fournit quelques 60.000 emplois directs et indirects en Belgique.

La superficie des forêts belges est en augmentation; elle représente 670.000 ha, soit un taux de boisement de 22,5%. La situation est très différente entre le nord et le sud du pays (voir description détaillée aux parties B et C).

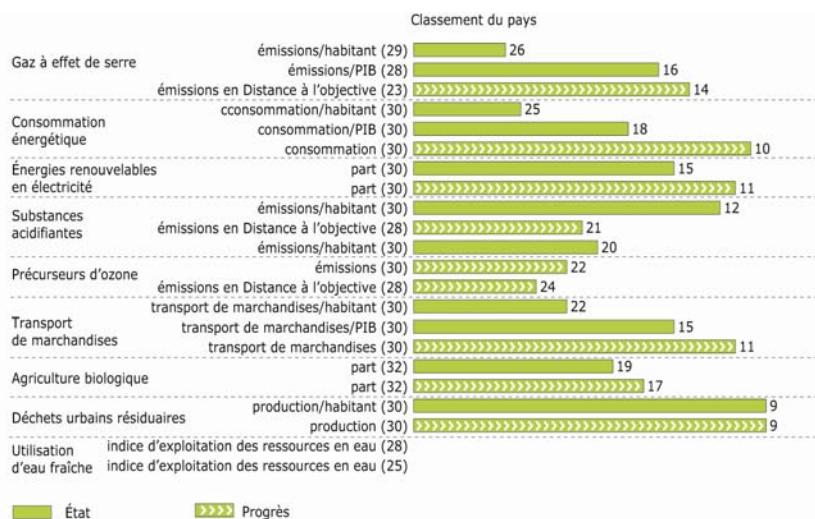
La productivité du patrimoine forestier belge est une des plus élevée en Europe, avec un accroissement annuel moyen de 6,3 m<sup>3</sup>/ha toutes essences confondues.

Le secteur de la première transformation du bois est bien représenté en région wallonne alors que le secteur de la seconde transformation est surtout développé en région flamande.

## **LA SITUATION ENVIRONNEMENTALE**

La Belgique a une densité de population très élevée et constitue le principal carrefour de l'Europe occidentale. L'environnement et les terres subissent donc une pression considérable. Pour la plupart des indicateurs, la Belgique affiche des résultats moyens médiocres. Toutefois, elle enregistre de bons résultats en matière de production de déchets urbains municipaux et parvient relativement bien à répondre au problème du transport de frets. La pollution de l'air par l'ozone est une question qui mérite une attention particulière.

## Classement pour la Belgique



**Note:** Classements: un classement faible indique de bons résultats (le nombre entre parenthèses indique le nombre total de pays classés). DDT indique une analyse de l'écart par rapport à l'objectif.

Agence européenne pour l'environnement



### Émissions de gaz à effet de serre

Le total des émissions en 2002 était équivalent à celui de 1990, mais la Belgique semble être sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de Kyoto (7,5 % en dessous du niveau de 1990). Les résultats en matière d'émissions de GES pour la période 1990–2002 diffèrent d'une région à l'autre: augmentation de 3,1 % en Flandre; baisse de 7,3 % en Wallonie; et augmentation de 9,6 % dans la région de Bruxelles–Capitale. En Flandre, les tendances en matière d'émissions de GES au cours de la période 1990–2002 révélaient une hausse de 26 % des gaz à effet de serre émis par les transports, mais également une diminution des émissions de l'industrie (- 11 %) et de l'agriculture (- 10 %). La région Bruxelles-Capital a enregistré une hausse dans les secteurs résidentiel (15 %), tertiaire (8,7 %) et des transports (3,6 %, avec une hausse spectaculaire de 376 % des émissions de chlorofluorocarbones) ainsi qu'une forte baisse dans le secteur de l'industrie. Les mesures destinées à réduire les émissions comprennent des accords volontaires avec des industries à haute intensité énergétique, des normes de résultat pour les résidents, et la promotion de la production combinée chaleur–électricité (co-génération) en Flandre. Des mesures intérieures et extérieures (investissement dans le Fonds carbone de développement communautaire de la Banque mondiale) sont mises en place en Wallonie et à Bruxelles.

### Consommation d'énergie

La Flandre enregistre des améliorations en matière d'intensité énergétique grâce aux efforts réalisés dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie depuis 1998. La Région wallonne annonce une augmentation de 7,6 % de sa consommation d'énergie finale (1990–2002). La consommation d'énergie finale dans la région de Bruxelles–Capitale a connu une croissance de 18 % entre 1990 et 2003 pour atteindre 2,16 millions de tonnes équivalent pétrole en 2003. D'ici 2010, la Flandre espère réduire la consommation énergétique des ménages de 7,5 % par rapport à 1999, et ce malgré une augmentation de 37 % entre 1990 et 2002, grâce à plusieurs mesures visant à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie. Le Plan pour la maîtrise

ports. Le gaz naturel, le pétrole et l'électricité représentent les vecteurs d'énergie principaux.

### **Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables**

La consommation d'énergies renouvelables a presque triplé en 2002, mais la part totale de ces énergies n'atteignait que 2 %. La part d'énergies renouvelables dans la production d'électricité en Flandre est en hausse (0,75 % en 2003). L'utilisation de la partie organique des déchets ménagers contribuera à la réalisation des objectifs. En Wallonie, cette part s'élevait à 2,3 % en 2003: l'utilisation de l'hydroélectricité a connu une baisse en 2003 en raison de conditions climatiques défavorables, et l'énergie éolienne connaît une croissance rapide, mais représente moins de 2 % du total. Afin de stimuler la demande pour ces énergies, la région de Bruxelles–Capitale et la Région wallonne utilisent des 'certificats verts', qui couvrent la production d'énergies renouvelables dans les deux autres régions.

### **Émissions de substances acidifiantes**

La Belgique semble être en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés dans la directive NECD. En Flandre, les émissions ont chuté de 41 % (1990–2003), mais les dépôts de substances acidifiantes sont supérieure aux charges critiques dans 53 % des zones naturelles. De nouvelles mesures pour les différents sous-secteurs industriels et la diminution des émissions dans l'agriculture devraient permettre d'atteindre les objectifs. Les émissions sont aussi en baisse en Wallonie et dans la région de Bruxelles–Capitale.

### **Émissions de précurseurs de l'ozone**

En l'absence de nouvelles mesures, la Belgique n'atteindra pas l'objectif fixé. En Flandre, les émissions de composés organiques volatiles (COV) ont diminué de 43 % au cours de la période 1990–2003 et celles d'oxyde d'azote (NOX) de 12 %. Le Plan wallon accorde la priorité à la réduction des émissions de COV. Des progrès ont déjà été accomplis grâce à l'utilisation de pots d'échappement à convertisseur catalytique et à la diminution de solvants dans les peintures. Dans la région de Bruxelles–Capitale, les émissions de COV et de NOX ont enregistré une diminution de 25 % (1990–2003).

### **Demande de transport de frets**

La demande de transport de frets est toujours en hausse. En Flandre, elle a augmenté de 30 % (1995–2000), mais s'est stabilisée depuis 2000. L'usage des voies navigables se répand (46 % entre 1990 et 2003). La demande globale de transport dans la Région wallonne ne cesse de croître et atteint les 17 % pour le transport de marchandises (1995–2000). Le transport routier représente jusqu'à 85 % du transport de frets. Dans la région de Bruxelles–Capitale, le trafic routier total a augmenté de 15 % (1990–2003) (légère diminution en 2003).

### **Déchets urbains municipaux**

Des progrès notables ont été enregistrés pour ralentir l'augmentation du volume des déchets municipaux. En Flandre, la production de déchets ménagers est en recul: stabilisation en 2001

et réduction de 0,2 % en 2002 et de 3,4 % en 2003. La production de déchets par personne a chuté depuis 2001. Soixante-dix pour cent des déchets ménagers sont collectés séparément et la plupart d'entre eux sont réutilisés, compostés ou recyclés. La Wallonie enregistre depuis 1997 un recul lent et irrégulier de sa production de déchets municipaux. Ces derniers ont été en grande partie récupérés: en 2003, plus de la moitié ont été traités dans des stations de récupération de matériaux et moins de 20 % ont été enfouis. La quantité de déchets municipaux collectés dans la région de Bruxelles–Capitale était stable entre 1999 et 2002. Les déchets municipaux de matières premières ont diminué de 9,4 % (1996–2002). Le tri des déchets pour le recyclage des emballages a connu une hausse de 42,9 %, et cette augmentation atteint 50,1 % pour le recyclage du papier et du carton.

### **Exploitation des sources d'eau douce**

En Flandre, la consommation totale d'eau (hormis l'eau de refroidissement) a diminué de 14 % (1991–2002). L'industrie en a utilisé près de 40 % de moins au cours de la période 1996–2002. En Flandre, l'eau est disponible en faible quantité et les deux-tiers sont importés. La Région wallonne utilise 105 litres d'eau par personne et par jour pour les besoins domestiques, ce qui représente une des consommations les plus faibles d'Europe. Ceci s'explique par l'augmentation du prix de l'eau, par l'utilisation d'équipements plus efficaces et par la hausse de la consommation d'eau de pluie. En 2004, la région de Bruxelles–Capitale a consommé 113 litres d'eau par personne et par jour pour ses besoins domestiques. L'eau de la région de Bruxelles–Capitale est utilisée à 61 % par les ménages, à 25 % par le secteur tertiaire et à 11 % par les pompiers et d'autres services publics, pertes du réseau comprises.

### **III. STRATEGIE**

#### **III.1 OBJECTIFS COMMUNS AUX PLANS STRATEGIQUES REGIONAUX**

Pour contribuer à faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive, la Belgique a engagé certaines réformes structurelles et a œuvré à une approche à long terme prévoyant des mesures dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux.

Dans le cadre du **plan national de réforme 2005-2008** rédigé en application du programme de Lisbonne, la Belgique s'est assignée pour objectif de parvenir à consacrer 3 % de son PIB aux investissements en R&D d'ici 2010, ce qui correspond à l'objectif général pour l'UE. Pour le taux d'emploi, elle s'est fixée le même objectif que l'UE dans son ensemble (70 %), sans toutefois arrêter de calendrier précis. Pour atteindre ces objectifs, la Belgique a sélectionné « six voies pour plus de croissance et plus d'emplois » :

(1) un budget en équilibre avec une réduction progressive à long terme de la dette ;

Objectif :

- ✓ ratio d'endettement sous les 60 % en 2014 ;
- ✓ augmenter l'excédent budgétaire d'au moins 1,0 % en 2010.

(2) la stimulation du travail en rendant la main d'œuvre moins chère et en supprimant les pièges à l'emploi ;

Objectif :

- ✓ réduire entre 2005 et 2010 la pression fiscale sur le travail de 2,2 % du PIB (4,2 % du coût salarial).

(3) la réforme du marché du travail et l'investissement dans la formation ;

Objectif :

- ✓ d'ici 2010, le nombre de travailleurs âgés croîtra 1,5 fois plus vite que la moyenne (UE 15) par rapport à 2005 ;
- ✓ le taux d'emploi se rapproche des 70 %.

(4) investir pour stimuler l'économie ;

Objectif :

- ✓ consacrer 3 % du PIB aux investissements en R&D d'ici 2010 ;
- ✓ la poursuite de la réforme des industries de réseau et le renforcement de la compétitivité des entreprises publiques.

(5) le renforcement de la sécurité sociale et la lutte multidimensionnelle contre la pauvreté ;

Objectif :

- ✓ 0,057 % du PIB affecté annuellement aux adaptations au bien-être des pensions et d'autres allocations ;
- ✓ maintenir un équilibre dans la sécurité sociale et la lutte multidimensionnelle contre la pauvreté.

(6) renforcer les synergies entre la protection de l'environnement et la croissance.

Objectif :

- ✓ atteindre les objectifs d'émission du Protocole de Kyoto de -7,5 % pour la période 2008 – 2012 comparé aux émissions de gaz à effet de serre en 1990 ;
- ✓ majorer l'efficacité énergétique de 1 % par an.

Les principales priorités que la Belgique a fixées dans sa politique s'inscrivent dans la lignée de cette stratégie générale et correspondent aux recommandations européennes, notamment en ce qui concerne la durabilité des finances publiques, la hausse du taux d'activité, l'action au niveau du chômage structurel à long terme et la mobilité interrégionale des travailleurs et l'augmentation de la concurrence dans le secteur tertiaire.

Les mesures envisagées par les différents niveaux d'autorité couvrent :

- l'économie innovante ;
- l'encouragement de l'entrepreneuriat et le renforcement de la compétitivité industrielle ;
- l'amélioration du fonctionnement du marché ;
- l'investissement dans des capacités modernes et durables ;
- l'encouragement de l'utilisation durable des ressources et le renforcement des synergies entre la protection de l'environnement et la croissance.

En matière d'**environnement**, la Belgique s'est engagée à mettre un terme à la régression de la biodiversité en 2010 et à réduire ses émissions de gaz à effets de serre (GES) de 7,5% durant la période 2008-2012 par rapport à leurs niveaux de 1990.

Les réductions d'émissions négociées par les Régions représentent 48 % de l'effort global annoncé par la Belgique. L'Etat fédéral s'est engagé à supporter les 52 % restants en mettant en oeuvre les mesures prévues dans le Plan national Climat et en utilisant les mécanismes de flexibilité prévus par le Protocole de Kyoto.

Répartition des efforts de réduction des émissions de GES entre l'Etat fédéral et les trois Régions pour respecter le Protocole de Kyoto					
		Belgique	Région		
			Flandre	Wallonie	Bruxelles
Emissions en 1990	Mt éq CO <sub>2</sub>	146,24	87,94	54,30	3,99
Emissions en 2001	Mt éq CO <sub>2</sub>	149,30	92,02	52,72	4,56
Emissions maximales en 2008-2012 pour respecter Kyoto	Mt éq CO <sub>2</sub>	135,27	83,37	50,23	4,13
Effort relatif à réaliser pour 2008-2012 par rapport à 1990	%	-7,5	-5,2	-7,5	+3,475
Effort relatif à réaliser pour 2008-2012 par rapport à 2001	%	-9,4	-9,4	-4,7	-9,4
Effort absolu à réaliser entre 2001 et 2008-2012	Mt éq CO <sub>2</sub>	14,03	8,65	2,49	0,43
Prise en charge de l'effort à réaliser entre 2001 et 2008-2012	Mt éq CO <sub>2</sub>	7,26*	4,28	2,49	0

(\*) Effort pris en charge par l'Etat fédéral

Source : Commission National Climat

D'autre part, le diagnostic portant sur la situation dans les deux régions fait apparaître des constats communs, dont les principaux sont :

- une forte densité de population et un phénomène de rurbanisation très prononcé entraînant un risque de perte de qualité du patrimoine paysager et culturel des zones rurales ;
- une pollution importante des eaux par les nitrates surtout dans certaines zones.

Ceci a pour conséquence que l'on retrouve dans les deux plans stratégiques régionaux des objectifs convergents :

- améliorer la compétitivité du secteur agroalimentaire en
  - soutenant les investissements réalisés par les exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaire et notamment ceux qui concernent la diversification et l'innovation (nouveaux produits, nouveaux procédés,...) ou la qualité (qualité supérieure, qualité différenciée,...) ;
  - encourageant la formation/information des différents acteurs de ces secteurs.
- diversifier l'économie des zones rurales ;
- améliorer le taux d'emploi : les actions précitées ont un impact positif sur l'emploi.
- améliorer l'environnement
  - réduction des GES via l'encouragement de la production et de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'en favorisant certaines pratiques agricoles (mesures agrienvironmentales, production biologique) ;
  - maintien de la biodiversité par le biais des mesures agrienvironmentales, de la production biologique et des mesures en faveur de NATURA 2000 ;
  - réduction de la pollution des eaux par les nitrates grâce aux mesures agrienvironmentales, au soutien de la production biologique ainsi que via le soutien aux investissements réalisés par les exploitants agricoles pour se conformer aux nouvelles normes en la matière ou à dépasser les normes.
- préserver le patrimoine rural (maintien de la qualité des paysages, de la typicité des villages et de la qualité de vie dans les zones rurales).

A noter que pour certains de ces objectifs (par exemple l'emploi ou la diminution des GES), et vu la faiblesse des moyens attribués au FEADER pour soutenir les actions de développement rural en Belgique, les deux programmes régionaux ne contribueront que modestement à atteindre les objectifs nationaux. Les budgets FEADER étant limités, il pourra être décidé d'utiliser des aides d'Etat pour atteindre certains de ces objectifs.

Pour les autres objectifs, il faut se référer aux plans stratégiques des deux Régions.

## **IV STRATEGIE PER AS**

De strategische doelstellingen per as zijn verschillend voor beide gewesten. Daarom volgt hierna een korte samenvatting van de doelstellingen per gewest.

### **IV.1 WALLONIE**

**Ci-dessous, sont présentés les objectifs prioritaires par axe relatifs à la stratégie wallonne. Ces priorités seront atteintes via des objectifs secondaires qui sont détaillés à la section IV du Plan Stratégique Wallon.**

#### AXE 1 Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier

1. favoriser la création de valeur ajoutée au sein des exploitations agricoles et forestières, et des entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles et sylvicoles en encourageant l'amélioration de la qualité, l'innovation et la diversification;
2. améliorer la valorisation des productions agricoles et sylvicoles en encourageant leur transformation via le développement du secteur agroalimentaire et la valorisation de l'ensemble des produits issus des secteurs agricole et sylvicole en bioénergies ;
3. permettre aux agriculteurs et aux entreprises du secteur agroalimentaire de s'adapter rapidement au contexte en constante évolution et à améliorer leurs conditions de travail ;
4. encourager l'acquisition de compétences et la formation.

#### AXE 2 Amélioration de l'environnement et de l'espace rural

5. encourager la complémentarité de l'agriculture et de la sylviculture avec l'environnement ;
6. préserver et développer les zones à haute valeur naturelle ;
7. enrayer le déclin de la biodiversité ;
8. concourir à atteindre les objectifs de la directive-cadre relative à l'eau et à atténuer le changement climatique. Ces deux priorités horizontales peuvent être également atteintes par le biais de mesures mises en œuvre dans le cadre des axes 1 et 3.

#### AXE 3 Qualité de la vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale

9. créer des activités économiques et des emplois en milieu rural en soutenant la diversification et le développement des activités non agricoles ;

10. améliorer de manière générale la qualité de vie en zones rurales via la mise en place de services de proximité, de partenariats trans-communaux et la valorisation et la dynamisation du patrimoine naturel et du bâti rural ;
11. élaborer et mettre en œuvre des stratégies locales de développement.

#### AXE 4 Leader

12. améliorer la gouvernance et mobiliser le potentiel de développement endogène des zones rurales.

## **IV.2 VLAANDEREN**

Hierna volgen de strategische doelstelling per as. Voor meer informatie betreffende de doelstellingen verwijzen we naar hoofdstukken III.3 en IV van deel C.

#### Strategische doelstellingen As 1

1. Door te investeren in ondermeer innovatie, kennis, ketenbeheer, structuurverbetering, kwaliteit en voldoen aan normen versterkt de concurrentiekracht van de Vlaamse land,-tuin,-en bosbouwsector.
2. De aanmoediging van de vestiging van jonge, goed opgeleide landbouwers draagt bij tot de continuïteit in de sector, tot innovatie en tot het verbeteren van de competitiviteit.
3. Het stimuleren van duurzame investeringen in de, met de Vlaamse landbouw verankerde, agro-voedingssector versterkt de concurrentiekracht van de landbouw en de agro-voedingssector en verhoogt de tewerkstelling op het platteland.
4. Stimulering van verhoogde kwaliteit doet opportuniteiten ontstaan om zich te differentiëren ten opzichte van producten met een basiskwaliteit.

#### Strategische doelstellingen As 2

5. Door het realiseren van groene en blauwe diensten draagt de landbouw bij tot het bereiken van milieu- en natuurdoelstellingen.
6. Landbouwers stimuleren die een bijdrage realiseren aan de doelstellingen in het kader van de uitvoering van de Kaderrichtlijn Water en aan de instandhoudingsdoelstellingen van de speciale beschermingszones (onderdeel van Natura 2000<sup>2</sup>)
7. Stimulering van een duurzaam gebruik en uitbreiding van de bosoppervlakte draagt bij tot de multifunctionele ontwikkeling van het Vlaamse platteland.

---

<sup>2</sup> Vogel- en habitatrichtlijn

8. Stimulering van de biologische landbouw en innoverende kennisdoorstroming uit de biologische landbouw naar de gangbare landbouw verhoogt de duurzaamheid van de Vlaamse landbouw. Dit met uitzondering van de investeringsmaatregelen die thuishoren in as 1.

#### Strategische doelstellingen As 3

9. Diversificatie van landbouwactiviteiten naar niet-agrarische activiteiten verhoogt de leefbaarheid van de landbouw en draagt bij tot een aantrekkelijk, kwaliteitsvol, en multifunctioneel platteland.
10. De instandhouding en opwaardering van het landelijk erfgoed draagt bij tot de herwaardering van dit patrimonium, en genereert ook werkgelegenheid op het platteland.
11. Aandacht voor kwaliteitsvolle vestigingslocaties, ondernemerschap op het platteland en een ruimtelijk-economisch perspectief, conform de principes en doelstellingen van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, draagt bij tot de creatie van een gunstig economisch klimaat op het platteland.
12. Het opzetten van basisvoorzieningen voor de economie en de plattelandsbevolking, met inbegrip van culturele en vrijetijdsactiviteiten, ten behoeve van een dorp of een aantal dorpen, en voor de daarmee samenhangende kleinschalige infrastructuur (incl. dorpskernvernieuwingen) zorgen voor een leefbaar en kwaliteitsvol platteland..
13. Opleiding en voorlichting.

#### Strategische doelstellingen As 4

14. De uitwerking en uitvoering van lokale ontwikkelingsstrategieën draagt bij tot een versterking van de territoriale verbondenheid en is een stimulans voor de plattelandseconomie

## V LISTE DES PROGRAMMES BELGES

Il y aura deux programmes de développement rural en Belgique pour la période 2007-2013. Un couvrira le territoire de la Région wallonne et l'autre, celui de la Région flamande.

Les moyens FEADER (418,61 millions € pour la période 2007-2013) seront répartis de la façon suivante :

- programme de la Région wallonne : 194,09 millions €
- programme de la Région flamande : 224,52 millions €

Suite à la décision C(2008)8370 un montant supplémentaire de 400.000 € est disponible pour les 2 programmes : 210.320 € pour la région wallonne et 189.680 € pour la région flamande.

Ainsi les moyens FEADER sont augmentés à 419,01 millions €, répartis de la façon suivante :

- programme de la Région wallonne : 194,30 millions €
- programme de la Région flamande : 224,71 millions €

Une partie des fonds attribués au programme de la Région wallonne, à savoir 53.480.800 €, est exclusivement destinée à la réalisation de l'objectif convergence, qui couvre la province du Hainaut.

La répartition indicative de l'enveloppe FEADER par axe est très différente d'une région à l'autre :

	Région flamande	Région wallonne
axe 1	60 %	+/- 35 %
axe 2	25 %	+/- 51 %
axe 3	13 %	+/- 11 %
assistance technique	2 %	+/- 3 %

Suite aux Health Check et Economic Recovery Plan il y aura 68,474 millions € en plus, dont 38,967 millions € seront pour la Région wallonne et 29,507 millions € seront pour la Région flamande. 6.053.721 € issus du montant destiné à la Région wallonne seront réservés à la couverture des dépenses relevant de l'objectif convergence, ce qui porte l'enveloppe totale contribuant à la réalisation de l'objectif "convergence" à 59.534.521 €.

La répartition de Health Check + Recovery Plan sera :

	Région flamande	Région wallonne
axe 1	39.0 %	0 %
axe 2	30.5 %	100 %
axe 3	30.5 %	0 %
axe 4	0 %	0 %

Les moyens du Health Check et Recovery Plan contribueront à la réalisation des 6 nouvelles priorités reprises à l'article 16bis du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil. La répartition des moyens attribués aux deux régions en fonction de ces 6 priorités sera la suivante :

	Région flamande	Région wallonne
Changement climatique	29 %	25 %
Énergies renouvelables	34 %	0 %
Gestion de l'eau	24 %	37 %
Biodiversité	7 %	25 %
Restructuration secteur laitier	6 %	13 %
Internet à large bande	0 %	0 %

Remarquons que cette répartition est une approximation, étant donné qu'il y a des mesures qui contribuent à plusieurs priorités.

Pour l'ensemble des deux programmes (le Health Check et Economic Recovery Plan inclus), la répartition indicative par axe serait la suivante :

- axe 1 : 40 - 45 %
- axe 2 : 40 – 45 %
- axe 3 : 8 – 10 %
- axe 4 : 4 – 6 %
- assistance technique : 1 – 2 %

## **VI INTERNE EN EXTERNE COHERENTIE EN COMPLEMENTARITEIT MET ANDERE COMMUNAUTAIRE INSTRUMENTEN**

Daar de programma's van beide gewesten volledig los staan van elkaar, is het aangewezen om onder dit hoofdstuk ook voor beide gewesten afzonderlijk aan te geven hoe wordt omgegaan met coherentie en complementariteit.

### **VI.1 WALLONIE**

Dans le programme de la Région wallonne, l'accent sera mis sur quelques thèmes : l'innovation et la diversification, le non alimentaire, la qualité et l'environnement.

Ces thèmes seront déclinés dans les différents axes :

- l'innovation et la diversification seront encouragées dans le cadre de l'axe 1 par le biais d'actions telles que les aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les entreprises du secteur de la transformation des produits agricoles et sylvicoles (produits nouveaux ou processus innovants), mais aussi dans le cadre de l'axe 3 grâce à des aides favorisant la diversification non agricole chez les agriculteurs ainsi que la diversification de l'économie rurale par le biais d'aides à des micro-entreprises actives en dehors de l'agriculture ;
- le non alimentaire se retrouvera dans l'axe 1 via des aides aux agriculteurs et aux entreprises qui produisent des produits non alimentaires et des énergies renouvelables et, dans l'axe 3, où des aides en faveur des micro-entreprises seront prévues, notamment pour l'utilisation d'énergies renouvelables ;
- l'environnement sera présent dans tous les axes : des aides seront prévues dans l'axe 1 pour encourager les acteurs des secteurs agricole, sylvicole et agroalimentaire à investir pour respecter des normes toujours plus élevées ; tout l'axe 2 lui sera consacré et ce thème se retrouvera également dans l'axe Leader.

La complémentarité et la cohérence vis-à-vis des autres politiques communautaires, nationales et régionales, qui sont détaillées au point V.2 de la partie B, concerteront :

- ✓ La politique agricole commune (1<sup>er</sup> pilier)
- ✓ La politique de l'emploi, stratégie de Lisbonne
- ✓ La politique environnementale, stratégie de Göteborg
- ✓ Les programmes sectoriels suivants :
  - Le plan d'action en matière d'agriculture biologique
  - La stratégie forestière communautaire
  - Le programme communautaire sur le changement climatique
  - Pollution de l'air, programme "CAFE"
  - Stratégie wallonne pour la biodiversité
  - Directive cadre dans le domaine de l'eau
  - Directive CE 2003/30 sur la promotion des bio-énergies
  - Plan PLUIES

## **VI.2 VLAANDEREN**

Samenhang in de programmering is een onderdeel van de missie die werd uitgeschreven voor het Vlaams programma voor plattelandsontwikkeling (zie deel C - III.2). Er zal steeds op worden toegezien dat de maatregelen die genomen in het programma elkaar bij voorkeur versterken en zeker geen negatieve weerslag hebben op andere maatregelen. Bij de planning van een maatregel zal dus worden nagegaan welke invloed deze maatregel zal hebben op de doelstellingen van de andere assen.

Binnen het luik interne samenhang wordt de synergie nagegaan tussen de doelstellingen van de verschillende assen en dit wordt aangetoond in een grafiek in hoofdstuk V.1.

De complementariteit en coherentie met andere communautaire, Vlaamse of federale instrumenten en strategieën wordt ook nagegaan in hoofdstuk V.2. Er werd hierbij gefocust op :

- de strategie van Lissabon en Göteborg;
- het actieplan biologische landbouw;
- hernieuwbare energiebronnen;
- het klimaatbeleid;
- Vlaams Milieubeleidsplan
- het actieplan duurzame ontwikkeling;
- het Europees Sociaal Fonds en het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling;
- het Europees Visserij Fonds..

## **VII RÉSEAU RURAL**

### **VII.1 MODALITES DE MISE EN OEUVR**

Conformément à l'article 66 §3 relatif au financement et à l'article 68 relatif au fonctionnement du réseau rural national, du règlement du Conseil 1698/2005; la Région wallonne et la Région flamande mettront en œuvre chacune, vu la programmation régionalisée, leur propre réseau lié à leur PDR.

En vue d'assurer le rôle de coordination avec le réseau rural européen, un point contact national sera désigné au sein de l'un des deux réseaux régionaux, avec des modalités de fonctionnement et de transfert d'informations qui seront définies et reprises dans un protocole de coopération.

Les deux réseaux régionaux s'attacheront à la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations sur les actions régionales et les bonnes pratiques en matière de développement rural, l'échange d'expérience et de savoir-faire, de rassembler l'information sur l'évolution de la situation des zones rurales, d'animer le réseau, ....

### **VII.2 MISE EN ŒUVRE ET PARTENAIRES DU RESEAU RURAL WALLON**

La mise en œuvre du réseau wallon sera confiée à un organisme indépendant, désigné via la procédure des marchés publics.

Les partenaires du réseau seront les suivants :

**Axes 1 et 2** : les associations représentatives des secteurs agricoles et sylvicoles (FWA, SRFB,...), la fédération des jeunes agriculteurs (FJA), les associations actives dans l'encadrement et les prestations de services en agriculture, en sylviculture, en énergies renouvelables et dans la protection de l'environnement (comptabilité agricole, agri-environnement, Natura 2000, .... ), ....

**Axe 3** : structures d'encadrement en matière de développement socio-économique.

**Axe 4** : les Groupes d'Action Locale.

Les administrations régionales chargées de l'instruction et du suivi des diverses mesures qui seront financées par le PDR (Direction Générale de l'Agriculture, Division Nature et Forêt, Direction de l'Energie, ...) y seront associées.

### **VII.3 OPRICHTING EN PARTNERS VAN HET VLAAMS RURAAL NETWERK**

De coördinatie van het Vlaams Ruraal Netwerk zal worden gedaan door het Departement Landbouw en Visserij.

Er zal een oproep tot deelname aan het Vlaams Ruraal Netwerk worden gelanceerd en volgende partners zullen zeker betrokken worden :

- de organisaties met een vertegenwoordiging in het uitvoeringscomité
- de officiële adviesraden (VLTR, MinaRaad en SERV)
- VVP en VVSG
- Vertegenwoordigers van Plaatselijke Groepen,
- etc

## **PARTIE B - La stratégie pour le programme wallon de développement rural 2007-2013**

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>26</b>
<b>II.</b>	<b>DESCRIPTION DE LA SITUATION (EN FONCTION DES INDICATEURS DE BASE) ..</b>	<b>27</b>
II.1.	L'espace .....	27
II.2.	La population.....	27
II.3.	L'activité économique .....	27
II.4.	Emploi et main-d'œuvre .....	28
II.5.	La situation environnementale.....	29
II.6.	L'agriculture .....	37
II.7.	L'industrie agroalimentaire .....	44
II.8.	La gestion forestière .....	45
II.9.	Le tourisme rural .....	47
II.10.	Internet .....	48
II.11.	Leader.....	48
<b>III.</b>	<b>LA STRATEGIE .....</b>	<b>49</b>
III.1.	Les constats .....	49
III.2.	La cohérence avec les priorités communautaires, nationales et régionales .....	50
III.3.	La stratégie du programme de développement rural .....	56
III.4.	Contribution à la Stratégie de Lisbonne .....	61
III.5.	Répartition de l'enveloppe FEADER .....	62
III.6.	Contribution aux priorités environnementales .....	62
III.7.	Evaluation des impacts.....	67
<b>IV.</b>	<b>LA STRATEGIE PAR AXE .....</b>	<b>68</b>
IV.1.	AXE 1 Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier .....	68
IV.2.	AXE 2 Amélioration de l'environnement et de l'espace rural .....	76
IV.3.	AXE 3 Qualité de la vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale .....	83
IV.4.	AXE 4 Leader.....	89
<b>V.</b>	<b>COHERENCE INTERNE ET EXTERNE – COMPLEMENTARITE AVEC LES AUTRES INSTRUMENTS COMMUNAUTAIRES.....</b>	<b>91</b>
V.1.	Cohérence interne .....	91
V.2.	Cohérence externe et complémentarités .....	91

## I. INTRODUCTION

Cette partie du plan stratégique national pour la Belgique comprend le plan stratégique pour la Région wallonne. Il a été élaboré en concertation avec les partenaires wallons concernés.

La consultation s'est faite via la mise en place de groupes de travail réunissant des représentants des Ministres du Gouvernement wallon, des administrations concernées ainsi que d'organisations représentatives du monde agricole et forestier et d'organismes oeuvrant dans les domaines de l'environnement et du développement rural (*Annexe VI*).

Quatre groupes de travail ont été organisés. Ils ont été animés par la société ADE qui a réalisé plusieurs évaluations de programmes européens, notamment les évaluations à mi-parcours du PDR 2000-2006 et de l'Objectif 2 rural 2000-2006.

D'autre part, la Direction générale de l'Agriculture a réalisé une analyse de la situation économique, sociale et environnementale de la Région wallonne en mettant en évidence ses atouts et ses faiblesses.

La stratégie présentée aux points III et IV se base sur l'analyse du contexte et sur les conclusions des groupes de travail.

## **II. DESCRIPTION DE LA SITUATION (en fonction des indicateurs de base)**

Les figures et tableaux se trouvent en annexes (*Annexes I et II*).

### ***II.1. L'espace***

Avec 16.844 km<sup>2</sup> sur 32.545 km<sup>2</sup>, la Wallonie occupe plus de la moitié de la surface de la Belgique. La Région wallonne présente un territoire assez homogène dans son ensemble point de vue économique, social et environnemental. L'agriculture, la sylviculture, le transport, le logement sont autant de secteurs concurrents pour l'occupation et l'utilisation des terres (**Tableau 1**). En 2005, les forêts couvraient 32 % et la surface agricole utile (SAU) 45,1 % du territoire de la Région wallonne. L'urbanisation et certaines pressions environnementales exercent une influence non négligeable sur la SAU. La désignation des zones rurales selon la méthodologie OCDE apparaît à la **Figure 1**.

Le territoire wallon est parcouru par des réseaux de transport très denses. La dispersion des résidences et des activités économiques sur le territoire ainsi que la croissance des échanges et des volumes transportés étant donné sa position géographique au sein de l'Europe de l'ouest, expliquent l'augmentation des superficies consacrées aux voies de communication, aux aéroports et autres infrastructures de transport.

### ***II.2. La population***

Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, la Région wallonne comptait 3.395.942 habitants (32,5 % des habitants du pays). Un quart d'entre eux ont moins de 20 ans et plus d'un cinquième sont des individus de plus de 60 ans (**Figure 2**). La population wallonne représente approximativement 0,76 % de la population totale européenne (UE 25). Au km<sup>2</sup>, la Wallonie compte 201 habitants (**Figure 3**) et se classe donc parmi les régions les plus densément peuplées de l'Union européenne. La moitié des Wallons habitent dans des zones urbanisées (3 % du territoire) où la densité de population dépasse 2.500 habitants/km<sup>2</sup>.

A noter que les zones rurales ne connaissent pas de dépopulation ; en effet, ces dernières années, on constate que les arrondissements « ruraux » connaissent pratiquement tous des soldes migratoires positifs.

### ***II.3. L'activité économique***

Représentant 23,5 % du produit intérieur brut (PIB) total belge, le PIB à prix courants de la Wallonie était de 61.353,2 millions € en 2002, soit 0,64 % du PIB européen (UE 25). Rapporté à la population, le PIB par habitant s'élevait à 18.246,3 €, c'est-à-dire 27,1 % en-deçà de la moyenne nationale et 13,8 % de la moyenne européenne. En terme de parité de pouvoir d'achat par habitant en pourcentage de la moyenne EU, la Wallonie accusait en 2002 un retard de 15,7 points par rapport à celui de l'UE 25 (**Figure 4**).

En 2003, la valeur ajoutée brute wallonne atteignait 56.428,1 millions € (23,4 % du total belge) ; le secteur primaire (agriculture, chasse et forêt) y contribuait à hauteur de 1,65 % avec 935 millions €. Dans ce secteur, elle est en constante diminution depuis 1996 avec, néanmoins, une hausse en 2003 (**Figure 5**). La valeur ajoutée brute wallonne dans le secteur

secondaire était de 14.057,6 millions €, soit 24,0 % de la valeur ajoutée brute totale aux prix de production en Wallonie. En augmentation depuis 1996, elle subit une légère baisse depuis 2000 (*Figure 6*). Le secteur tertiaire (*Figure 7*), avec 43.541,5 millions € de valeur ajoutée brute en 2003, représentait 74,4 % du total wallon contre 70,4 % en 1995 (*Figure 8*). Ce secteur a été le principal contributeur à la croissance économique sur la période 2000-2002. La croissance de la valeur ajoutée des activités du secteur des services a évolué plus rapidement en Wallonie que pour l'ensemble du pays. En Wallonie, le revenu moyen par habitant déclaré à l'impôt des personnes physiques (IPP) s'élevait à 11.343 € en 2002, ce qui est 7,4 % inférieur au revenu moyen belge (12.252 €).

#### **II.4. Emploi et main-d'œuvre**

En Région wallonne, le taux d'emploi s'élevait à 55 % en 2004 (-1 % par rapport à 2000) contre 63,1 % dans l'UE des 25. Le taux d'emploi chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans était de 21,6 % (-2 % par rapport à 2000) et chez les femmes âgées de 15 à 64 ans, il était de 46,9 % (+ 2,5 % par rapport à 2000). L'évolution de cet indicateur est détaillée à la *Figure 9*. La féminisation de l'emploi est le facteur fondamental de la modification du profil des actifs.

En 2004, le taux de chômage était de 12,0 % (+1,8 % par rapport à 2000) en Wallonie pour 8,4 % en Belgique et 9,2 % dans l'UE 25. Ce taux chez les jeunes de moins de 25 ans était de 33,1 % (+6,2 % par rapport à 2000) et de 13,7 % pour les femmes (+2 % par rapport à 2000) (*Figure 10*). A noter que le taux de chômage selon les provinces wallonnes varie peu. En effet, le taux de chômage le plus faible revenait à la Province du Brabant wallon avec 7,7 % en 2004, suivi de la province du Luxembourg (8,1 %) et de la Province de Namur (9,7 %). Les provinces du Hainaut et de Liège présentaient les taux les plus élevés, avec respectivement 13,8 % et 13,3 %.

Au sein de chaque province, on constate que ce sont les arrondissements les plus urbanisés qui comptent les taux de chômage les plus élevés.

Le taux de chômage à longue durée a chuté de 11,5 % de 1999 à 2003 (*Figure 11*) ; il reste cependant plus important en Wallonie que dans l'ensemble du Royaume et dans l'UE 25.

En 2003, le nombre d'emplois dans le secteur primaire (agriculture, chasse et forêt) en Région wallonne s'élevait à 29.200 (*Figure 12*), ce qui représente 29,8 % du total belge. Dans le secteur primaire, principalement agricole en Région wallonne, l'emploi intérieur salarié ne représentait qu'une faible partie de l'emploi total (17,8 %). Dans ce secteur, l'évolution de l'emploi intérieur est conditionnée par celle de l'emploi non salarié qui connaît une baisse régulière.

La diminution de l'emploi dans le secteur primaire ainsi que l'augmentation dans le secteur tertiaire (*Figure 13*) constituent des tendances lourdes depuis près d'un siècle en Région wallonne, par contre, le déclin du secteur secondaire est plus récent. Par la suite, l'emploi industriel wallon s'est plus ou moins stabilisé et comptait 223.700 personnes employées (*Figure 14*) contre 852.700 dans le secteur tertiaire en 2003.

En Wallonie, on dénombrait plus de 157.000 travailleurs indépendants en 2004. 30 % des indépendants à titre principal sont des femmes. Le nombre d'indépendants diminue au fil des années et ce, malgré une hausse ponctuelle observée en 2002 (*Figure 15*).

En Région wallonne, 5,8 % des personnes âgées de 25 à 64 ans ont participé à une formation permanente en 2004. Ce pourcentage, après avoir diminué jusqu'en 2002, est reparti à la hausse les 2 années suivantes (**Figure 16**).

## **II.5. La situation environnementale**

### **5.1 La biodiversité**

Depuis la conférence de Rio en 1992, la préservation de la biodiversité est devenue une préoccupation internationale. Considérant le taux actuel d'extinction d'espèces (1.000 fois supérieur au taux naturel), les Nations unies ont pris l'engagement, au Sommet mondial du développement durable de Johannesburg en 2002, de ralentir considérablement la diminution de la biodiversité. L'Union européenne s'est, quant à elle, fixé comme objectif de stopper la perte de biodiversité d'ici 2010.

#### **5.1.1 Conservation des espèces**

Parmi les groupes biologiques suivis en Région wallonne, au moins 25 % des espèces ont un statut de conservation défavorable. Les poissons, les papillons de jour et les reptiles présentent les situations les plus précaires puisque plus de la moitié des espèces de ces groupes ont ce statut (**Figure 17**).

En ce qui concerne l'évolution des oiseaux des champs, les fluctuations observées en Région wallonne depuis 1990, sur base du suivi des espèces les plus communes (79 espèces suivies), sont importantes mais restent dans des amplitudes pouvant correspondre à des variations naturelles (**Figures 18 et 19**). Selon les observations réalisées dans certains pays disposant depuis longtemps de systèmes de surveillance, l'essentiel du déclin des espèces des milieux ouverts a eu lieu dans les années '80. On n'observe pas de redressement global.

#### **5.1.2 Natura 2000 et sites à haute valeur biologique**

Si le but principal du réseau européen Natura 2000 est le maintien des populations d'espèces et des habitats menacés dans un état favorable de conservation, il n'exclut pas toutes les activités humaines.

Les sites Natura 2000 en Région wallonne, désignés en date du 24 mars 2005, sont au nombre de 240 et couvrent une superficie de 220.944 hectares (ha), soit environ 13 % du territoire régional (**Figure 20**). Le réseau Natura 2000 est couvert à plus de 70 % par les forêts (soit 30 % des forêts wallonnes). Les habitats agricoles occupent 12,1 % de la superficie totale du réseau ( 9,2 % de prairies permanentes, 1,4 % de prairies temporaires et 1,5 % de cultures) (**Figure 21**), soit moins de 5 % de la SAU. Selon les évaluations actuellement disponibles, 30 % de la superficie des sites retenus en raison des habitats qui y sont représentés seraient dans un état favorable de conservation. Pour l'instant, la protection des sites Natura 2000 est essentiellement assurée par le biais des permis d'exploiter, de prescriptions réglementaires relatives à l'aménagement du territoire, ainsi que par des mesures agrienvironmentales. L'ensemble du travail de cartographie et de rédaction des arrêtés de désignation des sites ne devrait en effet pas être achevé avant plusieurs années.

Certains sites particulièrement rares ou fragiles nécessitent toutefois une protection plus stricte. Ils sont appelés à jouer le rôle de réservoirs d'espèces rares ou sensibles à partir desquels elles peuvent recoloniser d'autres sites. Fin 2004, les réserves naturelles et

forestières ainsi que les zones humides d'intérêt biologique représentaient 9.793 ha, soit environ 0,6 % du territoire de la Région wallonne. Leur superficie a pourtant doublé depuis 1990. 0,13 % sont situées en milieu agricole (*Tableau 2*).

### 5.1.3 Composition et état de santé des peuplements forestiers

Selon les régions naturelles, la proportion des espaces forestiers varie de 7 % pour la Région limoneuse à plus de 50 % pour l'Ardenne. Tous propriétaires confondus, les peuplements les plus fréquents en Région wallonne sont les pessières (172.400 ha), les chênaies (82.100 ha) et les hêtraies (42.300 ha). La dominance de l'épicéa provient de sa forte présence en Ardenne (52 % des peuplements). Dans les autres régions naturelles, les feuillus sont toujours majoritaires. Les forêts soumises comportent une plus grande proportion de feuillus que les forêts privées (*Figure 22*).

Plus de 3/4 des peuplements forestiers sont mono ou bispécifiques. Si une légère augmentation des peuplements mélangés s'observe depuis 1980, la tendance évolutive des peuplements très mélangés (plus de 3 essences) est à la baisse.

Toutes espèces confondues, la proportion d'arbres dont le taux de défoliation est supérieur à 25 % s'est stabilisée sur la période 1998-2003 à un niveau relativement élevé (de 12 % à 14 % environ), comparable au niveau moyen observé en Europe occidentale. Par rapport à 1990, la situation s'est nettement améliorée pour les résineux, alors qu'en feuillus, elle s'est légèrement dégradée, essentiellement en raison de l'état du hêtre. Depuis 1998, la proportion d'arbres dont le taux de décoloration est supérieur à 25 % a presque triplé pour les feuillus et doublé pour les résineux, avec un pic en 2003 où l'été a été très sec.

Les attaques de scolytes et de champignons qui ont touché ces dernières années, principalement en Ardenne, les peuplements de hêtres ont pratiquement cessé et les hêtraies endommagées devraient pouvoir se reconstituer progressivement.

Plus de 40 % de la superficie forestière de la Région wallonne sont couverts par une charte d'engagement au programme de certification PEFC (Programme de reconnaissance des schémas nationaux de certification forestière), dont l'objectif est de garantir et promouvoir une gestion forestière économiquement viable, respectueuse de l'environnement et socialement bénéfique. En outre, depuis juin 2005, un complément à la circulaire sur les aménagements en forêt est d'application dans les bois soumis au régime forestier. S'inspirant largement des principes développés dans le cadre du processus d'Helsinki et de la mise en oeuvre du réseau Natura 2000, il comporte une série de normes de gestion pour favoriser la biodiversité.

## 5.2 L'eau

L'eau n'est pas un bien marchand mais un patrimoine naturel qu'il faut gérer et protéger. C'est l'esprit de la directive-cadre européenne sur l'eau (2000/60/CE) qui implique une gestion plus intégrée du cycle de l'eau, à l'échelle du district hydrographique. L'objectif est d'atteindre d'ici 2015 un bon état qualitatif de la plupart des masses d'eau de la Communauté Européenne. Ainsi, la Région a découpé son territoire en 15 sous-bassins hydrographiques qui constituent désormais les unités de gestion pour la fixation des objectifs de qualité, les Contrats de rivière, l'égouttage et l'assainissement des eaux usées. Cette nouvelle gestion a conduit la Région à réorganiser le secteur de la production et de la distribution d'eau, à adapter ses réseaux de surveillance et à mettre en place de nouveaux outils (modèle PIRENE,

Code de l'eau...). Des programmes d'action plus intégrés ont aussi été développés notamment dans le domaine de la lutte contre les inondations et de la gestion durable de l'azote en agriculture. Les actions à entreprendre seront inscrites dans des plans de gestion par district hydrographique. Ceux-ci devront être réalisés avant fin 2009 afin de répondre aux obligations de la directive cadre.

### 5.2.1 Les cours d'eau

L'état de nos cours d'eau reflète assez fidèlement l'organisation et l'intensité des activités humaines dans leur bassin versant. Les seules rivières non-polluées sont celles des massifs forestiers en Ardenne.

Les cours d'eau les plus contaminés par les matières azotées (hors nitrates) sont situés essentiellement dans le bassin de l'Escaut, et dans une moindre mesure dans les sous-bassins de la Sambre et de la Meuse. L'eau est de meilleure qualité au sud du sillon Sambre et Meuse, où les superficies réservées aux cultures et aux zones urbaines et industrielles sont plus réduites. Le nombre de stations qui ont vu la qualité de leur eau s'améliorer entre 1996 et 2004 est beaucoup plus important que le nombre de stations où la qualité de l'eau s'est dégradée (*Figure 23*).

La pollution des cours d'eau par les matières phosphorées diminue également. Le pourcentage de stations avec une eau de mauvaise et de très mauvaise qualité est ainsi passé de 30 % à 23 % entre 1996 et 2004 (*Figure 24*).

On assiste, comme dans la plupart des pays européens, à une réduction importante de la pollution organique des cours d'eau. Environ 40 % des stations wallonnes ont ainsi vu la qualité de leur eau s'améliorer entre 1996 et 2004, principalement au nord du sillon Sambre et Meuse (*Figure 25*).

On observe que les eaux de surfaces contiennent de plus en plus de pesticides à usage non agricole (*Figure 26*). Cependant, la qualité des cours d'eau wallons s'améliore en général pour d'autres produits phytosanitaires. Concernant les micropolluants organiques, seule la famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ne respecte pas jusqu'à présent les objectifs de qualité.

Les 343 stations de mesure échantillonnées de 2000 à 2002 en Région wallonne présentent, dans 63 % des cas, une eau de bonne ou de très bonne qualité écologique. L'eau est par contre de qualité moyenne à médiocre dans 31 % des cas, et de mauvaise qualité dans les 6 % de stations restantes.

Les classes de qualité, redéfinies en fonction de la typologie des cours d'eau suite à la directive européenne 2000/60/CE confirment la situation générale révélée par les résultats antérieurs, à savoir une différence importante de la qualité écologique des cours d'eau entre le nord et le sud du sillon Sambre-et-Meuse.

Les stations de mesure où la qualité biologique globale de l'eau est très bonne sont localisées pour la plupart en milieu forestier. En général, la qualité est bonne lorsque l'occupation du territoire est mixte (pâturages et forêts) et les pressions exercées sur les ressources en eau relativement modérées. Localement, en aval d'une industrie ou d'une agglomération dont les eaux usées ne sont pas épurées, la qualité peut devenir médiocre à mauvaise comme dans la

Vesdre en aval de Verviers, le ruisseau des Gouttes à Libramont ou le Ton à Lamorteau (**Figure 27**).

Au nord du sillon Sambre-et-Meuse, en zones urbanisées ou de cultures intensives, la qualité biologique globale est souvent moyenne à médiocre, comme dans les vallées de la Mehaigne, de l'Orneau ou du Geer. La qualité écologique des cours d'eau devient mauvaise là où une urbanisation importante est associée à la présence de nombreuses industries comme dans les vallées de l'Escaut, de la Haine, de la Dendre et de la Senne. De plus, ces cours d'eau enregistrent de faibles débits, ce qui renforce les impacts négatifs des rejets urbains et industriels sur la qualité biologique de l'eau. Ces cours d'eau sont aussi en grande partie canalisés, avec pour conséquence une banalisation des habitats, une perte de biodiversité et une réduction du pouvoir auto-épurateur du cours d'eau.

La qualité écologique des cours d'eau s'est améliorée entre 1990 et 2002. La proportion de stations dont la qualité écologique de l'eau est moyenne à très bonne est passée de 73 % à 84 % en une dizaine d'années (analyse effectuée sur trois cycles de mesures et 298 stations de prélèvements communes). L'amélioration de la qualité de l'eau concerne principalement les cours d'eau de qualité mauvaise et médiocre, dont la proportion diminue de moitié, au profit de la classe de qualité moyenne.

Parmi les facteurs à l'origine de cette amélioration, citons une prise de conscience plus importante du public de préserver la qualité des cours d'eau et les effets des nouvelles législations, qui se sont traduites principalement par l'augmentation du taux d'épuration des eaux usées et la diminution de la charge polluante des rejets domestiques et industriels. L'instauration de programmes de réduction d'intrants comme le Programme de gestion durable de l'azote en agriculture et la restauration écologique des cours d'eau (restauration des frayères et des berges, plantations...) semblent également avoir des impacts positifs. Plusieurs de ces actions sont reprises dans des Contrats de rivière qui visent la restauration, la protection et la valorisation intégrées des ressources en eau à l'échelle du bassin versant.

### 5.2.2 Les eaux souterraines

La Wallonie possède de nombreuses nappes aquifères et d'importantes ressources en eau souterraine.

On observe une tendance à l'augmentation de la pollution par les nitrates dans la majorité des aquifères wallons (**Figure 28**). La contamination des eaux souterraines sur l'ensemble du territoire wallon a légèrement progressé ces dernières années : la proportion de prises d'eau avec des teneurs moyennes en nitrates supérieures à 40 mg/l est passée de 15,1% (sur la période 2000-2003) à 17,8% (sur la période 2004-2007). Cette tendance ne reflète pas l'évolution actuelle des pratiques agricoles, qui va plutôt dans le sens d'une meilleure gestion des apports azotés. Le degré de contamination des nappes lié à l'activité agricole dépend en effet aussi de facteurs comme la pluviosité et le contexte hydrogéologique local.

Concernant les pesticides, on constate une diminution dans les eaux souterraines wallonnes des concentrations en atrazine, dont la commercialisation est interdite depuis quelques années, mais une hausse des herbicides à usage non agricole (**Figures 29 et 30**).

### 5.2.3 Les eaux de baignades

Depuis le 27 mai 2004, la Région wallonne compte officiellement 34 zones de baignade (soit un site de baignade pour environ 100.000 habitants). Pendant la saison balnéaire 2004, 23 des 34 zones classées respectaient les normes impératives imposées par la directive européenne (76/160/CEE) (**Figure 31**). Cela représente 13 stations de plus qu'en 1994. Ces résultats sont cependant moins bons que la moyenne européenne qui affichait en 2004, pour les zones de baignade en eau douce, un taux de conformité aux critères impératifs de 89,4 % (5417 stations conformes sur un total de 6059).

En 2004, parmi les 23 stations wallonnes conformes, 7 respectent également les valeurs guides les plus exigeantes. Ces 7 stations sont toutes localisées sur des plans d'eau. Il s'agit des lacs de Féronval, de Bambois, de Robertville, de Chérapont, de Cerfontaine et des étangs de Recht et du centre sportif de Saint-Léger. Les 10 zones de baignade non conformes aux prescriptions européennes sont le lac de Neufchâteau et 9 stations situées sur la Hoëgne, l'Amblève, l'Ourthe, la Semois et la Lesse.

La mauvaise qualité de ces eaux de baignade s'explique par des problèmes de pollution chronique, mais également par des épisodes fortement pluvieux, qui peuvent avoir des conséquences importantes sur le niveau de contamination fécale des cours d'eau.

Globalement, la qualité des eaux de baignade s'est largement améliorée ces dix dernières années en Région wallonne, puisque la proportion d'échantillons conformes aux valeurs impératives européennes est passée de 61% à 89 % entre 1994 et 2004.

La Région wallonne met actuellement en oeuvre un vaste programme d'amélioration et de maintien de la qualité de ses eaux de baignade. Entre 2005 et 2009, un budget de 14,5 millions d'euros sera consacré exclusivement à l'assainissement des zones de baignade non conformes (collecte et épuration des eaux usées, égouttage, pose de clôtures...). Le Gouvernement wallon propose également d'aider les gestionnaires de campings à mettre en place un système de traitement et de désinfection des eaux usées dans leurs installations. Environ 80 % des campings situés en zone de protection ont eu ainsi la possibilité de traiter leurs eaux usées de manière appropriée pendant la saison balnéaire 2005.

#### 5.2.4 Les prélèvements en eau

Les Wallons consomment en moyenne 133 litres d'eau de distribution par jour et par habitant pour leurs besoins domestiques, industriels et agricoles ; une consommation largement inférieure à la moyenne européenne (environ 300 l/(hab.j)). Les volumes utilisés pour les besoins domestiques, soit 105 l/(hab.j), sont également parmi les plus faibles en Europe. En outre, ils ont diminué de plus de 13 % entre 1996 et 2003.

L'approvisionnement public en eau potable représente chaque année environ 400 millions de m<sup>3</sup> d'eau assuré à environ 80 % par les eaux souterraines et 20 % par les eaux de surface. 43,5 % de ces prélèvements sont exportés vers la Région de Bruxelles-capitale et vers la Flandre.

En 2002, les prélèvements en eaux de surface représentent environ 2.530 millions de m<sup>3</sup> (**Figure 32**). Plus de 85 % de ces volumes prélevés sont cependant restitués aux cours d'eau après usage. Les prélèvements dans les aquifères représentent environ 400 millions de m<sup>3</sup> (**Figure 32**) par an, soit environ 70 % des ressources disponibles en eau souterraine (estimées à 550 millions de m<sup>3</sup>/an). Le taux d'exploitation des nappes est relativement élevé en Région wallonne mais il est en général inférieur à 1.

## **5.3 Le sol**

En Europe, la dégradation des sols résulte principalement de phénomènes d'érosion et de pollutions locales et diffuses. Ces phénomènes contribuent à réduire le potentiel de production des sols et à contaminer les cours d'eau, notamment à travers l'accumulation de sédiments et de substances associées (nutriments, pesticides...). Les fonctions écologiques des sols et leur capacité épuratoire peuvent également être affectées, augmentant ainsi les risques de contamination de la chaîne alimentaire et des nappes aquifères.

### **5.3.1 Pollutions diffuses**

En ce qui concerne les pollutions diffuses, les dépôts atmosphériques en substances acidifiantes sont à la baisse depuis le début des années 1980 (diminution des retombées en azote et en soufre de respectivement 30 % et 80 %). Le réseau de mesure des dépôts de poussières et d'éléments traces métalliques (ETM), installé à proximité des industries à risque, enregistre aussi des résultats globalement satisfaisants, puisque les quantités déposées annuellement sur les sols sont en moyenne inférieures aux valeurs limites acceptables. Cependant, il convient de réduire les dépôts en cadmium et en nickel à proximité des infrastructures les plus polluantes. Ceux-ci dépassent largement les seuils acceptables et sont, de plus, en constante augmentation depuis 2002.

### **5.3.2 Pollutions locales**

La Région wallonne compte environ 6.000 sites potentiellement contaminés. La mise en sécurité des sites les plus pollués a fortement progressé ces dernières années. Les superficies décontaminées ont en effet presque quadruplé entre 2000 et 2003, grâce aux importants moyens financiers qui ont été dégagés, notamment via les programmes cofinancés par le FEDER.

Les sites d'activité économique désaffectés (SAED) sont des sites ayant été l'objet d'une activité économique dont le maintien dans l'état actuel est contraire au bon aménagement du site et non réaffecté à 100 %. A la mi-septembre 2004, 3.413 sites avaient été inventoriés. Après validation, 1.503 de ces sites répondent aux trois critères définissant un SAED. Ces sites couvrent une superficie de 5.942 ha, soit 0,35 % du territoire wallon.

La notion de sites d'activité économique à réhabiliter (SAER) est plus restrictive que celle des SAED car elle intègre la nécessité de réhabiliter le site préalablement à sa réutilisation. Le nombre de SAER en Région wallonne est de 1.219 sites couvrant une superficie de 2.608 ha, soit 0,15 % du territoire wallon.

### **5.3.3 L'érosion**

Le ruissellement de l'eau sur les terres agricoles est une des causes principales de l'érosion hydrique et du transport de sédiments vers les cours d'eau. Ces deux phénomènes ont souvent des implications écologiques et financières importantes. Ainsi, la formation de rigoles et de ravines, les dépôts de boues et les coulées boueuses peuvent induire des dégâts importants, tant aux cultures qu'aux infrastructures. A long terme, l'érosion de la couche superficielle du sol peut aussi être responsable d'une diminution des rendements agricoles.

L'érosion augmente la charge en sédiments des cours d'eau, des collecteurs d'égouts et des bassins d'orage avec notamment comme conséquence des risques accrus d'inondation. Enfin, le transport de particules peut être une voie de dissémination non négligeable de nutriments et

de micropolluants (pesticides, HAP...) dans les cours d'eau et les agroécosystèmes, avec des impacts négatifs sur la qualité naturelle de ces milieux. Les quantités de sol érodées dépendent des conditions climatiques (quantité et intensité des précipitations), des types de sols, du relief (degré et longueur de la pente), de l'occupation du sol et des aménagements de conservation des sols et des eaux.

L'érosion hydrique est un facteur de dégradation des sols de plus en plus important en Région wallonne. Selon le modèle intégré (EPICgrid\_PIRENE), la quantité totale de particules érodées rejoignant le réseau hydrographique wallon représente environ 761.000 tonnes (t) par an, soit une moyenne d'environ 2 t déplacées par hectare de terre cultivée et par an (pour la période 1996-2000). Les quantités d'azote, de phosphore et d'atrazine associées à ces particules sont estimées respectivement à environ 1.170 t, 207 t et 3,8 kg par an.

Bien que les sols les plus sensibles à l'érosion hydrique soient situés en régions limoneuse et sablo-limoneuse, le bassin de la Semois-Chiers contribue à plus de 14 % du total des sédiments exportés dans les cours d'eau (*Figure 33*).

Les simulations suggèrent que les quantités de sol érodées ont augmenté ces trente dernières années entre 14 % et 155 % selon le bassin hydrographique. Cela s'explique surtout par une augmentation de l'érosivité des pluies, accentuée par des changements d'affectation du sol.

Les mesures que les agriculteurs mettent en œuvre pour lutter contre l'érosion concernent surtout l'utilisation de cultures de couverture, les bandes enherbées, le travail du sol selon les courbes de niveau et le travail du sol simplifié. Ces mesures favorisent également la régénération et la conservation des stocks de carbone organique.

#### 5.3.4 Stocks de carbone organique

Les stocks de carbone organique ont augmenté de 20 % entre 1960 et 2000. Il est nécessaire de maintenir les usages et les pratiques qui ont permis la constitution de stocks importants de carbone dans les sols et de préserver les stocks existants à long terme. La matière organique constitue en effet une source importante d'éléments nutritifs pour les plantes et joue un rôle essentiel dans la rétention en eau, l'immobilisation de certains polluants et la lutte contre l'érosion (*Figure 34*). Les stocks de carbone organique dans les sols forestiers et dans les sols sous prairies ont augmenté de 56 % et 12 % respectivement, au cours des quarante dernières années en Région wallonne. Les sols sous cultures ont quant à eux perdu en moyenne 10 % de leur réserves en matière organique, principalement dans les régions de grandes cultures.

#### 5.3.5 La gestion durable des sols

Les travaux se poursuivent au niveau européen pour la protection des sols contre l'érosion, le déclin en matière organique et en biodiversité ou encore la contamination locale et diffuse. En Région wallonne, le «décret sols» s'intègre dans cette voie. Il vise essentiellement à créer une base de données sur l'état des sols, à régler les modalités de prise en charge des pollutions et à raccourcir les procédures d'assainissement, en fixant notamment des normes de concentration en polluants dans les sols.

### **5.4 L'air**

#### 5.4.1 Changement climatique

Le Gouvernement wallon a pris acte, fin 2003, des orientations du Programme d'action pour l'amélioration de la qualité de l'air à l'horizon 2010 (Plan air). Ce plan précise notamment les mesures à envisager à long terme dans les différents secteurs pour réduire la pollution atmosphérique. Les orientations wallonnes traduisent en général les initiatives prises au niveau européen, comme le Registre européen des émissions de polluants (EPER), le Programme Clean air for Europe (CAFE), qui concerne plus particulièrement les poussières fines et l'ozone, ou le Programme européen sur le changement climatique (PECC). Ce dernier définit le cadre dans lequel les quotas d'émissions de CO<sub>2</sub> peuvent se négocier, depuis l'ouverture en janvier 2005 du marché européen des droits d'émissions de GES.

#### 5.4.1.1 Production d'énergies renouvelables

En 2003, les sources d'énergie renouvelables s'élevaient à près de 378,4 kilos tonnes équivalent pétrole (ktep), soit 2 % de la consommation intérieure brute (CIB) totale d'énergie en Région wallonne (la moyenne européenne est de 6 %). La biomasse constitue la principale ressource (92,6 %, soit 350,4 ktep), essentiellement le bois et les sous-produits forestiers (79,3 % du total, soit 300,2 ktep) (**Figure 35 et Tableau 3**).

Avec l'adoption de l'utilisation de biocarburant dans les carburants routiers, de nouvelles productions devraient voir le jour dans notre pays. Quelques petites productions ont déjà lieu actuellement mais de manière trop marginale par rapport au bilan énergétique pour être prises en compte de manière systématique.

En fonction de l'évolution favorable de la politique fiscale belge en faveur des bio-carburants (voir chapitre sur les complémentarités, p. 49), plusieurs projets industriels ont été portés à la connaissance des pouvoirs publics de la Région wallonne par leurs promoteurs qui souhaitent répondre à l'appel d'offre pour obtenir une part du volume total de biocarburants défiscalisés. D'autres projets, de plus petite taille, sont également à l'étude.

En Région wallonne, le Plan pour la maîtrise durable de l'énergie (PMDE) fixe des objectifs en matière d'énergies renouvelables. Ces objectifs tiennent compte du niveau actuel d'utilisation et des possibilités de développement. Des objectifs ont aussi été fixés à l'échelle européenne. En 2010, les énergies renouvelables devraient représenter 6 % de la CIB d'énergie, l'électricité verte 22 % de la consommation électrique totale, et les biocarburants 5,75 % de la consommation totale de carburants pour le transport.

#### 5.4.2.1 Emissions de Gaz à effet de serre (GES)

La Belgique s'est engagée à réduire ses émissions de GES de 7,5 % durant la période 2008-2012 par rapport à leurs niveaux de 1990. L'objectif est identique au niveau wallon, depuis que l'Etat fédéral et les trois Régions du pays se sont mis d'accord sur la répartition de l'effort à fournir par la Belgique (accords du 8/03/2004) comme indiqué dans la partie A.

En 2002, la Wallonie a rejeté dans l'atmosphère près de 50,5 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (Mt éq CO<sub>2</sub>) de GES (**Figure 36**), soit environ 35 % des émissions belges et 1,2 % des émissions européennes. Ces rejets correspondent à environ 15 t éq CO<sub>2</sub> par habitant, alors que les moyennes européenne et mondiale étaient estimées à respectivement 10,8 et 4 t éq CO<sub>2</sub>/hab. En 2002, les émissions wallonnes de GES ont diminué de 7,3 % par rapport à 1990 et ce, malgré une évolution défavorable des émissions de GES dans le secteur du transport (**Figure 37**). Cette diminution s'explique davantage par des éléments de type conjoncturel que par l'effet de l'application de mesures structurelles. En 2006, la Wallonie a rejeté dans

l'atmosphère environ 47.800 kt éq CO<sub>2</sub> de GES. Les émissions anthropiques de GES ont diminué de 12,7% entre 1990 et 2006. Selon les dernières projections (février 2008), les émissions wallonnes de GES durant la période 2008-2012 devraient être inférieures de 9,4% aux émissions de l'année de référence (à politique constantes).

#### 5.4.2 Emissions acidifiantes

En ce qui concerne la réduction des émissions de polluants, la Région wallonne enregistre de bonnes performances. En Région wallonne, les émissions de SO<sub>2</sub> et de NOx proviennent essentiellement de l'utilisation de combustibles fossiles et de la fabrication industrielle d'acides. Les émissions de NH<sub>3</sub> sont plutôt associées à certaines pratiques agricoles (conditions de stockage, manipulation et épandage des effluents d'élevage). Le secteur agricole est responsable d'un quart des émissions de substances acidifiantes en 2002. Cette valeur a diminué de plus de 6 % depuis 1990. La forte croissance des émissions provenant des élevages de volailles n'a qu'un effet limité car ils ne sont responsables que d'une petite fraction (2 % environ) du total des émissions.

La Région wallonne s'est engagée dans le cadre du Protocole de Göteborg et de la directive 2001/81/CE, dite directive NEC, fixant des plafonds d'émissions nationaux pour certains polluants atmosphériques (SO<sub>2</sub>, NOx, COVphot et NH<sub>3</sub>), à réduire ses émissions de substances acidifiantes d'ici 2010, afin qu'elles ne dépassent pas un plafond d'émissions fixé à 4,35 kt Aéq/an . En diminuant ses émissions de 7,99 à 5,55 kt Aéq entre 1990 et 2002, la Région a réalisé près de 67 % de son effort de réduction, particulièrement dans les secteurs de l'industrie, de la transformation d'énergie et du transport (**Figures 38 et 39**).

Il faut cependant souligner que le taux annuel de réduction des émissions qui était en moyenne d'environ 280 t Aéq entre 1990 et 1996 est passé à 125 t Aéq/an entre 1996 et 2002, ce qui traduit un certain «essoufflement» des efforts de réduction au cours du temps.

#### 5.4.3 Qualité de l'air

En matière de qualité de l'air, les importants pics d'ozone enregistrés durant l'été 2003 (températures et ensoleillement exceptionnels) confirment la difficulté de maîtriser cette pollution. Cependant, on a constaté très peu de pics d'ozone en 2004 par rapport à 2003. A noter que la concentration en ozone est plus importante en zone rurale qu'en zone urbaine.

Il en est de même pour les particules en suspension, dont les concentrations dans l'air ont encore localement dépassé les valeurs limites définies pour la protection de la santé humaine, particulièrement dans les zones industrielles les plus sensibles.

Enfin, la situation s'améliore pour le soufre, le plomb et les métaux lourds, pour lesquels les concentrations sont en constante diminution depuis 1990.

### **II.6. L'agriculture**

#### 6.1 Les facteurs de production

En 2005, 28.007 personnes ont exercé une activité régulière dans le secteur agricole et horticole en Wallonie, soit une baisse de 34,3 % depuis 1992 (**Figure 40**). La main-d'œuvre agricole wallonne compte pour 29,5 % de la main-d'œuvre nationale dans ce secteur.

La formation des exploitants agricoles s'améliore au cours des années. Le pourcentage des exploitants ayant reçu une formation agricole exclusivement pratique est passé de 70,4 % en 1990 à 48,4 % en 2005 alors que le nombre d'exploitants qui ont suivi une formation agricole complète est, quant à lui, passé de 10,8 % à 26,3 % (**Tableau 4**).

Comparativement aux autres secteurs de l'économie, il apparaît que la population active est nettement plus âgée en agriculture. En effet, en 2005, 21,9 % des exploitants wallons avaient plus de 55 ans alors que 7,4 % ont moins de 35 ans (**Tableau 5**).

En Région wallonne, le pourcentage d'exploitants individuels et chefs d'exploitation exerçant une autre activité à titre principal, secondaire et n'en exerçant aucune était de, respectivement, 10,7 %, 8,2 % et 81,1 % en 2005 (**Figure 41**).

Le développement de l'économie, l'amélioration des conditions de vie et la construction de voies de communication ont contribué à la diminution au fil du temps de la SAU wallonne (-5,2 % entre 1980 et 1992). A partir de 1992, ce phénomène s'est inversé (+0,3 % par an). Depuis 1999, la SAU reste relativement stable avec une légère hausse entre 2002 et 2004 (**Figure 42**). Cependant, en 2005, la SAU wallonne diminuait pour atteindre 755.545 ha. Etant donné que les terres agricoles totales sont en constante diminution (-6,4 % de 1980 à 2003), il y a donc, depuis 1992, une meilleure exploitation des surfaces disponibles.

La proportion des terres en faire-valoir direct varie avec la taille des exploitations, l'âge de l'exploitant et le type d'activité agricole exercée. En 2005, 30,5 % des terres cultivées en Wallonie appartiennent à l'exploitant (**Tableau 6**).

## **6.2 Les unités de production**

La réduction du nombre d'exploitations constitue une tendance lourde et irréversible. En 2005, le nombre d'exploitations agricoles et horticoles en Région wallonne atteignait 17.109 unités (33,2 % des exploitations belges). Depuis 1990, la diminution annuelle du nombre d'exploitations a le plus souvent avoisiné 800 unités par an et a parfois dépassé 1.000 unités. Cependant, de 2002 à 2005, cette diminution s'est quelque peu ralentie (**Figure 43**).

Au cours de la période 1990 à 2005, le taux de remplacement est le plus souvent resté inférieur à 0,5 et, en 2004, il s'élevait à 0,35, ce qui signifie que 35 agriculteurs se sont installés en Région wallonne pour 100 agriculteurs qui ont quitté la profession. Etant donné le faible niveau de ce taux de remplacement et l'évaluation peu positive qui avait été réalisée de la mesure « pré-retraite » mise en œuvre par le Fédéral durant la période 1994-1999 (rapport coût/efficacité peu satisfaisant), cette mesure n'a pas été reconduite et n'est pas envisagée pour la période 2007-2013. Par contre, des aides sont accordées en faveur de la première installation des jeunes agriculteurs qui justifient de la capacité professionnelle minimale. Le principal facteur qui semble déterminer l'existence d'un successeur potentiel est la taille de l'exploitation (**Tableau 7**).

Au fil du temps, on observe une diminution du nombre d'exploitations wallonnes cultivant de petites superficies et donc de plus en plus d'exploitations de grande taille. En 2005, plus d'un tiers d'entre elles disposaient de plus de 50 ha alors qu'un peu moins de la moitié avaient moins de 30 ha (**Tableau 8**).

En Région wallonne, la superficie moyenne par exploitation est passée de 27,2 ha en 1992 à 44,2 ha en 2005, soit un accroissement de plus de 60 % (**Figure 44**). Les agriculteurs wallons cultivent une superficie nettement plus élevée que la moyenne nationale.

La tendance à l'augmentation de la taille moyenne des exploitations wallonnes se poursuit depuis plusieurs décennies. Elle résulte principalement de la mécanisation de l'agriculture, ce qui a provoqué une diminution du temps de travail par unité de surface mais, en contre partie, cela conduit à disposer d'une superficie de plus en plus grande afin d'amortir le matériel acquis.

Toutefois, en Région wallonne, la superficie moyenne par exploitation est loin d'atteindre un niveau exceptionnel alors que l'on y pratique essentiellement les grandes cultures et les productions bovines, spéculations nettement liées au sol.

Au regard de la situation actuelle concernant la reprise des exploitations, il ne fait aucun doute que cette tendance se poursuivra et ce, d'autant plus que les agriculteurs cherchent à augmenter leur superficie afin que leur exploitation atteigne une dimension économiquement viable.

Pour améliorer la compétitivité des exploitations agricoles, il faut permettre à celles qui jouissent de bonnes structures de les améliorer encore de façon à rester compétitives et, aux autres, de pouvoir assurer leur rentabilité en diversifiant leurs activités, en recherchant des marchés de niche,...

### **6.3 Les productions agricoles**

L'agriculture wallonne se caractérise par des productions de grandes cultures (céréales, plantes industrielles), des cultures fourragères et par des productions animales (essentiellement bovines) liées au sol. L'utilisation du sol par l'exploitation agricole wallonne traduit bien cette orientation : en 2005, les cultures arables couvraient 53,9 % et les prairies permanentes 45,7 % de la SAU. Lorsqu'on observe l'évolution sur une longue période, on constate une augmentation de la part des cultures arables au détriment des prairies permanentes. L'agriculture wallonne est donc plus liée aux régimes d'aides découpées et aux organisations communes de marché, que la Flandre qui est plus orientée vers des secteurs peu réglementés.

#### **6.3.1 Les cultures agricoles et horticoles**

En 2005, les superficies couvertes par les différents groupes de cultures en Région wallonne (**Tableau 9**) se répartissaient en prairies permanentes (45,7 %), céréales pour le grain (23,7 %), cultures industrielles (11,2 %), cultures fourragères (11,3 %) et jachères (2,6 %). Les grandes cultures occupent une place très importante dans l'activité des exploitations se situant principalement en région limoneuse (**Figure 45**).

Malgré une forte croissance de la culture de légumes en plein air (+ 6 % l'an en moyenne), la superficie wallonne, avec 12.047 ha en 2004 (**Tableau 10**), reste bien en deçà de la superficie en Région flamande (26.850 ha). Ce type de culture est avant tout destiné à l'industrie de transformation.

La production de légumes, essentiellement de pleine terre, s'est donc développée en Wallonie (**Figure 46**), le besoin de diversification est une des causes de cette évolution. Il existe, comme pour les secteurs fruitiers et de l'horticulture ornementale, de réelles potentialités de croissance mais des problèmes d'organisation se posent, notamment sur le plan de la commercialisation.

Les cultures de légumes sous serres en Région wallonne, qui ont également évolué de manière significative, restent marginales par rapport à la production belge (6,2 contre 1.127 ha).

### 6.3.2 Les productions animales

En Région wallonne, le secteur agricole est fortement dominé par les élevages (**Tableaux 11 et 12**) et plus précisément par les élevages bovins (**Figures 47 et 48**). Par ailleurs, les élevages hors sols ont connu une croissance non-négligeable au cours des dernières années suite aux crises successives qui ont secoué le secteur de la viande bovine et qui ont favorisé le développement de modes de production de qualité différenciée. Cependant, ils restent peu développés en Région wallonne et ne représentent une importance significative dans l'économie des exploitations que dans quelques communes (**Figure 49**).

La dépendance de la Belgique vis-à-vis de ses importations de volailles de qualité laisse à penser que la production de poulets de chair continuera à se développer. De plus, la Wallonie, qui dispose, dans certaines zones, de capacités de valorisation des effluents d'élevages (taux de liaison au sol inférieur à 1, **Figure 50**), présente un potentiel important de développement pour la production porcine.

### 6.3.3 Les productions biologiques

En 2003, le producteur biologique wallon développait ses activités sur une SAU d'environ 50 ha, soit près de 9 ha de plus que la SAU moyenne wallonne. Son âge est de 45 ans en moyenne contre 51 ans pour le producteur wallon.

De 1987, année des premières statistiques en cette matière, la superficie sous contrôle (bio et conversion) est passée de 580 ha à 32.330 ha en 2008. Néanmoins, elle reste fortement limitée car elle ne représente que 4,33 % de la SAU wallonne. En 2008, on dénombrait 671 producteurs certifiés bio et, en 2004, 217 transformateurs ou importateurs wallons. L'essor de la superficie sous contrôle en Wallonie provient essentiellement des prairies (85 % des superficies). A noter que les superficies et le nombre de producteurs primés dans le cadre de la mesure 214 sont inférieurs du fait notamment d'un certain nombre d'hectares non éligibles au régime d'aides à l'agriculture biologique.

Les herbivores, et en particulier les bovins, forment le contingent de loin le plus important lorsqu'on le convertit en UGB. En 2004, les porcins, les bovins, la volaille ainsi que les ovins et caprins « bio » représentaient respectivement 1,8 %, 2,2 %, 1,3 % et 10,8 % des cheptels correspondants.

Les filières de commercialisation des produits indigènes biologiques ne sont pas suffisamment développées. Le dynamisme du phénomène « bio » tend progressivement à s'essouffler ; cela s'explique, entre autres, par le manque d'informations du consommateur et le succès des labels de qualité.

## 6.4 Le revenu agricole

En 2004, le revenu du travail par unité de travail (RT/UT) de l'ensemble des exploitations atteignait 24.300 €, soit une baisse de 8 % par rapport à 2003 et une hausse de 24 % par rapport à 2002. On constate encore qu'en moyenne pour la période 2002 à 2004, le RT/UT des exploitations agricoles wallonnes est estimé à 23.400 €. Plus de 6 % des exploitations

observées ont obtenu un RT/UT négatif sur la période 2002 à 2004 ; près de 6 % des exploitations suivies en comptabilité ont obtenu un RT/UT supérieur à 60.000 € sur la période 2002 à 2004.

La productivité du travail par exploitation agricole s'élève à 51.662,5 € de valeur ajoutée brute par unité de travail annuel en 2004. Les orientations technico-économique présentant les productivités du travail les plus faibles sont les secteurs « Lait moyennement spécialisé », « Bovins à viande » et « Bovins mixtes » et la plus élevée est celle du secteur « Cultures agricoles » (*Tableau 13*).

## **6.5 L'impact environnemental**

Les principaux problèmes environnementaux liés à l'agriculture sont les pollutions diffuses par les nitrates dans les eaux de surface et souterraines, les impacts de l'utilisation d'intrants (en particulier les produits phytosanitaires) sur différents compartiments de l'environnement (eau, sol, biodiversité), et la conservation des éléments du maillage écologique favorisant la biodiversité en milieu agricole.

### **6.5.1 Utilisation d'intrants**

Les apports d'engrais minéraux sont en diminution régulière depuis 1990 (- 15,3 % pour l'azote, - 46,4 % pour le phosphore), ce qui reflète les progrès réalisés dans l'utilisation raisonnée des engrains et ce, malgré les prix relativement bas de ces produits. Les apports totaux en azote (minéral et organique) ont également diminué au cours des dernières années, restant bien en deçà de la limite de 250 kg/ha (en moyenne par exploitation) fixée par l'AGW du 10 octobre 2002. En effet, en Wallonie, les apports d'engrais minéraux azotés et phosphorés appliqués étaient de respectivement 105 et 29 kg/ha de SAU en 2003 alors que la moyenne européenne n'était que de 66 et 21 kg/ha en 2001, ce qui situe la Région wallonne derrière les Pays-Bas mais devant la France et l'Allemagne. En 2003, l'apport d'engrais minéraux potassiques est de 45 kg/ha de SAU.

A l'échelle de la Région wallonne, les quantités totales d'herbicides et d'insecticides (substances actives) ont été réduites, respectivement, de 18 % et de près de 30 % sur la même période. L'utilisation des fongicides a par contre plutôt tendance à augmenter.

Les herbicides sont principalement utilisés en betterave sucrière et en céréales (froment), les fongicides en pomme de terre, et les insecticides en betterave sucrière et en pomme de terre, même si les applications sont assez variables d'une année à l'autre, surtout pour cette dernière culture (lutte contre le mildiou) (*Figures 51 et 52*). Entre 1995 et 2003, les utilisations de pesticides par unité de surface cultivée (toutes substances actives confondues) ont été réduites de 25 % pour les céréales (froment), 19 % pour les betteraves sucrières, et 14 % pour le maïs fourrager. L'évolution pour la pomme de terre est nettement moins favorable, particulièrement en ce qui concerne les fongicides.

D'un autre côté, on ne constate pas d'amélioration de la qualité des eaux souterraines. Ceci peut s'expliquer par le temps de transfert entre les sols et les nappes, ou encore, par le fait que les données d'utilisation de pesticides présentées ici ne concernent pas les usages non agricoles de pesticides (jardins, parkings, voies de chemin de fer) ni les risques ponctuels (vidanges de cuve, non respect des conditions d'application), qui constituent des sources de pollution non négligeables.

L'évolution des quantités de matières actives appliquées ne permet pas, à elle seule, d'évaluer l'impact environnemental de l'utilisation (agricole et non agricole) des pesticides. La tendance observée est principalement due au développement de molécules plus ciblées et de produits plus concentrés, qui sont appliqués à des doses nettement plus faibles pour un même résultat. Par ailleurs, l'exposition directe à certaines substances ou à leurs dérivés, et leur accumulation dans les chaînes alimentaires, peuvent constituer un risque pour l'environnement et la santé humaine. Ce risque est évalué à l'occasion de la procédure d'agrération des pesticides.

En Belgique, la mise sur le marché des pesticides est une compétence fédérale. Conformément à la loi relative aux normes de produits (MB du 11 février 1999), un Programme fédéral de réduction des pesticides à usage agricole et des biocides a été adopté fin 2004. Un des objectifs est de réduire, d'ici 2010 et par rapport à l'année 2001, de 25 % l'impact négatif des pesticides utilisés dans le secteur agricole. Un premier état de la situation sera réalisé fin 2006.

### 6.5.2 Effluents d'élevages

Il existe un risque de pollution des eaux de surface et souterraines par les nitrates si les quantités d'effluents épandues dépassent les capacités de valorisation par les cultures, ou encore si le stockage et/ou l'épandage des effluents sont réalisés dans des conditions inadéquates. Une attention particulière doit donc être portée à ce problème en cas d'élevage intensif, en particulier s'il s'agit d'élevage hors sol.

En 2004, la production annuelle d'azote organique dans les exploitations agricoles wallonnes était de 81.486 t, soit plus de 95 % de la production totale. En 2007, elle s'élevait à 75.000 t. Le cheptel bovin produit 89,8 % de cette quantité d'azote organique, le cheptel porcin 5,2 % et les volailles 2,2 % et ce, malgré la diminution du cheptel bovin et l'augmentation du nombre de porcs et de volailles au fil du temps. La réduction observée est due à la diminution du nombre de bovins.

L'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture (PGDA), mis en place suite à la Directive Cadre Eau européenne (2000/60/CE), précise le contenu en azote des différents types d'effluents, le mode de calcul des quantités maximales autorisées sur les parcelles agricoles, ainsi que les conditions de stockage à la ferme et d'épandage des effluents. Pour une exploitation ou une région donnée, le rapport entre la quantité d'azote organique produite par les animaux et les capacités d'épandage sur les parcelles agricoles de cette exploitation ou de cette région est appelé le taux de liaison au sol (LS) interne. D'autres types de LS peuvent être calculés, en tenant par exemple compte des échanges d'effluents entre exploitations.

Selon le PGDA, les valeurs de LS tenant compte des échanges d'effluents ne peuvent pas être supérieures à 1. Outre le respect des normes de LS, les apports totaux d'azote (organique et minéral) à l'échelle de la parcelle sont plafonnés en fonction des besoins physiologiques des cultures (selon le Code de bonnes pratiques agricoles). Dans certains cas aussi, des normes plus strictes, relatives à la mise en oeuvre des mesures agrienvironmentales par exemple, sont d'application (parcelles en fauche tardive, exploitations bénéficiant de primes pour une faible charge en bétail, tournières enherbées ...).

Concernant l'impact quantitatif de l'agriculture en relation avec la Directive Cadre Eau européenne (2000/60/CE), la distribution des exploitations agricoles wallonnes en fonction de leur taux de liaison au sol montre que 80 % des exploitations ont des capacités internes d'épandage suffisantes. Cette proportion augmente légèrement si on tient compte des échanges

d'effluents (**Figure 53**). A l'échelle européenne, avec un LS moyen régional de 0,66, la Région wallonne se situe par ailleurs parmi les régions où la charge moyenne en azote organique par hectare de surface agricole est élevée, derrière la Flandre et les Pays-Bas notamment.

Les valeurs de liaison au sol à l'échelle communale (**Figure 50**) montrent également que les zones où les possibilités d'épandage des effluents d'élevage sont insuffisantes sont localisées en région sablo-limoneuse, en région limoneuse et en région herbagère liégeoise. Ces régions incluent les zones vulnérables (et assimilées), où les eaux souterraines présentent les niveaux de contamination en nitrates les plus élevés. Cette situation est donc préoccupante dans ces régions, même si les moyennes communales peuvent englober des valeurs assez contrastées d'une exploitation à l'autre, et que les temps de transfert des nitrates vers les nappes peuvent varier.

A noter que l'extension des zones vulnérables, l'adaptation du plan de gestion durable de l'azote en agriculture (PGDA) et de la dérogation régionale en vue de satisfaire aux exigences de la Directive Nitrates font actuellement l'objet de discussions entre la Commission et la Région wallonne (cf. III.6).

### 6.5.3 Emissions de GES

En 2006, l'agriculture était responsable de 9 % des émissions de GES de la Région wallonne, soit 4.610 kt éq CO<sub>2</sub>. Les émissions du secteur ont légèrement baissé (-9,3 %) par rapport à 1990. L'agriculture est le principal responsable des émissions de méthane liées à la digestion des ruminants, et de protoxyde d'azote provenant des épandages d'engrais minéraux et des effluents d'élevage. Ces deux types de rejets représentent respectivement 49 % et 44 % des émissions totales de GES du secteur (**Figure 54**).

### 6.5.4 Mesures agri-environnementales et zones « High Nature Value farmland areas »

La Région wallonne fait réaliser une évaluation en continu du régime des mesures agrienvironmentales qu'elle a mis en place. Pour tenir compte des résultats de cette évaluation, le programme agri-environnemental a été récemment revu, en vue d'en améliorer l'efficacité (simplification de certaines mesures, modification de cahiers des charges,...). Cette refonte a également permis d'adapter le cadre réglementaire aux réalités de l'agriculture régionalisée. Le nouveau programme, d'application depuis le début 2005 (AGW du 28 octobre 2004) et qui a rencontré un grand succès auprès des agriculteurs, prend largement en compte la plupart des conclusions de l'évaluation, en accordant une place importante aux mesures ciblées (8 et 9). Excepté pour les mesures relatives aux animaux, les primes concernant les actions générales peuvent être majorées, moyennant un avis préalable quant à la pertinence de la méthode par rapport à la situation environnementale de la parcelle ou de l'exploitation. L'accès aux actions ciblées est quant à lui conditionné à un avis technique préalable de l'Administration. C'est également sur ce dernier volet qu'est concentré l'encadrement des agriculteurs.

Une forte hausse du nombre de demandes pour la participation au régime a été enregistrée en 2005. En effet, 3.604 agriculteurs ont adhéré à ce nouveau programme pour un total de 9.317 méthodes. En décembre 2004, près d'une exploitation wallonne sur trois avait souscrit un contrat agrienvironnemental, contre une exploitation sur cinq en décembre 2000. Cependant, la SAU impliquée reste modeste (6,2 % en 2004 contre 4,6 % en décembre 2000). En tenant compte des "superficies équipées" ou influencées par les méthodes agri-environnementales mises en œuvre (ex : 200 m de haies ou 800 m<sup>2</sup> de tournière correspondent à un hectare de

SAU), l'ensemble des MAE couvre 15 % de la SAU totale en 2004, en excluant l'aide à l'agriculture biologique.

Vu la refonte complète du régime en 2005, il n'est pas envisagé de le modifier en profondeur. Seules quelques adaptations mineures devraient y être apportées.

En 2005, 8.596 agriculteurs wallons, soit 51,1 % des producteurs, étaient concernés par les zones « High Nature Value farmland areas » (HNV) (*Figure 55*). La superficie des parcelles agricoles intersectées par les HNV représentait, avec 216.268 ha, 28,2 % de la SAU wallonne. La superficie des parcelles ou parties de parcelles agricoles incluses dans les HNV était de 76.111 ha, soit 9,9 % de la SAU. 77,1 % des parcelles intersectées par les HNV et 75,0 % des parcelles incluses dans les HNV sont des prairies.

En terme de superficie, le taux de couverture des mesures agri-environnementales (MAE) était de 21,3 % en 2005 lorsqu'il est rapporté aux parcelles agricoles intersectées par les HNV. A noter que 90,0 % des producteurs pratiquant des MAE sont concernés par les HNV.

## **II.7. L'industrie agroalimentaire**

L'industrie alimentaire belge offre au consommateur un assortiment varié de produits alimentaires de qualité supérieure en combinant tradition gastronomique et innovations technologiques.

Ce secteur se caractérise par un tissu très dense de TPE et de PME (*Tableau 14*). En Région wallonne, 81,8 % des entreprises agroalimentaires employaient moins de 10 personnes et 96,5 % moins de 50 personnes en 2002. Ce secteur en Région wallonne est très diversifié (*Figure 56*).

En 2002, les 1.715 établissements (dont 886 boulangeries artisanales de moins de 5 personnes et 256 occupant de 5 à 10 personnes) recensés en Région wallonne employaient 19.796 salariés (*Tableau 14*). En 2003, ce secteur employait 19.812 personnes. L'évolution de l'emploi dans ce secteur montre une stabilité nettement plus grande que dans l'ensemble du secteur industriel (*Tableau 15*). L'industrie alimentaire se positionnait en deuxième position en terme d'emploi dans le monde industriel wallon (*Figure 57*) et pouvait se targuer d'avoir su préserver, au cours de la dernière décennie, la stabilité du nombre de postes occupés. L'innovation technologique et la créativité contribuent significativement au maintien de l'emploi dans l'industrie agroalimentaire. Les indicateurs à court terme de l'emploi les plus récents confirment cette stabilité de l'emploi en 2004. Ceux-ci indiquent même une légère augmentation de 0,2 % dans les entreprises de plus de dix personnes en décembre 2004 par rapport à décembre 2003.

En 2004, l'industrie alimentaire wallonne enregistrait un taux de croissance de 4,9 %. Avec 15,5 % du chiffre d'affaires total des industries manufacturières et un chiffre d'affaires de 5.894 millions € (chiffre provisoire), l'industrie alimentaire wallonne conforte sa position de troisième secteur industriel de Wallonie. La répartition du chiffre d'affaires de l'industrie alimentaire wallonne par sous-secteurs est donnée à la *Figure 58*. Ces bons résultats s'expliquent en grande partie par d'excellentes performances sur les marchés des exportations.

La valeur ajoutée brute des industries alimentaires wallonnes était de 1.276,5 millions € en 2003 contre 1.007,5 en 1995, ce qui représente une hausse de 26,7 %. La Wallonie

représentait 12,8 % de la valeur ajoutée totale des industries manufacturières wallonnes (*Figure 59*) en 2002.

Les exportations de l'industrie alimentaire wallonne ont quant à elles atteint 3.464,1 millions € en 2004, soit 692,4 millions € de plus qu'en 2001.

La formation brute de capital fixe de l'industrie alimentaire wallonne était de 277,3 millions €, soit une hausse de 30,1 % par rapport à 1995 (*Figure 60*).

## ***II.8. La gestion forestière***

### **8.1 Les propriétaires**

En termes de gestion, les propriétés forestières sont réparties en forêts soumises, gérées par la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGRNE, Ministère de la Région wallonne) (47 %), et forêts non soumises qui appartiennent à des propriétaires privés (53 %). Les propriétaires forestiers privés, très nombreux, sont responsables d'étendues de taille très variable. Ce morcellement de la forêt privée pose certains problèmes organisationnels.

La forêt représente pour ses propriétaires un revenu net global de près de 75 millions € par an, alors que 24 millions € sont investis annuellement et bénéficient à des entreprises diverses, généralement rurales : pépinières, entreprises de travaux forestiers ou d'équipement. Tous propriétaires confondus, on aurait ainsi sur la période 1998-2003 un revenu net annuel de 74,3 millions €, soit 136,4 € par ha et par an. Par ailleurs, la forêt wallonne alimente la filière-bois en matière première pour une valeur sur pied de 100 millions €, correspondant à environ 3,5 millions de m<sup>3</sup>.

### **8.2 La filière bois**

En aval de la forêt, les différents segments de la filière forêt-bois représentent en 2005 plus de 12.000 emplois salariés (*Tableau 16*). En outre, l'examen des données INS sur le nombre d'entreprises d'exploitation assujetties à la TVA (année 2002) indique pour la Belgique 1.807 entreprises sans salariés, soit environ 1.500 indépendants (éventuellement en activité complémentaire) en Wallonie. En amont, on recense une centaine de personnes inscrites dans les Fédérations d'Experts Forestiers et d'Entrepreneurs de Travaux Forestiers. Il n'est par ailleurs pas possible de déterminer la masse du travail personnel presté par les quelques 100.000 propriétaires privés dans leurs propriétés.

#### **8.2.1 Les scieries**

Dans le secteur des scieries de feuillus et de résineux ainsi que des entreprises de tranchage, déroulage, séchage, étuvage et imprégnation des bois, la grande majorité des entreprises appartiennent au monde des PME. Globalement, elles procurent, en Belgique, de l'emploi à plus de 3.000 personnes et génèrent annuellement un chiffre d'affaires de l'ordre de 850 millions €.

L'évolution croissante des superficies boisées et de la productivité associée à une gestion dynamique et au recours aux techniques de pointe dans le domaine de la génétique a notamment conduit, au cours des années '80 à un accroissement exponentiel de la production

annuelle de sciages résineux, celle-ci passant de 310.000 m<sup>3</sup> en 1981 à 900.000 m<sup>3</sup> en 1989. Actuellement, la vitesse de croisière est de plus d'1 million de m<sup>3</sup> de bois scié par an.

Le secteur de la première transformation est bien développé et représente une source d'emplois directs et indirects. Par contre, la seconde transformation est beaucoup moins développée en Région wallonne que dans les autres régions du pays.

### 8.2.2 L'industrie du bois et de l'ameublement

La seconde transformation du bois (donc, scieries exclues) comptait, en 2003, 429 entreprises wallonnes (63 % des entreprises comptent moins de 5 emplois) et l'emploi s'élevait à 3.630 personnes (**Figure 61**), soit + 1,34 % par rapport à 2002. Les chiffres détaillés indiquent que ce sont les secteurs de la construction bois, du panneau et de l'emballage qui ont un bilan net positif. Tous les autres sous-secteurs ont vu leur nombre de travailleurs diminuer.

Depuis 1995, l'industrie du bois et de l'ameublement en Wallonie enregistrait une progression régulière de son chiffre d'affaires et augmentait sa part dans la création de valeur ajoutée du secteur au niveau national. L'année 2002 marque cependant un recul pour l'industrie du bois et de l'ameublement tant sur le plan du chiffre d'affaires (-4,3 %) que des investissements (-22,1 %). Seules les exportations progressaient encore quelque peu.

En 2003, le chiffre d'affaires global continue à régresser. Toutefois, cette baisse fut moins durement ressentie en Wallonie que dans l'ensemble du pays. En 2003, l'industrie du bois et de l'ameublement a réalisé en Wallonie un chiffre d'affaires de 639,9 millions d'euros (-1,2 % par rapport à 2002). Le sous-secteur qui, dans l'industrie du bois, occupe la première place en termes de chiffre d'affaires généré et d'emploi est sans conteste le secteur du meuble, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 298,4 millions d'euros en 2003.

Globalement, les investissements ont augmenté de 66 % passant de 32,9 à 54,6 millions d'euros. Cependant, en 2003, les investissements se sont fortement réduits dans pratiquement tous les sous-secteurs, exception faite de l'industrie du panneau (+410,1 %).

Ce secteur, au niveau belge, exporte environ 61,8 % de sa production. Reporté à la Région wallonne, l'industrie du bois et de l'ameublement en Région wallonne exporterait pour environ 395,5 millions d'euros.

Par rapport à l'ensemble de la seconde transformation belge du bois, la Wallonie représente en 2003, 11,8 % du chiffre d'affaires, 24,2 % du nombre d'entreprises et 13,6 % de l'emploi.

### 8.2.3 L'industrie papetière

La situation économique du secteur se détériore maintenant depuis quatre ans et les augmentations de production enregistrées ne sont en fait que la conséquence d'investissements structurels décidés antérieurement. En terme d'emploi, le secteur de l'industrie papetière a subi une chute de plus de 6 % au cours de l'année 2004.

La production belge de pâtes à papier a augmenté de 8 % en 2004, pulvérisant le plafond historique des 500.000 t. La production de pâtes chimiques, uniquement produite en Région wallonne, s'élève à 361.000 t et justifie une bonne part de la croissance de la production sectorielle belge.

Malgré une conjoncture défavorable, la production belge de papiers et cartons s'est accrue de 12 %, frôlant la barre des 2.000.000 t grâce à un investissement antérieur de près de 500 millions €.

En dépit d'une conjoncture peu brillante et selon une première estimation, le recyclage des vieux papiers a sérieusement progressé grâce aux quelques 919.000 t de vieux papiers recyclés en 2004 (année record), soit une progression de près de 37 % par rapport à 2003.

Sur le marché du bois, l'augmentation de production de pâtes s'est logiquement traduite par une augmentation des consommations de bois sur base de l'année précédente. La consommation annuelle de bois atteindrait 3.145.000 de stères. Pour les essences feuillues, 2.360.000 de stères ont été consommées. L'achat de bois résineux s'est affiché à environ 785.000 stères. L'industrie papetière reste donc un des principaux utilisateurs de bois (plaquettes de scieries et sous-produits forestiers) dans notre pays. A noter que le bois utilisé provient d'une part des déchets de scieries (76 % de l'approvisionnement résineux) et des bois d'éclaircie, de taillis et houppiers (83 % de l'approvisionnement feuillus).

## ***II.9. Le tourisme rural***

Il n'est pas inutile de rappeler que depuis 1994, le tourisme n'est plus considéré comme une activité dépendante du secteur non-marchand. En effet, tout en ne négligeant pas la dimension humaine des activités touristiques, la régionalisation de ce secteur l'a positionné au rang des activités économiques à part entière.

En 2005, le nombre d'arrivées en Région wallonne, dans les hébergements répertoriés par l'INS (hôtels, campings, villages de vacances et tourisme jeune ou social) était de 2,5 millions de touristes (soit une augmentation de 16% en 10 ans), ou 22% des arrivées en Belgique. Tous hébergements confondus (y compris le tourisme rural), le nombre de nuitées en 2005 avoisinait les 8,6 millions.

La clientèle étrangère représente 44% de l'ensemble des touristes (dont 24% de néerlandais).

Selon EUROSTAT, en 2003, la Wallonie comptait 426.345 lits dans l'ensemble du secteur touristique (37,9 % du total belge). Ce secteur comprend les hôtels et établissements assimilés (6,1 %), les campings touristiques (33,7 %), les logements pour vacances (5,7 %) et l'ensemble des établissements d'hébergements collectifs (54,4 %).

Le nombre total de lits a chuté de 2,8 % depuis 1995 (**Figure 62**), où il représentait, avec 438.696 lits, 37,7 % du total belge. Cette baisse est essentiellement due aux campings touristiques (-7.870 lits) et aux établissements d'hébergements collectifs (-5.518 lits). Seul le nombre de lits dans les logements pour vacances est en hausse (+2.688 lits).

En 2006, les hébergements touristiques reconnus représentaient, en Wallonie, 69.921 lits (pour l'hôtellerie, le camping et le tourisme rural). Soit une augmentation de 6% en 5 ans.

En 2003, le secteur du tourisme rural a enregistré près de 1.750.000 nuitées, soit 20 % de l'ensemble des nuitées dénombrées en Région wallonne cette même année. En 2004, les touristes ont passé plus de 1.820.000 nuitées dans cette catégorie d'établissements. Le succès du tourisme rural semble donc se confirmer. En près de 15 ans, le nombre d'hébergements de

type gîtes, chambres d'hôtes et meublés de tourisme a été multiplié par 30 (**Figure 63**), et leur capacité a augmenté de 53 % depuis l'année 2000 (**Figure 64**). Le développement continu de l'offre en tourisme rural témoigne de l'intérêt croissant porté à ce secteur en Wallonie pour ce secteur.

En 2001, le chiffre d'affaires des entreprises touristiques (hors taxe) représentait près de 3 milliards Eur. Hors commerces, le chiffre d'affaires provenant de l'activité touristique n'a pas cessé d'augmenter entre 1996 et 2001 (+34,2 %). En 2001, il dépassait 1,5 milliard Eur. Cette croissance peut se lire dans chaque type d'activités (agences de voyage, transport, restauration, hébergements, ...).

A partir de 1997, le nombre de postes de travail générés par l'activité touristique a connu une augmentation significative. Entre 1996 et 2001, l'emploi généré par l'activité touristique est passé de 52.649 à 57.059 postes de travail, soit une progression de 8,4 % sur la période envisagée. Les plus fortes progressions de l'emploi sont attribuables au secteur du tourisme d'un jour (+55 %).

## ***II.10. Internet***

En matière de connexions internet, la Belgique est bien dotée puisque 100% de son territoire est couvert.

En Belgique, 50 % des ménages (49 % dans l'UE 25) avaient accès à Internet à leur domicile en 2005 : 49 % des ménages dans une zone densément peuplée ( $>500 \text{ hab./km}^2$ ), 54 % dans une zone moyennement peuplée (entre 100 et 499 hab./ $\text{km}^2$ ) et 41 % dans une zone faiblement peuplée ( $<100 \text{ hab./km}^2$ ).

## ***II.11. Leader***

Dans le cadre du programme Leader, on dénombre 15 groupes d'action local (GAL) en Région wallonne qui couvrent 4.370 km<sup>2</sup>, soit 25,9 % du territoire de la Région wallonne (**Figure 65**). Près de 400.000 personnes sont donc concernées par cette initiative, c'est-à-dire environ 12 % de la population wallonne.

### **III. LA STRATEGIE**

#### ***III.1. Les constats***

La description de la situation économique, sociale et environnementale ainsi que l'analyse SWOT (*Annexe III*) font apparaître un certain nombre de faiblesses :

- la fragilité du tissu économique wallon requiert des actions fortes afin de stimuler les investissements endogènes (entrepreneuriat) et exogènes (investissements étrangers), et de développer le potentiel d'innovation dans le but de renforcer les structures productives et la compétitivité des entreprises ;
- le taux de chômage est important dans toutes les catégories de la population mais touche plus particulièrement la population active présentant un faible niveau de qualification. Les zones rurales ne sont pas épargnées mais le taux de chômage y est généralement moins important que dans les zones urbaines ;
- malgré un réel potentiel scientifique, la région éprouve des difficultés à intégrer son savoir scientifique dans le tissu économique, ce qui se traduit par une maîtrise insuffisante de l'aval du processus de recherche indispensable au renouvellement des structures productives vers des activités à plus forte valeur ajoutée ;
- les productions agricoles wallonnes sont fortement dépendantes de la PAC et le revenu agricole est inférieur au revenu dans les autres secteurs d'activité. L'installation des jeunes agriculteurs est rendue difficile par l'importance toujours croissante du capital nécessaire pour s'installer. Des normes toujours plus contraignantes sont imposées aux exploitants agricoles qui doivent consentir des investissements importants pour y faire face ;
- la forêt, qui couvre une part importante du territoire wallon, est peu diversifiée en termes d'espèces cultivées et est fortement morcelée en ce qui concerne la forêt privée. La seconde transformation du bois est peu représentée en Wallonie au contraire de la première transformation ;
- la libéralisation des marchés agricoles et les réformes successives de la PAC associées à des structures agricoles défavorables (exploitations de petite taille, âge des chefs d'exploitation,...) ont pour conséquence que l'activité agricole en Wallonie devient de plus en plus marginale. A cela s'ajoute un phénomène de « rurbanisation » propre aux régions très fortement peuplées. Par conséquent, les zones rurales risquent de perdre leur caractère propre. De plus, cela induit une concurrence au niveau de l'occupation et de l'utilisation de l'espace ainsi que des problèmes dans les relations entre ruraux et néo-ruraux ;
- en ce qui concerne l'environnement, bien que l'on enregistre des progrès (amélioration globale de la qualité de l'eau, augmentation des superficies agricoles faisant l'objet de contrats « mesures agri-environnementales,...»), beaucoup d'efforts restent à faire. Bon nombre d'exploitations agricoles ont encore des capacités de stockage des effluents d'élevage insuffisantes et ne respectent pas les normes imposées par la directive 91/676/CEE. En matière de biodiversité, la mise en œuvre des mesures dans les sites NATURA 2000 constitue un défi de taille de par le travail qui reste à accomplir

(réalisation des arrêtés de désignation des sites et des plans de gestion active) et le coût très élevé qu'elle impliquera.

Enfin, la part de la production et de l'utilisation d'énergies renouvelables reste faible.

La Wallonie présente également un certain nombre d'atouts sur lesquels sa stratégie de développement peut se baser et qui sont susceptibles de concourir à palier les faiblesses identifiées :

- une situation centrale au cœur de l'Europe de l'ouest et des réseaux de communication très denses ;
- une productivité supérieure à la moyenne européenne mettant en évidence la persistance d'un réel potentiel de compétitivité régional qui, au travers d'actions appropriées, pourrait permettre à la région de se repositionner sur des activités à plus forte valeur ajoutée et génératrices d'emplois ;
- le Gouvernement wallon a opéré des choix forts afin de concentrer des moyens exceptionnels sur les actions à la fois les plus structurantes et les plus efficaces via la mise en œuvre du plan Marshall, centré sur la création d'activités et d'emplois, la formation, la recherche et les technologies de l'information et de la communication.
- des exploitations agricoles ayant une bonne productivité et qui ont encore des possibilités d'amélioration de celle-ci de même que des possibilités de diversification vers des activités agricoles à plus haute valeur ajoutée (horticulture, aviculture, produits de qualité différenciée,...) et non agricoles (tourisme à la ferme, services,...) ;
- les zones rurales wallonnes présentent des opportunités pour leur développement économique :
  - la disponibilité d'espace, la densité plus faible de population et une bonne accessibilité sont des caractéristiques intéressantes pour accueillir de nouveaux investissements ;
  - leur image de zones « vertes » est propice au développement du tourisme ;
  - la disponibilité de matières premières agricoles et sylvicole de qualité est un facteur favorable au développement du secteur de la transformation qui est encore trop peu développé en Wallonie.

Après deux ans de mise en œuvre du PDR, les constats en matière de qualité de l'eau, de biodiversité et d'émission de gaz à effet de serre restent d'actualité.

Quant à la situation de la production laitière, elle s'est fortement dégradée en Région wallonne comme dans l'ensemble de l'Europe. Les coûts de production ont augmenté alors que le prix du lait payé aux producteurs a baissé.

### ***III.2. La cohérence avec les priorités communautaires, nationales et régionales***

La stratégie du futur programme de développement rural doit viser à pallier aux faiblesses constatées en s'appuyant sur les atouts de la région.

Cependant, il convient de s'inscrire dans les cadres stratégiques définis tant au niveau européen qu'aux niveaux national et régional de manière à assurer la cohérence des politiques menées et à éviter les redondances. Il est donc important d'identifier les cadres stratégiques existants.

## **2.1. Niveau communautaire**

Dans ses **Orientations stratégiques pour le Développement rural**, le Conseil indique que le soutien du FEADER doit être centré sur la connaissance, l'emploi et le développement durable. Ce qui s'inscrit dans le droit fil de la **déclaration sur les principes directeurs du développement durable** (Goëteborg) et du **programme d'action de Lisbonne** renouvelé, qui vise à cibler les ressources pour faire de l'Union européenne une région plus attrayante pour l'investissement et l'emploi, à promouvoir la connaissance et l'innovation en tant que moteurs de la croissance et à créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité.

Aux niveaux national et régional, les autorités belges et régionales ont décliné ces priorités comme suit (extraits du Cadre de référence stratégique national – versant wallon).

## **2.2. Niveau national**

Dans le cadre du **plan national de réforme**, la Belgique s'est assignée pour objectif de parvenir à consacrer 3 % de son PIB aux investissements en R&D d'ici 2010, ce qui correspond à l'objectif général pour l'UE. Pour le taux d'emploi, elle s'est fixée le même objectif que l'UE dans son ensemble (70 %), sans toutefois arrêter de calendrier précis. Pour atteindre ces objectifs, la Belgique a sélectionné « six voies pour plus de croissance et plus d'emplois » :

- (1) un budget en équilibre avec une réduction progressive à long terme de la dette ;
- (2) la stimulation du travail en rendant la main d'œuvre moins chère et en supprimant les pièges à l'emploi ;
- (3) la réforme du marché du travail et l'investissement dans la formation ;
- (4) investir pour stimuler l'économie ;
- (5) le renforcement de la sécurité sociale et la lutte multidimensionnelle contre la pauvreté ;
- (6) renforcer les synergies entre la protection de l'environnement et la croissance.

Les principales priorités que la Belgique a fixées dans sa politique s'inscrivent dans la lignée de cette stratégie générale et correspondent aux recommandations européennes, notamment en ce qui concerne la durabilité des finances publiques, la hausse du taux d'activité, l'action au niveau du chômage structurel à long terme et la mobilité interrégionale des travailleurs et l'augmentation de la concurrence dans le secteur tertiaire. Les mesures envisagées par les différents niveaux d'autorité couvrent :

- l'économie innovante ;
- l'encouragement de l'entrepreneuriat et le renforcement de la compétitivité industrielle ;
- l'amélioration du fonctionnement du marché ;
- l'investissement dans des capacités modernes et durables ;
- l'encouragement de l'utilisation durable des ressources et le renforcement des synergies entre la protection de l'environnement et la croissance.

### **2.3. Région wallonne**

Dans son domaine de compétence, la Région wallonne a mis l'accent sur certains points spécifiques en liaison avec les caractéristiques socio-économiques de la région. Ses points ont été déclinés dans les « Actions prioritaires pour l'Avenir de la Wallonie ».

Au niveau wallon, le **Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé** (CAWA) adopté le 20 janvier 2005 par le Gouvernement wallon, définit le projet de développement de la Région dans une perspective de long terme. Celui-ci fixe des objectifs globaux à l'horizon 2010, qui s'inscrivent dans la perspective de la concrétisation des objectifs de Lisbonne :

- accroître la création de richesses et augmenter le taux d'emploi ;
- développer les connaissances de façon continue ;
- faire progresser la cohésion sociale et valoriser le capital social wallon ;
- s'inscrire dans le développement durable ;
- assurer un développement territorial équilibré.

Ces objectifs globaux ont été assortis d'objectifs quantifiés, calqués en partie sur les objectifs de Lisbonne (convergence du niveau de PIB par habitant, du taux d'emploi, hausse du niveau de dépenses R&D vers l'objectif de 3 %, hausse de la participation à la formation continue, hausse du pourcentage de détenteurs d'un diplôme secondaire supérieur parmi les 20-24 ans, assainissement de sites pollués, réduction des gaz à effet de serre,...).

Les priorités définies par le CAWA se déclinent autour de quatre plans stratégiques transversaux (PST) :

➤ PST 1 : Création d'activités et d'emplois dont les priorités retenues sont les suivantes :

- placer l'entreprise au cœur du développement, au travers d'une nouvelle politique industrielle, du soutien aux entreprises au travers de l'ensemble de leur cycle de vie avec un accent particulier sur la phase de création, du soutien au développement de l'économie sociale ;
- parier sur la différenciation : il s'agit d'appuyer l'ensemble des démarches d'innovation au sens large, en développant la créativité, en soutenant la recherche,... ;
- investir dans le capital humain : des actions complémentaires à celles prévues dans le PST 2 seront développées dans cette partie du Plan, elles viseront notamment la dynamisation du marché du travail ;
- ouvrir la Wallonie sur le monde, au travers d'actions visant à la promotion des démarches à l'exportation et au renforcement de l'attractivité de la Région pour les investisseurs.

➤ PST 2 : Développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire qui consiste à mettre en œuvre plusieurs chantiers majeurs portant sur trois volets distincts :

- la formation : l'alphabétisation, la préqualification et l'insertion, l'alternance, les langues, la formation des travailleurs actifs, l'approche « métiers », l'implication des partenaires sociaux ;
- la recherche : la création de nouvelles connaissances, l'articulation du monde de la recherche, la valorisation de la recherche, les moyens humains ;

- les TIC : accessibilité aux infrastructures, accessibilité aux connaissances, développement des synergies.
- PST 3 : Inclusion sociale qui aborde les problématiques du logement et des publics marginalisés.
- PST 4 : Développement territorial équilibré. Des actions spécifiques seront menées en vue d'assurer d'un développement équilibré sur l'ensemble du territoire wallon, celles-ci viseront les bassins en reconversion, les centres urbains, les zones rurales. Y sera également abordée la question de l'attractivité (friches industrielles, politique environnementale).

Les priorités et objectifs communautaires ont donc été pris en compte et intégrés de manière systématique dans le CAWA. Celui-ci fournit dès lors un cadre stratégique adéquat pour décliner ces orientations au niveau des programmes cofinancés par le FEADER et les Fonds structurels.

De manière très concrète, le Gouvernement a adopté le 30 août 2005 un **programme d'actions prioritaires pour l'avenir wallon pour la période 2006-2009** (voir description plus complète en *annexe IV*) centré sur la création d'activités et d'emplois. Celui-ci est assorti de moyens budgétaires conséquents (investissement de 1,4 milliard d'euros sur 4 ans) et articulé en 5 axes :

- créer les pôles de compétitivité: 5 pôles potentiels ont été identifiés : sciences du vivant, agro-alimentaire, ingénierie mécanique, transport-logistique, aéronautique-spatial. Différents instruments et politiques seront mobilisés afin de soutenir ces pôles ;
- stimuler la création d'activités : il s'agira notamment de réformer la politique régionale d'animation économique et de stimulation de l'esprit d'entreprise, d'optimaliser les aides à l'investissement, de renforcer le soutien à l'exportation, de favoriser l'emploi des jeunes, et de renforcer l'attractivité (assainissement des friches industrielles, équipement de zones d'accueil des entreprises) ;
- alléger les fiscalités sur l'entreprise : différentes dispositions fiscales pesant sur l'entreprise et relevant des compétences régionale, provinciale et communale seront allégées ou supprimées. Un ciblage particulier est en outre prévu sur un ensemble de communes désignées comme « zones franches » par le Gouvernement, scindées en « zones franches urbaines » et « zones franches rurales » ;
- doper la recherche et l'innovation en lien avec l'entreprise : les moyens alloués à la recherche seront augmentés, et permettront de renforcer différentes politiques : recherche de base, programmes d'excellence, programmes mobilisateurs, soutien des spin-offs et spin-outs. En outre, la politique d'animation technologique sera réformée, de même que les mesures de soutien à la R&D des entreprises ;
- susciter des compétences pour l'emploi : les mesures portent sur la réponse aux métiers en pénurie, la maîtrise des langues, la qualité de la formation et de l'enseignement qualifiant ;

Ce plan d'action cible comme priorités du Gouvernement wallon la création d'entreprises et d'emplois en mobilisant l'ensemble des politiques pertinentes autour de ces objectifs. La création de pôles de compétitivité vise également à articuler différents instruments autour de priorités thématiques. Outre le ciblage sectoriel, un ciblage territorial est prévu via la création de « zones franches » ciblant les communes les plus défavorisées. A souligner également que

certaines des actions envisagées portent sur la réforme de politiques wallonnes en vue d'en renforcer l'efficacité (animation économique et technologiques, aides à l'investissement et à la recherche).

En ce qui concerne la future période de programmation des Fonds structurels, le projet de cadre de référence stratégique national – versant wallon – s'inscrit dans les priorités définies au niveau du CAWA et il privilégie les priorités définies dans le Plan wallon d'actions prioritaires de façon à appuyer la dynamique mise en place au niveau wallon. Les Fonds structurels aideront à amplifier et à compléter ses politiques au niveau wallon.

Le cadre général d'intervention serait structuré en 4 axes (extraits du cadre de référence stratégique) :

### ***1. Création d'entreprises et d'emplois***

Ce premier axe visera, au niveau des interventions FEDER, le développement de l'esprit d'entreprise et de l'entrepreneuriat, le soutien à la création et au développement d'entreprises, via un ensemble cohérent de mesures. Celles-ci seront complétées au niveau des interventions FSE par des actions de formation et d'accompagnement visant à satisfaire la demande des entreprises, à encadrer la création d'entreprises et l'installation de futurs indépendants ainsi qu'au développement de l'esprit d'entreprise. Ces actions s'appuieront sur les politiques développées en la matière au niveau wallon, et les complèteront ou les amplifieront. Seront également prises en considération des actions spécifiques de soutien en faveur de l'économie sociale.

### ***2. Développement du capital humain, des connaissances, des savoir-faire et de la recherche***

En cohérence et complémentarité avec les mesures développées dans le 1er axe, au niveau des interventions FEDER, celles-ci seront concentrées sur le soutien à la R&D au sein des entreprises, l'innovation technologique et non technologique (différenciation), les activités de R&D dans les centres de recherche, les unités de recherche universitaires et les hautes écoles et le développement d'infrastructures performantes en matière de formation et d'enseignement. Les interventions de R&D et d'innovation technologique seront résolument concentrées au bénéfice des entreprises, avec une attention particulière pour les PME. Au niveau des interventions FSE, l'accent sera placé sur la formation et l'enseignement qualifiant, l'enseignement de la promotion sociale et la valorisation des ressources humaines en matière de recherche. Conformément à l'approche retenue dans le plan d'actions prioritaires, les mesures devront être ciblées sur l'appui à la compétitivité des entreprises et centrées sur la réponse aux besoins de celles-ci. Au plan du renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'amélioration des qualifications, les actions de formation, de création, de transfert et de diffusion de connaissances et de techniques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication revêtent un caractère crucial qui sera soutenu au travers d'actions appropriées.

### ***3. Inclusion sociale***

Ce troisième axe, portant plus spécifiquement sur les domaines d'intervention du FSE, ne sera développé que dans les PO cofinancés par le FSE. Une concentration adéquate des actions sur les champs d'intervention les plus pertinents et permettant de dégager les effets de synergies maximum avec les autres axes sera recherchée. Dans le cadre de cet axe, les problématiques de l'inclusion des chômeurs de longue durée en particulier les plus jeunes et les plus âgés, des personnes handicapées, des personnes précarisées

et des personnes d'origine étrangère ou des actions spécifiques aux zones urbaines ou rurales seront privilégiées, notamment en matière de formation préqualifiante.

#### 4. Développement territorial équilibré et durable

Ce quatrième axe, portant plus spécifiquement sur les domaines d'intervention du FEDER, ne sera développé que dans les PO cofinancés par le FEDER. Seront développées au sein de cet axe des mesures de renforcement de l'attractivité des zones visées, en soutien au développement d'activités économiques. Il pourrait s'agir d'assainissement des friches industrielles et urbaines, d'aménagement d'infrastructures d'accueil des entreprises et d'amélioration de l'accessibilité des pôles de développement ou encore d'actions en matière de qualité et de protection de l'environnement, ainsi que le développement des énergies renouvelables dans le domaine des éco-innovations en liaison avec l'axe 2.

Les actions spécifiques en matière de politique urbaine seraient principalement concentrées au sein de cet axe, en tenant compte des volets touristiques, culturels et patrimoniaux. Ces derniers, qui pourraient couvrir tant les zones urbaines que rurales, devraient s'inscrire dans le cadre d'une stratégie partenariale et intégrée.

Les besoins et projets liés au développement des pôles de compétitivité et des clusters wallons seront intégrés de manière transversale dans les programmes. Ceux-ci guideront la prioritisation et la sélectivité dans le choix des projets. Des mesures ou actions spécifiques pourront par ailleurs leur être dédiées. Il s'agira de financer, au niveau des zones couvertes, des projets ou activités s'inscrivant dans la politique menée au niveau wallon, qu'il s'agisse de projets concrets ou de besoins d'animation spécifiques.

D'autres outils mis en place par la Région wallonne contribuent au renforcement de la politique de Développement rural.

Au niveau du développement de la compétitivité et de l'emploi en milieu rural, plusieurs politiques wallonnes y concourent : les aides accordées dans le cadre des lois d'expansion économique, les aides aux groupements de producteurs, la garantie publique octroyée dans le cadre de l'installation des jeunes agriculteurs, la promotion des produits agricoles, le soutien aux services de remplacement agricole, les aides aux centres pilotes agréés et aux centres d'expérimentation, le soutien à la recherche agronomique.

La contribution annuelle de la Région wallonne pour ces actions représente plus de 53 millions d'euros.

Pour ce qui concerne le cadre de vie en milieu rural, il y a la politique dite des "Programmes Communaux de Développement Rural (PCDR)", qui est régie par un décret de 1991.

Il s'agit d'une politique globale, ascendante et participative dont les quatre éléments fondamentaux sont:

1. La commune, comme territoire d'action : les autorités communales sont le maître d'œuvre de l'opération
2. La participation de la population : elle vise à déterminer les besoins et à promouvoir une citoyenneté responsable.
3. La valorisation des ressources locales, humaines, naturelles, bâties

4. Le développement global et intégré : on recherche le maximum de synergies qui vont donner un effet multiplicateur aux investissements. Les actions ne sont plus juxtaposées mais coordonnées.

L'opération de développement rural donne lieu à la rédaction du Programme Communal de Développement Rural. Il comporte le diagnostic socio-économique de la commune, la synthèse de la consultation de la population et définit les objectifs de développement ainsi que les projets programmés dans le temps. Approuvé par la Région, le PCDR ouvre la voie à des subventions pouvant aller jusqu'à 80% du coût des projets.

Le budget régional annuel alloué à cette politique est de 12 millions d'euros.

### ***III.3. La stratégie du programme de développement rural***

Vu le peu de moyens financiers disponibles pour le développement rural, il est important d'éviter les redondances avec d'autres politiques, qu'elles soient wallonnes ou cofinancées par les Fonds structurels européens, et donc de se concentrer sur les domaines spécifiques au FEADER et prioritaires pour la Région wallonne.

L'objectif du programme de développement rural sera de mettre en œuvre des mesures visant à maintenir une activité agricole durable en Wallonie et spécialement dans les zones défavorisées, et à conserver aux zones rurales leurs caractéristiques qui sont sources de développement économique. La qualité du paysage rural ; qui constitue un atout important pour la région, notamment pour le tourisme, doit être préservé.

La dimension environnementale sera également bien présente au travers, non seulement, du soutien à la mise en œuvre des mesures agri-environnementales et du réseau Natura 2000, mais également pour tout ce qui concerne la promotion et le développement des énergies renouvelables.

Elle sera encore renforcée par l'affectation à cet axe (et plus précisément à la mesure 214 – production biologique) des moyens supplémentaires issus du bilan de santé ainsi que de ceux provenant du plan de relance économique. En effet, concernant ce dernier, il a été décidé de les utiliser pour répondre aux nouveaux défis et non pour les infrastructures relatives aux connexions à large bande dans la mesure où le territoire est déjà bien pourvu en la matière et où l'enveloppe concernée est dérisoire.

Ce choix correspond aux orientations stratégiques de la Communauté telles que modifiées par la Décision du Conseil du 19 janvier 2009 puisque l'agriculture biologique répond à la fois au changement climatique (réduction des émissions de gaz à effet de serre), à la protection de l'eau (diminution des pollutions par les nitrates) ainsi qu'à la biodiversité (suppression des intrants, diversification des couverts).

De plus, elle peut avoir un effet positif sur la situation du secteur laitier dans la mesure où certains producteurs laitiers se tournent actuellement vers la production biologique pour améliorer leur revenu en forte chute suite à la crise.

Les effets d'un soutien accru à la production biologique sur les nouveaux défis sont détaillés au point 2 du chapitre IV.

Les mesures agroenvironnementales, dont le soutien à la production biologique fait partie, est une des actions-clés figurant dans la décision précitée.

La dimension « création d'activités et d'emploi en dehors des secteurs agroalimentaire et forestier » ne sera pas absente, elle se concentrera prioritairement sur la valorisation des produits issus de l'agriculture et de la sylviculture en produits hors annexe I (par exemple, la seconde transformation du bois). Les problèmes qui caractérisent généralement les zones rurales de l'UE 25 (dépeuplement, terres abandonnées, taux de chômage très élevé, problèmes de mobilité et d'accessibilité des services,...) se présentent de façon très variable en Région wallonne. La taille de la Région, la forte densité de population et le phénomène de rurbanisation imposent de nuancer les problèmes et de leur apporter des solutions spécifiques et adaptées. D'autre part, le Gouvernement wallon a décidé (voir point III.2. – programme d'actions prioritaires pour l'avenir wallon 2006-2009) de consacrer des moyens importants pour la création d'activités et d'emplois, pour la formation, la recherche et les TIC. Dans le cadre du programme d'actions prioritaires, une enveloppe spécifique est destinée aux zones rurales (52 communes rurales éligibles – voir **annexe IV**).

En conséquence, les moyens affectés aux axes 1 et 2 seront supérieurs à ceux consacrés à l'axe 3. Cela découle non seulement du diagnostic et du souci de complémentarité avec les autres politiques, mais aussi de l'importance du poids du passé pour les axes 1 et 2. Les charges liées à des engagements antérieurs à 2007 sont estimées à +/- 85 millions € (correspondant à 28 millions € de concours communautaire aux taux d'intervention du programme 2000-2006) pour l'axe 1 (bonifications d'intérêts accordées pour les mesures d'aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et à l'installation des jeunes agriculteurs) et à environ 107 millions € (correspondant à +/- 59 millions € de concours communautaire aux taux d'intervention du programme 2000-2006) pour l'axe 2 (mesures agri-environnementales). L'importance de ces charges vient renforcer le poids des deux premiers axes. A cela, il faut encore ajouter l'obligation de passer d'un système de bonifications d'intérêts à un système de primes en capital pour les aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et à l'installation des jeunes agriculteurs (obligation d'apurer toutes les charges du passé avant fin 2015).

### **Le programme wallon de développement rural visera à :**

- améliorer la compétitivité des secteurs agricole et sylvicole en les aidant à s'adapter rapidement aux conditions fluctuantes des marchés et aux attentes de la société et en encourageant la création de valeur ajoutée ;
- renforcer la complémentarité entre agriculture/sylviculture et l'environnement ainsi que le caractère multifonctionnel des activités agricoles et sylvicoles ;
- favoriser un monde rural dynamique et vivant en renforçant l'attractivité des zones rurales par l'amélioration du cadre de vie et la création d'emplois.

**Ces grandes orientations couvrent les 3 axes thématiques définis dans le règlement (CE) n° 1698/2005 et elles sont la traduction des orientations stratégiques de la Communauté (OSC).**

En effet, les secteurs agroalimentaire et forestier pourront s'adapter aux conditions en constante évolution des marchés et créeront davantage de valeur ajoutée grâce à l'amélioration continue de la formation et au transfert de connaissances, à la modernisation, à l'innovation et au développement de nouveaux débouchés, à l'amélioration de la qualité et au renforcement de la transformation des produits (**OSC- axe 1**).

D'autre part, les attentes de la société en matière d'environnement sont fortes. Le programme devra permettre aux secteurs agricole, forestier et de la transformation d'adapter leur production à des normes environnementales élevées (**OSC – axe 1**).

Il devra également favoriser le recours à des pratiques agricoles et sylvicoles qui ont un impact positif sur l'amélioration de l'environnement et des paysages en préservant la biodiversité, la qualité de l'eau, les zones à haute valeur naturelle et les paysages et bâtiments agricoles traditionnels (**OSC – axe 2**).

Grâce aux moyens complémentaires découlant des décisions prises lors du bilan de santé ainsi qu'à ceux provenant du plan de relance économique, les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement seront encore renforcées puisqu'ils seront affectés en totalité aux paiements agroenvironnementaux et, en particulier, à l'agriculture biologique.

Enfin, pour conserver l'attractivité des zones rurales, le programme devra veiller à soutenir le développement d'un tissu économique durable dans ces zones (**OSC – axe 3**).

La stratégie régionale en matière de développement rural sera donc une transposition des priorités définies au niveau de l'UE.

Afin de répondre **aux priorités définies par les orientations stratégiques de la Communauté**, les États membres sont encouragés à centrer le soutien sur des **actions clés**. Les types d'actions que la Région wallonne envisage d'inclure dans le programme et présentées ci-dessous (par ordre décroissant en fonction de leur poids respectif au sein de l'axe) sont en accord avec ces actions clés proposées par la Communauté.

#### ♦ AXE 1

##### *Soutien à l'installation des jeunes agriculteurs*

- Correspond à l'**action clé v** : stimuler un esprit d'entreprise dynamique en encourageant l'entrée des jeunes agriculteurs dans la profession.
- Soutien à la modernisation du secteur agricole*. Les régimes d'aide existants seraient modifiés de façon à privilégier les investissements générant plus de valeur ajoutée (investissements de diversification, investissements liés à l'amélioration de la qualité, investissements pour la production d'énergie renouvelable (unités de biométhanisation, presses à huile, etc.).

Correspond aux **actions clés** :

- i** : restructurer et moderniser le secteur de l'agriculture qui continue de jouer un rôle important dans le développement de nombreuses zones rurales ;
- vi** : développer de nouveaux débouchés pour les produits agricoles et sylvicoles qui peuvent offrir une valeur ajoutée accrue, en particulier pour les produits de qualité et dans le domaine de la production non alimentaire.
- Soutien au développement du secteur de la transformation des produits agricoles et sylvicoles* en privilégiant les investissements réalisés par des agriculteurs ou des groupements d'agriculteurs qui se lancent dans la **transformation** et en favorisant l'**innovation** (nouveaux produits et/ou nouveaux processus).

Correspond aux **actions clés** :

- **ii** : améliorer l'intégration dans la chaîne agroalimentaire ;
  - **iii** : faciliter l'innovation et l'accès à la R&D.
- **Soutien aux agriculteurs qui participent à des régimes de qualité**
    - Correspond à l'**action clé vi** : voir ci-dessus.
  - **Actions renforcées en matière de formation et d'information dans les trois secteurs concernés** de façon à favoriser l'adaptation des producteurs et transformateurs aux conditions changeantes des marchés, à favoriser l'innovation, à encourager l'adoption et la diffusion des TIC, à stimuler un esprit d'entreprise dynamique, à développer de nouveaux débouchés et à améliorer les performances environnementales des exploitations agricoles et sylvicoles.
    - Correspond à **toutes les actions clés de l'axe 1** :
      - i. restructurer et moderniser le secteur de l'agriculture ;
      - ii. améliorer l'intégration dans la chaîne agroalimentaire ;
      - iii. faciliter l'innovation et l'accès à la R&D ;
      - iv. encourager l'adoption et la diffusion des TIC ;
      - v. stimuler un esprit d'entreprise dynamique ;
      - vi. développer de nouveaux débouchés pour les produits agricoles et sylvicoles ;
      - vii. améliorer les performances environnementales des exploitations agricoles et sylvicoles.

## ♦ AXE 2

- **Aides pour les agriculteurs adoptant des mesures agroenvironnementales (y compris l'agriculture biologique)**

Correspond aux **actions clés** des Orientations stratégiques de la Communauté :

- **i** : promouvoir les services environnementaux et les pratiques agricoles respectueuses des animaux ;
  - **ii** : préserver les paysages cultivés et les forêts ;
  - **iii** : lutter contre le changement climatique ;
  - **iv** : renforcer la contribution de l'agriculture biologique ;
  - **v** : encourager les initiatives économiques/environnementales où tous sont gagnants.
- **Indemnités compensatoires pour les agriculteurs situés dans des zones présentant des handicaps naturels**

Correspond aux **actions clés** :

- **ii** : voir ci-dessus ;

- **vi** : encourager l'équilibre territorial.
- **Indemnités pour les agriculteurs qui exploitent des parcelles situées en zones NATURA 2000**
  - Correspond aux **actions clés i, ii et v** : voir ci-dessus.
- **Aides pour les propriétaires forestiers qui adoptent volontairement des engagements sylvoenvironnementaux ou réalisent des investissements non productifs**
  - Correspond aux **actions clés i, ii et iii** : voir ci-dessus.

#### ♦ AXE 3

- **Soutien aux micro-entreprises** (aides à l'investissement et accès au capital à risque) qui investissent dans des secteurs correspondant aux objectifs prioritaires, y compris des aides à la *mise en place d'ateliers collectifs*

Correspond aux **actions clés** :

- **i** : développer l'activité économique et les taux d'emploi dans l'économie rurale au sens large ;
- **iv** : encourager l'adoption et la diffusion des TIC.

- **Actions de restauration de sites NATURA 2000 les plus dégradés**

- Correspond à l'**action clé ii de l'axe 2** : préserver les paysages cultivés et les forêts.

- **Aides à l'investissement pour les agriculteurs qui se diversifient en dehors de l'agriculture**

Correspond aux **actions clés** :

- **i** : voir ci-dessus;
- **ii** : encourager l'entrée des femmes sur le marché du travail.

- **Soutien à la mise en place de services de proximité**

- Correspond à l'**action clé iii** : rendre du cœur aux villages.

- **Soutien à des projets concernant la fourniture et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables**

- Correspond à l'**action clé vii** : développer la fourniture et l'utilisation innovante des sources d'énergie renouvelables.

- **Soutien à des actions de promotion touristique**

Correspond aux **actions clés** :

- **i et iii** : voir ci-dessus
- **viii** : encourager le développement du tourisme..

□ ***Actions en matière de formation***

Correspond aux **actions clés** :

- **v** : former les jeunes aux compétences nécessaires à la diversification de l'économie locale,
- **vi** : encourager l'adoption et la diffusion des TIC.

□ ***Actions en matière d'acquisition de compétences et d'animation en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement local***

♦ **AXE 4**

Outre les actions qui seront mises en place par les GAL sélectionnés et qui devront s'inscrire dans le cadre des thèmes fédérateurs retenus (voir la stratégie par axe au point IV), des actions en matière d'acquisition de compétences et d'animation en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement local seront prévues, surtout destinées aux nouveaux GAL.

***III.4. Contribution à la Stratégie de Lisbonne***

La stratégie exposée ci-avant contribuera directement aux objectifs du programme communautaire de Lisbonne :

- ✓ stimuler la connaissance et l'innovation ;
- ✓ faire de l'Europe un lieu plus attractif pour l'investissement et l'emploi ;
- ✓ créer des emplois plus nombreux et meilleurs.

et au plan national de réforme qui en est la transposition.

En effet, les mesures proposées viseront à :

- ✓ améliorer la **compétitivité** des secteurs agricole, forestier et agroalimentaire en :
  - favorisant l'innovation et la R&D via un soutien renforcé des investissements ayant un caractère innovant (nouvelles spéculations, nouveaux produits, nouveaux processus, nouveaux débouchés,...) ;
  - encourageant la modernisation des entreprises pour améliorer leurs performances économiques et réduire la pénibilité du travail ;
  - en améliorant le niveau de formation des personnes actives dans l'agriculture, la sylviculture et la valorisation des produits agricoles et forestiers. Par rapport

à la période de programmation 2000-2006, les actions en matière de formation et d'information seront renforcées (l'offre sera plus large et s'adressera à un public plus varié). Un effort particulier portera sur l'utilisation des TIC ;

- ✓ créer des **emplois** via le soutien aux investissements réalisés par des entreprises du secteur de la transformation des produits agricoles et forestiers et via le soutien à la diversification des activités en zones rurales en aidant les micro-entreprises actives en dehors de l'agriculture et de la sylviculture. Le soutien à la formation viendra renforcer ces actions ;
- ✓ en encourageant un **développement durable** en :
  - promouvant une agriculture respectueuse de l'environnement (via notamment les mesures agri-environnementales et le soutien à la production biologique) ;
  - favorisant la production et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables en soutenant la production des cultures énergétiques et la production de biocarburants et en incitant les différents utilisateurs (agriculteurs, entreprises, communes,...) à utiliser des sources d'énergie renouvelables.

### ***III.5. Répartition de l'enveloppe FEADER***

La répartition consacrée à chacun des axes pourrait être la suivante :

- axe 1 : 35-37 %
- axe 2 : 52-56 %
- axe 3 : 10-13 %
- axe LEADER : actions financées dans le cadre des axes 1 à 3.

A noter que la répartition de l'enveloppe communautaire entre les trois axes n'est pas un bon indicateur de l'importance relative des axes puisque le taux d'intervention du FEADER pour chaque axe sera déterminé de façon à respecter les minima fixés dans le règlement du Conseil.

Après modification du programme suite au bilan de santé, la répartition de l'enveloppe FEADER entre les axes devrait être :

- axe 1 : 32,7 %
- axe 2 : 55,3 %
- axe 3 : 12 %
- axe LEADER : actions financées dans le cadre des axes 1 à 3.

### ***III.6. Contribution aux priorités environnementales***

L'intégration des préoccupations environnementales s'inscrit dans les axes développés au travers du PDR qui veillera à intégrer les considérations liées à la diversité biologique dans les politiques agricoles et encourager le développement rural durable et l'agriculture

multifonctionnelle (encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement, promouvoir l'agriculture biologique, ....) et à promouvoir une gestion durable des forêts.

## **6.1 L'eau**

La directive-cadre européenne sur l'eau (2000/60/CE) implique une gestion plus intégrée du cycle de l'eau, à l'échelle du district hydrographique. L'objectif est d'atteindre d'ici 2015 un bon état qualitatif de la plupart des masses d'eau de la Communauté Européenne. Ainsi, la Région wallonne a découpé son territoire en 15 sous-bassins hydrographiques qui constituent désormais les unités de gestion pour la fixation des objectifs de qualité, les Contrats de rivière, l'égouttage et l'assainissement des eaux usées. Cette nouvelle gestion a conduit la Région à réorganiser le secteur de la production et de la distribution d'eau, à adapter ses réseaux de surveillance et à mettre en place de nouveaux outils (modèle PIRENE, Code de l'eau...). Des programmes d'action plus intégrés ont aussi été développés notamment dans le domaine de la lutte contre les inondations et de la gestion durable de l'azote en agriculture. Les actions à entreprendre seront inscrites dans des plans de gestion par district hydrographique. Ceux-ci devront être réalisés avant fin 2009 afin de répondre aux obligations de la directive cadre.

Le respect de la conditionnalité des aides, définie par le règlement (CE) 1782/2003 notamment dans ses annexes III et IV, est d'application pour les mesures de l'axe 2 et dans le cadre du paiement unique. Ceci contribuera à l'amélioration qualitative des masses d'eau en Région wallonne dans le respect de la directive-cadre eau.

### **6.1.1 Directive Nitrates**

Fin 2005, comme d'autres Etats membres de l'Union européenne, la Région wallonne a été condamnée par la Commission européenne pour transcription incomplète de la directive Nitrate en droit régional c'est à dire dans le Programme de Gestion durable de l'azote en agriculture, PGDA : tant la délimitation des zones vulnérables que les modalités de gestion des engrains de ferme ont été jugées insuffisantes. Depuis lors, sous l'autorité du Cabinet du Ministre de l'Agriculture, un important travail de réécriture du PGDA a été entrepris par de nombreux acteurs wallons concernés par l'application de cette législation afin de mieux répondre aux exigences de la directive Nitrate européenne.

### **Zone vulnérable**

En Région wallonne, des zones vulnérables ont été définies en 2002 puis étendues cette année. La nouvelle zone comprend le nord du Sillon Sambre et Meuse, le Pays de Herve et le Sud Namurois.

### **Adapter l'épandage à la capacité de l'exploitation**

Une exploitation est dit « liée au sol » si elle dispose de suffisamment de superficie pour épandre les engrains de ferme qu'elle produit. Si elle ne dispose de superficies en suffisance, elle peut exporter les matières organiques excédentaires via la conclusion de contrats d'épandage. L'apport organique est limité par ha et par parcelles, et davantage dans les zones vulnérables qu'ailleurs en Région wallonne. L'épandage est conditionné au respect d'un calendrier assorti de dispositions spécifiques.

### Stockage des effluents d'élevage

Le stockage des lisiers, purins et jus d'écoulement doit se faire dans des cuves étanches, d'une capacité de six mois. A la ferme, le stockage des effluents de volailles et des fumiers doit se faire sur une aire bétonnée étanche avec récolte des jus. Au champ, le stockage des fumiers peut être réalisé sans fumiére mais sous certaines conditions.

### Echéances

Les échéances pour les délais de réalisation de la mise aux normes des capacités de stockage sont le 31/12/2008 pour plus de 5.000 kg d'azote organique produit en 2005, le 31/12/2009 pour une production d'azote organique comprise entre 2.500 kg et 5.000 kg en 2005, et le 31/12/2010 pour moins de 2.500 kg produits en 2005. Des dispositions particulières ont été prises pour les exploitants âgés de 56 ans le 28/11/2002 qui sont sans repreneur.

Il existe également des échéances pour les travaux et l'intervention régionale concernant les capacités de stockage. Le dossier d'agrément aux services extérieurs de la DGA doit être déposé 105 jours au moins avant d'entamer les travaux et le dossier de demande d'aides FIA (avec factures) avant le 30/06/2008.

### Mesures qui contribueront à atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la Directive Nitrates :

- ✓ Les subventions octroyées aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes du programme des mesures agri-environnementales (y compris la production biologique) ;
- ✓ Les aides octroyées pour l'amélioration des performances environnementales dans le cadre de la mesure consacrée aux investissements dans les exploitations agricoles (voir ci-dessus).

### 6.1.2 Plan PUIES

Le Gouvernement wallon a adopté, en avril 2003, les principes de la réalisation d'un plan global et intégré de prévention et de lutte contre les inondations et contre leurs effets sur les sinistrés, dénommé «Plan PLUIES». Ce plan d'ensemble intègre toutes les dimensions de la politique régionale en la matière et veille à la cohérence des mesures globalement prises à l'échelle des sous-bassins versants.

A cette fin, 28 actions, dont le Gouvernement a pris acte le 4 mars 2004, ont été énoncées dans les cinq domaines de compétences les plus concernés. Ces actions doivent contribuer à la réalisation concrète d'un plan qui a été articulé autour de cinq objectifs :

1. améliorer la connaissance du risque « inondation » ;
2. diminuer et ralentir le ruissellement sur les bassins versants ;
3. aménager les lits des rivières et les plaines alluviales ;
4. diminuer la vulnérabilité dans les zones inondables ;
5. améliorer la gestion de crise.

Les actions retenues donnent la priorité à une approche globale des inondations, par sous-bassin hydrographique, intégrant non seulement le cours d'eau et son lit majeur mais aussi le

bassin versant dans sa totalité. Outre les mesures de protection locale (parois amovibles...), elles concernent aussi la cartographie des zones d'inondation, l'aménagement des zones humides, le développement des réseaux d'observation, la réorientation de la politique d'égouttage, certaines mesures agri-environnementales ou encore des mesures favorisant l'infiltration des eaux (revêtements semi-perméables...).

Les subventions octroyées aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes de production dans le cadre du programme des mesures agri-environnementales contribueront aux actions du « Plan PLUIES ».

## **6.2 La biodiversité**

Outre le réseau Natura 2000 présenté ci-après, de nombreuses mesures concernant la biodiversité sont d'application en Région wallonne, conformément à l'objectif fixé par l'Union Européenne de stopper l'érosion de la biodiversité d'ici 2010.

La gestion de réserves naturelles et les programmes Life actuellement en cours en Haute-Meuse, en Lesse-et-Lomme et à Saint-Hubert devraient contribuer à restaurer des réseaux significatifs d'habitats, propices au redéploiement de certaines espèces menacées.

Le législateur a également prévu différents types d'aires protégées où les activités humaines sont souvent limitées, sinon interdites :

- dans les réserves naturelles, domaniales ou agréées, seules la circulation sur les chemins et les activités nécessaires à la mise en œuvre des plans de gestion sont autorisées ;
- les réserves forestières sont soumises au régime forestier et font l'objet de plans d'aménagement particuliers. L'exploitation du bois et la chasse y restent possibles ;
- les zones humides d'intérêt biologique assurent une protection restrictive de la faune et de la flore mais la pêche et la chasse des espèces gibier, la destruction de la taupe et de plusieurs espèces de rongeurs y restent autorisées ;
- les cavités souterraines d'intérêt scientifique sont préservées de la destruction et de la détérioration par l'interdiction générale de l'exploitation de matières premières et des activités touristiques ou sportives. Les mesures particulières de protection de ces sites sont définies au cas par cas.

Le respect de la conditionnalité des aides, définie par le règlement (CE) 1782/2003 notamment dans ses annexes III et IV, en application pour les mesures de l'axe 2 et dans le cadre du paiement unique ainsi que l'intégration de la dimension environnementale dans l'ensemble des mesures du PDR et de mesures plus spécifiques (Paiements Natura 2000 aux exploitants agricoles, mesures agri-environnementales, soutien à la restauration des pelouses et de landes ainsi qu'à celle d'habitats humides typiques, soutien aux investissements non productifs en forêts) concourant directement à la préservation de la biodiversité, contribueront à cette stratégie transversale.

### **6.2.1 Natura 2000**

En application des directives européennes « Oiseaux » (79/409/CEE) et « Faune-Flore-Habitats » (92/43/CEE), le réseau Natura 2000 se construit dans chaque Etat ou Région membre de la Communauté européenne. Son objet principal consiste à maintenir, dans un état

favorable de conservation, les populations d'espèces et les habitats menacés à l'échelle européenne. Dans les sites Natura 2000, les activités humaines peuvent être maintenues, pour autant qu'elles ne menacent ni les espèces ni les habitats ciblés, alors que dans le cas des espaces plus strictement protégés, elles sont limitées voire interdites.

Actuellement, la protection des sites Natura 2000 est essentiellement assurée par le biais des permis d'exploiter, de prescriptions réglementaires relatives à l'aménagement du territoire, ainsi que par des mesures agri-environnementales. L'ensemble du travail de cartographie et de rédaction des arrêtés de désignation des sites est en cours de réalisation.

Mesures qui contribueront à atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la mise en place du réseau Natura 2000 :

- ✓ Paiements Natura 2000 : paiements accordés annuellement aux exploitants agricoles afin de compenser les pertes de revenus et les coûts encourus en raison des désavantages liés à la mise en œuvre des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ;
- ✓ Soutien à la restauration des pelouses et de landes ainsi qu'à celle d'habitats humides typiques.
- ✓ Soutien aux investissements non productifs en forêts : accordé pour l'installation d'ilôts de sénescence et la restauration de lisières structurées en forêts.

### **6.3 L'air**

#### **6.3.1 Changement climatique**

Outre le recours aux mécanismes de flexibilité et la mise en place de quotas d'émissions dans le secteur industriel (Plan régional d'allocation), la Région wallonne envisage la mise en œuvre de mesures internes supplémentaires. Ces mesures, centrées sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation de combustibles et de technologies plus propres, sont détaillées dans plusieurs plans (Plan air, Plan énergie, Plan national climat). Elles visent, par exemple, à favoriser la production d'électricité renouvelable, l'utilisation rationnelle d'énergie, ou encore l'utilisation de modes de transport moins polluants. La Région wallonne devrait également bénéficier des effets des 20 mesures envisagées au niveau fédéral (fermeture des centrales au charbon, concrétisation du RER, révision de la fiscalité automobile...). A noter que le Gouvernement wallon a adopté en mars 2007 le Plan Air Climat. Il contient certains objectifs chiffrés et une centaine d'actions visant tous les secteurs d'activités, dans le but de réduire la pollution atmosphérique et contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique à l'horizon 2020.

Dans le cadre du PDR, des actions en vue de contribuer au respect des échéances et normes du protocole de Kyoto seront mises en œuvre au travers des différents axes : promotion de l'utilisation des énergies renouvelables notamment par des actions de soutien aux investissements dans les axes 1, pour les secteurs agricole et sylvicole, et dans l'axe 3 pour les autres secteurs, encouragement aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement via les mesures agro-environnementales et la production biologique dans l'axe 2.

#### **6.3.2 Emissions acidifiantes**

La Région wallonne s'est engagée dans le cadre du Protocole de Göteborg et de la directive 2001/81/CE, dite directive NEC, fixant des plafonds d'émissions nationaux pour certains polluants atmosphériques y compris le NH<sub>3</sub> dont les émissions sont plutôt associées à certaines pratiques agricoles (élevage, fertilisation).

Le respect de la conditionnalité des aides, définie par le règlement (CE) 1782/2003 notamment dans ses annexes III et IV en application pour les mesures de l'axe 2 et dans le cadre du paiement unique, ainsi que les subventions octroyées aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes de production dans le cadre du programme des mesures agri-environnementales et les mesures en faveur des investissements pour la mise en conformité avec des normes environnementales, contribueront à ces objectifs en matière d'émissions acidifiantes.

#### **6.4 Le sol**

En Région wallonne, le «décret sols» inspiré des travaux réalisés au niveau européen pour la protection des sols contre l'érosion, le déclin en matière organique et en biodiversité ou encore la contamination locale et diffuse, vise essentiellement à créer une base de données sur l'état des sols, à régler les modalités de prise en charge des pollutions et à raccourcir les procédures d'assainissement, en fixant notamment des normes de concentration en polluants dans les sols.

Le respect de la conditionnalité des aides, définie par le règlement (CE) 1782/2003 notamment dans ses annexes III et IV en application pour les mesures de l'axe 2 et dans le cadre du paiement unique, ainsi que les subventions octroyées aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes de production dans le cadre du programme des mesures agri-environnementales et les mesures en faveur des investissements pour la mise en conformité avec des normes environnementales, contribueront à la protection des sols.

#### ***III.7. Evaluation des impacts***

<b>Critère de succès</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur initiale</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Sources</b>
<b>Développement économique</b>	PIB en terme de parité de pouvoir d'achat par habitant en pourcentage de la moyenne EU	84,3 en 2002 (Base UE 25 = 100)	nd	Eurostat
<b>Augmentation du taux d'emploi</b>	% de personnes employées dans la catégorie d'âge 15 à 64 ans	55,0 % en 2004	nd	Eurostat
<b>Diminution du taux de chômage</b>	% de personnes au chômage dans la catégorie d'âge 15 à 74 ans	12,0 % en 2004	nd	Eurostat

nd : non-défini. Aucune valeur cible n'a été définie pour ces indicateurs. En effet, étant donné le peu de moyens budgétaires alloués au programme de développement rural, ce-dernier n'aura qu'un impact négligeable sur ces indicateurs et ce, d'autant plus que la mise en place d'autres politiques communautaires et régionales auront, quant à elles, un impact nettement plus conséquent. Une approche qualitative sera privilégiée pour suivre l'évolution de ces indicateurs.

## **IV. LA STRATEGIE PAR AXE**

### ***IV.1. AXE 1 Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier***

Les **objectifs prioritaires** proposés pour cet axe sont :

1. favoriser la *création de valeur ajoutée* au niveau des exploitations agricoles et forestières ainsi qu'au niveau des entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles et sylvicoles ;
2. améliorer la *valorisation des productions agricoles et sylvicoles* en encourageant leur *transformation* en Région wallonne :
  - a. développer le *secteur agro-alimentaire* en Wallonie qui constitue une source non négligeable de création d'emplois ;
  - b. *valoriser* les produits, co-produits et sous-produits des exploitations agricoles et forestières en *bioénergies* ;
3. permettre aux agriculteurs et aux entreprises du secteur agro-alimentaire de *s'adapter rapidement au contexte en constante évolution* (réorientations de la PAC, nouvelles attentes des consommateurs en matière de produits, de qualité, d'exigences environnementales nouvelles,...) et à *améliorer leurs conditions de travail* (la réduction du temps de travail permet notamment de dégager du temps pour développer de nouvelles activités) ;

L'objectif prioritaire « encourager l'*acquisition de compétences* et la *formation* au sens large » vient en appui des autres priorités de l'axe.

Ces objectifs principaux seront atteints via les **objectifs secondaires** suivants :

- a. améliorer la *qualité des produits* (qualité sanitaire, qualité résultant des caractéristiques intrinsèques des produits) ;
- b. favoriser la *transformation* des produits agricoles et forestiers et encourager l'implication du secteur primaire dans la *valorisation* des produits ;
- c. renforcer les *performances*, notamment *environnementales*, des entreprises et améliorer les *conditions de travail* dans les exploitations agricoles et sylvicoles ;
- d. encourager la *diversification* et l'*innovation* au sein des exploitations et des entreprises agroalimentaires (nouveaux produits, nouveaux procédés de production,...) ;

L'objectif secondaire « renforcer les programmes de *formation* et d'*information*, en particulier sur l'évolution et la gestion des risques de prix » vient également en appui des autres priorités de l'axe.

## Evaluation des impacts

### 1. Le secteur agricole

Critère de succès	Indicateurs	Valeur initiale	Valeur cible	Sources
<i>Réduction de la chute de l'emploi agricole</i>	Taux annuel de variation	- 2,6 % entre 1999 et 2005	Inférieur à - 2 % d'ici 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	Nombre de personnes	28.007 personnes en 2005	Supérieur à 23.000 en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
<i>Réduction de la chute du nombre d'exploitations agricoles</i>	Taux annuel de variation	- 3,7 % entre 1999 et 2005	Inférieur à - 3 % d'ici 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	Nombre d'exploitations	17.109 en 2005	Supérieur à 11.000 en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
<i>Diminution de la moyenne d'âge des exploitants agricoles</i>	% agriculteurs < 35 ans	7,4 % en 2005	15 % en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	% agriculteurs > 55 ans	21,9 % en 2005	15 % en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
<i>Nouvelles installations dans le secteur agricole</i>	Nombre de nouvelles installations par an	166 en 2005	200 en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
<i>Amélioration de la formation des exploitants agricoles</i>	Formation agricole exclusivement pratique (%)	48,4 % en 2005	30 % en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	Formation agricole élémentaire (%)	25,3 % en 2005	30 % en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	Formation agricole complète (%)	26,3 % en 2005	40 % en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
<i>Augmentation des régimes de qualité différenciée</i>	Porcs	% des producteurs	25,8 % en 2005	Eurostat ; INS ; DGA
	Poulets de chair	% de la production totale	6 % en 2004	Eurostat ; INS ; DGA

	<b>Poules pondeuses</b>	% de la production totale	12,5 % en 2004	20 % en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	<b>Canards gras</b>	Tonnes de foie gras produit	75 t en 2004	100 t en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
<b>Augmentation des investissements</b>	Formation brute de capital fixe par exploitation	345,4 millions EUR	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA	
<b>Développement du secteur agricole</b>	Valeur ajoutée brute par exploitation	82.617,5 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA	
<b>Amélioration de la productivité du travail</b>	Valeur ajoutée brute / Unité de travail annuel par exploitation	Cultures agricoles	68.997,8 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Lait très spécialisé	50.511,5 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Lait moyennement spécialisé	45.686,3 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Bovins mixtes	47.249,6 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Bovins à viande	46.349,2 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Cultures et lait	49.839,2 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Cultures et bovins non laitiers	52.098,4 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Autres agricoles	48.479,0 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA
		Total	51.662,5 € en 2004	En augmentation (*)	Eurostat ; RICA ; DGA

## 2. Le secteur agroalimentaire

Critère de succès	Indicateurs	Valeur initiale	Valeur cible	Sources
<i>Augmentation de l'emploi</i>	Nombre de personnes employées	19.812 en 2003	21.000 en 2013	Eurostat ; FEVIA ; ICN
<i>Développement du secteur</i>	Valeur ajoutée brute	1.276,5 millions € en 2003	1.600 millions € en 2013	Eurostat ; FEVIA ; ICN
<i>Augmentation des investissements</i>	Formation brute de capital fixe	277,3 millions € en 2003	350 millions € en 2013	Eurostat ; FEVIA ; ICN
<i>Augmentation des exportations</i>	Valeur des exportations	3.464,1 millions € en 2004	5.000 millions € en 2013	Eurostat ; FEVIA ; BNB ; AWEX

## 3. La gestion forestière

Critère de succès		Indicateurs	Valeur initiale	Valeur cible	Sources
<i>Propriétaires</i>	<b>Augmentation du revenu du travail</b>	Revenu net par ha	136,4 € / an sur la période 1998-2003	200 € / an en 2013	Eurostat ; DNF ; Febelbois
	<b>Augmentation des investissements</b>	Investissements	24 millions € en 2000	50 millions € / an en 2013	Eurostat ; DNF ; Febelbois
	<b>Amélioration de la formation</b>	Nombre de personnes	nd	10.000 propriétaires et gestionnaires sur la période	Eurostat ; DNF ; Febelbois

<b>Filière forêt-bois</b>	<b>Augmentation de l'emploi salarié</b>	Exploitants forestiers	600 personnes en 2005	Maintenir ou réduire la diminution continue des emplois	Eurostat ; DNF ; Febelbois
		Scieries	903 personnes en 2005		Eurostat ; DNF ; Febelbois
		Négociants	1.400 personnes en 2005		Eurostat ; DNF ; Febelbois
		Secteur papetier	2.564 personnes en 2005		Eurostat ; DNF ; Febelbois
		Industries transformatrices et de l'ameublement	3.621 personnes en 2005		Eurostat ; DNF ; Febelbois
	<b>Augmentation de l'emploi d'indépendant</b>	Menuiseries et construction	4.171 personnes en 2005	4.000 en 2013	Eurostat ; DNF ; Febelbois
		Nombre d'indépendants	1.656 personnes en 2005	4.500 en 2013	Eurostat ; DNF ; Febelbois ; INASTI
	<b>Développement du secteur de la première transformation</b>	Valeur ajoutée brute	nd	En augmentation (*)	Eurostat ;
		Formation brute de capital fixe	nd	En augmentation (*)	Eurostat ;
	<b>Développement du secteur de la seconde transformation</b>	Valeur ajoutée brute	nd	En augmentation (*)	Eurostat ;
		Formation brute de capital fixe	nd	En augmentation (*)	Eurostat ;

Critère de succès	Indicateurs	Valeur initiale	Valeur cible	Sources
<b>Développement économique du secteur primaire</b>	Valeur ajoutée brute du secteur primaire	799,3 millions € en 2003	En augmentation (*)	<b>Eurostat</b>

nd : données non disponibles au niveau de la Région wallonne.

(\*) Etant donné que la formation brute de capital fixe, la valeur ajoutée brute et la productivité du travail dans le secteur agricole sont dépendantes de nombreux facteurs conjoncturels, aucune projection quantitative n'a été réalisée pour ces indicateurs.

## **Indicateurs de réalisation et de résultat associés aux mesures de l'axe 1**

### **111 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACTIONS D'INFORMATION**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de participants	Formation	1.840
		Information	9.781
		<b>Total</b>	<b>11.621</b>
	Nombre de jours	Formation	7.122
		Information	0 (*)
		<b>Total</b>	<b>7.122</b>
<b>Résultat</b>	Nombre de participants ayant terminés le cycle de formation avec succès	Qui ont obtenus le certificat	1.510
		Qui ont mis en application les compétences enseignées	/
			1.250

(\*) L'information n'était pas éligible dans l'actuel PDR.

### **112 - INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de jeunes agriculteurs soutenus	150 par an	875
	Volume total des investissements Crédits totaux octroyés (milliers €)	13.500 milliers € par an	282.000
<b>Résultat</b>	Augmentation de la valeur ajoutée brute en agriculture dans les exploitations soutenues (milliers € )	/	10.062,5

121 - MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'exploitations agricoles soutenues	4.500 de 2000 à 2006	5.000 de 2007 à 2013
	Volume total des investissements Coût éligible total (milliers € )	60.000 milliers € par an	487.500
<b>Résultat</b>	Nombre d'exploitations agricoles introduisant de nouveaux produits ou techniques	/	250
	Augmentation de la valeur ajoutée brute en agriculture dans les exploitations soutenues (milliers € )	/	+ 56.500

123 - ACCROISSEMENT DE LA VALEUR AJOUTEE DES PRODUITS AGRICOLES ET SYLVICOLES

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'entreprises soutenues	306 sur la période	250 sur la période
	Volume total des investissements Coût éligible total (milliers € )	121.736 €	125.000 €
<b>Résultat</b>	Nombre d'entreprises introduisant de nouveaux produits ou techniques	26	30
	Augmentation de la valeur ajoutée brute en agriculture dans les entreprises soutenues (milliers € )	/	+ 5.678,25

132 - PARTICIPATION DES AGRICULTEURS A DES REGIMES DE QUALITE ALIMENTAIRE

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>		<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'agriculteurs participant à des régimes de qualité	Régime Communautaire	9	48
		Régime national	305	728
		Total	314	776
<b>Résultat</b>	Augmentation de la valeur de la production agricole inscrite dans un régime de qualité (miliers €)		50.503,60 €	162.231,44 €

## **IV.2. AXE 2 Amélioration de l'environnement et de l'espace rural**

Pour cet axe, les **objectifs prioritaires** seront :

1. encourager la **complémentarité de l'agriculture/sylviculture avec l'environnement** ;
2. préserver et développer les **zones à haute valeur naturelle** ;
3. enrayer le déclin de la **biodiversité**.

Les deux autres priorités de l'UE, à savoir « **concourir à atteindre les objectifs de la directive-cadre relative à l'eau** » et « **concourir à atténuer le changement climatique** » seront également prises en compte mais il s'agit de priorités horizontales qui peuvent être atteintes par le biais de mesures mises en œuvre dans le cadre d'autres axes comme par exemple le développement des sources d'énergie et de matériaux renouvelables qui relève des axes 1 et 3 ou l'amélioration des performances environnementales dans les exploitations agricoles et agroalimentaires qui relève de l'axe 1.

Ces objectifs principaux seront atteints via les **objectifs secondaires** suivants :

- a. favoriser les **pratiques respectueuses de l'environnement** ;
- b. encourager la **restauration des zones les plus dégradées** ;
- c. **préserver les paysages cultivés** notamment dans les zones défavorisées ;

et, en synergie avec les axes 1 et 3, lutter contre le changement climatique en encourageant **l'exploitation de la biomasse à des fins énergétiques**.

La plupart de ces objectifs, qui correspondent aux nouveaux défis, seront renforcés dans le cadre du bilan de santé de la PAC en affectant les moyens supplémentaires au développement de l'agriculture biologique via la mesure 214.

En effet, il apparaît que le soutien à l'agriculture biologique est le plus performant :

- 1) pour rencontrer le défi du changement climatique (diminution des émissions de gaz à effet de serre via la diminution des intrants et des charges moyennes en bétail),
- 2) de la gestion de l'eau (diminution de l'utilisation et des rejets de nitrates et de pesticides),
- 3) de la biodiversité (pas de pesticides, flore des prairies diversifiée, rotations longues en cultures avec légumineuses,...)
- 4) tout en constituant une possibilité de réorientation pour les exploitations laitières.

## Evaluation des impacts

Critère de succès	Indicateurs	Valeur initiale	Valeur cible	Sources	
<b>Amélioration de l'état écologique des cours d'eau</b>	Etat écologique (qualité physico-chimique, propriétés biologiques et physiques)	Non-déterminé	Bon état écologique en 2013 (14 % des 245 masses d'eaux)	Eurostat ; DGRNE	
<b>Amélioration de la qualité des eaux</b>	Evolution de la concentration en nitrates dans les eaux de surface (NO3 mg/l)	Non-déterminé	Non-déterminé		
	Evolution de la concentration en nitrates dans les eaux souterraines (NO3 mg/l)	Non-déterminé	Non-déterminé		
	Evolution de la concentration en pesticides dans les eaux de surface (NO3 mg/l)	Non-déterminé	Non-déterminé		
	Evolution de la concentration en pesticides dans les eaux souterraines (NO3 mg/l)	Non-déterminé	Non-déterminé		
	% du territoire désigné en zone vulnérable	24 % de la superficie Région wallonne en 2007	Non-déterminé		
<b>Amélioration des indicateurs de biodiversité</b>	Oiseaux des champs	83,6 en 2002	> Base 1990 (= 100) en 2013	Eurostat ; DGRNE	
	Natura 2000	Mise en place des plans de gestion active pour les 240 sites couvrant 220.944 ha d'ici 2013		Eurostat ; DGRNE	
	Composition des peuplements forestiers % d'espèces	Plus de 75 % des peuplements sont mono ou bispécifiques en 2000	Diminution du pourcentage des peuplements mono ou bispécifiques	Eurostat ; DNF	
	Zones « High Nature Value farmland areas » (HNV)	parcelles ou parties de parcelles agricoles incluses dans les HNV	216.268 ha , soit 28,2 % de la SAU en 2005	En augmentation	Eurostat ; DGA
		parcelles agricoles intersectées par les HNV	76.111 ha , soit 9,9 % de la SAU en 2005	En augmentation	Eurostat ; DGA
<b>Diminution de l'érosion</b>	Quantité totale de particules érodées	2 t par ha de terre cultivée et par an pour la période 1996-2000	Réduire la quantité totale de particules érodées	Eurostat ; DGRNE	

<b><i>Augmentation de la production d'énergies renouvelables</i></b>	Contribution du secteur de l'agriculture à la production primaire d'énergies renouvelables	Quantités produites (ACE45)	10,1 ktep en 2005	En augmentation	Eurostat ; INS ; DGA
		% de la production totale d'énergies renouvelables	nd	En augmentation	Eurostat ; DGRNE ; DGTRE
	Superficies agricoles consacrés aux cultures énergétiques		2.641 ha en 2005	50.000 ha de colza, maïs, betterave et froment en 2010	Eurostat ; Valbiom ; DGA
	Agriculteurs ayant acquis une presse à colza		nd	En augmentation	Eurostat ; DGRNE ; DGTRE
	Contribution du secteur de la sylviculture à la production primaire d'énergies renouvelables	Quantités produites	300,2 ktep en 2003	En augmentation	Eurostat ; DGTRE
		% de la production totale d'énergies renouvelables	79,3 % en 2003	En augmentation	Eurostat ; DGRNE ; DGTRE
<b><i>Augmentation de l'utilisation d'énergies renouvelables</i></b>	Production d'énergie renouvelable / consommation intérieure brute totale d'énergie		2 % en 2003	6 % en 2010	Eurostat ; DGRNE ; DGTRE
	Electricité produite à partir d'énergies renouvelables		2,3 % de la consommation électrique totale en 2003	8 % de la consommation électrique totale en 2010	Eurostat ; DGRNE ; DGTRE
	Part des biocarburants dans la consommation totale de carburants pour le transport		0 % en 2005	5,75 % en 2010	Eurostat ; DGRNE ; DGTRE
<b><i>Diminution des émissions de GES</i></b>	Réduction des émissions de GES à l'échelle de la Région wallonne		50,5 Mt éq CO <sub>2</sub> en 2002	50,5 Mt éq CO <sub>2</sub> durant la période 2008-2012	Eurostat ; DGRNE
<b><i>Réduction des impacts agricoles</i></b>	Réduction des émissions de GES dans le secteur de l'agriculture		4.610 kt éq CO <sub>2</sub> en 2002	4.300 kt éq CO <sub>2</sub> en 2013	Eurostat ; DGRNE
	Gestion de l'azote organique : taux de liaison au sol de l'élevage		80 % des exploitations en 2004	100 % des exploitations en 2013	Eurostat ; DGRNE ; DGA
	Balance azotée totale		139 kg/ha en 2002	100 kg/ha en 2013	Eurostat ; OCDE ; DGA
	Balance en Phosphore		21kg/ha en 2004 pour la Belgique	En diminution	OCDE
	Réduction des risques liés aux pesticides à usage agricole et aux biocides		Base année 2001 = 100	75 en 2013	Eurostat ; DGRNE

Stratégie par axe

	Superficies consacrées à l'agriculture biologique	2,7 % de la SAU en 2004	11 % de la SAU en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	Superficies consacrées aux autres MAE	15 % de la SAU en 2004	20 % de la SAU en 2013	Eurostat ; INS ; DGA
	Cultures extensives	0,26 % de la SAU totale en 2007	En augmentation	DGA ; INS
	Pâturage extensif	5% de la SAU totale en 2007	En augmentation	
	Croissance moyenne annuelle des superficies consacrées aux forêts et autres surfaces boisées	Moins de 1 ha par an	Non-déterminé	INS
	Surface agricole irriguées	0,04 % de la SAU (2007)	Non-déterminé	INS

nd : données non disponibles au niveau de la Région wallonne.

## **Indicateurs de réalisation et de résultat associés aux mesures de l'axe 2**

### **212 - INDEMNITES COMPENSATOIRES POUR LES REGIONS DEFAVORISEES**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'exploitations agricoles soutenues	3.972	3.800
	Superficies agricoles soutenues (ha)	232.660 ha	237.000 ha
<b>Résultat</b>	Zones dont la gestion est réussie (ha)	Non évalué	Non disponible

### **213 - INDEMNITES NATURA 2000 POUR LES AGRICULTEURS**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'exploitations agricoles soutenues	/	3.000
	Superficies agricoles soutenues (ha)	/	22.000 ha
<b>Résultat</b>	Zones dont la gestion est réussie (ha)	/	15.000 ha

### **214 - MESURES AGRI-ENVIRONNEMENTALES**

#### *a) Indicateurs de réalisation*

<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE 2006</b>	<b>CIBLE 2013</b>
Nombre d'exploitations bénéficiaires	nd	9.125
Superficie totale sous mesure agri-environnementale	nd	415.000 ha
Nombre total de contrats	18.202 en 2005	29.125
Superficie physique totale sous mesures agri-environnementales	nd	166.200 ha
Nombre d'engagements concernant les ressources génétiques	Non mis en oeuvre	Non mis en oeuvre

*b) Indicateurs de réalisation supplémentaires*

<b>Nombre d'exploitants supportés (% exploitants)</b>			<b>VALEUR INITIALE 2006</b>	<b>CIBLE 2013</b>
Nombre total d'exploitants supportés (% exploitants)			43%	54%
<b>Méthode</b>	1.	a. Haies et bandes boisées	26,8 %	30 %
		b. Arbres, arbustes buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige et bosquets	10,8 %	25 %
		c. Mares	6 %	12 %
	2.	Prairie naturelle	10,6 %	17 %
	3.	a. Tournières enherbées en bordure de culture	13,8 %	20 %
		b. Bande de prairie extensive	5,8 %	20 %
	4.	Couverture du sol pendant l'interculture	13,6 %	25 %
	5.	Cultures extensives de céréales	2,2 %	2 %
	6.	Détention d'animaux de races locales menacées	2,2 %	4 %
	7.	Maintien de faibles charges en bétail	3,3 %	5 %
	8.	Prairie de haute valeur biologique	1,5 %	5 %
	9.	Bandes de parcelle aménagée	2,9 %	5 %
	10.	Plan d'action agroenvironnemental	nd	3 %
	11.	Agriculture biologique	3 %	11 %
<b>Superficie totale sous mesure agri-environnementale (% SAU)</b>			<b>VALEUR INITIALE 2006</b>	<b>CIBLE 2013</b>
Superficie totale sous mesures agri-environnementales, y inclus l'agriculture biologique (% SAU)			17.7 %*	31%*
Aire physique totale sous mesures agri-environnementales, y inclus l'agriculture biologique (% SAU)			6,2 % en 2004	22%
<b>Méthode</b>	1.	a. Haies et bandes boisées	12.213 km	14.000 km
		b. Arbres, arbustes buissons et bosquets isolés, arbres fruitiers à haute tige et bosquets	124.439 dont 28.326 fruitiers haute-tige (2004)	155.000 dont 40.000 fruitiers haute-tige
		c. Mares	4.467	7.500
	2.	Prairie naturelle	13.144 ha	17.000 ha
	3.	Bordures herbeuses extensives	a. Tournières enherbées en bordure de culture	3.070 km dont 867 km en bord de cours d'eau
				4.000 km dont 1.500 km en bord de cours d'eau

	b. Bande de prairie extensive	748 km	4.000 km
4.Couverture du sol pendant l'interculture		32.094 ha	40.000 ha
5. Cultures extensives de céréales		3.367 ha	3.000 ha
6. Détection d'animaux de races locales menacées	Nombre d'équins	262	500
	Nombre de bovins	1.075	5.000
	Nombre d'ovins	505	5.000
7. Maintien de faibles charges en bétail		28.818 ha (8 % de la superficie totale en prairie)	42.000 ha (12 %)
8. Prairie de haute valeur biologique		1.462 ha	6.000 ha
9. Bande de parcelle aménagée	Superficie totale engagée	835 ha	1.200 ha
	Longueur totale engagée	601 km	875 km
10. Plan d'action agroenvironnemental		/	Entre 250 et 500 plans
11. Agriculture biologique		24.000 ha	82.500 ha

(\*) Ces taux de recouvrement représentent les superficies couvertes par un engagement au cours de la campagne 2006 et 2013. Il s'agit des superficies des contrats actifs au cours de la campagne donnée. Ces chiffres ne peuvent donc pas être comparés au nombre d'ha repris dans les indicateurs de réalisation pour lesquels on a notamment comptabilisé plusieurs fois les parcelles sur lesquelles les engagements ont été renouvelés.

### C) Indicateurs de résultat

INDICATEUR	VALEUR INITIALE 2006	CIBLE 2013
Aire totale gérée avec succès (Ha)	90.720 ha en 2005	136.000 ha

### 224 - INDEMNITES NATURA 2000 POUR LES FORESTIERS

TYPES D'INDICATEUR	INDICATEUR	VALEUR INITIALE	CIBLE 2013
Réalisation	Nombre d'exploitations forestières soutenues	/	12.060
	Superficies forestières soutenues (ha)	/	22.000
Résultat	Zones dont la gestion est réussie (ha)	/	22.000

### **IV.3. AXE 3 *Qualité de la vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale***

Les deux **objectifs prioritaires** pour cet axe seront :

1. la *création d'activités économiques et d'emplois*, en particulier ceux valorisant les produits agricoles et sylvicoles ainsi que le patrimoine culturel et naturel de la région ;
2. l'amélioration du *cadre de vie en zones rurales*.

Ces objectifs principaux seront atteints via les **objectifs secondaires** suivants :

- a. **soutenir le développement d'activités non agricoles hors des exploitations agricoles notamment par le soutien à l'investissement et l'accès au capital à risque dans des secteurs correspondants aux objectifs prioritaires et en particulier en faveur des micro-entreprises** ;
- b. **encourager la fourniture et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables** ;
- c. favoriser la *diversification au sein des exploitations agricoles vers des activités non agricoles* (par exemple, l'agrotourisme) ;
- d. **soutenir la mise en place d'actions d'économie sociale et de services de proximité** ;
- e. favoriser les *partenariats trans-communaux* en matière de développement rural ;
- f. valorisation et dynamisation du *patrimoine naturel* et du *bâti rural* ;
- g. encourager la *mise en place d'ateliers collectifs privés* ;
- h. **rénovation et développement des villages** (ne concertera que des projets engagés avant 2007 mais non clôturés).

**Des actions en matière de formation et d'acquisition de compétences et d'animation en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie locale de développement seront prévues.**

## Evaluation des impacts

<b>Critère de succès</b>		<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur initiale</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Sources</b>
<i>Augmentation du nombre d'agriculteurs ayant une autre activité rémunératrice</i>		A titre principal	10,0 % en 2003	15 % en 2013	Eurostat, INS
		A titre secondaire	12,1 % en 2003	15 % en 2013	Eurostat, INS
		Aucune	77,8 % en 2003	70 % en 2013	Eurostat, INS
<i>Développement des secteurs non-agricoles</i>	Secteur secondaire	Emploi	223.700 personnes en 2003	215.000 en 2013	Eurostat
		Valeur ajoutée brute	228,2 millions € en 2003	En augmentation (*)	Eurostat
	Secteur tertiaire	Emploi	852.700 personnes en 2003	950.000 en 2013	Eurostat
		Valeur ajoutée brute	43.541,5 millions € en 2003	En augmentation (*)	Eurostat
		% de la valeur ajoutée brute dans le secteur tertiaire dans la valeur ajoutée brute totale	74,4 % en 2003	En augmentation (*)	Eurostat

<b><i>Indépendants</i></b>	Nombre	157.000 en 2004	125.000 en 2013	Eurostat
<b><i>Développement du tourisme rural</i></b>	Nombre d'hébergements	3.185 en 2004	5.000 en 2013	Eurostat ; OTW
	Capacité d'accueil	20.051 lits en 2004	30.000 lits en 2013	Eurostat ; OTW
<b><i>Accès à Internet</i></b>	% des ménages	50 % en 2005	60 % en 2013	Eurostat
<b><i>Attractivité des zones rurales</i></b>	Solde migratoire net en zones rurales	Positif ces dernières années	En augmentation (*)	Eurostat ; INS
	Revenu moyen par habitant au niveau communal	Base : année 2004	En augmentations (*)	INS
	Migrants alternants sortants réels par rapport à la main d'œuvre habitant la commune	Base : année 2001	En diminution (*)	CAPRU sur base INS
<b><i>Accès aux formations</i></b>	% des personnes de 25 à 64 ans participant à des formations	5,8 % en 2004	10 % en 2013	Eurostat

(\*) Aucune valeur cible, en projection quantitative, n'a été définie pour ces indicateurs. En effet, étant donné le peu de moyens budgétaires alloués au programme de développement rural, ce-dernier n'aura qu'un impact négligeable sur ces indicateurs et ce, d'autant plus que la mise en place d'autres politiques communautaires et régionales auront, quant à elles, un impact nettement plus conséquent.

### **Indicateurs de réalisation et de résultat associés aux mesures de l'axe 3**

#### **311 - DIVERSIFICATION VERS DES ACTIVITÉS NON-AGRICOLES**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de bénéficiaires	50*	100
	Volume total des investissements Coût éligible total (milliers €)	15.000*	30.000
<b>Résultat</b>	Augmentation de la valeur ajoutée brute hors agriculture dans les exploitations soutenues (€)	/	+ 5 %
	Nombre brut d'emplois créés	/	15

(\*) Résultats de la période 2000-2006

#### **312 - CRÉATION ET DEVELOPPEMENT DE MICROENTREPRISES**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>		<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de microentreprises soutenues	Aides investissement	/	20
		Ingénierie financière	/	25
	Volume total des investissements Coût éligible total (milliers €)	Aides investissement	/	28.000
		Ingénierie financière	/	17.000
<b>Résultat</b>	Augmentation de la valeur ajoutée brute hors agriculture dans les microentreprises soutenues (€)		/	Non disponible
	Nombre brut d'emplois créés	Aides investissement	/	50 ETP
		Ingénierie financière	/	36 ETP

### 313 - PROMOTION DES ACTIVITES TOURISTIQUES

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de nouvelles actions touristiques soutenues	3 *	5
	Coûts éligibles totaux (milliers €) (**)	/	3.750 **
<b>Résultat</b>	Nombre de visites touristiques supplémentaires	/	non disponible
	Nombre de nuitées supplémentaires	/	+ 300.000 ***
	Nombre brut d'emplois créés	/	15

(\*) 3 projets soutenus sur la période 2000-2006.

(\*\*) Il s'agit du montant des coûts éligibles et non des investissements. L'aide concerne en effet le développement et la diffusion de services touristiques et non les investissements dans ce domaine.

(\*\*\*) nombre de nuitées supplémentaires en tourisme rural attendue en Région wallonne sur la période 2007-2013.

### 321 - SERVICES DE BASE POUR L'ECONOMIE ET LA POPULATION RURALE

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'actions soutenues	/	25
	Volume total des investissements (milliers €)	/	5.000 €
<b>Résultat</b>	Population des zones rurales bénéficiant de ces services (Nombre de personnes)	/	50.000
	Augmentation de l'accès à Internet en milieu rural en nombre d'habitants*	/	+ 14.432

(\*) Augmentation du nombre d'habitants en région rurale disposant d'un contrat DSL estimé à l'échelle de la Région wallonne

### 322 – RENOVATION ET DEVELOPPEMENT DES VILLAGES \*

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de villages concernés	/	2
	Volume total des investissements (milliers €)	/	234,857

(\*) Ils s'agit d'actions qui ont été réalisées lors de la programmation précédente et pour lesquelles il reste des paiements à effectuer

323 - CONSERVATION ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE RURAL

TYPES D'INDICATEUR	INDICATEUR	VALEUR INITIALE	CIBLE 2013
<b>Réalisation</b>	Nombre d'actions concernant le patrimoine rural soutenues	Restauration de pelouses et de landes	/ 100
		Exploitation de résineux	/ 450
	Volume total des investissements (milliers €)	Restauration de pelouses et de landes	/ 2.275€
		Exploitation de résineux	/ 6.725€
<b>Résultat</b>	Population des zones rurales bénéficiant de ces services (Nombre de personnes)	Restauration de pelouses et de landes	/ Non pertinent
		Exploitation de résineux	/ Non pertinent

331 - FORMATION ET INFORMATION

TYPES D'INDICATEUR	INDICATEUR	VALEUR INITIALE	CIBLE 2013
<b>Réalisation</b>	Nombre de participants	Formation	/ 300
		Information	/ 750
		Total	/ 1.050
	Nombre de jours de formation	Formation	/ 800
		Information	/ 25
		Total	/ 825
<b>Résultat</b>	Nombre de participants ayant terminés le cycle de formation avec succès	Qui ont obtenus le certificat	/ 1.500
		Qui ont mis en application les compétences enseignées	/ Non évalué

#### **IV.4. AXE 4 Leader**

La priorité pour cet axe sera l'**amélioration de la gouvernance** et la **mobilisation du potentiel de développement endogène des zones rurales**.

L'objectif sera de renforcer la stratégie de développement local des GAL tout en veillant à :

1. s'assurer du **développement socio-économique des territoires des GAL** par la création d'activités et d'emplois pérennes ;
2. renforcer les **partenariats au sein des GAL**, qu'ils soient le plus large possible tout en y associant le secteur agricole ;
3. s'assurer d'une **mobilisation durable des partenaires privés**.

Les orientations suivantes seront d'application :

1. La participation minimale du secteur privé est maintenue à 50% ;
2. [Le critère de densité maximale de 150 hab/km<sup>2</sup> par GAL est maintenu] ;
3. Le critère de territoire « nombre minimal de communes » passe de 2 à 3, sauf pour des GAL existants dont la situation des communes limitrophes ne le permet pas (densité > 150 hab/km<sup>2</sup>, déjà membre d'un autre GAL,...) ;
4. Le critère de territoire « nombre d'habitants » est maintenu entre 10.000 et 50.000. Le plafond de 50.000 servira à éviter les GAL regroupant un trop grand nombre de communes ce qui est néfaste à l'efficacité de la gestion du GAL ;
5. Sélection des GAL : le nombre de 15 GAL maximum est retenu. La question d'imposer ou non un % minimal de nouveaux GAL reste ouverte ;
6. Thèmes fédérateurs : Il est considéré opportun de maintenir des thèmes fédérateurs afin de baliser les activités des GAL. Cependant, l'appréciation de la qualité des plans de développement stratégiques devra prendre en compte l'objectif transversal de développement économique et de création d'emplois en milieu rural.

#### **Evaluation des impacts**

<b>Critère de succès</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur initiale</b>	<b>Valeur cible</b>	<b>Sources</b>
<b>Développement des GAL</b>	% de la population couverte par les GAL	12 % en 2005	13.5 % en 2013	DGA

## Indicateurs de réalisation et de résultat associés aux mesures de l'axe 4

### **41 - MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES LOCALES**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE*</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de GAL	15	15
	Nombre de projets financés par les GAL	124	90
	Nombre de bénéficiaires	nd	36
	Aire totale couverte par les GAL (km <sup>2</sup> )	4.370	5.698km <sup>2</sup>
	population totale couverte par les GAL	393.000 hab.	451.000 hab.
<b>Résultat</b>	Nombre brut d'emplois créés	50	50

(\*) données issues de la programmation LEADER+ 2000-2006

### **421 - COOPERATIONS INTETERRITORIALES ET TRANSNATIONALES**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre de projets de coopération financés par les GAL	13	16
	Nombre de GAL coopérants	15	15
<b>Résultats</b>	Nombre brut d'emplois créés	10	12

### **431 - FONCTIONNEMENT DU GAL, ACQUISITION DE COMPETENCES ET AMNIMATION**

<b>TYPES D'INDICATEUR</b>	<b>INDICATEUR</b>	<b>VALEUR INITIALE</b>	<b>CIBLE 2013</b>
<b>Réalisation</b>	Nombre d'actions soutenues	n.d.*	972
<b>Résultats</b>	Nombre de participants ayant terminé le cycle de formation avec succès	20	50

(\*) La méthode utilisée pour calculer cet indicateur en 2007-2013 est difficilement applicable aux données issues de la programmation LEADER+ 2000-2006

## **V. COHERENCE INTERNE ET EXTERNE – COMPLEMENTARITE AVEC LES AUTRES INSTRUMENTS COMMUNAUTAIRES**

### ***V.1. Cohérence interne***

Comme décrit au point IV, l'accent sera mis sur quelques thèmes : l'innovation et la diversification, le non alimentaire, la qualité et l'environnement.

Ces thèmes seront déclinés dans les différents axes :

- l'innovation et la diversification seront encouragées dans le cadre de l'axe 1 par le biais d'actions telles que les aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les entreprises du secteur de la transformation des produits agricoles et sylvicoles (produits nouveaux ou processus innovants), mais aussi dans le cadre de l'axe 3 grâce à des aides favorisant la diversification non agricole chez les agriculteurs ainsi que la diversification de l'économie rurale par le biais d'aides à des micro-entreprises actives en dehors de l'agriculture ;
- le non alimentaire se retrouvera dans l'axe 1 via des aides aux agriculteurs et aux entreprises qui produisent des produits non alimentaires et des énergies renouvelables et, dans l'axe 3, via des aides en faveur de la fourniture et de l'utilisation d'énergies renouvelables ;
- l'environnement sera présent dans tous les axes : des aides seront prévues dans l'axe 1 pour encourager les acteurs des secteurs agricole, sylvicole et agroalimentaire à investir pour respecter des normes toujours plus élevées ; tout l'axe 2 lui sera consacré et ce thème se retrouvera également dans l'axe Leader.

Des actions de formation et d'information soutiendront ces thèmes dans les axes 1 et 3.

### ***V.2. Cohérence externe et complémentarités***

#### **2.1. La politique agricole commune (1<sup>er</sup> pilier)**

Le système de paiement unique a été instauré en Région wallonne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

La dissociation des subventions et de la production a pour but de rendre les agriculteurs plus compétitifs et tournés vers le marché en étant à même de choisir ce qu'ils désirent produire en fonction de ce qui est le plus rentable pour eux, tout en respectant des normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et de bien-être animal. Cette réforme aura donc un impact important sur la production agricole et sur la gestion des terres.

La politique de développement rural, en aidant les agriculteurs à se diversifier, à améliorer la commercialisation de leurs produits et à restructurer leur exploitation, tout en encourageant diverses initiatives rurales, s'inscrit dans cette logique d'évolution du secteur agricole mise en place dans le cadre du premier pilier. En effet, les diverses mesures de développement rural à finalités agricoles permettront aux agriculteurs d'être accompagnés et soutenus dans leur choix d'orientation de production et de répondre aux exigences qu'ils leurs sont imposées, notamment en matière d'environnement.

Dans le secteur des fruits et légumes, tout soutien par le biais du PDR à des non-membres d'Organisation de Producteurs (OP) qui les encouragerait à ne pas rejoindre une OP sera évité; les mesures mises en œuvre dans le cadre du PDR ne peuvent en particulier avoir pour objectif d'encourager des filières parallèles et concurrentes des OP de la région. Tout double subventionnement sera soigneusement évité. Des complémentarités avec les programmes opérationnels 2005-2009 seront recherchées.

De façon à encourager la production d'énergies renouvelables, les aides prévues dans le 1<sup>er</sup> pilier pour les agriculteurs qui pratiquent des cultures énergétiques (chapitre 5 du règlement (CE) n° 1782/2003) seront complétées dans le PDR par des aides à l'investissement pour les agriculteurs (axe 1) ou à d'autres bénéficiaires tels que les communes, associations,...(axe 3) pour la fourniture et l'utilisation d'énergies renouvelables.

La réforme de l'OCM sucre, dans son règlement 320/2006, prévoit l'octroi d'aide à la diversification pour des régions touchées par la restructuration d'industries sucrières en fonction du quota sucre libéré. A ce jour, cette disposition n'a pas concerné la Belgique. Cependant, vu que ces aides sont d'application jusque la campagne 2009-2010, si la Région wallonne devait activer ce mécanisme, les montants perçus seraient dès lors affectés à des mesures de l'axes 1 ou 3 du PDR et prioritairement à la région concernée par cette restructuration. La possibilité prévue d'apporter ou non un co-financement national sera décidé ultérieurement.

## **2.2. La politique de l'emploi, stratégie de Lisbonne**

La politique de la Région wallonne en la matière et, particulièrement les « Actions prioritaires pour l'Avenir wallon », s'inscrit dans le programme national belge de réforme 2005-2008.

Les Actions prioritaires pour l'Avenir wallon consacreront 1,4 milliards € à charge du budget régional sur quatre ans à cinq axes prioritaires :

- créer des pôles de compétitivité, dont un concerne l'agroalimentaire ;
- stimuler la création d'activités ;
- alléger les fiscalités sur l'entreprise ;
- doper la recherche et l'innovation en lien avec l'entreprise ;
- susciter des compétences pour l'emploi.

La stratégie du Programme de développement rural est cohérente avec les actions définies par le Gouvernement wallon puisqu'elle propose de mettre l'accent sur :

- le renforcement du secteur agroalimentaire pour lequel le soutien du FEADER viendra compléter les dispositions régionales,
- la création d'activités diversifiées dans les zones rurales,
- l'acquisition de compétences favorisant l'amélioration des performances des exploitations agricoles, forestières et des entreprises agroalimentaires, la diffusion des TIC, l'innovation,...

### **2.3. La politique environnementale, stratégie de Göteborg**

Les autorités wallonnes concernées veilleront à ce que les projets soutenus dans le cadre du programme soient conformes à la législation communautaire en matière d'environnement. Outre l'aspect communautaire, les autorités wallonnes veilleront également à ce que les projets proposés soient respectueux de l'environnement et du cadre de vie et, pour les mesures spécifiquement environnementales, apportent une réponse efficace et durable aux problèmes environnementaux spécifiques.

L'environnement constitue d'ailleurs une priorité de la politique de développement. La qualité de l'environnement est un élément clé du développement économique et social selon une approche globale qui conjugue des actions dans divers domaines. Les critères environnementaux seront pris en compte dans l'appréciation des mesures qui seront proposées.

### **2.4 Fonds européen pour la pêche**

En région wallonne, le soutien du FEP ne concernera que l'aquaculture (pas de zone littorale). Les produits de l'aquaculture, qu'il s'agisse de production ou de transformation, sont exclus du FEADER. Il n'y a donc pas de risque de chevauchement entre les 2 fonds.

### **2.5. Programmes sectoriels**

#### **a) Le plan d'action en matière d'agriculture biologique**

Un soutien aux agriculteurs qui pratiquent la production biologique sera prévu dans le cadre des mesures agro-environnementales. Des actions en matière de formation/information seront également possibles.

La coordination des différentes actions sera assurée au sein des divers services concernés de la Direction Générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

#### **b) La stratégie forestière communautaire**

La politique de développement rural continuera à être un instrument de mise en oeuvre de la stratégie forestière communautaire. Les actions porteront notamment sur la formation continue des forestiers, et plus spécifiquement des propriétaires privés, ainsi que sur le soutien à la transformation/commercialisation des produits sylvicoles.

Le plan d'action communautaire sur la gestion durable des forêts, en préparation, pourrait donner une impulsion et des outils supplémentaires pour le développement des forêts.

**c) Le programme communautaire sur le changement climatique**

L'application du protocole de Kyoto doit amener les Etats membres à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone et méthane). La Région wallonne a mis en œuvre un programme visant à contribuer à atteindre les objectifs fixés pour la Belgique.

Outre le recours aux mécanismes de flexibilité et la mise en place de quotas d'émissions dans le secteur industriel (Plan régional d'allocation), la Région wallonne envisage la mise en œuvre de mesures internes supplémentaires. Ces mesures, centrées sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation de combustibles et de technologies plus propres, sont détaillées dans plusieurs plans (Plan air, Plan énergie, Plan national climat). Elles visent, par exemple, à favoriser la production d'électricité renouvelable, l'utilisation rationnelle d'énergie, ou encore l'utilisation de modes de transport moins polluants. La Région wallonne devrait également bénéficier des effets des 20 mesures envisagées au niveau fédéral (fermeture des centrales au charbon, concrétisation du RER, révision de la fiscalité automobile...).

Dans le cadre du Programme de Développement Rural, des actions en vue de contribuer au respect des échéances et normes du protocole de Kyoto seront mises en œuvre au travers des différents axes : promotion de l'utilisation des énergies renouvelables notamment par des actions de soutien aux investissements dans les axes 1, pour les secteurs agricole et sylvicole, et dans l'axe 3 pour les autres secteurs, encouragement aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement via les mesures agro-environnementales et la production biologique dans l'axe 2.

**d) Pollution de l'air, programme "CAFE"**

Le renforcement des mesures agro-environnementales et des mesures en faveur des investissements pour la mise en conformité avec des normes environnementales toujours plus élevées vont dans le sens d'une meilleure prise en compte de la pollution de l'air et plus spécifiquement des émissions d'ammoniac.

**e) Sixième programme d'action pour l'environnement**

Ce programme, qui vise l'intégration des préoccupations environnementales dans l'ensemble des politiques de la Communauté, s'inscrit dans les axes développés au travers du PDR.

Le PDR veillera à :

- l'intégration des considérations liées à la diversité biologique dans les politiques agricoles et encourager le développement rural durable et l'agriculture multifonctionnelle (encourager une agriculture plus

- respectueuse de l'environnement, promouvoir l'agriculture biologique, ....);
- promouvoir une gestion durable des forêts conformément à la stratégie de la Communauté en la matière (cfr. pt. c, ci-dessus)

#### e) Stratégie wallonne pour la biodiversité

En vue d'atteindre l'objectif d'enrayer le déclin de la biodiversité d'ici 2010, de contribuer à la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (Rio, 1992) et de fournir une réponse intégrée aux nombreux traités et accords environnementaux, la Région wallonne s'engage à faire de la préservation de la biodiversité une ligne directrice transversale pour toutes ses activités. « La stratégie wallonne pour la biodiversité : Objectif 2010 » a pour but de stopper la perte de biodiversité et remplir ainsi les engagements de la Région wallonne aux niveaux tant national qu'international.

Le PDR, par l'intégration de la dimension environnementale dans l'ensemble de ses mesures et de mesures plus spécifiques concourant directement à la préservation de la biodiversité, contribuera à cette stratégie transversale.

#### f) Directive cadre dans le domaine de l'eau

En application de la directive relative à l'évaluation des incidences environnementales, les domaines d'actions couverts par la Directive eau (2000/60/CE), traduite dans l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au "code de l'eau", feront l'objet d'une attention particulière, notamment le chapitre IV de l'arrêté qui traite de la gestion durable de l'azote en agriculture (respect du code des bonnes pratiques agricoles et des normes stockage et d'épandage).

#### g) Directive CE 2003/30 sur la promotion des bio-énergies

Pour répondre aux objectifs de cette Directive, le Ministère fédéral des Finances, compétent en matière de politique fiscale, a pris les dispositions légales nécessaires en matière de défiscalisation. Celles-ci sont reprises dans les lois programmes des 11 juillet et 25 décembre 2005.

Elles sont complétées, dans le cas de l'utilisation de l'huile de colza comme carburant, par l'arrêté royal du 10 mars 2006 qui prévoit une exonération complète si l'huile est produite par un agriculteur au départ de sa propre production et qu'il la vend directement à l'utilisateur final. Grâce à cette mesure, le PDR pourra soutenir la mise en place de filières courtes aux niveaux d'exploitants agricoles seuls ou regroupés en coopératives agricoles.

Pour ce qui concerne les projets industriels de production de biodiesel et de bioéthanol, la loi a été publiée le 16 juin 2006. Ainsi afin de répondre aux objectifs d'incorporation, un appel d'offre européen va pouvoir être lancé afin de sélectionner les projets industriels qui pourront bénéficier des quotas de production qui feront l'objet d'une réduction de Droit d'Accise Spécial (DAS) dans le cas d'une incorporation aux fuels fossiles.

Cet appel se clôturera le 10 septembre 2006 avec une attribution des quotas aux industriels avant la fin de l'année.

### h) Plan PLUIES

Le Gouvernement wallon a adopté, en avril 2003, les principes de la réalisation d'un plan global et intégré de prévention et de lutte contre les inondations et contre leurs effets sur les sinistrés, dénommé «Plan PLUIES». Ce plan d'ensemble intègre toutes les dimensions de la politique régionale en la matière et veille à la cohérence des mesures globalement prises à l'échelle des sous-bassins versants.

A cette fin, 28 actions, dont le Gouvernement a pris acte le 4 mars 2004, ont été énoncées dans les cinq domaines de compétences les plus concernés. Ces actions doivent contribuer à la réalisation concrète d'un plan qui a été articulé autour de cinq objectifs :

6. améliorer la connaissance du risque « inondation » ;
7. diminuer et ralentir le ruissellement sur les bassins versants ;
8. aménager les lits des rivières et les plaines alluviales ;
9. diminuer la vulnérabilité dans les zones inondables ;
10. améliorer la gestion de crise.

### 2.5. Démarcation entre les mesures des axes 1 à 3 et les autres politiques/instruments

#### 2.5.1 Démarcation avec les autres politiques régionales

- Accroissement de la valeur ajoutée des activités agricoles via des investissements dans l'agrotourisme : les dossiers d'aides de financement du FEADER ne seront instruits par la Direction Générale de l'Agriculture que lorsque le demandeur aura apporté la preuve de sa reconnaissance par le Commissariat Général au Tourisme (administration wallonne compétente) et fourni la copie de la décision d'octroi des aides ou non que celui-ci organise en application du Décret de la Région wallonne du 18 décembre 2003 et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 09 décembre 2004.

- Aide à l'investissement pour les énergies renouvelables : un mécanisme similaire aux investissements dans l'agrotourisme sera appliqué avec l'administration compétente (DGTRÉ) pour les investissements dans le secteur des énergies renouvelables (presse à colza, panneaux solaires, chaudières biomasse, unités de biométhanisation,...).

#### 2.5.2 Démarcation avec les autres fonds européens

Les objectifs de Lisbonne ont été intégrés dans le Contrat d'Avenir pour la Wallonie, qui définit le cadre stratégique au niveau régional à l'horizon 2015. Celui-ci a servi de base à l'identification des priorités à privilégier dans le cadre de la programmation 2007-2013. Le cadre général d'intervention est structuré en 4 axes :

- la création d'activités et d'emplois,
- le développement du capital humain, des connaissances, des savoir-faire et de la recherche,
- l'inclusion sociale,
- le développement territorial équilibré et durable.

Chaque fonds, en fonction de ses domaines d'action spécifiques, participera à la réalisation de ces axes : le FEDER et le FEADER interviendront dans les axes 1, 2 et 4 tandis que les interventions du FSE s'inscriront dans les axes 1, 2 et 3.

Les principes de cohérence et de complémentarité entre les programmes cofinancés par les fonds structurels européens et le FEADER seront assurés par l'autorité de gestion elle-même qui a en charge la coordination de tous les programmes et la présidence des comités de suivi.

C'est ainsi que la coordination générale et la présidence des Comités de suivi seront assurées par une cellule du cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon.

De plus, un représentant de l'administration qui assure la coordination générale des programmes cofinancés par les fonds structurels fera partie du comité de suivi du PDR et un représentant de l'administration de coordination du PDR sera membre des comités de suivi des programmes cofinancés par les fonds structurels.

L'échange d'informations entre les différents intervenants dans le processus d'approbation des projets se fera également, et ce pendant toute la période de programmation, via les bases de données de projets développées par les administrations de coordination pour la gestion et le suivi des fonds communautaires et pour le PDR.

## Démarcation par mesure du PDR

### Mesures 111 et 331 – Formation et information

Les demandes d'intervention sont traitées par un même service (la Direction du Développement et de la Vulgarisation de la Direction générale de l'Agriculture) qu'elles soient introduites au titre du présent programme ou non. Cela permet d'éviter une double subvention.

Lors de la présentation d'une demande d'intervention par un opérateur, il lui sera demandé une attestation précisant que cette demande ne fait pas ou ne fera pas l'objet d'une autre demande de financement public.

### Mesure 123 – Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles

Dans le secteur de la transformation des produits agricoles, lorsque les produits fabriqués par une entreprise appartiennent à l'annexe I du Traité, c'est le FEADER qui intervient, pour autant que l'investissement soit éligible en regard des critères fixés dans le programme. Si les produits ne relèvent pas de l'annexe I du Traité, un concours du FEDER peut être octroyé si l'entreprise est située dans une zone couverte par l'action des Fonds structurels et si les critères pour l'octroi de l'aide sont rencontrés.

Dans le cas où l'investissement concerne des produits appartenant à l'annexe I mais ne respecte pas les critères pour l'attribution d'un concours du FEADER, aucune aide communautaire ne peut être accordée.

### Mesure 132 – Régimes de qualité

Dans le secteur des fruits et légumes, tout soutien par le biais du PDR à des actions éligibles reprises dans les programmes opérationnels des organisations ou des groupements de producteurs sera exclu.

### Mesures de l'axe 2

Toutes les mesures de l'axe 2 sont prises en charge uniquement par le FEADER. Aucun soutien au titre d'un autre fonds n'est permis.

### Mesure 311 – Diversification dans les exploitations agricoles

Lorsqu'un investissement est réalisé par un **agriculteur**, c'est le FEADER qui intervient (et non pas le FEDER).

### Mesure 312 – Aides à la création et au développement des microentreprises

Les autres instruments financiers européens (fonds structurels dans le cadre des objectifs convergence et compétitivité) n'interviendront pas pour les actions éligibles à cette mesure. Par contre, ils interviendront pour soutenir les microentreprises via des actions complémentaires d'animation, d'information et de conseils liés aux besoins identifiés des microentreprises ainsi que par le biais de formations.

### Mesure 313 – Promotion du tourisme

Les possibilités de financement de projets touristique via le FEDER sont réservées à des projets d'investissement alors que cette mesure du PDR exclut cette possibilité et privilégié les actions de promotion et de diffusion d'informations.

Lors de l'introduction d'un dossier par un opérateur touristique, il lui sera demandé d'annexer à son dossier, une attestation par laquelle il s'engage à ne pas solliciter d'autres financements publics pour ce même dossier.

Dès réception dudit dossier, une copie sera transmise, pour avis, au Commissariat Général au Tourisme (CGT) de la Direction Générale d'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, compétent pour les matières touristiques.

Par ailleurs, le représentant du Ministre ayant le tourisme dans ses compétences, est membre des Comités de sélection des projets tant pour le FEDER que pour le FEADER.

L'échange d'information se fera également, et ce pendant toute la période de programmation, via les bases de données des projets développées par les administrations de coordination pour la gestion et le suivi des fonds communautaires.

### Mesure 321 – services de base pour la population rurale

Seules les communes qui ont un Plan Communal de Développement Rural actif sont éligibles au FEADER. Dès lors, les dossiers seront uniquement gérés par la Direction

Générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Mesures 323 – conservation du patrimoine rural

Aucune aide forestière en faveur de la restauration de sites Natura 2000 n'est prévue dans les programmes opérationnels des objectifs "Compétitivité et emploi", "Convergence" et "Coopération".

**PARTIE C - Strategie voor een Vlaams Programma voor  
Plattelandsontwikkeling voor de periode 2007-2013**

<b>I</b>	<b>INLEIDING .....</b>	<b>102</b>
<b>II</b>	<b>OMGEVINGSANALYSE.....</b>	<b>103</b>
II.1	Vlaanderen: een hoog ontwikkelde verstedelijkte regio met een versnipperde open ruimte.....	103
II.2	Een moeilijk te definiëren platteland .....	107
II.3	Een landbouwsector met groot economisch belang.....	110
II.4	Landbouw als deel van het agro-voedingscomplex .....	115
II.5	Milieuproblematiek en landbouw .....	121
II.6	Natuur en Landschap .....	133
II.7	Sociale voorzieningen op het platteland .....	139
II.8	Samenvatting.....	142
<b>III</b>	<b>STRATEGIE.....</b>	<b>144</b>
III.1	Visie .....	144
III.2	Missie .....	144
III.3	De Vlaamse prioriteiten .....	146
<b>IV</b>	<b>STRATEGISCHE DOELSTELLINGEN.....</b>	<b>153</b>
IV.1	Horizontale Strategische Doelstellingen.....	153
IV.2	Strategische doelstellingen As 1: verbetering van het concurrentievermogen van de land- en bosbouwsector .....	154
IV.3	Strategische doelstelling As 2: verbeteren van het milieu en het platteland.	155
IV.4	Strategische doelstelling As 3: verbeteren van de leefkwaliteit op het platteland en aanmoedigen van diversificatie van de plattelandseconomie.....	157
IV.5	Strategische doelstelling As 4: Leader.....	159
IV.6	Indicatoren .....	159
<b>V</b>	<b>SAMENHANG IN DE PROGRAMMERING EN COMPLEMENTARITEIT MET ANDERE INSTRUMENTEN EN STRATEGIËN.....</b>	<b>160</b>
V.1	Samenhang in de programmering .....	160
a.	Interne samenhang .....	160
b.	Externe samenhang .....	162
V.2	Complementariteit en coherentie met andere communautaire, Vlaamse of federale instrumenten en strategiën .....	162
a.	Strategie van Lissabon en Göteborg .....	163
b.	Actieplan biologische landbouw.....	163
c.	Hernieuwbare energiebronnen .....	164
d.	Klimaatbeleid.....	164
e.	Vlaams Milieubeleidsplan .....	164
f.	Actieplan duurzame ontwikkeling .....	165
g.	Europees Sociaal Fonds en Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling	
	168	
h.	Europees Visserij Fonds .....	169
<b>VI</b>	<b>BIJLAGEN.....</b>	<b>170</b>
VI.1	Bijlage 1: Raadpleging adviesraden.....	170
VI.2	Bijlage 2: SWOT Analyse .....	171
VI.3	Bijlage 3: Lijst van tabellen bij omgevingsanalyse .....	176
VI.4	Bijlage 4: Lijst van figuren bij omgevingsanalyse .....	178
VI.5	Bijlage 5: Bronnen (omgevingsanalyse).....	179
VI.6	Bijlage 6: Lijst afkortingen .....	180

VI.7	Bijlage 7: Lijst met baseline indicatoren gekoppeld aan de Vlaamse strategische doelstellingen .....	181
VI.8	: Bijlage 8: Targets Impactindicatoren.....	198
VI.9	: Bijlage 9: Lijst met outputindicatoren .....	202
VI.10	: Bijlage 10: Lijst met resultaatindicatoren .....	213
VI.11	: Bijlage 11: Lijst met aangepaste targets .....	220
VI.12	Bijlage 12: overzicht indicatoren voor de Health Check – maatregelen .....	223

## I INLEIDING

Dit onderdeel van het Nationaal Strategisch Plan voor België bevat het Strategisch Plan voor Vlaanderen. Het is tot stand gekomen in samenwerking met de betrokken Vlaamse partners. In een eerste fase werden de partners uit het middenveld (de Vlaamse Land- en Tuinbouwraad<sup>(3)</sup>, de Sociaal-Economisch Raad Vlaanderen<sup>(4)</sup>, de Milieu- en Natuurraad<sup>(5)</sup> en de Vereniging van Vlaamse Provincies<sup>(6)</sup>) geïnformeerd over de nieuwe Raadsverordening betreffende plattelandontwikkeling en werd hen gevraagd om een schriftelijke bijdrage te leveren mbt de toekomst van een duurzaam beleid inzake plattelandontwikkeling (zie bijlage 1).

Op basis van deze teksten, een SWOT analyse van de Vlaamse landbouw en zijn omgeving en de Communautaire Strategische Richtlijnen werd door de landbouwadministratie een werkdocument opgemaakt dat in een volgende fase werd besproken met de administraties van de betrokken beleidsdomeinen. O.m. het beleidsdomein Landbouw en Visserij en het beleidsdomein Leefmilieu, Natuur en Energie hebben maatregelen binnen het PDPO die onder hun bevoegdheid vallen. Binnen LNE zijn deze voornamelijk gesitueerd binnen de Vlaamse Landmaatschappij.

Het document werd door de Minister voor Landbouw, onder wiens bevoegdheid dit programma valt, voorgelegd aan de Vlaamse Regering. De Vlaamse Regering hechtte op 19 mei 2006 haar goedkeuring aan het document. Dit document werd ter informatie aan de adviesraden voorgelegd.

Het Vlaams Gewest heeft geen convergentiedoelstellingen te verwezenlijken.

---

<sup>3</sup> In deze raad, die de Vlaamse Regering adviseert over aangelegenheden die betrekking hebben op de economische aspecten en facetten van land- en tuinbouw, zijn o.m. de landbouworganisaties, de toeleveringssector, de dienstensector, de veilingen en handel vertegenwoordigd.

<sup>4</sup> In deze raad, die de Vlaamse Regering adviseert omtrent sociaal-economische vraagstukken, zijn alle maatschappelijke geledingen vertegenwoordigd: werkgevers, vakverenigingen, landbouworganisaties, milieubewegingen, met nadruk op sociaal-economische vertegenwoordiging.

<sup>5</sup> In deze raad, die de Vlaamse Regering adviseert omtrent milieu- en natuurvraagstukken, zijn alle maatschappelijke geledingen vertegenwoordigd: werkgevers, vakverenigingen, landbouworganisaties, milieubewegingen, met nadruk op groeperingen die de belangen van het milieu en de natuur nastreven. De helft van de stemgerechtigde leden is voorbehouden voor leden van Vlaamse milieu- en natuurverenigingen.”

<sup>6</sup> De VVP is de belangenbehartiger van het provinciaal bestuursniveau in politiek Brussel. Ze vormt het platform voor samenwerking, tussen de 5 Vlaamse provinciebesturen, inzake het ontwikkelen van nieuwe initiatieven, overleg, ervarings- en kennisuitwisseling, bundelen van deskundigheid,...

## II OMGEVINGSANALYSE

### II.1 VLAANDEREN: EEN HOOG ONTWIKKELDE VERSTEDELIJKTE REGIO MET EEN VERSNIPPERDE OPEN RUIMTE

Vlaanderen heeft een dicht wegennet, een hoge bevolkingsdichtheid en een sterk verspreide bebouwing. Het is een welvarende regio, centraal gelegen in Europa en op een knooppunt van transportassen. In feite is het, in vrij extreme vorm, een toonbeeld van de ruimtelijke metropolytische en peri-urbane ontwikkelingen in West-Europa. Niet tegenstaande de hoge bevolkingsdichtheid, beschikt Vlaanderen nog over heel wat open ruimte. De totale oppervlakte van Vlaanderen is immers nog voor geen  $\frac{1}{4}$  bebouwd. Ongeveer 76% of 1.029.204 ha was onbebouwde oppervlakte in 2003. Kenmerkend is wel dat die open ruimte in Vlaanderen sterk versnipperd voorkomt. De Vlaamse landbouw heeft als grootste open ruimte gebruiker een belangrijke rol in de instandhouding en het beheer van die open ruimten.

Een belangrijke indicatie van de economische ontwikkeling is de evolutie van het **Bruto Binnenlands Product (BBP)** per inwoner (LORBI-1). In Vlaanderen lag het BBP per inwoner boven het Europese Gemiddelde in 2002. Tabel 1 geeft de evolutie weer van het BBP van 1995 tot 2002 in verschillende regio's.

*Tabel 1. Bruto Binnenlands Product (BBP) per inwoner volgens het ESR95 rekenstelsel (in euro koopkrachtpariteiten en EU-25=100)*

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Europese Unie (EU25)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
België	162,3	149,9	137,0	121,5	110,5	100,2	92,5	86,5
Brussels Gewest	325,9	305,4	279,3	252,3	229,0	204,3	190,4	175,1
Vlaams Gewest	160,7	147,9	135,1	119,3	108,0	98,5	90,3	84,8
Waals Gewest	117,1	108,4	99,4	88,2	81,1	73,3	68,3	64,0
Duitsland	151,1	140,7	131,3	119,0	109,0	98,7	92,4	85,9
Frankrijk	157,0	146,7	133,6	120,0	109,1	97,7	89,2	82,9
Nederland	169,7	158,7	142,5	126,6	115,4	103,2	94,0	86,5

Bron: APS

Een andere belangrijke economische indicator is de **Bruto Toegevoegde Waarde (BTW)**. Tabel 2 geeft de evolutie weer van de BTW voor de verschillende hoofdsectoren. De tertiaire sector is verantwoordelijk voor het grootste deel van de totale BTW, namelijk 71,5% (LORBI-29 en 33).

*Tabel 2. Evolutie van de Bruto Toegevoegde Waarde (BTW) per hoofdsector (in miljoen euro)*

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Primaire sector	2.278,2	2.160,9	1.947,3	2.307,0	2.333,8	2.126,9	2.377,1
Secundaire sector	38.572,3	38.832,0	39.998,5	42.055,8	41.525,2	42.063,3	42.137,6
Tertiaire sector	74.513,1	78.086,1	82.397,8	86.418,8	90.647,5	94.490,0	98.732,6
Indirect gemeten diensten van financiële intermediairs	-4.852,4	-5.196,7	-5.015,8	-4.801,1	-4.696,6	-5.191,6	-5.154,4
<b>Totaal</b>	<b>110.511,2</b>	<b>113.882,3</b>	<b>119.327,8</b>	<b>125.980,5</b>	<b>129.809,9</b>	<b>133.488,6</b>	<b>138.092,9</b>

Bron: INR via APS

In tabel-3 wordt de **werkzaamheidsgraad** weergegeven, wat ook een belangrijke economische indicator is. In vergelijking met België als geheel scoort Vlaanderen boven het gemiddelde (LORBI-2). De werkzaamheidgraad bij mannen in Vlaanderen ligt ongeveer 15% hoger dan bij vrouwen.

*Tabel 3 Werkzaamheidsgraad van de personen van 15 tot 64 jaar (percentage werkenden in de bevolking ten opzichte van de totale bevolking)<sup>7</sup>*

	1997 (a)	1998 (a)	1999 (b)	2000 (b)	2001 (c)	2002 (c)	2003 (c)	2004 (c)
<b>België</b>	<b>57,00%</b>	<b>57,30%</b>	<b>59,30%</b>	<b>60,50%</b>	<b>59,90%</b>	<b>59,90%</b>	<b>59,60%</b>	<b>60,30%</b>
Mannen	67,00%	66,90%	68,10%	69,50%	68,80%	68,30%	67,30%	67,90%
Vrouwen	46,70%	47,50%	50,40%	51,50%	51,00%	51,40%	51,80%	52,70%
<b>Vlaams Gewest</b>	<b>59,90%</b>	<b>60,10%</b>	<b>62,60%</b>	<b>63,90%</b>	<b>63,40%</b>	<b>63,50%</b>	<b>62,90%</b>	<b>64,30%</b>
Mannen	70,40%	70,00%	71,30%	72,90%	72,10%	71,70%	70,70%	71,60%
Vrouwen	49,00%	50,00%	53,60%	54,70%	54,50%	55,20%	55,00%	56,70%

Bron: FOD Economie - Afdeling Statistiek, Enquête naar de arbeidskrachten, via NIS

Een opsplitsing van de werkzaamheidsgraad over de verschillende leeftijdscategorieën in Vlaanderen in 2004 is beschreven in tabel 4.

*Tabel 4 Werkzaamheidsgraad (%) in België en Vlaanderen over de verschillende leeftijdscategorieën en geslachten (2004)*

	15 - 24 j	25 - 49 j	50 j en meer
<b>België</b>			
Totaal	27,79	79,45	43,5
Mannen	30,07	87,19	54,17
Vrouwen	25,43	71,51	32,88
<b>Vlaams Gewest</b>			
Totaal	32,8	84,88	43,85
Mannen	35,1	91,95	55,01
Vrouwen	30,39	77,54	32,44

Bron: FOD Economie - Afdeling Statistiek, Enquête naar de arbeidskrachten, via NIS

<sup>7</sup> (a) Toestand in april van het jaar.

(b) Jaargeduidde. Vanaf 1999 werd de Enquête naar de arbeidskrachten een doorlopende enquête. Ook de vragenlijst zelf veranderde. Omwille van deze verschillende redenen kunnen de cijfers vanaf 1999 niet zomaar vergeleken worden met die van de voorgaande jaren.

(c) Jaargeduidde. Vanaf 2001 werden de personen die langer dan 3 maanden in loopbaanonderbreking waren niet meer bij de werkenden geteld. Als gevolg van deze definitiewijziging zijn de cijfers vanaf 2001 niet helemaal vergelijkbaar met die van voordien.

De werkgelegenheid in Vlaanderen kan ook bekijken worden per sector (LORBI-28). Hieruit blijkt dat het vooral de tertiaire en de quartaire sectoren zijn die de grootste werkgelegenheid bieden en dat de primaire sector weinig vertegenwoordigd is in Vlaanderen.

*Tabel 5 Aantal jobs in loondienst naar sector (opgelet voor definiëring) in het Vlaamse Gewest*

	2003	2002	2001	*2000	1999	1998	1997
<b>Totaal primaire sector<sup>8</sup></b>	16.519	25.316	25.617	25.926	26.783	26.735	26.048
<b>Totaal secundaire sector<sup>9</sup></b>	551.065	562.954	579.303	575.148	571.360	571.269	570.682
<b>Totaal tertiaire sector<sup>10</sup></b>	750.124	759.528	756.599	729.837	700.411	693.869	668.521
<b>Totaal quartaire sector<sup>11</sup></b>	671.313	639.098	625.828	608.632	595.351	588.778	571.764
<b>Slecht gedefinieerde activiteiten</b>	617	1.205	1.776	2.038	5.363	5.186	5.252
<b>Totaal</b>	1.989.638	1.988.101	1.989.123	1.941.581	1.899.268	1.885.837	1.842.267

Bron: Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ), Rijksdienst voor Sociale Zekerheid Provinciale en Plaatselijke Overheden (RSZPPO), bewerking Steunpunt Werkgelegenheid Arbeid Vorming (SWAV), via APS

Naast het aantal jobs in loondienst dient ook het aantal **zelfstandigen** bekijken te worden. Van 1998 tot 2004 is er een stijging in het aantal zelfstandigen te merken in de tertiaire en quartaire sectoren (de dienstensectoren) en een daling in de primaire en secundaire sectoren (LORBI-30).

*Tabel 6 Aantal zelfstandigen in hoofdberoep, naar sector in het Vlaamse Gewest*

	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
<b>Totaal primaire sector</b>	25.452	26.049	26.782	27.751	28.696	29.587	30.380
<b>Totaal secundaire sector</b>	60.959	61.673	61.583	62.604	62.478	63.817	64.984
<b>Totaal tertiaire sector</b>	190.352	188.675	187.244	187.524	187.188	186.364	184.560
<b>Totaal quartaire sector</b>	53.439	52.308	51.649	49.705	50.346	49.378	48.095
<b>Onbekend</b>	829	834	880	897	862	891	1.127
<b>Totaal</b>	331.035	329.539	328.137	328.480	329.569	330.037	329.145

Bron: Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ), bewerking Steunpunt Werkgelegenheid Arbeid Vorming (SWAV), via APS

Volgende figuren geven weer hoe het aantal zelfstandigen en hun helpers verdeeld is over de geslachten en over de leeftijdscategorieën. Deze gegevens zijn alleen beschikbaar voor België als geheel. Figuur 1 toont dat de meerderheid van de

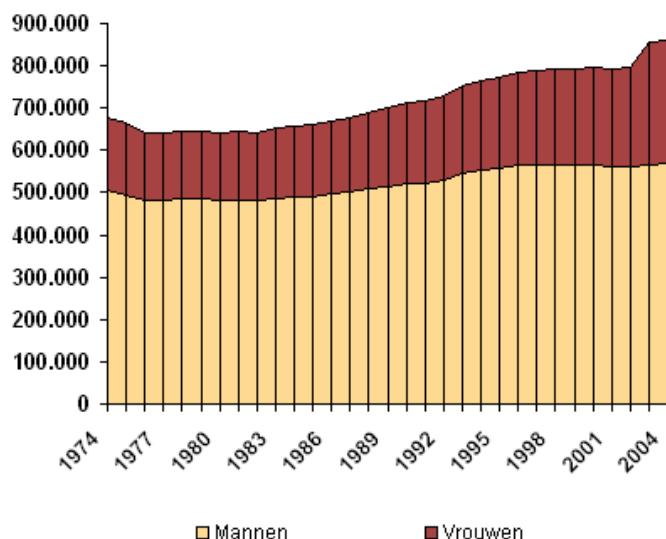
<sup>8</sup> Land- en tuinbouw, visserij

<sup>9</sup> Winning van delfstoffen, Verv. van dranken, voeding en tabak, Textiel- en kledingindustrie, Meubel- en houtindustrie, Grafische nijverheid, Chemische nijverheid, Rubber- en kunststofnijverheid, Verv. van glas, bakstenen cement en andere bouwmaterialen, Metallurgie en metaalindustrie, Overige industrie, Elektriciteit, gas, stoom en water, Bouwnijverheid

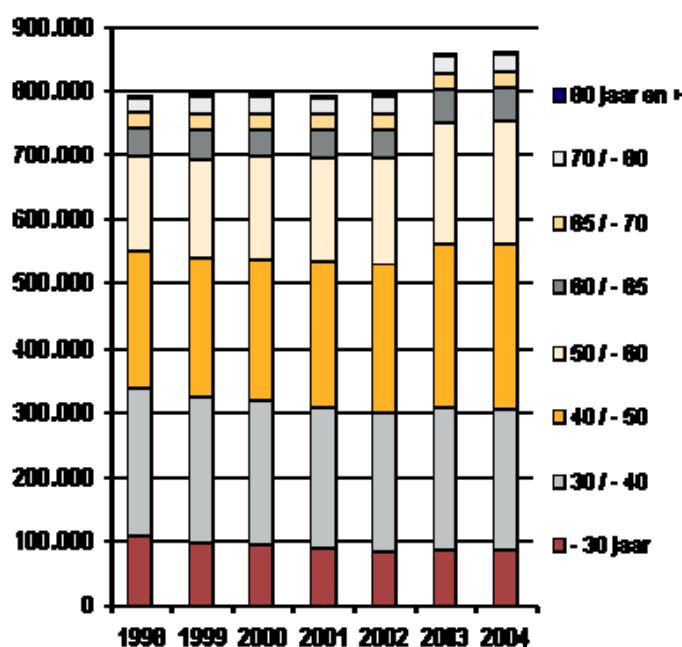
<sup>10</sup> Groot- en kleinhandel, garage en verhuur, Horeca, Vervoer en vervoersondersteuning, Post en telecommunicatie, Financiële diensten, Informatica, Ondernemingsdiensten, Overige diensten aan personen

<sup>11</sup> Openbare diensten, Onderwijs, Ziekenhuizen en overige gezondheidszorg, Recreatie, cultuur en sport, Speur- en ontwikkelingswerk, Afvalwater- en afvalverzameling; straatreiniging, Belangenvertegenwoordiging

zelfstandigen mannen zijn, maar dat het aantal vrouwelijke zelfstandigen toeneemt. In 2004 was de verdeling 571.084 mannen en 288.633 vrouwen. Voor de verdeling van het aantal zelfstandigen over de leeftijdscategorieën is er een toename in de categorie van 40 tot 60 jaar. Het aantal jonge zelfstandigen (< 30 j) is niet gestegen, en bedroeg in 2004 83.753.



Figuur 1 Evolutie van het aantal verzekeringsplichtigen (zelfstandigen + helpers) volgens geslacht (Bron: RSVZ)



Figuur 2 Evolutie van het aantal verzekeringsplichtigen (zelfstandigen + helpers) volgens leeftijdsklasse (Bron: RSVZ)

In 2005 was de totale **werkloosheidsgraad** in Vlaanderen 8,52%, met 7% voor de mannen en 10,45% voor de vrouwen (VDAB). In tabel 7 wordt de werkloosheidsgraad in 2004 opgesplitst naar leeftijdscategorieën (LORBI-3). Deze is vooral het grootst in de jongste leeftijdscategorie, wat alarmerend is. In vergelijking met België als geheel scoort Vlaanderen goed.

*Tabel 7 Werkloosheidsgraad (% van de actieve bevolking in elke leeftijdscategorie) in België en Vlaanderen over de verschillende leeftijdscategorieën en geslachten (2004)*

	<b>15 - 24 j</b>	<b>25 - 49 j</b>	<b>50 j en meer</b>
<b>België</b>			
Totaal	21,16	7,68	4,72
Mannen	20,15	6,91	3,92
Vrouwen	22,37	8,61	6
<b>Vlaams Gewest</b>			
Totaal	13,55	4,63	4,19
Mannen	12,54	3,92	3,04
Vrouwen	14,74	5,48	6,11

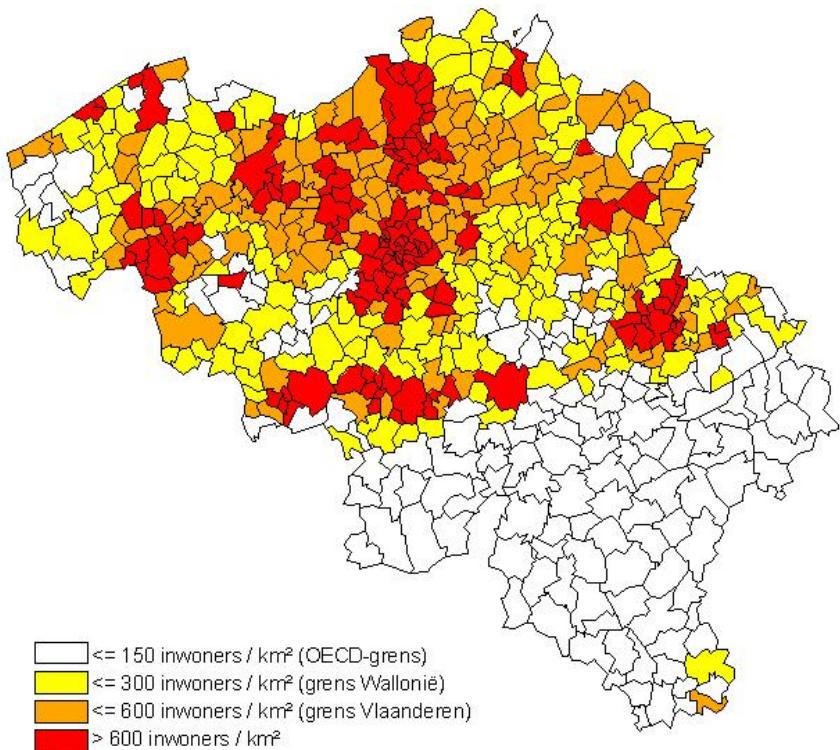
Bron: FOD Economie - Afdeling Statistiek, *Enquête naar de arbeidskrachten, via NIS*

## II.2 EEN MOEILIJK TE DEFINIËREN PLATTELAND

Een eenduidige begrenzing van het Vlaamse platteland bestaat niet. Naargelang het uitgangspunt (morfologisch, sociaal-economisch, functioneel...) en doelstelling (behouden open ruimte, mobiliteits- en verzorgingsbeleid, toepassingsgebied van beleidsinstrumenten,...) kunnen verschillende opsplitsingen worden gemaakt. Het eenvoudig en internationaal erkend OESO-criterium van 150 inwoners per km<sup>2</sup> is niet toepasbaar voor een beschrijving van het Vlaamse platteland. Bij het gebruik van het criterium zouden slechts 22 van de 308 gemeenten als platteland kunnen beschouwd worden (figuur 3). Die 22 gemeenten maken 156.852 ha uit, of 12% van de Vlaamse oppervlakte uit. Dit is echter tegenstrijdig met de lokale perceptie van de werkelijkheid. Immers, alleen al de oppervlakte cultuurgrond in Vlaanderen bedraagt 633.769 ha, omgerekend bijna 47% van de totale Vlaamse oppervlakte.

In een recente statistische analyse uitgevoerd in het kader van de EUROSTAT “Technical Action Plans for improvement of Agricultural Statistics” (Lauwers et al., 2005), werd er voor Vlaanderen getracht het platteland af te bakenen op basis van een alternatief OESO-criterium. Het eenvoudige OESO-criterium (aantal inwoners/km<sup>2</sup> op gemeenteniveau) werd getoetst aan de Vlaamse realiteit. De kleinste afwijking van dit criterium met deze Vlaamse realiteit werd bepaald op een waarde van 600 inw/km<sup>2</sup> op gemeenteniveau voor dit criterium.

Op basis van dat criterium werden enkele kengetallen naar bevolking, migratiesaldo en landbouwbevolking doorgerekend. Opvallend is dat dan nog steeds bijna 15% van de landbouwbevolking niet aan “platteland” kan toegewezen worden. Bovendien blijkt dan de plattelandsbevolking groter dan de stedelijke bevolking (bron: AM&S, M2004).



Figuur 3 Het Vlaamse platteland volgens OECD criterium van 600inw/km<sup>2</sup> op gemeenteniveau (bron, Lauwers et al., 2005).

In het VRIND rapport wordt het platteland anders gedefinieerd, namelijk als gemeenten die volgens het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen (RSV) tot het buitengebied behoren en bovendien in het Strategisch Plan Ruimtelijke Economie (SPRE) als typisch landelijke gemeenten worden aangeduid.

Voor deze analyse zal geopteerd worden voor de definitie van platteland als een gebied met minder dan 600 inwoners/km<sup>2</sup>. Hiertoe zullen het platteland en het overgangsgebied uit het VRIND rapport worden samengenomen en wordt het buitengebied als platteland beschouwd (Tabel 8).

Tabel 8 Definitie platteland en overgangsgebied volgens VRIND

	aantal gemeenten	Aantal inwoners	%	oppervlakte (km <sup>2</sup> )	%	inwoners/km <sup>2</sup>
<b>Platteland</b>	101	955246	15,9	4364	32,3	219
<b>overgangsgebied</b>	97	1497159	24,9	3518	26	426

Bron: VRIND 2004/2005

De **werkgelegenheidsgraad** in het buitengebied ligt een heel stuk lager dan in de grootsteden. Tabel 9 geeft aan dat in 2002 zowel loontrekkende als zelfstandige werkgelegenheid in de primaire sector gedaald zijn in het buitengebied t.o.v. 1997, wat ook het geval is voor de zelfstandige werkgelegenheid in de secundaire sector. De loontrekkende werkgelegenheid in de secundaire sector en de loontrekkende en zelfstandige werkgelegenheid in de tertiaire sector zijn echter gestegen (VRIND 2004/2005).

*Tabel 9. Evolutie van de loontrekkende en zelfstandige werkgelegenheid in het buitengebied*

werkgelegenheid	primaire sector		secundaire sector		tertiaire sector	
	2002 (#)	index (1997=100)	2002 (#)	index (1997=100)	2002 (#)	index (1997=100)
loontrekkende	13.816	96,6	172.517	103,7	308.395	114,4
Zelfstandige	24.891	85,5	40.293	98,1	131.865	103,6

Bron: VRIND 2004/2005

In tegenstelling tot de werkgelegenheidsgraad scoort het buitengebied vrij hoog op vlak van de **werkzaamheidsgraad** (67,5%). De vrouwelijke werkzaamheid in het buitengebied ligt met 58,1% in 2002 hoger dan het Vlaamse gemiddelde, en hetzelfde geldt voor de mannelijke werkzaamheid met 76,7% (LORBI-2).

Terwijl in het Vlaamse Gewest het totaal aantal uitkeringsgerechtigde volledig **werklozen** gestegen is met 5,8% is dit aantal met 0,6% gedaald in het buitengebied tussen 1999 en 2004 (VRIND 2004/2005).

*Tabel 10. Evolutie van het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen (UVW) naar enkele kenmerken en gebied van 1995 tot 2004*

2004 (#)	UVW's		jonge UVW's <sup>12</sup>			langdurige UVW's			
	Index (1995=100)		2004 (#)	index (1995=100)		2004 (#)	index (1995=100)		2004 (#)
	Index (1999=100)	2004 (#)	index (1995=100)	2004 (#)	index (1999=100)	2004 (#)	index (1995=100)	2004 (#)	index (1999=100)
48619	62,1	99,4	8319	70,0	107,6	22473	46,8	80,5	

Bron: VRIND 2004/2005

Tabel 11 geeft de evolutie weer van een aantal belangrijke tewerkstellingsparameters op het platteland.

*Tabel 11. Evolutie van tewerkstellingscijfers op het platteland (2000-2004)*

	2000	2001	2002	2003	2004
Aantal werkenden mannen	591.189	593.904	589.481	593.381	594.003
Aantal werkenden vrouwen	416.802	426.350	431.009	443.395	452.699
Aantal werkenden totaal	1.007.981	1.020.248	1.020.500	1.036.781	1.046.703
Totale werkgelegenheid	658.151	670.413	671.556	671.017	
Totaal van zelfstandigen en helpers in hoofdberoep	162.051	161.246	161.338	180.996	179.961
Tewerkstelling in de secundaire sector	171.829	174.272	172.517	171.273	
Tewerkstelling in de tertiaire sector	291.653	303.879	308.415	316.385	

Bron: [www.lokalestatistieken.be](http://www.lokalestatistieken.be)

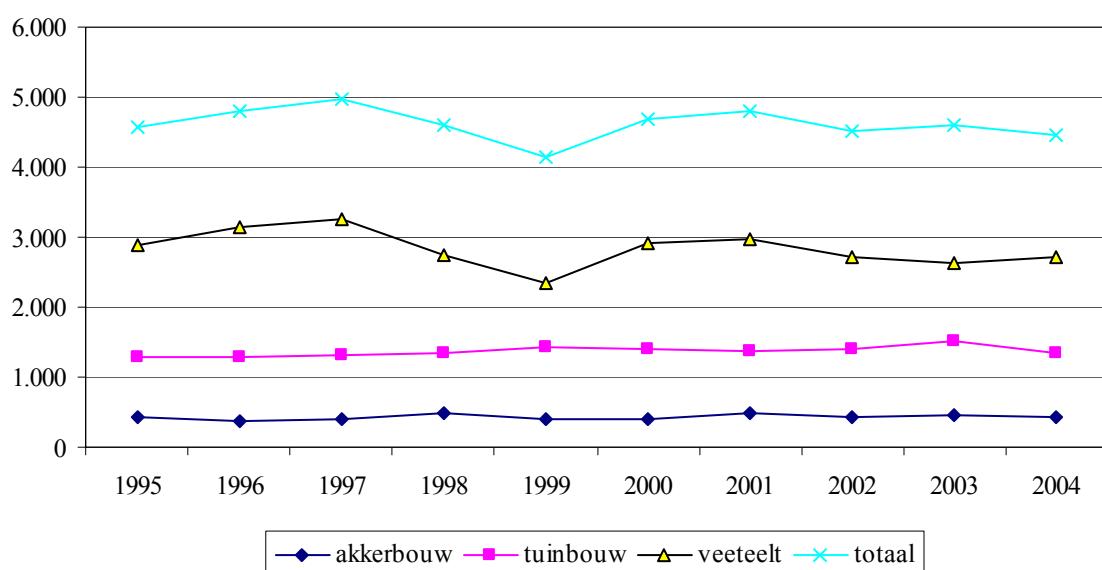
Naast de landbouw is ook de paardenhouderij een economische sector die eigen is aan het platteland. Er wordt geschat dat er in Vlaanderen minstens 150.000 paarden zijn. In de Vlaamse paardensector zijn 1.750 hippische bedrijven actief. Deze bedrijven bieden werkgelegenheid aan 3.560 voltijdse equivalenten. De deelsector met de grootste werkgelegenheid is de manegesector, gevolgd door de hoefsmeden. Jaarlijks

<sup>12</sup> Jonge UVW's zijn jonger dan 25 en langdurige UVW's zijn langer dan 1 jaar zonder werk

realiseert de paardenhouderij in Vlaanderen een directe toegevoegde waarde van € 215 miljoen (= ca. 0,12% van het BBP in het Vlaamse Gewest). ( bron : studie Policy Research Corporation). Naast de economische functie heeft de paardensector een bijzonder grote maatschappelijke functie .

### **II.3 EEN LANDBOUWSECTOR MET GROOT ECONOMISCH BELANG**

Historische en demografische randvoorwaarden hebben Vlaanderen doen evolueren naar een land- en tuinbouw met een vrij intensief gebruik van productiefactoren, waarbij grond, arbeid, kapitaal maar vooral kennis en bestendige innovatie belangrijk werden. De land- en tuinbouwbedrijven in Vlaanderen boeken samen een productiewaarde of omzet die schommelt rond de € 4,60 miljard (gemiddelde 1997-2001). Dat is 1,9 procent van de landbouwproductie van de EU.



*Figuur 4.Eindproductiewaarde van de Vlaamse land- en tuinbouw (Bron: LARA 2006)*

Met 0,47 procent van het areaal en 0,56 procent van de bedrijven 1,9 procent van de productie realiseren, wijst op een hoogproductieve, intensieve land- en tuinbouw. De intensieve productie van de Vlaamse landbouw leidt tot hoge opbrengsten per ha. Veehouderij en tuinbouw werken dat in de hand. Omgerekend per hectare komt dit voor Vlaanderen neer op een toegevoegde waarde van ongeveer € 2.500 en dat is nagenoeg 2,5 maal het Europese gemiddelde. Met die erg hoge toegevoegde waarde zit Vlaanderen samen met Nederland, dat trouwens nog de helft hoger scoort, aan de Europese top van de productie-intensiteit.

De veeteelt is veruit de belangrijkste sector qua omzet. Uit tabel 12 blijkt dat in de afgelopen 10 jaar het aandeel van de veeteelt licht gedaald is ten voordele van de tuinbouw.

*Tabel 12. Aandeel (%) van de diverse subsectoren in de totale Vlaamse eindproductiewaarde, 1995-2004 (Bron: LARA 2006)*

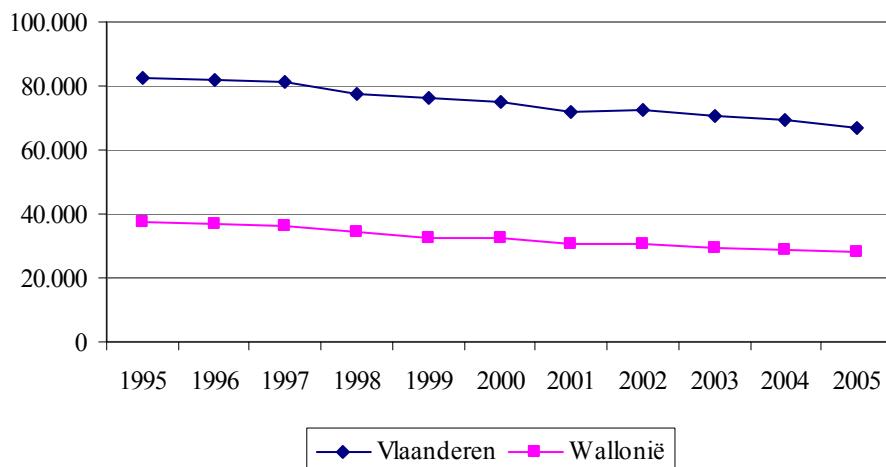
	Gemiddelde 1995-1999	Gemiddelde 2000-2004
Akkerbouw	9,2	9,4
Tuinbouw	28,9	30,2
Veeteelt	61,9	60,4
Totaal	100,0	100,0

Het aantal runderen in Vlaanderen is in de periode 1997-2007 gevoelig gedaald van 1,6 miljoen naar 1,3 miljoen runderen. Tegelijk treedt er een duidelijke verschuiving op van runderen voor de melkproductie naar vleesveerunderen. In 2008 was meer dan 31 % van de Vlaamse landbouwbedrijven gespecialiseerd in rundveehouderij, waarvan 39 % in de productierichting melkvee, 47 % in vleesvee en 14 % gemengde bedrijven. De melkveehouderij is sterk ontwikkeld binnen de Vlaamse landbouw.

Ongeveer 47 % van de melkaanvoer is afkomstig van bedrijven met meer dan 400.000 liter. Hoewel er nog relatief veel producenten over een quotum beschikken van minder dan 100.000 liter, vertegenwoordigt deze groep een aandeel van slechts 3,4 % in de melkleveringen. De meeste producenten (28 %) hebben een quotum tussen 100.000 en 200.000 liter.

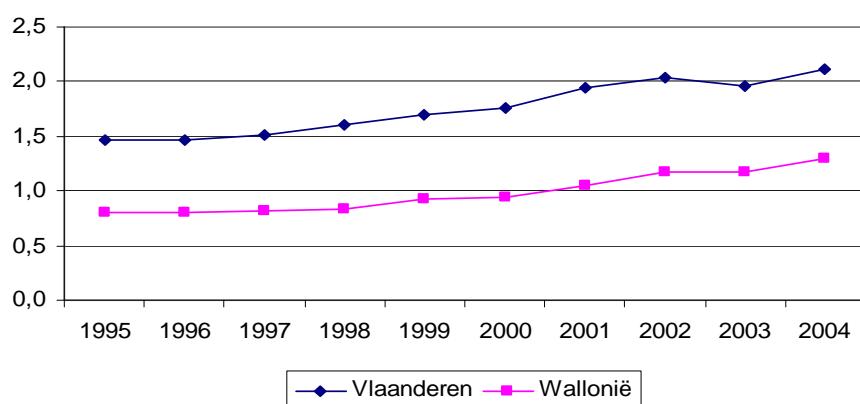
Niettegenstaande de intensieve productie en hoge toegevoegde waarde is het gemiddelde landbouwinkomen (exclusief de tuinbouw) per arbeidseenheid voor 2003 nog steeds maar ongeveer 67% van het vergelijkbaar inkomen van loon- en weddentrekkende in het geheel van de economie.

Ook het aantal landbouwers loopt terug. Volgens de landbouwtelling 2005 zijn er 66.950 personen regelmatig tewerkgesteld op de bedrijven met landbouwproductie. In navolging van de dalende tendens bij het aantal bedrijven is ook het aantal regelmatig tewerkgestelde personen gedaald.



Figuur 5. Evolutie van het aantal regelmatig tewerkgestelde personen, 1995-2005  
(bron: LARA 2006)

Bijkomend aan het lagere inkomen t.o.v. de rest van de beroepsbevolking, wordt de Vlaamse landbouw ook geconfronteerd met een verhoogde druk op de grondprijzen door de verstedelijking en door de mestafzetproblematiek. De prijs van teeltgronden en weiden is sinds de eerste helft van de jaren '90 gestegen met 40% tot 2 euro per m<sup>2</sup> in 2003. Het nog intensievere karakter van de tuinbouwsector heeft ertoe geleid dat de prijzen daar verdubbeld zijn sinds 1995 tot 11.93 €/m<sup>2</sup> in 2003.



Figuur 6 Evolutie van de verkoopprijzen van teeltgronden en weiden, euro/m<sup>2</sup>, 1995-2004 (bron: LARA 2006)

Voor de **tewerkstelling** is het nuttig de Vlaamse situatie in de Europese context te plaatsen. Het aantal werkkrachten in de landbouw loopt jaarlijks terug, nochtans werken na Italië en Nederland de meeste arbeidskrachten per hectare in Vlaanderen. Opnieuw heeft dit te maken met de intensiteit van de verschillende sectoren.

*Tabel 13. Tewerkstelling landbouw (voltijdse arbeidskrachten/ha) in verschillende Europese landen*

Voltijds arbeidskrachten/ha	1997	2000	2003
be1_2 Vlaams Gewest +Brussel	0,087	0,081	0,081
be3 Région Wallonne	0,033	0,029	0,028
de Germany	0,038	0,036	0,041
es Spain	0,043	0,041	0,040
fr France	0,034	0,034	0,033
ie Ireland	0,047	0,038	0,037
it Italy	0,121	0,104	0,113
nl Netherlands	0,104	0,101	0,093
uk United Kingdom	0,026	0,022	0,022

Bron: Eurostat

Uit tabel 14 blijkt dat het ook die landen zijn met de hoogste werkgelegenheid per hectare die de grootste **investeringen** doen (LORBI-7). Een deel van deze investeringen zullen de arbeidsproductiviteit doen toenemen, wat ook mee de daling van arbeidskrachten in de landbouw kan verklaren. De Vlaamse landbouw is dus kapitaalsintensief en steunt op een uitgebreide technische kennis.

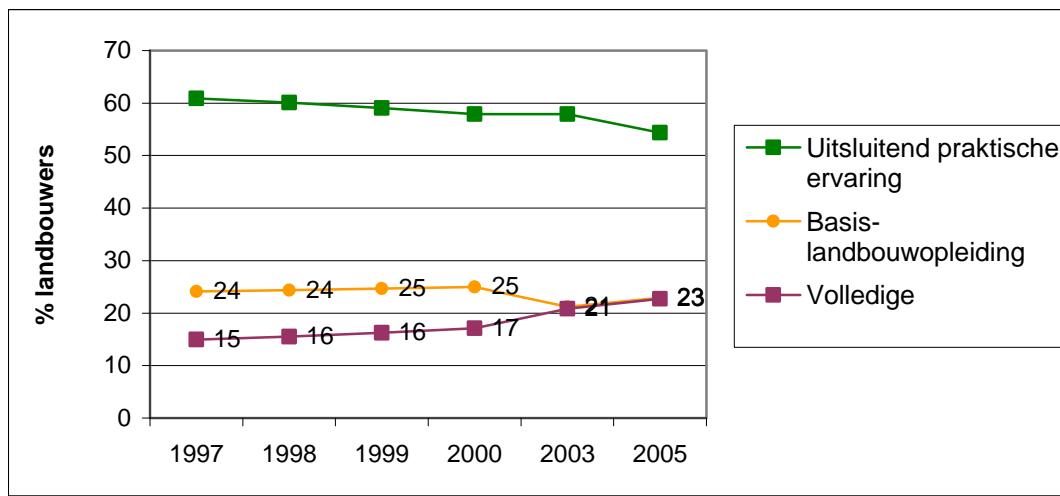
Om deze technische voorsprong te behouden, dient Vlaanderen dan ook werk te maken van goede voorzieningen voor bijkomende opleidingen. Dit gebeurde zeer efficiënt tijdens de vorige programmeringsperiode (MTE PDPO 2000-2006). Cursussen en bijscholingen behandelden zowel productietechnieken als efficiëntere nutriënten en gewasbeschermingsmiddelengebruik.

*Tabel 14. Investeringen in landbouw in verschillende Europese landen (€/ha)*

Bruto vaste kapitaalsvorming (exclusief aftrekbare BTW) (€/ha)	1995	2000	2003	2004
be Belgium	310,66	513,79	436,82	511,53
de Germany	358,46	348,47	312,14	296,06
es Spain	78,71	112,54	142,26	157,00
fr France	260,48	324,87	309,75	318,08
ie Ireland				
it Italy	450,63	732,80	765,26	
nl Netherlands	1206,67	1577,14	1523,27	1583,14
uk United Kingdom	191,31	153,50	207,92	214,41

Bron: Eurostat

Wat betreft de algemene **landbouwopleiding** (LORBI-4) van de landbouwers, zien we dat het aantal landbouwers met louter praktische kennis afneemt en dat het aantal landbouwers met een volledige landbouwopleiding toeneemt.



Figuur 7. Opleidingsgraad van de Vlaamse landbouwers

Bron: APS, 2005

Landbouwers kunnen naast de klassieke bezigheden ook **andere activiteiten** verrichten op of naast het landbouwbedrijf. Tabel 15 geeft weer hoeveel éénmansbedrijven in België andere winstgevende activiteiten hebben (LORBI- 27). Verbrede landbouwactiviteiten maken hier deel van uit.

**Diversificatie** behelst toerisme en recreatie, thuisverkoop en –verwerking, productie van duurzame energie, zorgtaken, enz. Op basis van de beperkte gegevens die beschikbaar zijn, kan de situatie inzake verbreding vergeleken worden tussen het Vlaamse en het Waalse Gewest.

Uit onderstaande tabel blijkt dat diversificatie meer ingeburgerd is in het Waalse Gewest. Samenvattend kan gesteld worden dat diversificatie wel aanwezig is in Vlaanderen, maar dat er nog mogelijkheden zijn voor de uitbreiding ervan.

Tabel 15 Aantal éénmansbedrijven en percentage landbouwers met andere winstgevende activiteiten in België

Jaar	aantal bedrijven	totaal aantal bedrijven	% landbouwers met andere winstgevende activiteit
1990	26.880	84.540	31,80
1993	11.850	75.040	15,79
1995	8.720	69.520	12,54
1997	9.270	65.240	14,21
2000	8.180	59.280	13,80
2003	5.090	51.580	9,87

Bron: Eurostat

*Tabel 16. Diversificatie in het Vlaamse en het Waalse Gewest*

	Vlaams Gewest		Waals Gewest	
	Aantal	%	Aantal	%
Toerisme, logies en andere vormen van vrijetijdsbesteding	190	0,55	237	1,39
Ambachtelijke activiteiten	83	0,24	45	0,26
Verwerking van landbouwproducten (behalve boter)	258	0,75	179	1,05
Productie van duurzame energie voor de verkoop	5	0,02	7	0,04
Biologische landbouw (of bezig met omschakeling ernaar)	202	0,59	411	2,40
Oppervlakte in biologische teelt	2551,33 ha		19.483,08 ha	

Bron: NIS (gegevens 2005)

Uit tabel 17 blijkt dat het aantal ha onder biologische landbouw gestaag gestegen is over de jaren in verschillende Europese landen. Rekening houdende met de totale oppervlakte, blijkt dat het areaal van biologische landbouw in België laag is in vergelijking met de andere Europese landen. Hier kunnen nog extra inspanningen gedaan worden.

*Tabel 17. Areaal biologische landbouw in verschillende Europese landen (ha)*

Areaal biologische landbouw (ha)	1999	2000	2001	2002	2003	2004
be Belgium	6876	13036	15437	24820	16176	19853
es Spain	:	:	242291	314640	374001	430900
fr France	179737	230739	283836	342406	406338	468476
ie Ireland	20656	:	22944	:	:	:
it Italy	417608	502078	724258	746511	751860	708043
nl Netherlands	21511	26874	31009	38340	40681	:
uk United Kingdom	:	242473	:	536866	629482	635495

Bron: Eurostat

#### **II.4 LANDBOUW ALS DEEL VAN HET AGRO-VOEDINGSCOMPLEX**

Vanuit een economische invalshoek is de landbouwsector duidelijk aanwezig op het platteland, maar speelt er geen hoofdrol. De landbouwsector maakt echter deel uit van een heel agribusinesscomplex, gekenmerkt door sterke toeleverende en verwerkende sectoren.

Indien deze gehele productiekolom in aanmerking wordt genomen (toelevering en de verwerkende industrie), verdubbelt de tewerkstelling (5,4% van de loontrekkende werkgelegenheid) en dus het economische belang van landbouw.

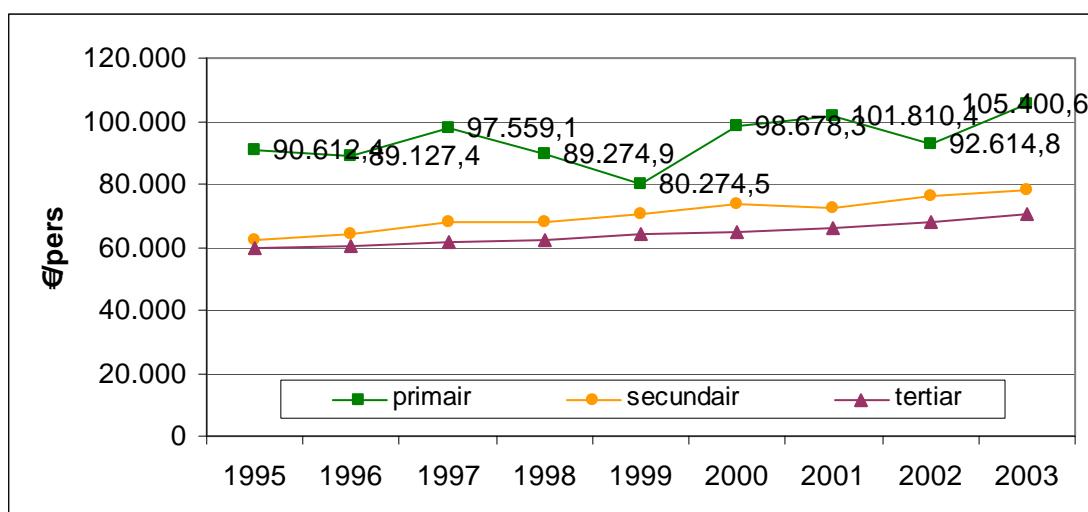
Zowel de concentratie van de werkgelegenheid in de primaire sector op het platteland als het feit dat landbouw de grootste gebruiker is van de open ruimte in dit gebied, geven aan dat de landbouwsector er een voorname rol speelt.

Tabel 18. Omzet en tewerkstelling van enkele belangrijke toeleverende sectoren in het agrobusinesscomplex

	Omzet	Tewerkstelling (# pers.)
Mengvoederindustrie (veeteelt)	2,7 miljard EUR (2004)	3.000
Landbouwmachinesector (akkerbouw)	1,34 miljard EUR (2005)	8.096
Veilingen (tuinbouw)	13,5 miljoen EUR (2005)	

BRON: Fedagrim (2005); CRB (2005); VBT jaarverslag (2004)

Bekijken we de **arbeidsefficiëntie** (BTW/VAK) (LORBI-6&10) van de primaire sector (inclusief agrovoedingsindustrie) in Vlaanderen, dan valt het op hoe goed deze primaire sector scoort ten opzichte van de andere sectoren (zie figuur 8).



Figuur 8 Arbeidsefficiëntie (€/pers) in de verschillende sectoren

Bron: APS, 2005

Ook vergeleken met andere Europese landen scoort de Belgische landbouw goed wat betreft **arbeidsefficiëntie**, maar moet toch onderdoen voor landen als Frankrijk of Groot-Brittannië. In tabel 19 wordt de arbeidsefficiëntie van de landbouw (LORBI-6) weergegeven voor de landbouw, in tabel 20 wordt de situatie voor de arbeidsefficiëntie in de voedingsindustrie (LORBI-10) weergegeven. Het verschil in waarden tussen de cijfers voor België in de onderstaande tabellen en de figuur hierboven, duidt aan dat de situatie behoorlijk verschillend is in Vlaanderen en Wallonië. Vlaanderen hoort afgaande op de cijfers tot de Europese top wat betreft arbeidsefficiëntie.

Tabel 19: Arbeidsefficiëntie (€/pers) voor de landbouw

BTW/VAK (€/pers)	Landbouw, jacht en bosbouw					
	1995	2000	2001	2002	2003	2004
eu25 European Union (25 countries)	15.281,3	17.799,3	18.360,6	17.972,3	18.074,8	18.838,5
be Belgium	26.213,5	31.967,4	32.864,8	31.329,5	32.004,8	31.085,2
de Germany (including ex-GDR from 1991)	20.564,2	24.962,4	27.956,5	24.244,4	24.166,7	
es Spain	17.576,0	24.150,1	24.724,4	24.663,6	24.776,8	25.122,4
fr France	34.036,7	37.772,8	40.091,6	40.051,1	38.219,0	40.026,3
ie Ireland		23.037,8	23.565,0	22.995,8	24.563,2	26.652,6
it Italy	19.121,1	26.594,6	27.102,5	27.241,8	28.403,5	29.234,0
nl Netherlands	35.024,0	34.797,1	35.419,4	33.464,3	35.251,8	33.481,3
uk United Kingdom	43.345,3	40.926,1	44.817,7	53.054,3	55.378,8	51.047,1

Bron: Eurostat

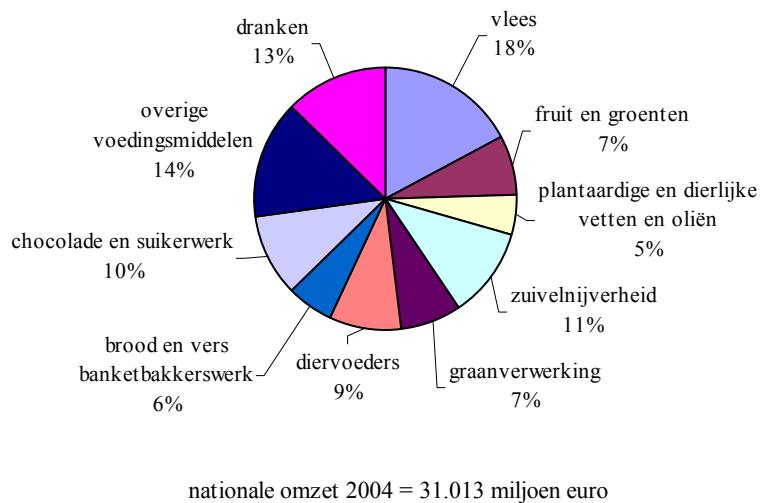
Tabel 20. Arbeidsefficiëntie (€/pers) in de voedingsindustrie

BTW/VAK (€/pers)	Vervaardiging voedselproducten, dranken en tabak					
	1995	2000	2001	2002	2003	2004
eu25 European Union (25 countries)	32.890,4	38.977,2	40.263,6	41.412,3	41.651,9	43.718,0
be Belgium	52.551,0	55.930,2	57.079,4	59.857,9	60.700,0	63.107,4
de Germany (including ex-GDR from 1991)	39.468,2	38.408,4	39.150,9	39.226,8	38.803,7	
es Spain	32.145,8	33.616,7	35.192,3	36.156,4	37.662,7	39.423,4
fr France	55.388,7	46.658,5	46.296,0	47.948,1	49.500,9	53.520,1
ie Ireland		71.944,4	79.429,3	90.300,0	100.593,1	111.187,3
it Italy	35.115,7	45.304,1	48.328,6	49.877,2	52.614,1	52.796,3
nl Netherlands	57.752,5	62.207,5	66.788,5	72.751,6	73.906,7	78.125,0
uk United Kingdom	39.769,1	58.730,6	61.500,0	63.181,1	59.914,1	65.206,3

Bron: Eurostat

Ongeveer 75% van de totale Belgische omzet in de voedingsindustrie is voor rekening van Vlaanderen. De omzet van de Belgische voedingsindustrie bedroeg 31.013 miljoen euro in 2004, wat neerkomt op een stijging van 1,9% in vergelijking met 2003. De voedingsindustrie kan omschreven worden als de keten van bedrijven die grondstoffen, hoofdzakelijk afkomstig van land –en tuinbouw, transformeert in voedingsproducten voor mens en dier. De voornaamste subsectoren in de voedingsindustrie zijn vlees, dranken, zuivelnijverheid en chocolade- en suikerwerk met een bijdrage van respectievelijk 18%, 13%, 11% en 10% (zie figuur 9).

De belangrijkste veeteeltproducten zijn in afnemende volgorde varkensvlees, zuivel en rundvlees. In 2007 was de zuivelsector met een productiewaarde van 658 miljoen euro goed voor 13 % van de waarde van de Vlaamse land- en tuinbouwproductie.



*Figuur 9. Verdeling van de totale omzet in de voedingsindustrie volgens subsectoren, 2002 (bron: LARA 2006)*

Met een aandeel van 15,5% in de totale omzet van de verwerkende industrieën blijft de voedingsindustrie dus de derde grootste industriële sector, na de metaalverwerkende en de scheikundige industrie. In 2002 bedroeg de toegevoegde waarde 5.477 miljoen euro. In vergelijking met het jaar ervoor betekende dit een stijging van bijna 7,5%. Net als bij de omzet wordt ruim drie kwart van de toegevoegde waarde in de voedingsindustrie door Vlaanderen gecreëerd.

De totale Belgische handel in landbouwproducten (producten die verband houden met landbouw, tuinbouw en visserij) vertoont in 2004 een positieve balans van 2.304 miljoen euro. Vooral de dierlijke producten dragen bij tot dit positieve saldo (tabel 21).

De dierlijke sector vertegenwoordigt respectievelijk 9,4% en 9,7 % van de import en export van de totale Belgische handel. Op het vlak van het totaal handelssaldo is de sector zelfs verantwoordelijk voor 13,5%.

In de rundveesector is zowel voor het vlees (levende runderen en verwerkte producten) als voor de meeste zuivelproducten de handelsbalans positief. Enkel kaas en room hebben een negatieve handelsbalans.

Bijna driekwart van de totale import van landbouwproducten komt uit landen van de Europese Unie. Figuur 10 en figuur 11 tonen aan dat onze belangrijkste Europese handelspartners Frankrijk, Nederland en Duitsland zijn, die samen bijna 60% van de totale Belgische import van landbouwproducten voor hun rekening nemen.

Bijna 87% van de Belgische uitvoer van landbouwproducten gaat naar landen binnen de EU. De belangrijkste partnerlanden wat betreft de uitvoer van landbouwproducten zijn Frankrijk, Nederland, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk. Samen zijn deze 4 landen goed voor ruim 69% van de totale Belgische export van landbouwproducten.

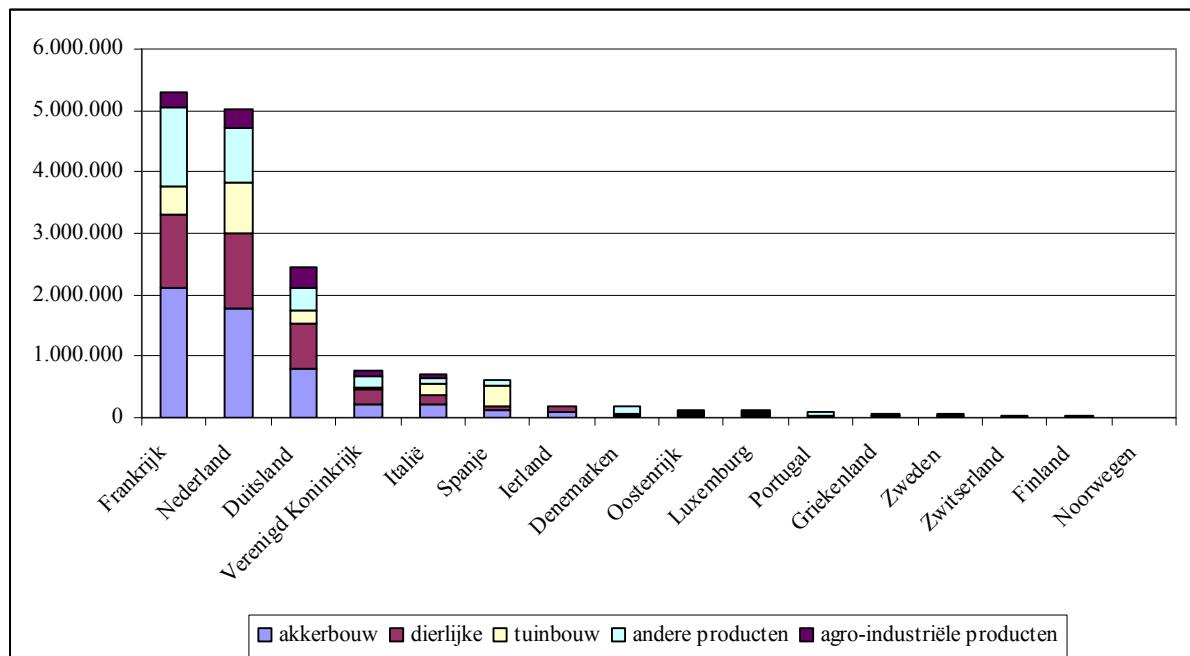
*Tabel 21. Buitenlandse handel in landbouwproducten per productcategorie, België, miljoen euro, 2004*

	invoer	uitvoer	saldo
akkerbouwproducten	7.260	7.930	670
dierlijke producten	4.332	5.873	1.542
tuinbouwproducten	4.434	4.602	167
andere producten en derivaten	3.859	3.188	-671
agro-industriële producten	1.657	2.254	597
totale handel landbouwproducten	21.542	23.846	2.304
algemene Belgische handel	229.617	246.697	17.080

Andere producten: vis en andere zeeproducten, oliën, vetten, veevoeders en dranken.

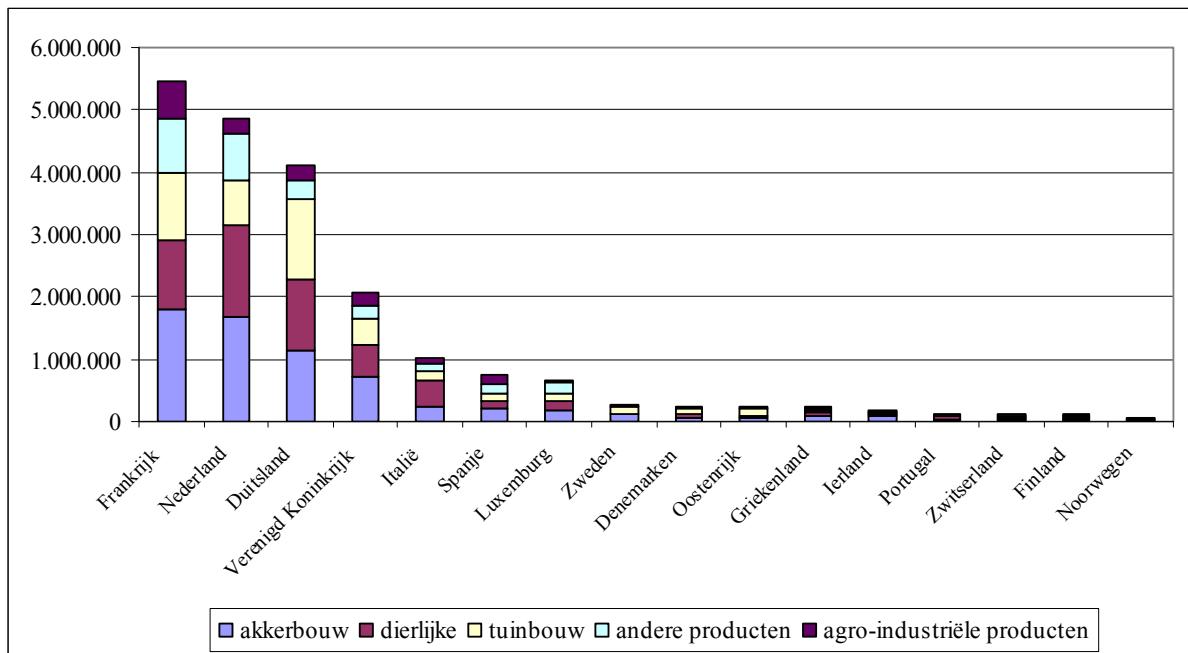
Agro-industriële producten: meststoffen, bestrijdingsmiddelen en landbouwmaterieel.

Bron: eigen berekeningen, Eurostat



*Figuur 10. Invoer van landbouwproducten uit de voornaamste Europese handelspartners, België, 2004 (bron: LARA 2006)*

In 2005 telde de voedingsindustrie 5.604 werkgevers, waarvan 4.276 minder dan 10 werknemers in dienst hadden en minder dan één vijfde van de totale werkgelegenheid van de bedrijfstak vertegenwoordigden (tabel). De middelgrote werkgevers, d.w.z. die met 10 tot 49 werknemers, en die met 50 tot 99 werknemers waren met respectievelijk 1.045 en 128. Tenslotte telde 2005 ook 152 grote werkgevers (met meer dan 100 werknemers). Het gemiddeld aantal werknemers per werkgever bedroeg 16,3.



Figuur 11. Uitvoer van landbouwproducten naar de voornaamste Europese handelspartners, België, 2004 (bron: LARA 2006)

Tabel 22. Werkgevers en de omvang van de ondernemingen, 2002 - 2005

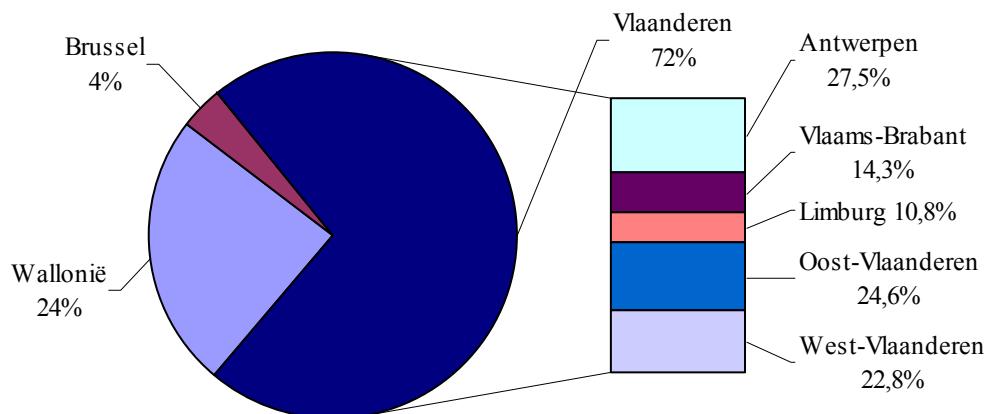
	2002	2003	2004	2005	aandeel in 2005
< 10	4.569	4.502	4.345	4.276	76%
10 – 49	974	1.011	1.063	1.048	19%
50 – 99	124	136	127	128	2%
> 100	151	148	148	152	3%
Totaal	5.818	5.797	5.683	5.604	100%

bron: LARA 2006

Volgens werkgelegenheidsgegevens van het RSZ, telde de Belgische voedingsindustrie in 2005 89.095 werknemers, tegenover 89.711 in 2002. Hiermee heeft de voedingsindustrie nu 15,4% van de totale werkgelegenheid in de industrie. Binnen de verwerkende industrie bevindt de voedingsindustrie zich op de tweede plaats wat betreft de werkgelegenheid, na de sector metallurgie en metaalproducten (17,6%).

Vlaanderen neemt 69% van de tewerkstelling in de voedingsindustrie voor zijn rekening wat overeenkomt met 61.373 werknemers (figuur 12). Hiervan zijn bijna twee derde arbeiders en ruim één derde bedienden. Wat betreft het geslacht is dezelfde verhouding terug te vinden: bijna twee derde van de werknemers in de

voedingsindustrie zijn mannen, terwijl ruim één derde vrouwen zijn. De laatste tien jaar ziet men het aandeel van de vrouwen in de totale werkgelegenheid van de Belgische voedingsindustrie voortdurend toenemen.



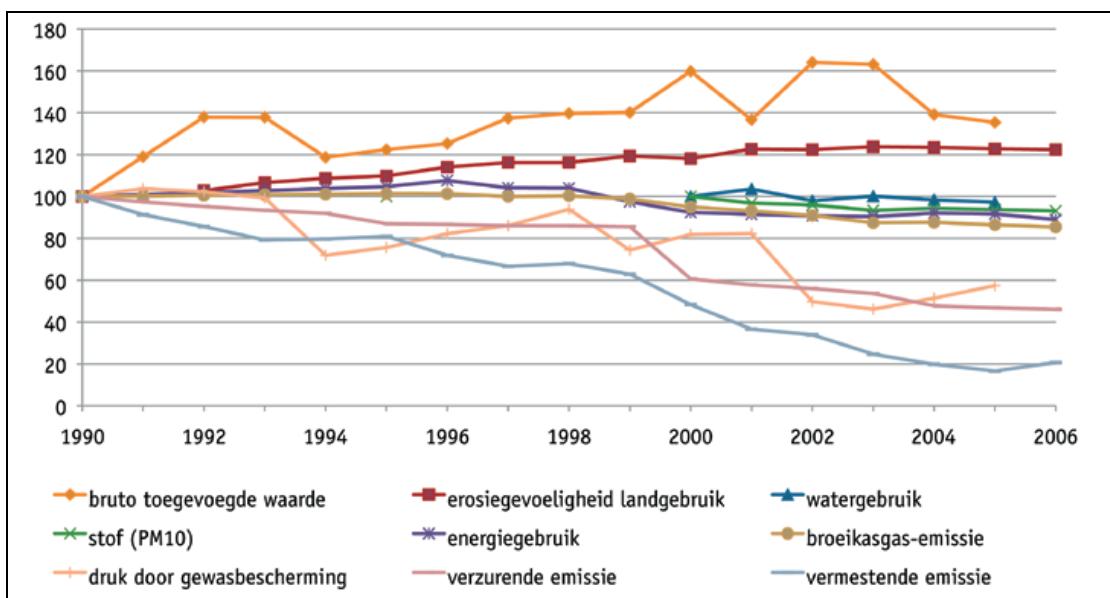
Figuur 12 Verdeling van de tewerkstelling in de voedingsindustrie volgens provincies, 2005 (bron: LARA 2006)

## II.5 MILIEUPROBLEMATIEK EN LANDBOUW

Door de intensieve landbouwproductie is sinds de tweede helft van de vorige eeuw ook de druk op het milieu toegenomen via verusting, verzuring, waterkwaliteit en erosie.

Met eco-efficiëntie wordt de milieudruk van de landbouw (emissies, brongebruik) vergeleken met de activiteiten. Een winst in eco-efficiëntie komt overeen met een milieuvriendelijker productiemethode (ontkoppeling), maar leidt slechts tot winst voor het milieu wanneer de druk ook in absolute cijfers daalt (absolute ontkoppeling). De landbouwsector slaagde erin zijn eco-efficiëntie te verbeteren tot 2006.

In figuur 13 wordt de evolutie van de belangrijkste vormen van milieudruk uit de landbouw vergeleken met de evolutie van de bruto toegevoegde waarde. Voor 2004 werd de bruto toegevoegde waarde op 2 708 miljoen euro geschat, tegenover 1 842 miljoen euro in 1990. Deze stijging met 47 % werd gerealiseerd door stijgende productie en productiviteit. Behalve voor de erosievoelbaarheid van het landgebruik nam de milieudruk de laatste jaren af. Er is dus een absolute ontkoppeling tussen de activiteit en de meeste drukindicatoren. Dit betekent dat er per geproduceerde hoeveelheid een absolute afname is van de milieubelasting.



Figuur 13 Eco-efficiëntie van de landbouw (Vlaanderen, 1990-2006) (bron: LARA 2008)

De Vlaamse landbouw wordt gekenmerkt door een hoog mestgebruik per ha in vergelijking met andere Europese landen (tabel 23).

Tabel 23. Mestgebruik in verschillende Europese landen (kg/ha)

Kg/ha (dierlijke mest)	1993	1995	1997
be Belgium	224	226	220
be2 Vlaams Gewest	331	333	322
be3 Région Wallonne	137	138	134
de Germany	67	65	65
es Spain	23	23	23
fr France	47	47	46
ie Ireland	112	110	123
it Italy	46	46	45
nl Netherlands	296	285	265
uk United Kingdom	67	66	67

Bron: Eurostat

De nutriëntenemissie blijft een dominant milieuprobleem van de landbouw. Ondanks de reeds gedane inspanningen blijft het nutriëntenoverschot op de bodembalans de doelafstand ruim overschrijden, met tegenvallende resultaten voor de waterkwaliteit tot gevolg.

De bodembalans van de landbouw geeft de nutriëntenstromen ter hoogte van de landbouw bodem weer. De inputs zijn de nutriënten die de landbouw bodem binnenkomen via kunstmest, dierlijke mest, diverse reststoffen, zaad- en plantgoed, atmosferische depositie en biologische stikstofferfixatie. De output bestaat uit de geoogste of afgegraasde gewassen, de ammoniakemissie en het uiteindelijke overschot op de bodembalans. Dat overschot leidt tot nutriëntenverliezen uit de landbouw bodem naar lucht en water.

De kortetermijndoelstelling (2007) voor het overschot van stikstof (N) op de bodembalans, zoals bepaald in het MINA-plan 3 (2003-2007), is afgeleid uit de kwaliteitsnorm voor drinkwater (50 mg nitraat/l) en bedraagt 70 kg N/ha. Er is grote vooruitgang geboekt op het vlak van overschot op de stikstofbalans (figuur 14). Het overschot op de bodembalans is tussen 1990 en 2004 gedaald met 46 % en bedroeg 119 kg N/ha in 2005. Dat komt door verminderd kunstmestgebruik, afname van de veestapel, toenemende mestverwerking, verhoogde voederefficiëntie en toename van de gewasafvoer (door productiviteitsstijgingen). Indien de dalende trend wordt aangehouden, zou de doelstelling van 70 kg N/ha kunnen gehaald worden tegen 2010.

De stikstofemissie via ammoniak bedroeg in 2004 36 miljoen kg N of 44 miljoen kg NH<sub>3</sub>, een daling met 44 % ten opzichte van 1990. Dit werd grotendeels gerealiseerd door landbouw door de afbouw van de veestapel en de emissiearme aanwending van dierlijke mest.

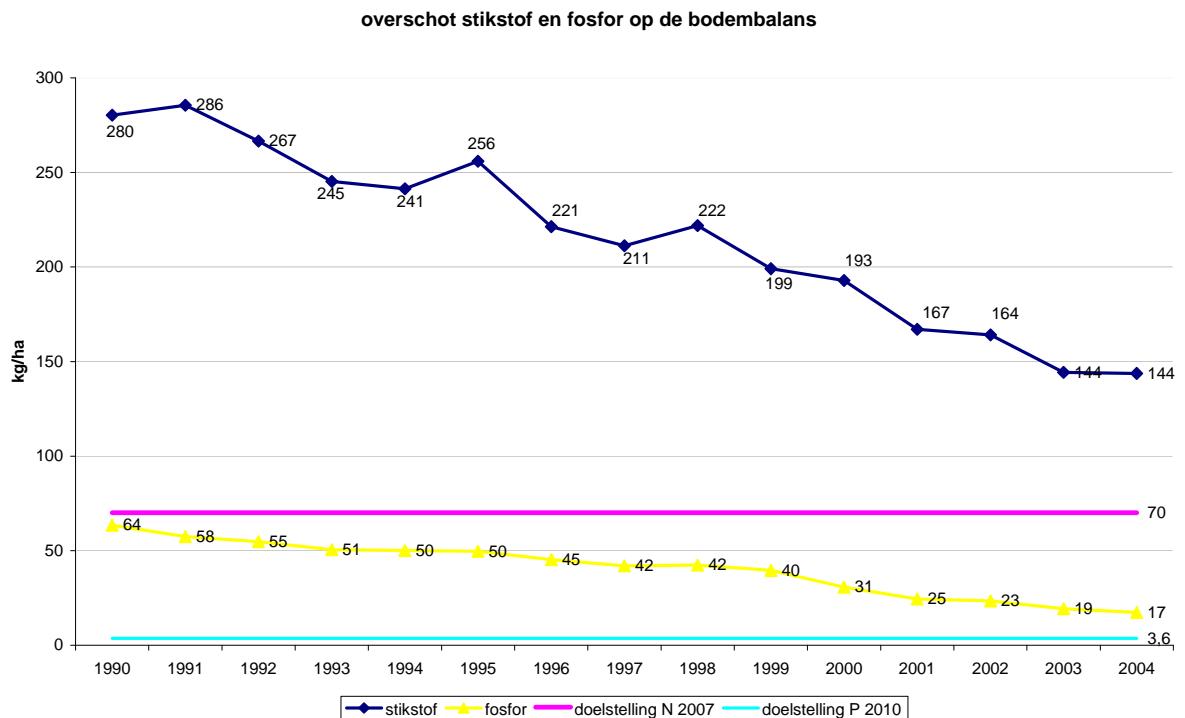
Voor fosfor (P) wordt als middellaangetermijndoelstelling (2010) 3,6 kg P/ha vooropgesteld (MIRA-S 2000). In 2005 voldeden 24% van de meetpunten aan de basiskwaliteitsnorm voor orthofosfaat. Hoewel dit percentage continu is gestegen sinds 1990, is de doelwaarde nog niet in bereik. Verwacht wordt dat de positieve - doch afvlakkende - trend zich de komende jaren verder zet, gelet op de maatregelen die worden genomen in het kader van het nieuwe mestbeleid.

De nitraatconcentratie in oppervlaktewater en grondwater in landbouwgebied was in 2008 nog te hoog op respectievelijk 42 % en 38 % van de meetpunten. Voor oppervlaktewater blijkt dat de gunstige tendens van de periode 1999-2003 niet wordt voortgezet, ondanks de gunstige evolutie voor de indicator bodembalans.

De kaderrichtlijn Water stelt voorop dat tegen 2015 een goede toestand voor grond- en oppervlaktewater moet worden bereikt. Er wordt dan ook voorgesteld om, in het kader van de verlenging van het MINA-plan 3, geen nieuwe doelstellingen te formuleren en de bestaande doelstelling in afwachting vooruit te schuiven naar 2010: namelijk voldoen aan de grenswaarde van 10 mg/l N (nitraat en nitriet) en geen overschrijdingen meer van de maximale nitraatnorm van 50 mg/l in oppervlakte- of grondwater.

In 2006 werd het derde Mest Actie Plan (MAP) goedgekeurd, waarbij Vlaanderen volledig als kwetsbaar gebied werd afgebakend. Hierdoor bedraagt bemestingsnorm uit dierlijk mest overall in Vlaanderen 170 kg N/ha, maar er zijn wel derogatiemogelijkheden.

Op vlak van **waterkwaliteit** wordt, ondanks grote zuiveringsinspanningen, een duurzame biotische kwaliteit van het oppervlaktewater slechts op 16% van de meetplaatsen behaald.



Figuur 14. Nitraat en fosfaatoverschot op de bodembalans (kg/ha)

Bron:

[http://aps.vlaanderen.be/statistiek/cijfers/milieu/mest/overschot\\_N\\_en\\_P\\_balans.xls](http://aps.vlaanderen.be/statistiek/cijfers/milieu/mest/overschot_N_en_P_balans.xls)

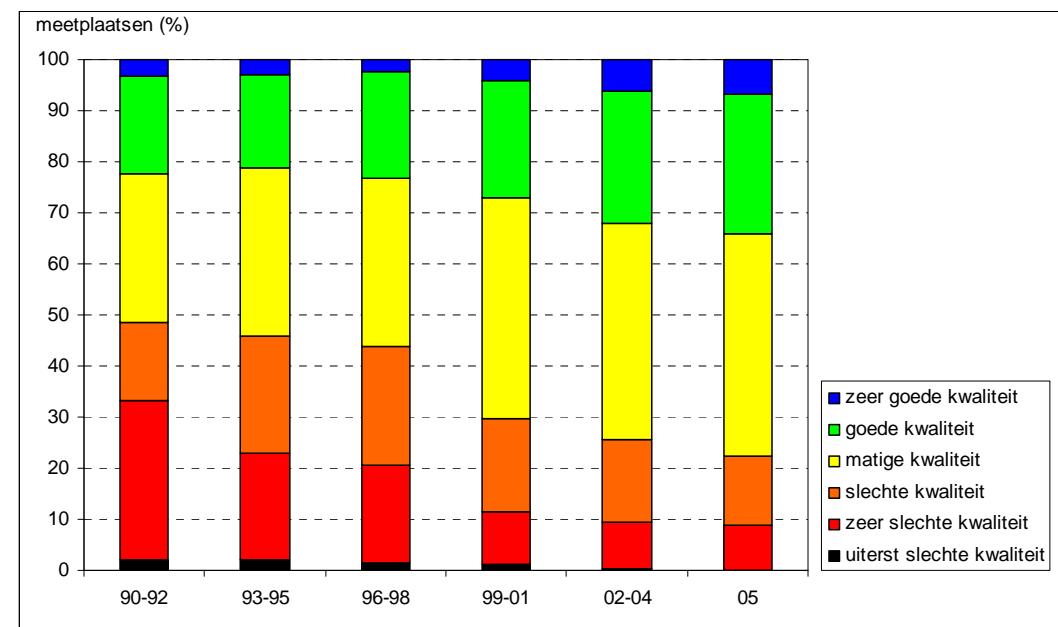
Wat betreft de biologische kwaliteit van de stromende wateren verwijzen we naar het MIRA rapport.

Tijdens de meetcampagne 2005 werd de BBI op 1 026 meetplaatsen bepaald. Bijna de helft van de meetplaatsen (46 %) heeft een matige biologische kwaliteit, terwijl 14 % een slechte biologische kwaliteit heeft. Circa 10 % van de meetplaatsen heeft een zeer slechte biologische kwaliteit. 30 % van de meetplaatsen scoort in de kwaliteitsklassen ‘goed’ of ‘zeer goed’ en voldoet daarmee aan de wettelijke, Vlaamse basiskwaliteitsnorm (BBI groter dan of gelijk aan 7). Die 30 % ligt nog een heel eind van de beoogde 40 % in 2007.

Voor een trendanalyse werden de meetresultaten tussen 1990 en 2004 verdeeld in periodes van 3 jaar. Telkens werd het meest recente cijfer voor die periodes genomen. Meetplaatsen waarvoor de tijdreeks dan nog onvolledig was, vielen weg. Op die manier bleven 285 meetplaatsen over. Het aandeel van de meetplaatsen met een slechte, zeer slechte of uiterst slechte kwaliteit is sterk gedaald. Het aandeel meetplaatsen met een matige kwaliteit is sterk toegenomen. Het percentage meetplaatsen met een goede of zeer goede kwaliteit is na de periode 1993-1995 eveneens toegenomen. Die positieve evolutie zette zich ook in 2005 door.

De biologische kwaliteit wordt niet enkel bepaald door de fysisch-chemische waterkwaliteit, ook de structuurkenmerken en de waterbodemkwaliteit zijn belangrijk.

**Biologische kwaliteit van stromende wateren (285 meetpunten) op basis van de Belgische Biotische Index (BBI)  
(Vlaanderen, 1990-2005)**  
bron: MIRA - VMM



Bron: website VMM

Over de jaren heen deed het gewijzigde teeltpatroon en de intensievere uitbatingwijze ook de erosiegevoeligheid sterk toenemen. Dit veroorzaakt zowel problemen op de akkers zelf als stroomafwaarts. Andere problemen inzake **bodemkwaliteit** zijn het verlies van organisch materiaal, verdroging, verdichting, wijzigingen in het microreliëf en profielafbraak. Ook bodemafdichting door bebouwing en infrastructuur en de winning van oppervlakteafstoffen kunnen aanleiding geven tot de aantasting van de bodem.

Ter verduidelijking halen we hier de tekst aan zoals die is opgenomen in het LARA rapport 2005

### Landbouw en bodemkwaliteit

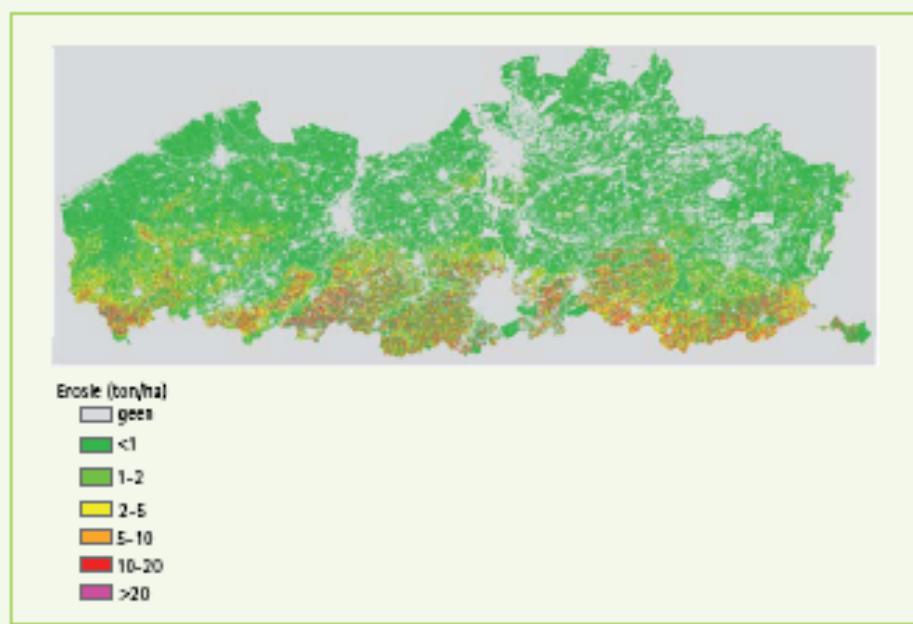
De bodem is een onmisbare productiefactor in elke grondgebonden landbouwactiviteit. Het behoud van de bodemvruchtbaarheid is van economisch belang, maar de bodem is tevens een biotoop voor bodemorganismen en speelt een bufferende en zuiverende rol. Naast de chemische samenstelling, speelt ook de bodemstructuur en het microbieel bodemleven een belangrijke rol in de vruchtbaarheid. We bespreken hieronder twee bedreigingen die op al deze aspecten een negatieve invloed uitoefenen:  
bodemerosie en het dalend gehalte organische stof in de bodem.

## Bodemerosie

Bodemerosie door water op hellend akkerland is één van de belangrijkste processen van bodemaantasting in Vlaanderen en heeft vier belangrijke negatieve effecten. Ten eerste neemt de vruchtbare toplaag in dikte af, wat op lange termijn kan resulteren in dalende gewasopbrengsten. Op korte termijn kan erosie ook voor belangrijke opbrengstverliezen zorgen door het wegspoelen of onderspoelen van (kiem)planten, bv. op de wendakkers. Ten tweede is intense bodemerosie verantwoordelijk voor lokale modderoverlast na zware regenbuien in het voorjaar en de zomer in landelijke gebieden in het zuiden van Vlaanderen. Verder leidt bodemerosie ook tot hoge sedimentlasten in de waterlopen waardoor deze, net als veel wachtkessens, aan een hoog tempo dichtslibben, met een verhoogd overstromingsrisico tot gevolg. Een laatste mogelijk gevolg is vervuiling van valleigebieden of oppervlaktewater door contaminanten gebonden aan het afgelaste sediment (nutriënten, gewasbeschermingsmiddelen, e.d.). Bodemerosie is dan ook één van de belangrijkste bronnen van vervuiling voor de Vlaamse oppervlaktewaters met belangrijke ecologische en financiële implicaties.

In 2002 wordt het bodemverlies door erosie geschat op 4,7 ton per ha vruchtbare landbouwgrond. In de Leemstreek is dit 6,9 ton per ha en in de Weidestreek zelfs 13,9 ton per ha per jaar. 12,6% van de akkerbouwpercelen zou jaarlijks 5 tot 10 ton per ha verliezen, 6,8% verliest 10 tot 20 ton per ha en 1% verliest zelfs meer dan 20 ton. Figuur 10.12 toont de ruimtelijke spreiding van het gemiddeld jaarlijks bodemverlies door watererosie.

Figuur 10.12: Ruimtelijke spreiding van het gemiddelde jaarlijkse bodemverlies door watererosie, 2002



Bron: Laboratorium voor experimentele geomorfologie, KULeuven in MRA-T 2003

Technieken die bodemerosie in belangrijke mate kunnen reduceren zijn o.a. niet-kerende grondbewerking of geen grondbewerking ('no-till'), het dubbel inzaaien van graangewassen in zones van geconcentreerde afvoer, of het niet afvoeren van oogstresten zodat het oppervlak bedekt met mulch van maïs-, bieten- en aardappelloof. Daarnaast is de gewaskeuze belangrijk omdat die bodembedekking beïnvloedt. Dit wordt uitgedrukt in de erosiegevoeligheid van het landgebruik. Door het stijgend maïsareaal is deze gevoeligheid toegenomen (figuur 10.12).

Sinds januari 2002 is er in Vlaanderen een subsidiereglement van kracht met als specifieke doelstelling het verminderen van de impact van bodemerosie door water. De hieruit gesubsidieerde maatregelen zijn op dit ogenblik voornamelijk civieltechnisch (bv. aanleg kleine sedimentopvangbekkens of grasstroken langs perceelsranden) en niet cultuurtechnisch (aanpassing gewasrotaties of teeltmethodes). Hierdoor zal dit subsidiereglement in eerste instantie de hoge sedimentafvoeren reduceren en in mindere mate de bodemerosie zelf. Een lijst is opgemaakt met erosiekelpunten. Eind 2004 was reeds voor 46% van deze gemeenten met erosiekelpunten een subsidie voor de aanmaak van een erosiebestrijdingsplan goedgekeurd. Deze evolutie moet het mogelijk maken om de milieubeleidsplandoelstelling te halen:

hierin wordt ernaar gestreefd dat 90% van de gemeenten met erosiekelpunten een erosiebestrijdingsplan heeft opgesteld tegen 2007. Tijdens de komende jaren kan deze steunmaatregel een belangrijke reductie in de sedimentaanvoer naar de waterlopen teweegbrengen.

Landbouwers kunnen sinds 2005 een beheerovereenkomst afsluiten die specifiek op erosiebestrijding gericht is. Mogelijke maatregelen zijn het aanleggen van grasbufferstroken en grasgangen enerzijds en het toepassen van erosiereducerende teelttechnieken zoals directe inzaai en niet-kerende bodembewerking anderzijds. Deze maatregelen zijn dus direct gericht op het verminderen van erosie op het akkerland. Er werd in 2005 op 822 ha gebruik gemaakt van deze beheerovereenkomst.

Verder zijn er subsidiemogelijkheden die inspelen op het bodemgebruik en op die manier ook rechtstreeks op het bodemerosiersico. Het Beleidsdomein Landbouw en Visserij subsidieert het gebruik van groenbedekkers tijdens de winterperiode. Dit leidt tot een reductie van de erosie. Het succes van deze maatregel is in 2004 sterk toegenomen door een vereenvoudigde administratieve procedure, namelijk de integratie in de oppervlakteaangifte. Op 68.275 ha of ca. 17% van het totale Vlaamse akkerareaal geldt er nu een beheerovereenkomst groenbedekking. Een andere reeks van maatregelen zijn de beheerovereenkomsten 'zorgen voor perceelsranden' die beheerd worden door de VLM. Sinds 2000 worden hiervoor subsidies gegeven indien een grasstrook of een strook met spontane vegetatie (5 tot 10 m breed) langs een waterloop, holle weg of houtkant wordt ingericht. In 2004 werden 430 beheerovereenkomsten perceelsranden afgesloten voor effectief 370 ha perceelsranden. De beheerovereenkomsten zijn zeker niet alleen gericht op erosiebestrijding maar de maatregelen kunnen een belangrijke impact hebben, vooral op de sedimentexport.

## **Organische stof in de bodem**

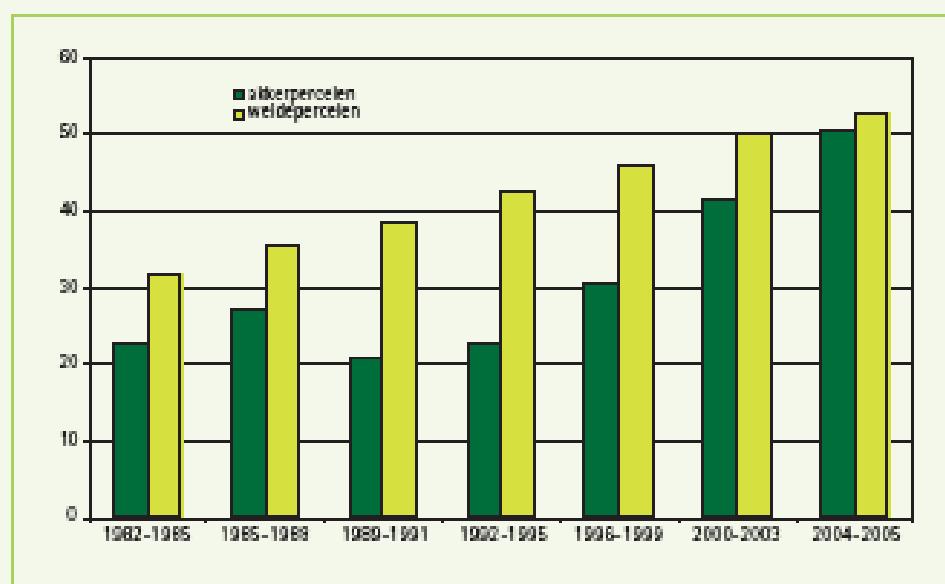
Organische stof in de bodem bestaat uit verteerd plantaardig en dierlijk materiaal, humus en levende organismen. Eén van de meest universele bodenvormende

processen is de omzetting van organische stof tot humus (humificatie) en de ophoping hiervan in de bovengrond. Bij afbraak van voornamelijk vers organisch materiaal komen oplosbare voedingsstoffen (bv. stikstof en fosfor) en koolstofdioxide ( $\text{CO}_2$ ) vrij (mineralisatie), waarbij bodemorganismen een vitale rol spelen. Het afbraakproces is echter moeilijk te sturen.

Vanuit milieukundig perspectief speelt organische stof in de bodem een belangrijke rol in de opslag van  $\text{CO}_2$ . In het kader van het Kyoto-protocol, verbindt België zich er toe de emissies van  $\text{CO}_2$  te minimaliseren en de reserves en fluxen van organische stof in de bodem te kwantificeren. In de Europese thematische strategie voor bescherming van de bodem wordt bodemorganische stofgehalte gedefinieerd als dé sleutelindicator voor bodemkwaliteit omdat een optimaal gehalte aan organische stof overeenkomt met een goede landbouw- en milieukundige conditie zoals bijvoorbeeld verminderde erosie, hoog bufferend en filterend vermogen en een rijke habitat voor levende organismen. Vanuit verschillende milieukundige beleidslijnen blijkt dus een optimaal organische stofgehalte in de bodem gewenst te zijn. Vanuit landbouwkundig perspectief is het organische stofgehalte belangrijk voor de bodemvruchtbaarheid omdat het invloed heeft op zowel de fysische als chemische bodemeigenschappen evenals op het microbiële leven. Koolstof vormt het belangrijkste bestanddeel van organische stof: er wordt aangenomen dat organisch materiaal in de bodem gemiddeld voor 50 tot 58% uit koolstof bestaat.

Het koolstofpercentage in de bodem van akker en weiland wordt opgevolgd via de staalname van de Bodemkundige Dienst van België. Als het koolstofgehalte onder de streefzone daalt, dient de bemesting aangepast om economisch optimale opbrengst te bekomen. Deze streefzone is functie van de grondsoort (textuur). De evolutie van het koolstofpercentage in de Vlaamse akker- en weilanden vertoont een duidelijk dalende tendens tussen 1982 en 2005 met steeds meer percelen die beneden de optimale toestand (streefzone) komen te liggen. In akkerland steeg het aantal percelen onder de streefzone van 23 tot 50% en in weiland tot 32 tot 53%.

Figuur 10.13: Aandeel percelen met een koolstofgehalte onder de streefzone, %, 1982-2005



De oorzaken voor het dalende koolstofgehalte zijn divers. De ploegdiepte is toegenomen in bepaalde regio's. Er is een verminderde aanbreng van stabielere organische stof in de vorm van organische meststoffen en bodemverbeteraars. Oogstresten zoals tarwestro worden minder ingeploegd. Het scheuren van weilanden kan het dalende koolstofgehalte onder weiland verklaren.

Het organische stofgehalte in de landbouw bodem kan worden bijgestuurd door maatregelen zoals aanpassen van het landgebruik, verlagen van de afbraaksnelheid en verhogen van de aanvoer. Het behoud van permanent grasland gedurende meer dan 5 jaar of de teelt van groenbemesters als nagewas zijn voorbeelden van aangepast landgebruik. De afbraaksnelheid kan verlaagd worden door onder andere minimale grondbewerking en herstel van de grondwatertafel. De huidige organische stoftoedieningen via dierlijke mest en oogstresten volstaan niet om het gehalte op peil te houden. Dit heeft met de kwaliteit van de aangevoerde dierlijke mest te maken. Landbouwpraktijken die de aanvoer verhogen zijn het achterlaten en inwerken van oogstresten, het toevoegen van stro, compost of organische meststoffen, het innpassen van groenbemesters in het teeltpaan en een beredeneerde meststoffenkeuze. Tijdstip, hoeveelheid en mineralisatiesnelheid zijn van cruciaal belang bij toedienen van organisch materiaal. In de huidige mestwetgeving wordt organisch materiaal verrekend als nutriëntenaanvoer in het eerste jaar. Vanwege het gevaar voor onderbemesting op de langere termijn worden toevoegingen van organisch materiaal dat traag mineraliseert ontmoedigd. Een grote voorraad nutriëntrijke verse organische stof kan echter leiden tot een hoge stikstofmineralisatie op momenten dat er weinig opname is door het gewas. Hierdoor kan een verhoogd risico ontstaan op stikstofuitspoeling waardoor de doelstellingen van de nitraatrichtlijn of de kaderrichtlijn water in het gedrang kunnen komen.

**De energiebehoefte** van de landbouw blijkt hoog vergeleken met andere landen. In onderstaande tabel staan de globale gegevens over energiekosten per hectare. Dit is ook toe te schrijven aan het verschil in productierichtingen. De tuinbouw is in Vlaanderen een grote verbruiker van energie evenals in Nederland.

*Tabel 24. Energiekosten in verschillende Europese landen (€/ha)*

Energiekosten (€/ha)	1995	2000	2003	2004	2005
be Belgium	216,79	274,72	247,99	255,39	307,54
de Germany	133,18	148,05	164,11	152,16	164,03
es Spain	34,26	46,82	45,50	49,05	56,44
fr France	67,50	87,87	85,08	89,64	104,43
ie Ireland	35,86	48,99	51,83	56,04	61,17
it Italy	78,02	127,98	123,93	132,15	148,92
nl Netherlands	488,64	635,17	746,59	735,73	904,94
uk United Kingdom	44,09	72,18	54,25	61,00	70,56

Bron: Eurostat

De totale Vlaamse **broeikasgasemissies** uitgedrukt in kt CO<sub>2</sub>-eq bedraagt voor 2004 ong. 92.000 kton. In 2006 dook de uitstoot van broeikasgassen voor het eerst onder het niveau van het referentiejaar (1990).

Ongeveer 10% van deze emissies worden veroorzaakt door de landbouw. Maar de landbouwsector is tot nu toe de enige sector in Vlaanderen waarin de uitstoot systematisch daalt sinds 1990 (daling van 13% in 2004 tov 1990) en dit voornamelijk als gevolg van de afname van de veestapel.

De landbouwsector engageert zich er toe om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2012 te verminderen tot 8.557 kton CO<sub>2</sub> equivalent.

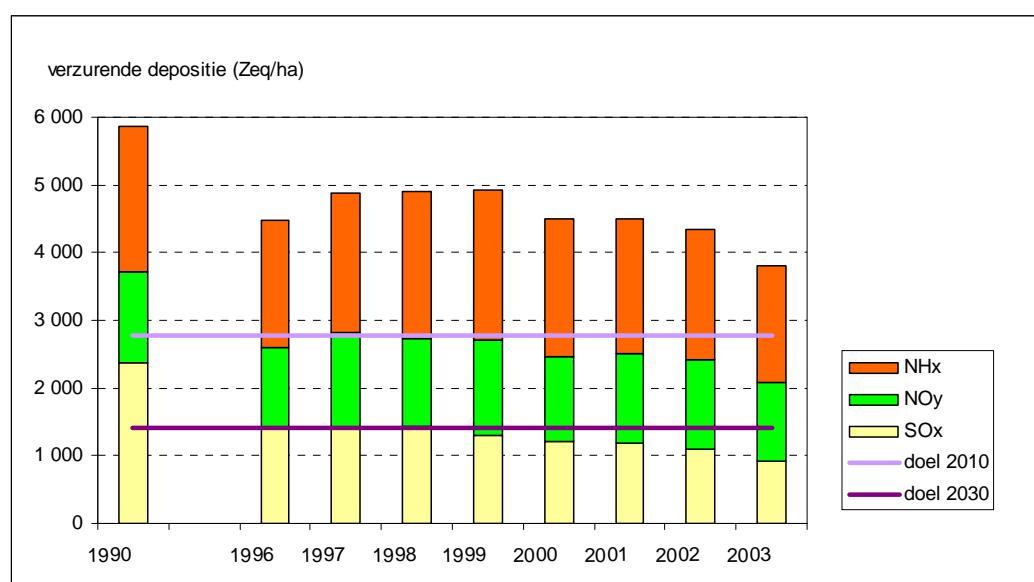
De **verzurende deposities** ('zure regen') zijn te wijten aan de veeteelt en het gebruik van fossiele energiebronnen. Het betreft emissies van zwaveldioxide (SO<sub>2</sub>), stikstofoxiden (NO en NO<sub>2</sub>, samen aangeduid als NOx), ammoniak (NH<sub>3</sub>) en hun reactieproducten.

Het MINA-plan 3 bevat een langetermijndoelstelling van 1.400 Zeq/ha.jaar te bereiken in 2030.

De Europese richtlijn rond Nationale Emissiemaxima (NEC-richtlijn) legt nationale emissieplafonds op voor verzurende polluenten. Vlaanderen moet tegen 2010 terugvallen tot een emissimaximum van 65,8 kton SO<sub>2</sub>, 58,3 kton NOx en 45 kton NH<sub>3</sub>.

Berekeningen van de ammoniakemissie afkomstig van de veeteelt zijn o.a. gesteund op de jaarlijkse veetelling, N-excretie-coefficiënten van de verschillende diercategorieën, relatieve aandeel van de NH<sub>3</sub>-emissie op de verschillende locaties (nl. stal, opslag, weide en toediening van kunstmeststoffen), periodes van uitrijden van mest, emissie-arm aanwenden van dierlijke mest en kunstmest. Onderstaande figuur geeft de evolutie van de verzurende deposities in Vlaanderen sinds 1990.

In 2006 stootte Vlaanderen 46 kton ammoniak uit, waarvan 41 kton afkomstig van de landbouw. De geplande ammoniakreductie tot 45 kton in 2010 zal dus gehaald worden.



Figuur 15 Evolutie van de gemiddelde verzurende deposities (Vlaanderen, 1990-2004)

bron: MIRA-T-2005,

De teelt van energiegewassen in Vlaanderen neemt snel toe, maar blijft nog redelijk beperkt. De huidige oppervlakte aan koolzaad voor energiedoeleinden bedraagt in 2006 ongeveer 800 ha (LORBI-24). Het areaal koolzaad in 2005 bedroeg slechts 140 ha. Binnenkort wordt de eerste biodieselproductie-eenheid opgestart in Vlaanderen.

De land- en bosbouwsector draagt bij tot de productie van hernieuwbare energie. In 2006 werd 1,5 ktoe gehaald uit de winning van koolzaadolie. In het Vlaams klimaatplan is er een engagement opgenomen om de productie van plantenolie, bio-ethanol en biodiesel uit Vlaamse energieteelten tegen 2010 te verhogen tot resp. 18, 107 en 25 kton. In 2006 werd 105,7 ktoe electriciteit geproduceerd uit biomassa afkomstig uit de bosbouwsector. In het Vlaams klimaatplan is opgenomen dat tegen 2010 6% van de electriciteit afkomstig zal zijn van hernieuwbare energiebronnen waarvan biomassa een belangrijk onderdeel is. In 2006 werd 1.097 ha koolzaad gecultiveerd. Hiervoor bestaan echter geen concrete doelstellingen. In het Vlaams klimaatplan is wel opgenomen dat 100 ha korteomloophout zal aangeplant worden tegen 2010.

Tenslotte moet niet alleen de vraag gesteld worden welke bijdrage de landbouw levert aan de uitstoot van broeikasgassen, maar ook hoe de landbouw wordt beïnvloed door de opwarming van de aarde die een gevolg is van de steeds groeiende uitstoot van broeikasgassen. Tijdens de 21ste eeuw zou de opwarming immers 3°C kunnen bedragen, terwijl de neerslag met 10 tot 50 % zou toenemen (Gabriëls et al., 2005). Het hoeft nauwelijks betoog dat dit voor een sector als de landbouw, die sterk afhankelijk is van de grillen van de natuur, ingrijpende veranderingen met zich mee kan brengen. Laag gelegen landsdelen zouden bv. last krijgen van een hoger waterpeil en van een slechtere waterkwaliteit door verzilting. De hoger gelegen delen zouden dan weer te maken kunnen krijgen met watertekorten, omdat de waterbergingscapaciteit van de bodems zou afnemen en bodemvocht tekorten kunnen optreden bij stijgende temperaturen. Paradoxaal genoeg zou de toename van de neerslag in de winter gepaard kunnen gaan met overstromingen in het voorjaar en waterschaarste in de zomer. Uiteraard zou dit een negatief effect hebben op de productieomvang en de productkwaliteit die door de landbouw voortgebracht kan worden (Gabriëls et al., 2005).

### **Effect van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen op het milieu**

*Bron LARA 2005 blz 207 en volgende*

Het volume gewasbeschermingsmiddelen dat jaarlijks gebruikt wordt in de Vlaamse landbouw, wordt louter beschouwd als een indicator van het intermediaire verbruik. De druk die hierdoor uitgeoefend wordt op het milieu is echter niet noodzakelijk recht evenredig met het gebruikte volume. Er is een groot verschil in de ecotoxiciteit van de meer dan 300 verschillende erkende actieve stoffen.

De milieudruk van gewasbeschermingsmiddelen kan onder andere weergegeven worden door de som S van de jaarlijkse verspreidingsequivalenten ( $\Sigma$  Seq) per gewasbeschermingsmiddel. Deze indicator geeft naast het gebruikte volume actieve stoffen een beeld van de milieubelasting voor waterorganismen.

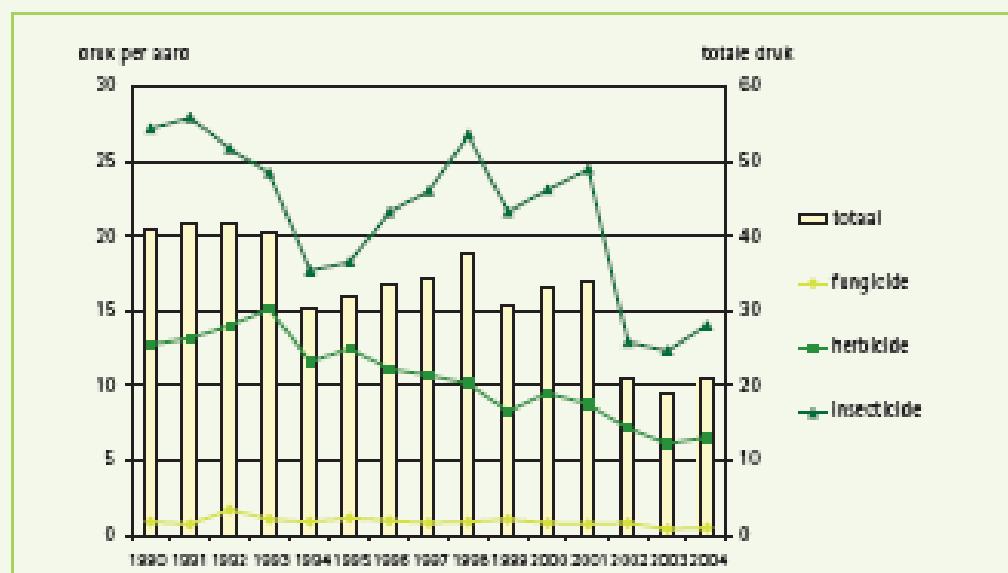
Hierbij wordt de jaarlijkse emissie (het gebruik) van de beschouwde middelen gewogen op hun (eco)toxiciteit (in dit geval voor waterorganismen) en verblijftijd in het milieu, meer bepaald de halveringstijd voor afbraak in de bodem. Deze indicator geeft een aanduiding van de druk op het waterleven.

De druk op het waterleven, uitgedrukt als de som van de verspreidingsequivalenten ( $\Sigma$  Seq), gedurende de laatste 15 jaar wordt weergegeven in figuur 10.10. Tussen 1990 en 1993 daalde  $\Sigma$  Seq van de insecticiden, terwijl die van de herbiciden steeg, zodat de totale druk op het waterleven relatief constant bleef. Daarna volgde de totale  $\Sigma$  Seq de bewegingen van de  $\Sigma$  Seq van de insecticiden, waarvan het aandeel steeds groter was dan twee derden. Over de periode 1990 tot 2004 is de druk op het waterleven vanuit elk van de vier productgroepen bijna gehalveerd.

Deze daling volgt uit 2 tendensen:

- enerzijds beperkt de sector het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, dat in die periode met 19% gedaald is. In 2004 bedroeg het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen in de landbouw 3,8 miljoen kg actieve stof;
- anderzijds is er het beleid van de Federale Overheid, waarbij in uitvoering van de Europese Richtlijn 91/414 erkenningen van gewasbeschermingsmiddelen stelselmatig worden herzien. Op die manier zijn de laatste jaren reeds veel van de meest schadelijke middelen verboden. Daardoor werd ruim de helft van de daling van  $\Sigma$  Seq gerealiseerd van 2001 naar 2002.

*Figuur 10.10: Het verloop van de som van de verspreidingsequivalenten, (miljard Seq), 1990-2004*



Bron: Volgmap Gewasbescherming, Uitent in MILA AG Landbouw

Bepaalde actieve stoffen hebben een zeer grote toxiciteit voor waterorganismen en wegen dus zwaar door in  $\Sigma$  Seq. In 2001 waren zeven stoffen verantwoordelijk voor 82% van de  $\Sigma$  Seq: de herbiciden diuron en paraquat en de insecticiden lindaan, en in mindere mate flufenoxuron, fenoxycarb, parathion en chloorpyrifos. Lindaan en parathion zijn nu verboden, respectievelijk vanaf juni 2001 en vanaf januari 2002. Dit heeft een sterke daling van de drukindicator veroorzaakt, zelfs in die mate dat de

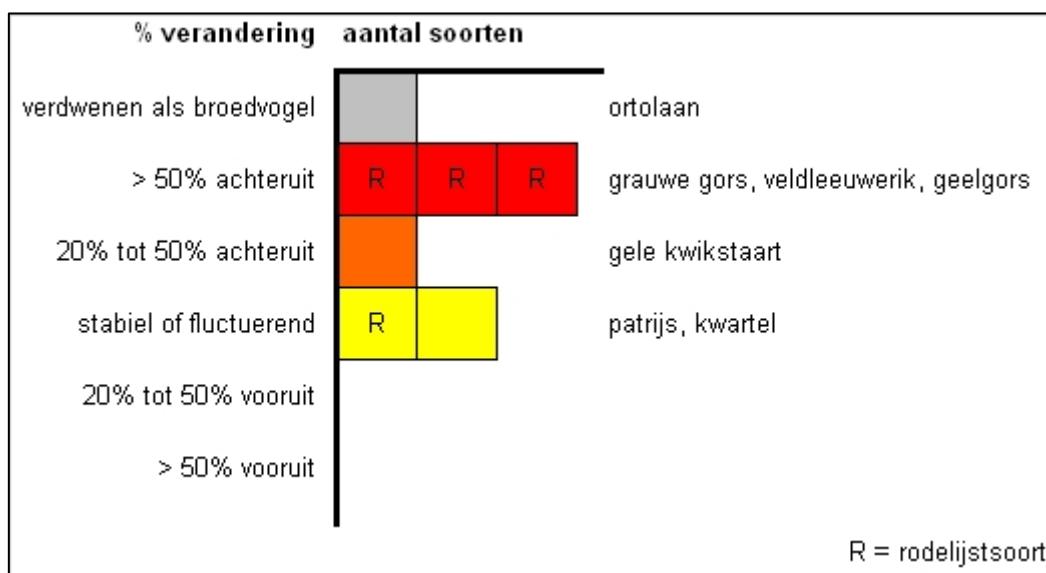
halvering, die voor 2005 vooropgesteld werd in het Vlaams Milieubeleidsplan 2003-2007, bijna bereikt is.

## II.6 NATUUR EN LANDSCHAP

Een belangrijke Europese doelstelling is om de achteruitgang van de **biodiversiteit** te stoppen tegen 2010, maar uit het Natuurrapport 2005 blijkt dit niet vanzelfsprekend te zijn. Van alle soorten waarvan de toestand gekend is, is 6% verdwenen en loopt 28% het risico om op korte termijn uit Vlaanderen te verdwijnen indien geen passende maatregelen worden genomen. Bovendien dient vermeld te worden dat soortenmonitoring zich dikwijls concentreert op de meer populaire soorten (slechts 6% van de soorten heeft een Rode Lijst status) en dat er dus heel wat ‘verdoken’ biodiversiteitsproblemen zijn. Niet alleen de bedreigde soorten verdienen echter aandacht. Biotopen met het grootste aantal bedreigde of achteruitgaande soorten zijn voornamelijk heiden en oligotrofe wateren, moerassen en graslanden, m.a.w. vooral open habitats van voedselarme omstandigheden en soms habitats die een specifieke hydrologie vereisen. Een nieuwe bedreiging voor de biodiversiteit in Vlaanderen tenslotte, is de bewuste vrijzetting van genetisch gemodificeerde organismen (NARA, 2005).

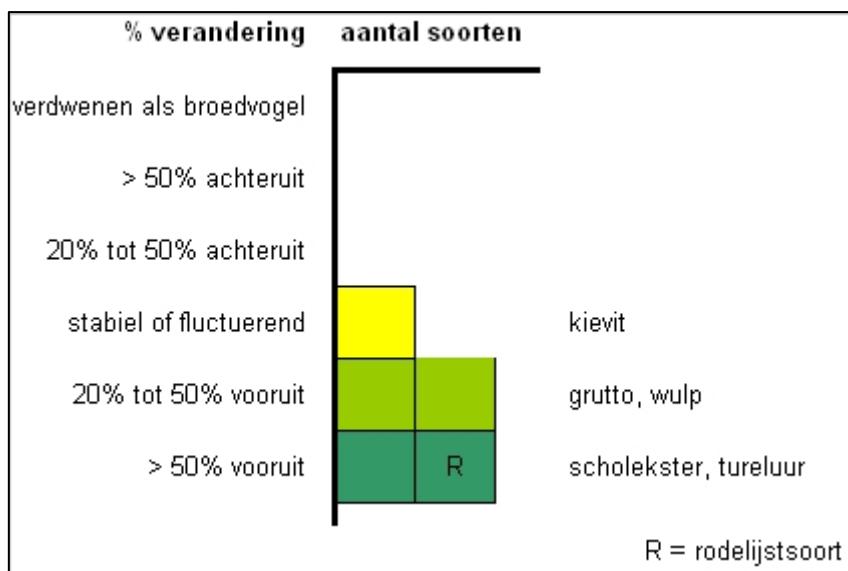
In het MINA-plan 3+ is aangegeven dat in 2010 en later het verlies van de biodiversiteit, met inbegrip van de genetische diversiteit, stopgezet dient te zijn door instandhouding, ontwikkeling en herstel van de natuur en het natuurlijk milieu en door het duurzaam gebruik van ecosystemen en soorten om de ecosysteemdiensten op lange termijn te garanderen.

De Rode Lijst van de **vogelsoorten** is onlangs uitgebreid met een aantal soorten die voorheen zeer algemeen waren, zoals akkervogels (veldleeuwerik ging laatste 10 jaar tot 90% achteruit). In onderstaande figuren wordt de evolutie weergegeven van enkele akker- en weidevogels (LORBI-17).



Figuur 16. Trend akkervogels (1990-2002)

Bron: Natuurindicatoren, 2005. Agrarische natuur: Trend akkervogels (1990-2002). Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek, Brussel. [www.natuurindicatoren.be](http://www.natuurindicatoren.be) (versie van 25-02-2005).

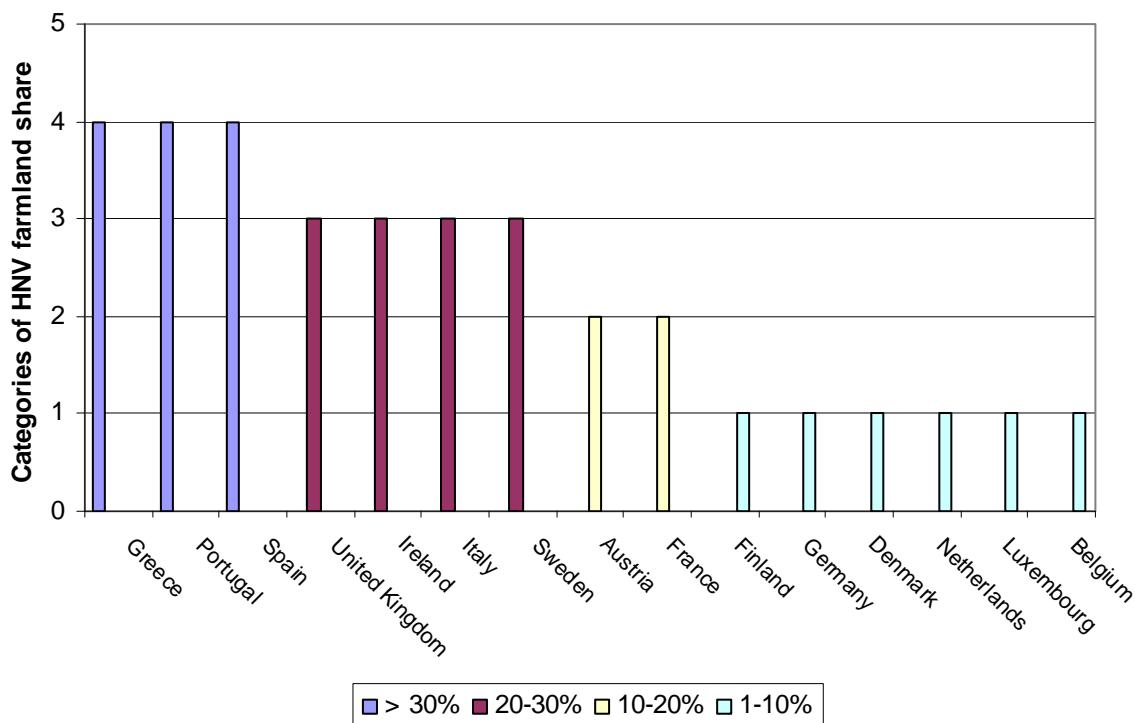


Figuur 17. Trend akkervogels (1990-2002)

Bron: Natuurindicatoren, 2005. Agrarische natuur: Trend akkervogels (1990-2002). Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek, Brussel. [www.natuurindicatoren.be](http://www.natuurindicatoren.be) (versie van 25-02-2005).

Een andere benadering voor het vergelijken van de biodiversiteit werd geïntroduceerd door Baldock<sup>13</sup> et al. (1993, 1995). Zij beschreven de algemene kenmerken van extensieve landbouw met betrekking tot biodiversiteit en landbouwpraktijken. Zij introduceerden de term **landbouwgrond met hoge natuurwaarden** (high nature value farmland areas, HNV). Het spreekt voor zich dat in België deze gronden beperkt zijn. Het percentage voor Vlaanderen van geheel of gedeeltelijk zeer waardevolle natuur bedraagt 8,6 %. België zit in categorie 1 wat betekent dat minder dan 10 % van de landbouwgrond valt binnen deze categorie (LORBI-18, zie figuur 15).

<sup>13</sup> Baldock D., Beaufoy G. and Clark J. (1995). *The nature of farming. Low intensity farming systems in nine European countries.* Report IEEP/ WWF/JNRC, London/Gland/Peterborough. & Baldock D., Beaufoy G., Brouwer F. and Godeschalk F. (1996). *Farming at the margins: Abandonment or redeployment of agricultural land in Europe.* IEEP/LEI-DLO, London/Den Haag.



*Figuur 18. Percentage Landbouwgrond met hoge natuurwaarde in EU-landen*

Bron: EEA (2004c). High nature value farmland — characteristics, trends and policy challenges. European Environment Agency, Copenhagen, Denmark.

Het Natura-2000 netwerk in Vlaanderen bevat de afgebakende Speciale Beschermlingszones in uitvoering van de Habitat- en Vogelrichtlijn (79/409/EEG en 92/43/EEG). De Vogelrichtlijn bakent 24 speciale beschermlingszones af voor 66 vogelsoorten, voor een totale oppervlakte van 98.243 ha.

De Habitrichtlijn bakent 38 speciale beschermlingszones af voor 44 habitattypen / soorten, voor een totale oppervlakte van 101.891 ha. In totaal beslaat het NATURA 2000 netwerk in Vlaanderen 163.540 ha (ca 30% overlap tussen de afgebakende Vogelrichtlijn en Habitrichtlijngebieden).

## Implementatie van NATURA 2000

**Het juridisch kader** wordt geschapen met het Decreet Natuurbehoud, meer specifiek de volgende artikelen:

- art. 36bis: afbakeningsprocedure SBZ
- art. 36ter: invulling SBZ
  - § 1: Instandhouding en herstel: **pro-actieve** maatregelen
  - § 2: Verslechtering en verstoring vermijden door **preventieve** maatregelen
  - §§ 3-6: Beschermlingsregime: geen betekenisvolle aantasting toestaan
  - ‘passende beoordeling van effecten’ voor de habitats in bijlage I van Decreet Natuurbehoud en de soorten in bijlage II, III en IV van Decreet Natuurbehoud

- art. 48: opmaak natuurrichtplan voor SBZ: BVR procedure NRP en BVR gebiedsgerichte maatregelen
- art. 51: soortenbescherming: KB's bescherming flora (1976), vogels (1980), andere fauna (1981)

## **Instandhouding, herstel habitats en soorten**

Instandhoudingsmaatregelen dienen te beantwoorden aan de **ecologische vereisten** van de habitats van bijlage I en de soorten vermeld in de bijlagen II, III en IV van decreet: Dit veronderstelt een duurzame instandhouding en een zowel gebiedsspecifieke als soortenspecifieke aanpak

### **1. Opmaak instandhoudingsdoelstellingen**

Per habitat/soort wordt een beschrijvende matrix opgesteld met de ecologische vereisten, een evaluatietafel ( opp., habitatstructuur + processen, flora/fauna, specifieke en landschappelijke aspecten, verstoring) en een beoordeling van de staat van instandhouding.

Voor elke habitat/soort wordt een Speciale beschermingszone ingesteld: de distributie van de habitats( zowel actueel als potentieel), het relatief belang en de gekozen prioriteiten.

### **2. Gebiedsspecifieke aanpak : natuurrichtplan**

In het natuurrichtplan wordt weergegeven wat in een specifiek gebied beoogd wordt (gebiedsvisie) voor de instandhouding van habitats en soorten, en welke instrumenten en maatregelen kunnen ingezet worden, op maat van het gebied.

Belangrijk bij het natuurrichtplan is de participatorische aanpak: opmaak en uitvoering in samenwerking met landeigenaars en landgebruikers, lokale overheden, verenigingen. Hierdoor wordt het natuurrichtplan maatschappelijk gedragen.

### **3. Soortenspecifieke aanpak**

- inventarisaties: verspreiding en densiteit populaties
- rode lijsten
- afwegingskader voor prioritering
- opmaak **soortenbeschermingsplannen + uitvoeringsplannen**
  - soortenbeschermingsplan:**
    - ecologische karakteristieken,
    - knelpunten
    - mogelijke instrumenten en maatregelen.
  - soortenuitvoeringsplan:**
    - concrete acties op terrein zoals herstel van leefgebieden en verbindingsspecten (bv. ecoduct), beheermaatregelen
    - samenwerking met doelgroepen: landeigenaars en gebruikers, verenigingen, lokale besturen
    - communicatie
  - monitoring

In het Vlaamse Gewest zijn meer dan 62.000 ha bos en meer dan 61.000 ha grond in landbouwgebruik gelegen in deze afgebakende Speciale Beschermdingszones. In deze

gebieden is het de bedoeling een adequaat beheer te realiseren dat rekening houdt met de ecologische vereisten en volgens instandhoudingdoelstellingen voor soorten en habitats.

Vlaanderen bezit maar weinig echte natuurlandschappen en bestaat grotendeels uit historisch gegroeide cultuurlandschappen. Over het algemeen kan gesteld worden dat het Vlaamse landschap de voorbije eeuwen sterk van uitzicht veranderd is: akkers maakten plaats voor grasland, diverse teelten verdwenen terwijl maïs sterk opgang maakte en kleine landschapselementen werden weggerationaliseerd. Bovendien zorgde de verstedelijking voor steeds minder open ruimte<sup>14</sup> die bovendien sterk versnipperd is. In verband met het landschap is echter perceptie ook zeer belangrijk. Uit onderzoek van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap (1999) is gebleken dat groen in de buurt van de woonomgeving zeer belangrijk is voor een groot aantal mensen, maar dat ze weinig bereid zijn tot het uitvoeren van taken of tot het financieel tussenkomen ten voordele van het groenbeleid.

Een belangrijke biotoop die opgevolgd wordt in het kader van de Habitatrichtlijn is bos. In Vlaanderen is er nog ongeveer 150.000 hectare bos of 11 % van het grondgebied. Daarvan is 70 % in privé-eigendom en het overige in handen van openbare eigenaars. Bossen dragen bij tot het veelzijdige karakter en de multifunctionele betekenis van het Vlaamse platteland, maar de economische waarde van de Vlaamse bossen is beperkt.

Het Vlaams bosbeleid wil ondermeer invulling geven aan drie sleutelbegrippen: bosbehoud kwalitatief, bosuitbreiding en geïntegreerde maatschappelijke taakvervulling.

### 1. Bosbehoud kwalitatief

Bosbehoud kwalitatief betekent zowel het behoud van de ecologische kwaliteit en vitaliteit van bossen als het behoud van de maatschappelijke functies van het bos. Door de algemene achteruitgang van de kwaliteit van het leefmilieu komt de stabiliteit van het boscosysteem in het gedrang. Het verlies aan biodiversiteit dat hierdoor kan ontstaan, moet vanuit internationaal perspectief ten allen prijzen vermeden worden. De specifieke Vlaamse uitgangssituatie, met een lage bosindex, een sterke versnipperingsgraad, een onevenwichtige bosverdeling en een hoge milieubevolking, zijn sterk bepalend voor de invulling van dit sleutelbegrip. In een sterk verstedelijkt gewest zoals Vlaanderen, hebben externe factoren bovendien een bepalende invloed op het bos en op het te voeren beleid en beheer.

Het huidige bosbeleid streeft naar een verbetering van de kwaliteit van de bossen, met een evenwicht tussen de maatschappelijke functies van het bos enerzijds en de maximale ontwikkeling en instandhouding van het boscosysteem anderzijds.

### 2. Bosuitbreiding

Het huidig bosareaal in Vlaanderen schiet te kort om alle functies op een duurzame manier te vervullen. Niet alleen is de bosindex te laag, ook de spreiding van de bossen is onevenwichtig. De sterke versnippering en het beperkte aantal opengeestelde bossen, werkt de lokale behoefte aan bosuitbreiding vanuit

---

<sup>14</sup> Bevat landbouwgrond, woonuitbreidingszone, natuurgebied, KMO-zones

sociaalrecreatief oogpunt in de hand. Ook vanuit natuurbehouds- en milieuoverwegingen is bosuitbreiding noodzakelijk. Bossen zijn bouwstenen van de natuurlijke structuur in het algemeen en van de bosstructuur in het bijzonder. Op internationaal vlak wordt aangedrongen op het behoud en de uitbreiding van bossen omwille van het behoud van biodiversiteit en het bestrijden van de opwarming van de aarde.

Bosaanplantingen die schade zouden kunnen toebrengen aan de biodiversiteit of de habitats zijn echter verboden.

### 3. Geïntegreerde maatschappelijke taakvervulling

Het leggen van accenten vanuit een gebiedgerichte aanpak van het bosbeleid en -beheer vereist een afweging en toetsing ten opzichte van alle bosfuncties. Deze keuze voor een gebiedsgericht beleid is zeker niet strijdig met het algemene streven naar een multifunctioneel bosbeheer op Vlaams niveau. Door lokale accenten te leggen, kan de bijdrage van bossen aan de verfraaiing en kwalitatieve verbetering van het leefmilieu gemaximaliseerd worden.

Een grotere betrokkenheid en responsabilisering van de doelgroepen van het bosbeheer is onontbeerlijk daar het duurzame resultaten garandeert. Het bosbeheer wil hiertoe komen door een participatorische aanpak.

Op deze manier kan een reële bijdrage geleverd worden tot een verruiming van het draagvlak en wordt een gedragen bosbeleid en -beheer mogelijk.

In het kader van de benadeelde gebieden werden in Vlaanderen de percelen gelegen in de kwetsbare zone natuur (natuurgebied, natuurontwikkelingsgebied, natuurreservaten en bosgebied) aangeduid. In deze gebieden geldt in principe een bemestingsbeperking conform het standstillbeginsel (decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen, art 15 ter).

Op basis van gegevens productiejaar 2005<sup>15</sup> betreft dit volgende arealen:

- het areaal van de kwetsbare zones natuur bedraagt 13065,08 ha. Hiervan ligt er 5969,89 ha in Natura 2000-gebied (= 45,69 %). Deze arealen zijn inclusief de percelen van geregistreerde natuurverenigingen en openbare besturen, het gaat dus niet enkel over percelen van landbouwers.
- wanneer enkel de percelen van landbouwers in rekening gebracht worden, dan bedraagt het areaal ‘kwetsbare zone natuur’ 11.480,62 Ha, waarvan 4.616,21 ha in NATURA 2000

Naast de natuurwaarde heeft het platteland ook een belangrijke landschappelijke waarde. Visuele vervuiling roept steeds meer maatschappelijke weerstand op.

Zo is ook de sterke groei in de paardenhouderij in het landschap duidelijk zichtbaar. Daarom wordt er vaak over “verpaarding” (horsification) of “verrommeling” van het landschap gesproken als men over de negatieve kanten van deze ontwikkeling spreekt. Niet zozeer de toename van het aantal paarden wordt negatief gewaardeerd, maar wel de impact van bijbehorende voorzieningen. Voorbeelden zijn oefenterreinen, lichtmasten, weilandjes met witte linten, containers als schuilhok of andersoortige bouwwerken die als stal moeten dienen.

---

<sup>15</sup> Mestbank

In Vlaanderen zijn naar schatting ongeveer 200.000 personen, beroepsmatig en/of vrijwillig, actief bezig met paarden. Deze paarden worden gehouden op heel verschillende typen bedrijven, zowel bij professionelen (maneges, fokkerijen, hengstenhouderijen, paardenmelkerijen,...), bij landbouwers die door het ontwikkelen van een pensionstalling neveninkomsten pogen te generen, alsook bij duizenden (hobby)particulieren.

## II.7 SOCIALE VOORZIENINGEN OP HET PLATTELAND

VRIND 2005 stelt dat -op basis van zijn gemaakte indeling van het platteland- dat het profiel van plattelandsgemeenten en hun inwoners nauwelijks afwijkt van de gemiddelde Vlaamse gemeente. Wel tellen plattelandsgemeenten proportioneel minder alleenstaanden en is extreme armoede er minder uitgesproken. Dat laatste blijkt vooral een stedelijk fenomeen. Naar voorzieningen (basismobiliteit, rusthuizen, gezinszorg, artsen) toe scoren de meeste plattelandsgemeenten relatief goed.

Gebiedsgericht onderzoek wijst evenwel uit dat de relatief goede scores op gemeentelijk niveau moeten gerelativeerd worden. Specifieke problemen van bepaalde doelgroepen in kleine kernen en dorpen blijven op gemeentelijk niveau onzichtbaar en verdienen dus de nodige aandacht.

Bovendien zorgt de evolutie waarbij de relatie stad-platteland als het ware een continuüm vormen, ook voor een aantal bedreigingen van omgevingskwaliteiten in een gebied dat meer en meer door multifunctionaliteit wordt gekenmerkt en ook de identiteit van het nog resterende platteland dreigt verloren te gaan. Alhoewel de nieuwe stad-platteland relatie in Vlaanderen onomkeerbaar is, maakt dit bijsturing noodzakelijk op diverse hoofdlijnen. Meer aandacht voor gebiedskwaliteiten en leefbaarheidsaspecten zal het platteland ook aantrekkelijker maken als investeringsomgeving voor nieuwe activiteiten die een meerwaarde kunnen betekenen voor het platteland.

Recreatiemogelijkheden kunnen een bijdrage leveren aan de leefbaarheid in het buitengebied. Uit het VRIND rapport blijkt dat het buitengebied goed scoort op vlak van aantal sport- en recreatieterreinen, hoewel de groei er niet zo sterk uitgesproken is als in meer verstedelijkte gebieden (VRIND, 2004/2005).

De paardenhouderij neemt een toenemend belang in op gebied van recreatie. Naast het louter recreatieve en sportieve worden paarden ook steeds vaker ingeschakeld als therapie voor personen met een handicap of met sociale moeilijkheden (hippotherapie, orthopedagogisch paardrijden, zorgboerderijen, ...).

Op vlak van demografie scoort het buitengebied ook goed, daar het minder geconfronteerd wordt met veroudering, ontgroening en gezinsverdunning. Het platteland kent bovendien een instroom van stedelingen die rust opzoeken, maar weinig verbonden zijn met de oorspronkelijke gemeenschap en zich soms onverdraagzaam tonen, o.a. naar de landbouw toe (geur, geluidshinder, ...) (Van Huylenbroeck et al., 2005<sup>16</sup>).

---

<sup>16</sup> Van Huylenbroeck, G., Van Hecke, E., Meert, H., Vandermeulen, V., Verspecht, A., Vernimmen, T., Boulanger, A. & Luyten, S (2005). Overlevingsstrategieën voor een multifunctionele landbouw in een verstedelijkte omgeving. Eindrapport, PODO II project, 148 p.

Op vlak van **huisvesting** in het buitengebied valt de sterke prijsstijging op van bouwgrond en woningen en de toename van het aantal appartementen (totale oppervlakte verviervoudigd) waarvan de prijs het sterkst gestegen is tot een waarde die hoger ligt dan het Vlaamse gemiddelde (VRIND, 2004/2005). Een mogelijke verklaring voor de stijgende woonprijzen is de migratiestroom van rijkere stedelingen (Vandenbussche, 1998). Het Vlaamse buitengebied scoort echter het slechtst op het vlak van aanbod van sociale huurwoningen dat veel te laag is in vergelijking met het aantal kandidaat-huurders. Hoewel de plattelandswoningen doorgaans groter zijn, is hun kwaliteit dikwijls ondermaats. Dit geldt enkel in de plattelandsgemeenten en niet in het overgangsgebied (VRIND, 2004/2005).

Uit de cijfers blijkt dat **armoede** minder aanwezig is in het buitengebied: er zijn relatief minder leefloners en het aantal geboortes in kansarme gezinnen ligt ruim onder het Vlaamse gemiddelde. Er dient echter wel gewezen te worden op de verdoken armoede, die niet kan afgelezen worden uit cijfers, maar dikwijls aangehaald wordt als een probleem (VRIND, 2004/2005).

Een andere belangrijke indicator voor de sociale, en ook wel economische, situatie op het platteland is het aandeel van de volwassen bevolking dat deelneemt aan een opleiding, m.a.w. het **levenslang leren** (LORBI-35). Tabel 25 geeft dit weer voor heel Vlaanderen en splitst ook op naar leeftijdsgroepen, onderwijsniveau, arbeidsmarktpositie en geslacht. Uit de tabel blijkt dat Vlaanderen beter scoort dan het EU gemiddelde, uitgezonderd binnen een aantal categorieën bvb. de niet-beroepsactieve volwassenen.

In het buitengebied zijn meer mensen aangesloten bij een **vereniging**, en ook het actieve lidmaatschap ligt boven het Vlaamse gemiddelde. Het gemiddeld aantal vrienden is wel kleiner dan het Vlaamse gemiddelde, maar in het buitengebied kan men duidelijk meer beroep doen op ouders en kinderen (VRIND, 2004/2005).

In 2004 viel 5% van de Vlaamse bevolking in het gebied van een LAG, Local Action Group, waaronder in Vlaanderen gebieden van het Meetjesland, Kempen, Midden-Maasland, Brugs-Ommeland en Pajottenland vallen (LORBI-31).

*Tabel 25.Aandeel van de bevolking (25-64 jaar) dat deelneemt aan opleiding naar leeftijd, onderwijsniveau, arbeidsmarktpositie en geslacht (Vlaams Gewest, EU-25; 2004; referentieperiode van vier weken; jaargemiddelde)*

(%)	Vlaams Gewest	EU-25
25-39 jaar	12,9	13,4
40-49 jaar	10,2	8,6
50-64 jaar	6	5,1
Laaggeschoold	3,9	2,6
Middengeschoold	8,6	9,6
Hooggeschoold	18	18,4
Werkend	11,4	10,4
Werkzoekend	12,6	7,2
Niet-beroepsactief	5,2	6,9
Vrouw	9,7	10,1
Man	9,9	8,6
<b>Totaal</b>	<b>9,8</b>	<b>9,4</b>

Bron: Eurostat LFS, NIS EAK (Bewerking Steunpunt WAV), via NIS

Qua **voorzieningen** kan gezegd worden dat het buitengebied goed scoort op vlak van basismobiliteit, beschikbare plaatsen in rusthuizen en serviceflats, gezinszorg en huisartsendichtheid. Het cultuuraanbod in het buitengebied is echter ondermaats (VRIND, 2004/2005). Vandebussche (1998) maakte gewag van een dalend aantal contactpunten voor dienstverlening op het platteland door rationalisering en schaalvergrotting, en een hoge drempel hiervoor door de kleinschaligheid van de lokale gemeenschap. Meert (2003)<sup>17</sup> geeft in zijn studie over mobiliteit op het platteland aan dat dit een groot probleem vormt voor verschillende plattelandsgemeenten die slecht ontsloten zijn (slechte infrastructuur, beperkt aanbod aan openbaar vervoer). In meer dan 45.000 huishoudens op het Vlaamse platteland is minstens één volwassene vervoersarm, waardoor ze niet meer op een volwaardige manier kunnen deelnemen aan het maatschappelijk leven. Ondertussen echter hebben toegenomen inspanningen van de Lijn gezorgd voor een verbetering op dit vlak (o.a. belbussen).

In 2007 had 65% van de Vlaamse huishoudens een **internetaansluiting**. Van 2005 tot 2007 steeg het aandeel huishoudens met breedband in Vlaanderen van 46 % naar 61 %. Verwacht wordt dat deze stijging zich verder doorzet. Vlaanderen hoort met zijn vierde plaats in de EU27 tot de Europese top voor de breedbandpenetratie (VRIND 2008). Vlaanderen heeft een 100% bedekkingsgraad voor breedband (IDATE, “Broadband Coverage in Europe 2008”). Dit betekent dat ook het volledige platteland ontsloten is.

De bewoners van het buitengebied zijn tenslotte ook meer **tevreden** over hun woon- en leefomgeving dan de gemiddelde Vlaming.

---

<sup>17</sup> Meert, H., Bourgeois, M., Van Hoof, K. en Asperges, T., 2003. Immobiel op het platteland. Omrent rurale vervoersarmoeide in Vlaanderen. Koning Boudewijn Stichting, Brussel.

## **II.8 SAMENVATTING**

Vlaanderen heeft een dicht wegennet, een hoge bevolkingsdichtheid en een sterk verspreide bebouwing. Het is een welvarende regio, centraal gelegen in Europa en op een knooppunt van transportassen. In feite is het, in vrij extreme vorm, een toonbeeld van de ruimtelijke metropolyne en peri-urbane ontwikkelingen in West-Europa. Niet tegenstaande de hoge bevolkingsdichtheid, beschikt Vlaanderen nog over heel wat open ruimte. De totale oppervlakte van Vlaanderen is immers nog voor geen  $\frac{1}{4}$  bebouwd. Ongeveer 76% of 1.029.204 ha was onbebouwde oppervlakte in 2003. Kenmerkend is wel dat die open ruimte in Vlaanderen sterk versnipperd voorkomt. De Vlaamse landbouw heeft als grootste open ruimte gebruiker een belangrijke rol in de instandhouding en het beheer van die open ruimten.

Een eenduidige begrenzing van het Vlaamse platteland bestaat niet. Naargelang het uitgangspunt (morfologisch, sociaal-economisch, functioneel...) en doelstelling (behouden open ruimte, mobiliteits- en verzorgingsbeleid, toepassingsgebied van beleidsinstrumenten,...) kunnen verschillende opsplitsingen worden gemaakt. Het eenvoudig en internationaal erkend OESO-criterium van 150 inwoners per km<sup>2</sup> is niet toepasbaar voor een beschrijving van het Vlaamse platteland. Bij het gebruik van het criterium zouden slechts 22 van de 308 gemeenten als platteland kunnen beschouwd worden. Die 22 gemeenten maken 156.852 ha uit, of 12% van de Vlaamse oppervlakte uit. Dit is echter tegenstrijdig met de lokale perceptie van de werkelijkheid. Immers, alleen al de oppervlakte cultuurgrond in Vlaanderen bedraagt 633.769 ha, omgerekend bijna 47% van de totale Vlaamse oppervlakte.

Historische en demografische randvoorwaarden hebben Vlaanderen doen evolueren naar een land- en tuinbouw met een vrij intensief gebruik van productiefactoren, waarbij grond, arbeid, kapitaal maar vooral kennis en bestendige innovatie belangrijk werden. De land- en tuinbouwbedrijven in Vlaanderen boeken samen een productiewaarde of omzet die schommelt rond de € 4,60 miljard (gemiddelde 1997-2001). Dat is 1,9 procent van de landbouwproductie van de EU.

Met 0,47 procent van het areaal en 0,56 procent van de bedrijven 1,9 procent van de productie realiseren, wijst op een hoogproductieve, intensieve land- en tuinbouw. De intensieve productie van de Vlaamse landbouw leidt tot hoge opbrengsten per ha. Veehouderij en tuinbouw werken dat in de hand. Omgerekend per hectare komt dit voor Vlaanderen neer op een toegevoegde waarde van ongeveer € 2.500 en dat is nagenoeg 2,5 maal het Europese gemiddelde. Met die erg hoge toegevoegde waarde zit Vlaanderen samen met Nederland, dat trouwens nog de helft hoger scoort, aan de Europese top van de productie-intensiteit.

Ook al bezit de Vlaamse landbouw een concurrentiele positie op de markt, er moet blijvend geïnvesteerd worden om deze positie te kunnen behouden. Bovendien blijkt dat niettegenstaande deze intensieve productie en hoge toegevoegde waarde, het gemiddelde landbouwinkomen (exclusief de tuinbouw) per arbeidseenheid voor 2003 nog steeds maar ongeveer 67% van het vergelijkbaar inkomen van loon- en weddentrekende in het geheel van de economie.

Ook het aantal landbouwers loopt terug. Volgens de landbouwtelling 2005 zijn er 66.950 personen regelmatig tewerkgesteld op de bedrijven met landbouwproductie. In navolging van de dalende tendens bij het aantal bedrijven is ook het aantal regelmatig tewerkgestelde personen gedaald.

Door de intensieve landbouwproductie is sinds de tweede helft van de vorige eeuw ook de druk op het milieu toegenomen via vermeting, verzuring, waterkwaliteit en erosie. De nitraatproblematiek die in Vlaanderen heel preair is, zal via het nieuw Mestdecreet aangepakt worden.

In het kader van de algemene verbetering van het bestaan op het platteland is uit de omgevingsanalysen gebleken dat alhoewel het platteland in Vlaanderen over het algemeen niet achtergesteld is ten opzichte van de stedelijke gebieden, er wel gebiedsspecifieke problemen aanwezig zijn. De verstedelijkingsdruk in Vlaanderen leidt zowel tot een kwantitatieve als kwalitatieve aantasting van het landelijke karakter en de structuur en werking van het platteland, en dit resulteert ook in een verlies aan streekidentiteit.

## **III STRATEGIE**

### **III.1 VISIE**

Het Vlaamse platteland wordt getypeerd door een goede leefbaarheid voor alle actoren in een sterk verstedelijkte omgeving met een multifunctioneel ruimtegebruik waarin de landbouw een belangrijke open ruimte gebruiker en een belangrijke kracht is.

Door duurzaam te investeren in de verschillende functies van het platteland wordt de positie en de betekenis van het platteland versterkt en worden ook nieuwe kansen gecreëerd voor de structuur- en identiteitsbepalende functies van het platteland (duurzame land- en tuinbouw, landelijk erfgoed, milieu, bos, natuur, landschap, ...).

De Vlaamse landbouw produceert kwaliteitsvolle producten op een duurzame wijze, zo onder meer door de verdere omschakeling naar duurzame landbouw, waaronder biologische landbouw, gebruikt hernieuwbare grondstoffen, streeft naar een maximale instandhouding van de biodiversiteit en is economisch leefbaar. We erkennen en ondersteunen het professionalisme binnen de landbouw. De Vlaamse landbouw opereert als één van de multifunctionele spelers op het platteland en beoogt samenwerking met alle partners.

### **III.2 MISSIE**

Het Programma voor Plattelandsontwikkeling is een instrument dat door de Vlaamse Regering wordt gebruikt om bovenstaande visie te realiseren. Voor de uitvoering van het plattelandsbeleid vormt dit tweede Programma voor Plattelandsontwikkeling een belangrijk instrument. Daarom dient dit Programma voor Plattelandsontwikkeling dan ook in aanzienlijke mate bij te dragen tot de doelstellingen van het plattelandsbeleid, zoals vermeld in het regeerakkoord.

Volgende elementen dragen bij tot de realisatie van de visie.

1. Maximaal inspelen op de sterktes en opportuniteiten van landbouw op vlak van:

- Economische levensvatbaarheid door:
  - de bestaande landbouwstructuur en zijn omkadering verder bij te sturen richting duurzaamheid door gepaste ruimtelijke en structurele organisatie te ondersteunen
  - een stimulerend beleid te voeren voor alle schakels uit de keten en voor alle vormen van samenwerkingsverbanden
  - het kwaliteitsdenken te bevorderen met oog voor innovatieve producten en productieprocessen
- Sociale aanvaarbaarheid door:
  - verder te bouwen aan een positief imago onder meer door de verdere omschakeling naar duurzame landbouw

- Multifunctionaliteit door:
  - het realiseren van groene<sup>18</sup>, blauwe<sup>19</sup>, rode<sup>20</sup> en gele<sup>21</sup> diensten
  - het inzetten van onder meer nieuwe vormen van minder milieubelastende energie, kwaliteitsvolle hoevegebouwen en erven i.f.v. de diversificatie van de landbouwactiviteiten,

2. Het realiseren van een maximale interne en externe coherentie.

Inzake interne coherentie is het belangrijk een onderlinge coherentie van de doelstellingen en maatregelen binnen het programma voor plattelandsontwikkeling na te streven. Daarbij zal toegezien worden op de complementariteit van de maatregelen over de assen heen. De bijdrage aan ecologische doelstellingen zal gebeuren door integratie in alle assen waar dit relevant is. Een vlotte communicatie en goede samenwerking bewerkstelligen een maximale coherentie binnen landbouw (mogelijke synergie met 1<sup>ste</sup> pijlerbeleid van het GLB en met andere Vlaamse beleidsinitiatieven inzake landbouw) en tussen landbouw en andere beleidsdomeinen en -initiatieven.

- 3. Een optimale invulling van de maatregelen die geboden worden via het Europees kader voor plattelandsontwikkeling en de realisatie van een vlotte overgang naar het nieuwe PDPO met oog voor aangegane engagementen vanuit het programma voor plattelandsontwikkeling 2000-2006.
- 4. Het bijdragen tot de doelstellingen die beoogd worden met de Health Check van PDPO II. In Vlaanderen wordt voornamelijk gefocust op het tegengaan van de klimaatverandering, het aanmoedigen van het gebruik van hernieuwbare energie, het instandhouden of verhogen van de biodiversiteit, een goed beheer van water van goede kwaliteit en de herstructurering van de zuivelsector.
- 5. Bewustwording van de maatschappij voor het behoud van een leefbaar platteland met als streefdoel maatschappij en landbouw elkaars meerwaarde te laten erkennen en valideren.
- 6. Het verhogen van de leef- en omgevingskwaliteiten voor alle plattelandsbewoners door bv.:
  - tewerkstellingsinitiatieven; ondernemerschap op het platteland en sociale dienstverlening voor specifieke en kwetsbare doelgroepen te stimuleren
  - investeringen in de gebiedsspecifieke kwaliteiten of potenties van de regio's uit te voeren (ecologisch, landschappelijk, economisch en sociaal)
  - de eigenheid van het platteland te stimuleren om toeristische en recreatieve mogelijkheden te bevorderen

---

<sup>18</sup> Groene diensten: Groene diensten zijn maatregelen die de landbouw realiseert ter bevordering milieu- en natuurdoelstellingen en die verder gaan dan de basiskwaliteit voor natuur en milieu

<sup>19</sup> Blauwe diensten zijn maatregelen die de landbouw realiseert ter bevordering van doelstellingen inzake integraal waterbeleid en die verder gaan dan de basiskwaliteit voor natuur en milieu

<sup>20</sup> Rode diensten zijn diensten die de landbouw realiseert ter bevordering van het energiedoelstellingen

<sup>21</sup> Gele diensten zijn diensten die de landbouw realiseert ter bevordering van zorgdoelstellingen

7. Maximaal inspelen op het behoud en de versterking van de werkgelegenheid op het platteland en de verbreding van de plattelandseconomie (vooral door diversificatie van de landbouwactiviteiten).

### **III.3 DE VLAAMSE PRIORITEITEN**

Uit de omgevingsanalyse blijkt dat ondanks de intensieve productie en hoge toegevoegde waarde de land- en tuinbouw sector nog steeds te kampen heeft met grote achterstand op het vlak van arbeidsinkomen ten aanzien van vergelijkbare arbeidsinkomens. Om hieraan een stuk tegemoet te komen kan via het plan voor plattelandsontwikkeling een stimulerend beleid worden gevoerd waarbij men de land- en tuinbouwers aanmoedigt om verder te gaan in de ontwikkeling van innovatieve producten – en productieprocessen. Dit ligt immers in het verlengde van de doelstellingen van de verordening (nr. 1698/2005), met name een plattelandontwikkelingsbeleid uit te werken om de eerste pijler van het gemeenschappelijk landbouwbeleid te begeleiden en waar nodig te kunnen aanvullen. Dit kan onder meer gerealiseerd worden via steun voor structurele investeringen voor de landbouwer die een landbouwbedrijf exploiteert waarvan kan worden aangetoond dat het levensvatbaar is en dat het voldoet aan minimumnormen op het gebied van leefmilieu, hygiëne en dierenwelzijn en waar de productie zo georganiseerd wordt dat een positief resultaat gerealiseerd wordt t.o.v. deze minimumnormen. Hierbij wordt onder meer gedacht aan de concurrentiële plaats die de Vlaamse land- en tuinbouwsector moet innemen om blijvend een rol te kunnen spelen in de steeds sterker geliberaliseerde marktomgeving. Ook al bezit de Vlaamse landbouw een concurrentiële positie op de markt, er moet blijvend geïnvesteerd worden om deze positie te kunnen behouden. Er zal zeker aandacht zijn om via structurele aanpassingen mee te werken aan het oplossen van de ecologische en klimaatproblemen. Een essentieel element om de doelstelling van concurrentiekraft verbetering te bereiken is om de jonge landbouwers die mee de kar trekken van de innovatieve en competitieve Vlaamse landbouw voldoende te ondersteunen opdat zij nog slagkrachtiger worden. De steun voor investeringen wordt net zoals in de huidige periode ook gedifferentieerd. D.w.z. hoe milieuvriendelijker en/of innovatiever hoe hoger de steun zal zijn.

Door het intensieve karakter van de Vlaamse landbouw is de energiebehoefte zeer groot. Steun aan investeringen die de energiebehoefte doen dalen of die de benodigde energie uit alternatieve, hernieuwbare bronnen halen, is dus essentieel.

Vlaanderen bezit ook weinig andere instrumenten om direct in te spelen op de economische slagkracht van de landbouwsector. Fiscaliteit bv. is een instrument dat hiervoor ook zou kunnen gebruikt worden maar dat slechts in beperkte mate behoort tot de regionale bevoegdheden.

Opleiding, vervolmaking en advisering zijn in het huidig Vlaams programma voor plattelandsontwikkeling reeds een belangrijk middel om de concurrentiekraft van onze landbouwondernemers te doen toenemen en dit zal ook een belangrijke pijler blijven in ons toekomstig beleid.

Hierbij wordt ook direct aansluiting gevonden bij het Europese Strategisch Richtsnoer 1 waar men stelt dat de middelen in as 1 bestemd zijn voor de bevordering van een sterke en dynamische Europese agrovoedingssector.

De doelstelling inzake milieu- en natuurverbetering is een doelstelling die zich niet enkel beperkt tot As 2 maar waar mogelijk ook dient geïntegreerd te worden in de andere assen. Het is ook evident dat deze doelstelling niet enkel kan bereikt worden via het programma voor

plattelandsontwikkeling. De Europese prioriteiten biodiversiteit, water en klimaatsverandering (Strategisch Richtsnoer 2) zijn elementen die eveneens aan bod komen in het Vlaams en Belgisch milieubeleid (zie ook hoofdstuk V). Het programma voor plattelandsontwikkeling zal zich net als in de vorige periode voornamelijk toespitsen voor wat betreft de invulling van As 2 op agro-milieumaatregelen. De doelstellingen van het pakket aan maatregelen dat zal worden aangeboden is vrij breed. Hoofdzakelijk zullen zij zich toespitsen op het stimuleren van de uitvoering van duurzame landbouwtechnieken, waterkwaliteit en biodiversiteit. Maatregelen die inspelen op klimaatsverandering, waterbeheer, biodiversiteit en de herstructurering van de zuivelsector krijgen - in het kader van de Health Check- extra aandacht.

De nitraatproblematiek die in Vlaanderen heel precar is, wordt via het nieuw Mestdecreet (REFERENTIE) aangepakt. In het programma voor plattelandsontwikkeling zal hierop worden ingespeeld via As 1 en As 2 bv. door steun aan investeringen in de landbouw die dit verder ondersteunen. Ook via opleiding en kennisoverdracht is er in het programma een rol weggelegd om deze problematiek aan te pakken. Bij de uitwerking van de agromilieumaatregelen zal er steeds worden op toegezien dat men maatregelen neemt die verder gaan dan de wettelijke vastgelegde normen en zo dus enkel landbouwers ondersteunt die acties ondernemen om nog extra inspanningen te leveren.

Bebossing en compenserende betalingen voor gebieden met milieukundige beperkingen maken ook onderdeel uit van de doelstellingen voor milieu- en natuurverbetering evenals de consolidering van de bijdrage van de biologische landbouw.

Onder de doelstelling verbetering en bevordering van diversificatie zal het programma een stimulans zijn voor die landbouwers die de uitdaging willen aangaan om via een multifunctionele en gediversifieerde landbouw een inkomen te vergaren.

In het kader van de algemene verbetering van het bestaan op het platteland is uit de omgevingsanalyse gebleken dat alhoewel het platteland in Vlaanderen over het algemeen niet achtergesteld is ten opzichte van de stedelijke gebieden, er wel gebiedsspecifieke problemen aanwezig zijn. De verstedelijgingsdruk in Vlaanderen leidt zowel tot een kwantitatieve als kwalitatieve aantasting van het landelijke karakter en de structuur en werking van het platteland, en dit resulteert ook in een verlies aan streekidentiteit. Er is dus ook in Vlaanderen aandacht nodig voor de verdere ontwikkeling en instandhouding van een kwalitatief hoogstaand platteland met oog voor een versterking van de identiteit van dat platteland en zijn bewoners, voor kwetsbare doelgroepen en voor het aantrekken van nieuwe economieën, waaronder toerisme en recreatie.

Hierbij wordt de link gelegd met de Europese prioriteit voor deze as als zijnde het scheppen van werkgelegenheid en groeivoorwaarden. Voor Vlaanderen zal het vooral een zaak zijn om de randvoorwaarden voor de multisectorale samenleving op het platteland verder positief te laten ontwikkelen.

Via de toepassing van de Leader-methode worden lokale actoren gestimuleerd om actief mee te werken aan de uitwerking en de realisatie van een ontwikkelingsstrategie voor hun eigen regio. Een bottum-upbenadering om gebiedsgericht te werken, wat reeds binnen Leader+ werd toegepast, wordt binnen de Leader-as verder ontwikkeld. Hierbij wordt gestreefd naar een geïntegreerde, sectoroverschrijdende samenwerking, waarbij de ontwikkeling van het gebied, innovatie en verbetering van het lokaal bestuur een belangrijke rol spelen. Binnen Vlaanderen zal via Leader-as enkel gewerkt worden rond initiatieven en maatregelen die kaderen binnen de doelstellingen van As 3.

Op die manier wordt bijgedragen tot de realisatie van de Europese prioriteit voor deze as, ontwikkeling van de plaatselijke capaciteit voor werkgelegenheid en diversificatie.

Vlaanderen schaart zich op deze wijze achter de communautaire prioriteiten, maar legt hier wel eigen accenten. Bijkomende Vlaamse prioriteiten worden niet geformuleerd. Uit de keuze van de prioriteiten is ook duidelijk af te leiden dat de nadruk vooral zal liggen op maatregelen die een stimulans zijn voor de structurele en ecologische problemen waarmee het platteland en de land- en tuinbouw in het bijzonder geconfronteerd worden. Daarnaast zal Vlaanderen over de diverse bevoegdheden heen nog meer aandacht geven aan de uitvoering van een sterk horizontaal plattelandsbeleid gericht naar alle actoren op het platteland. Tevens kunnen, gelet op de beperktere EU-middelen, niet alle verder uitgewerkte strategische doelstellingen even sterk omgezet worden in concrete maatregelen met EU-cofinanciering. Belangrijk is dat de maatregelen controleerbaar, efficiënt, effectief en resultaatgericht moeten zijn. De strategische doelstellingen in hoofdstuk IV zijn geïnspireerd op de prioriteiten die hierboven zijn aangegeven en zijn dus gelinkt aan de communautaire strategische richtsnoeren uit het Besluit 2006/144/EG van de Raad. De strategische doelstellingen van de assen in het volgende hoofdstuk zijn gerangschikt in volgorde van aflopend belang per as.

Vlaanderen is van mening dat cofinanciering vanuit de Europese Unie voor de maatregelen die worden voorgesteld in het Vlaams Programma voor Plattelandsontwikkeling niet enkel zinvol, maar ook van essentieel belang is. Landbouw is bij uitstek een communautair beleidsterrein. De eisen en verwachtingen voor de landbouwers die zijn vastgesteld in het nieuwe markt- en inkomensbeleid moeten deels worden opgevangen via dit programma en het lijkt ons belangrijk dat het signaal wordt gegeven dat de Europese Unie hierbij ondersteuning zal geven. Dit geldt natuurlijk ook voor het Communautair leefmilieubeleid dat ook bijkomende eisen oplegt aan de land- en tuinbouw. Vandaar ook het belang dat gehecht wordt aan As 1 waarbij de concurrentiekracht van de land- en tuinbouw wordt ondersteund.

De meerwaarde van gecofinancierde maatregelen ligt ook in het feit dat er een groter aanbod kan gedaan worden naar de primaire sector toe van elementen die van essentieel belang zijn voor het verder ontwikkelen van een duurzame en goed gestructureerde landbouw in Vlaanderen. Het versnelt ook het proces van opname van de nieuwe vereisten of van de verwachtingen die de maatschappij heeft ten aanzien van bepaalde aspecten zoals milieu, landschapswaarde, energievoorziening ed.

Voor As 3 en 4 waarbij in Vlaanderen voornamelijk via een gebiedsgerichte aanpak zal worden gewerkt is het belang van EU-cofinanciering het geven van een ‘incentive’ om bepaalde projecten te ontwikkelen. De bijdrage van de EU in de totale projectsteun zal niet zo hoog zijn, maar het is wel een middel om mensen tot participatie te bewegen.

De beslissing van de Europese Top in december 2005 heeft grote gevolgen voor de totale Belgische enveloppe voor de periode 2007-2013. De reductie van de beschikbare Europese co-financieringsmiddelen bemoeilijkt de uitvoering van de Europese strategie. De zogenaamde modulatiemiddelen<sup>22</sup> die als gevolg van de hervorming van het GLB in 2003 bijkomend zullen worden toegewezen aan de programma's voor plattelandsontwikkeling kunnen de inkrimping van de Europese middelen slechts ten dele compenseren. Dit heeft tot gevolg dat een continuering van het huidige Vlaams programma voor plattelandsontwikkeling, dat toch reeds zijn vruchten heeft afgeworpen, in het gedrang komt.

---

<sup>22</sup> Modulatie: afronding van de uitgekeerde steun aan landbouwers in het kader van de eerste pijler van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (het markt- en inkomensbeleid) ten voordele van de tweede pijler van het gemeenschappelijk landbouwbeleid (het plattelandsontwikkelingsbeleid); 80% van de binnen één lidstaat afgeroomde middelen uit de eerste pijler worden toegewezen aan de programma's voor plattelandsontwikkeling van dezelfde lidstaat.

Er zal echter gestreefd worden naar een maximale continuering van het huidige PDPO 2000 – 2006 zonder daarbij de prioriteiten uit het oog te verliezen.

Bijkomend wordt het beschikbare budget voor cofinanciering ook zwaar belast met betalingen die nog moeten plaatsvinden in de periode 2007-2013 voor engagementen die zijn aangegaan tijdens de programmaperiode 2000-2006 en zelfs nog uit de periode 1994-1999. Vooral As 1 –verbetering van de concurrentiekracht van de land- en bosbouwsector- wordt op deze manier heel zwaar belast. Dit komt voornamelijk door het feit dat de maatregel investeringen in landbouwbedrijven en de maatregel vestiging van jonge landbouwers in de voorgaande periodes een uitwerking heeft gekend waarbij de steun een mix was van kapitaalpremies en rentesubsidies. De langetermijnafbetalingen van de rentesubsidies zorgen ervoor dat er dus een aanzienlijk aandeel van het budget voor de periode 2007-2013 zal gebruikt moeten worden om reeds gedane investeringen verder te ondersteunen. Het systeem van kapitalisatie zoals voorgesteld door de Europese commissie is zeker geen antwoord op deze problematiek van lasten van het verleden. Indien alle oude contracten zouden moeten gekapitaliseerd worden dan dienen quasi alle middelen die vorhanden zijn hieraan besteed te worden en is er geen ruimte meer om andere doelstellingen te volbrengen. Een eerste inschatting van de totale overheidssteun die nodig is om deze lasten te dragen geeft aan dat er voor de ganse periode 134 Meuro nodig is.

Ook voor As 2 – milieu – en landbeheer is er een zware last op het budget door contracten in het kader van agro-milieubetalingen die hun oorsprong vinden in de programmaperiode 2000-2006. Maar hierbij dient wel onderlijnd te worden dat alhoewel de contracten nog dateren van vóór 2007, er toch nog output gegeneerd wordt in de nieuwe periode die in overgrote mate mee een bijdrage zal leveren aan de realisatie van de betreffende doelstellingen. Inzake deze lasten wordt momenteel geraamd dat er 95 Meuro aan overheidssteun nodig is.

Ook voor As 3 is er door een aantal maatregelen een kleine last op het budget voor engagementen uit de periode 2000-2006. De totaal geraamde overheidssteun hiervoor bedraagt 7 Meuro. Dit alles heeft tot gevolg dat de cofinancieringspercentages van de verschillende assen zullen moeten aangepast worden aan de beschikbare Europese budgetten.

Voor een aantal maatregelen uit As 1 en As 2 betekent dit een gevoelige verlaging tov de cofinancieringspercentages uit de programmaperiode 2000-2006. Gelet op de geringere Europese middelen wordt ervoor geopteerd om maatregelen (of delen ervan) na uitputting van de EU-middelen via 100% topup verder uit te betalen. Randvoorwaarde hierbij zijn de budgettaire mogelijkheden van de diverse beleidsdomeinen die betrokken zijn bij dit programma. De eventuele keuze om bepaalde maatregelen via dit kanaal te financieren heeft op zich geen invloed op deze strategie.

#### De verdeling van de ELFPO-middelen over de assen is voor het reguliere programma:

As 1: 60,00 %

As 2: 25,00 %

As 3: 7,48 %

As 4: 5,52 %

Technische bijstand: 2,00%

Budgettair wordt in het Vlaamse PDPO het grootste gewicht gegeven aan As 1. Veel van de initiatieven die binnen deze as worden opgenomen, dragen echter ook rechtstreeks of onrechtstreeks bij tot de realisatie van de doelstellingen van As 2.

## **Vlaams Landbouwinvesteringsfonds (VLIF)**

### Steun aan investeringen ten gunste van het leefmilieu en dierenwelzijn

De VLIF-maatregelen met EU-medefinanciering situeren zich momenteel in As 1 (maatregelen 112: vestigingssteun en 121 : investeringssteun) en in As 3 (maatregel 311A: diversificatie).

De toekenning van investeringssteun is een algemene maatregel die een hele reeks investeringen omvat, ongeacht de finaliteit ervan. De grote doelstelling is het bevorderen van een leefbare, duurzame en milieuvriendelijke land- en tuinbouwsector.

Deze maatregel is organisatorisch in zijn geheel opgenomen in As 1 voor wat de periode 2007-2013 betreft niettegenstaande er inhoudelijk redenen waren om een deel ervan op te nemen in As 2 (agro-milieumaatregelen).

Niettegenstaande deze opgelegde indeling in PDPO II heeft het VLIF wel steeds aandacht gehad voor investeringen ten gunste van het leefmilieu en dierenwelzijn, en dit zal vanzelfsprekend zo blijven. Het VLIF steunt een gevarieerde reeks van allerlei investeringen, waaronder dus ook investeringen die rechtstreeks ten goede komen aan het leefmilieu, zoals :

- Ammoniakemissiearme stallen (dierenwelzijn, maar ook milieugericht, cfr. zure regen)
- Potstallen (stalmest is minder polluerend dan mengmest)
- Emissiearme mestspreiding en mestinjectie
- Energiebesparing
- Gasverwarming (minder vervuilend dan kolen- of stookolieverwarming)
- Geavanceerde spuitmachines (minder polluerend door de precisie-afstelling, vermindering van spuitdrift,...)
- Mechanische onkruidbestrijding (minder herbiciden nodig)
- Opvang/hergebruik van beregeningswater (minder oppervlaktewatervervuiling)
- Rationeel afvalbeheer
- Rookgasreiniging
- Waterzuiveringsinstallaties

De meeste van deze categorieën genieten zelfs van een verhoogd steunvolume van 30%, terwijl de basissteun 10% (materieel) of 20% bedraagt (gebouwen en inrichting).

Zelfs bepaalde "klassieke investeringen" komen onrechtstreeks ten goede aan het leefmilieu, zoals bijvoorbeeld de vervanging van een modernere, zuiniger tractor met minder uitlaatgassen dan een oud exemplaar.

Voor de VLIF-investeringssteun die toegekend is van 2004 t.e.m. 2006 is 23,73% van de gesubsidieerde bedragen specifiek milieu-gebonden (wat zelfs 41,91% van het steunvolume uitmaakt).

## **Health Check en Economisch Herstelplan**

Vlaanderen opteert ervoor om de extra middelen die voor de Health Check en het Economisch Herstelplan ter beschikking worden gesteld te gebruiken voor de economische ondersteuning van de land- en tuinbouw en de agrovoedingsector. De extra middelen worden gekoppeld aan de nieuwe uitdagingen die de Europese Commissie in het kader van de Health Check heeft naar voren geschoven: klimaat, water, hernieuwbare energie, biodiversiteit en herstructurering van de zuivelsector.

Van bij de start van het programma is gebleken dat door de lagere toekenning van Europese middelen dan oorspronkelijk voorzien, de druk vrij groot was op de Vlaamse begroting. Daarom wordt geopteerd om bij deze invulling vooral te focussen op bestaande maatregelen. Daarenboven bevinden we ons net in een periode van financiële en economische moeilijkheden die ook de landbouwsectoren zwaar treft. Dit heeft ook tot gevolg dat de operationalisering van de Health Check-maatregelen veel sneller zal verlopen.

Ook in As 2 wordt ingezet op bestaande maatregelen, maar er worden ook een beperkt aantal submaatregelen voorgesteld. In het bijzonder wordt aandacht besteed aan submaatregelen die de sector moeten begeleiden bij de recente verstrenging van het gewasbeschermingsbeleid op Europees niveau.

Dit is van belang voor de kwaliteit van het water en de biodiversiteit.

Inzake Economisch Herstel worden, gezien het Vlaamse grondgebied voor breedband een quasi volledige dekkingsgraad heeft, geen maatregelen met betrekking tot breedband voorzien.

Voor de maatregelen in het kader van de Health Check en het Economisch Herstelplan, is de verdeling van de ELFPO-middelen als volgt:

As 1: 39,00 %

As 2: 30,50 %

As 3: 30,50 %

De extra middelen zullen kaderen in de communautaire strategische richtsnoeren die volgens het besluit 2009/61/EG onder de “nieuwe uitdagingen” worden geschoven, zoals bijvoorbeeld de investeringsteun voor machines en materieel die energie en water besparen of agromilieumaatregelen voor de verbetering van de biodiversiteit.

In het kader van de nieuwe uitdagingen (klimaat, hernieuwbare energie, waterbeheer, biodiversiteit en herstructurering van de zuivelsector) worden volgende potentiële effecten zoals aangeven in bijlage II van VO 1698/2005 (bijlage VO 74/2009) beoogd:

- Vermindering van de uitstoot van koolstofdioxide (CO<sub>2</sub>) dankzij energiebesparing;
- Vermindering van de uitstoot van methaan (CH<sub>4</sub>) en stikstofoxide (N<sub>2</sub>O);
- Substitutie van fossiele brandstoffen;
- Bevorderen van efficiënter watergebruik en verbeteren van de wateropslagcapaciteit;
- Bescherming en verbetering van de waterkwaliteit;
- Vermindering doorsijpeling van verschillende stoffen, incl. fosfor, in het water;
- Instandhouding van hoogwaardige waterlichamen;
- Verbetering van het biotopennetwerk;
- Verminderde insleep van schadelijke stoffen in aangrenzende habitats;
- Instandhouding van beschermde fauna en flora
- Instandhouding van soortenrijke vegetatietypen,
- Bescherming en instandhouding grasland
- Verbetering van de concurrentiekracht van de zuivelsector

Door de extra middelen van de Health Check en het Economisch Herstelplan is er een verschuiving van de verdeling van de ELFPO-middelen over de verschillende assen.

De verdeling van de ELFPO-middelen voor het totale programma (regulier + Health Check + Economisch Herstelplan) is als volgt:

As 1: 57,59 %

As 2: 25,62 %

As 3: 10,15 %

As 4: 4,87 %

Technische bijstand: 1,77%

## **IV 1STRATEGISCHE DOELSTELLINGEN**

### **IV.1 HORIZONTALE STRATEGISCHE DOELSTELLINGEN**

- 1. Door een continue kennisuitwisseling en – opbouw binnen een keten die maximale transparantie en samenwerking nastreeft, verkrijgt het agrarisch ondernemerschap een sterkere positie in de keten .**

Het ondersteunen van het economisch weefsel van de land- en tuinbouw is een primaire doelstelling binnen het Vlaams plattelandsontwikkelingsprogramma. Het is daarbij belangrijk dat de agrarische ondernemer binnen de keten een volwaardige positie kan innemen. Samenwerking (horizontaal en/of verticaal) in de keten en continue kennisuitwisseling- en opbouw zijn hierbij sleutelelementen, maar deze kunnen maar maximaal worden benut als de keten transparant werkt (bv. inzake prijsvorming).

- 2. Het beheer van het PDPO waarborgt een optimale allocatie van middelen en maatregelen en maximale wederzijdse afstemming met andere Vlaamse beleidsinitiatieven.**

Het beheer van het programma heeft een grote impact op de uitvoering en de resultaten. Bijgevolg moet een optimale allocatie van de middelen en de maatregelen waarborgen dat de middelen zo doeltreffend en doelmatig mogelijk gebruikt worden. Daarvoor dient ook een wederzijdse afstemming te gebeuren met de andere Vlaamse beleidsinitiatieven op vlak van leefmilieu, ruimtelijke ordening en regionale ontwikkeling. Alle maatregelen van het programma inzake plattelandsontwikkeling moeten doelmatig zijn: een maximum aan resultaat met een minimum aan middelen. Eveneens wordt een extra inspanning ondernomen om de sterk toegenomen administratieve lasten te vereenvoudigen en te verminderen.

- 3. Het PDPO realiseert een aanzienlijke bijdrage aan de duurzame ontwikkeling van het platteland; met inbegrip van een duurzame ruimtelijke ontwikkeling.**

Dit programma voor plattelandsontwikkeling in uitvoering van Verordening 1698/2005 moet ook gezien worden in de bredere Vlaamse context van plattelandsontwikkeling. Binnen Vlaanderen streeft men naar een duurzame ontwikkeling van de Vlaamse plattelandsgebieden en dit door aandacht te besteden aan de verschillende functies die deze plattelandsgebieden kenmerken. De 3 dimensies van duurzame ontwikkeling worden hierbij gewaarborgd. Er wordt gewerkt aan een Vlaams plan voor plattelandsbeleid en dit zal de motor worden van de brede, duurzame ontwikkeling van het platteland. Thema's als tewerkstelling, mobiliteit, economie op het platteland, sociale cohesie e.d. worden meegenomen in deze discussie. Dit programma zal hier zeker toe bijdragen door de land- en bosbouw verder te stimuleren in hun duurzame ontwikkeling en door in te spelen op het bredere plattelandsgebeuren via As 3 en As 4.

Duurzame ontwikkeling omhelst ook de prioriteiten voor de Health Check (tegengaan van klimaatwijziging, gebruik hernieuwbare energie, instandhouding of verbetering biodiversiteit, ...).

De extra ELFPO-middelen die in het kader van de Health Check en het Economisch Herstelplan ter beschikking worden gesteld, zullen toegewezen worden aan de verschillende prioriteiten van de Health Check:

- **Klimaat**: ca. 8,5 miljoen euro (29 %)  
Bvb. maatregelen ter vermindering van de uitstoot van CO<sub>2</sub> (o.a. via As 1 - investeringsteun)
- **Waterbeheer**: ca. 7,2 miljoen euro (24 %)  
Bvb. maatregelen ter bescherming en verbetering van de waterkwaliteit (o.a. via As 2 – agromilieumaatregelen)
- **Hernieuwbare energie**: ca. 10,1 miljoen euro (34 %)  
Bvb. Maatregelen ter substitutie van fossiele brandstoffen (o.a. via As 3 - investeringsteun voor diversificatie van landbouwactiviteiten)
- **Herstructurering zuivelsector**: ca. 1,7 miljoen euro (6%)  
Bvb. maatregelen ter verbetering van de concurrentiekraft van de zuivelsector (o.a. via As 1 -investeringsteun)
- **Biodiversiteit** : ca. 2 miljoen euro (7 %)  
Bvb. Maatregelen ter instandhouding van beschermde fauna en flora (via As 2 – agromilieumaatregelen)

De vermelde bedragen zijn echter ramingen. De effectieve besteding is afhankelijk van de dossiers en betalingen die zullen binnenstromen. Bovendien wordt de inschatting bemoeilijkt omdat sommige maatregelen inspelen op meer dan één Health Check prioriteit.

#### **IV.2 STRATEGISCHE DOELSTELLINGEN AS 1: VERBETERING VAN HET CONCURRENTIEVERMOGEN VAN DE LAND- EN BOSBOUWSECTOR**

4. Door te investeren in ondermeer innovatie, kennis, ketenbeheer, structuurverbetering, kwaliteit en voldoen aan normen versterkt de concurrentiekraft van de Vlaamse land-, tuin- en bosbouwsector.

De Vlaamse land- en tuinbouw is in grote mate een sector van groeiende bedrijven die marktconform produceren in een internationale context. Maar om een volwaardige economische speler te blijven moet er heel wat geïnvesteerd worden en dit niet enkel in materiële zaken maar ook in kennis en in samenwerking. Stimulering en ondersteuning van de land- en tuinbouw zal een bijdrage leveren aan de Lissabon strategie en een versterking betekenen op het vlak van concurrentiekraft. Tegelijk zijn vele opleidingen gericht op duurzaamheid en dragen vele investeringen bij tot een verbetering van het waterbeheer (bvb. verminderen van nitraat in grond- en oppervlaktewater), het tegengaan van de klimaatwijziging (bvb. verminderen uitstoot broeikasgassen) of tot de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen..

5. De aanmoediging van de vestiging van jonge, goed opgeleide landbouwers draagt bij tot de continuïteit in de sector, tot innovatie en tot het verbeteren van de competitiviteit.

De jonge landbouwers zijn een bouwsteen voor ons huidig en toekomstig landbouwbeleid in Vlaanderen want zij zorgen voor continuïteit in de sector en ze zijn de drijvende kracht op vlak van innovatie. Het is dan ook belangrijk dat jonge landbouwers een gedegen

opleiding volgen en beroep kunnen doen op naschoolse vorming die hen verder helpt bij het uitbouwen van hun onderneming. Een globale aanpak voor het ondersteuningsbeleid ten behoeve van deze jonge ondernemers is dan ook nodig om hen voldoende slagkracht te bezorgen om hun concurrentievermogen en duurzaamheid te verbeteren.

6. Het stimuleren van duurzame investeringen in de, met de Vlaamse landbouw verankerde, agro-voedingssector versterkt de concurrentiekracht van de landbouw en de agro-voedingssector en verhoogt de tewerkstelling op het platteland.

De Vlaamse agro-voedingssector is historisch gelinkt met en gesitueerd nabij de Vlaamse land- en tuinbouw en is een troef die zeker verder dient uitgespeeld te worden indien men het economisch weefsel van de land- en tuinbouwsector wenst te verstevigen. Door deze sterke band met de primaire land- en tuinbouw, zullen duurzame investeringen in de agro-voedingssector en meer bepaald in de eerste verwerking van landbouwproducten, ook hun weerslag vinden in een versterking van de volledige keten. De ligging van de Vlaamse agro-voedingsbedrijven brengt bovendien met zich mee dat een ondersteuning ook een stimulans kan betekenen voor de tewerkstelling op het platteland.

Naar aanleiding van de Health Check en de economische situatie in 2009 wordt binnen het agrovoedingscomplex ook aandacht besteed aan de melkveesector.

7. Stimulering van verhoogde kwaliteit doet opportuniteiten ontstaan om zich te differentiëren ten opzichte van producten met een basiskwaliteit.

Om concurrentieel te blijven zal een deel van de Vlaamse landbouw moeten inspelen op de niche markt die zich richt op kwalitatief hoogstaande producten. De instapdrempel voor deze hoogwaardige kwaliteitssystemen is echter vrij hoog door de hoge eisen aan het product en het productieproces. Daarom is het noodzakelijk dat land- en tuinbouwers die deze stap nemen worden gestimuleerd.

#### **IV.3 STRATEGISCHE DOELSTELLING AS 2: VERBETEREN VAN HET MILIEU EN HET PLATTELAND**

8. Door het realiseren van groene en blauwe diensten draagt de landbouw bij tot het bereiken van milieu- en natuurdoelstellingen.

De landbouw is nog steeds de grootste open ruimte gebruiker op het platteland. Daardoor kan de landbouw dan ook een bijdrage leveren aan het vervullen van ecologische doelstellingen voor dat platteland. Ook maatregelen die een positieve bijdrage leveren aan het oplossen van de klimaatproblematiek horen bij de groene diensten. Door het vrijwillig realiseren van groene en blauwe diensten die verder gaan dan de randvoorwaarden en de basiskwaliteit voor natuur en milieu, kunnen ecologische en maatschappelijke eisen worden ingewilligd en heeft de landbouwer recht op een faire vergoeding voor de extra geleverde prestaties. Hierbij wordt onder meer gedacht aan anti-erosiemaatregelen, beheerovereenkomsten soortenbescherming en maatregelen ter stimulering van het gebruik van duurzame landbouwtechnieken.

Deze strategische doelstelling past ook in de prioriteiten voor de Health Check, met name biodiversiteit, waterbeheer, klimaat en hernieuwbare energie.

9. Landbouwers stimuleren die een bijdrage realiseren aan de doelstellingen in het kader van de uitvoering van de Kaderrichtlijn Water en aan de instandhoudingsdoelstellingen van de speciale beschermingszones (onderdeel van Natura 2000<sup>23</sup>)

Op Europees niveau werden de voorbije jaren initiatieven genomen voor het beschermen van de Europese natuur (NATURA 2000) en het integraal waterbeleid. De al dan niet verplichte maatregelen op het terrein om een adequaat beheer te realiseren dat rekening houdt met de ecologische vereisten en volgens instandhoudingsdoelstellingen voor soorten en habitats of om op een zorgzame manier om te springen met water, kan gevolgen hebben voor de conventionele landbouw. Dit leidt tot – al dan niet verplichte – aanpassingen in de landbouwbedrijfsvoering. Een aangepaste en billijke vergoeding voor deze aanpassingen (de uitvoering van het decreet integraal waterbeleid inzake de vergoedingsplicht, de uitvoering van de vergoedingsregelingen voorzien in het decreet natuurbehoud en in uitvoeringsbesluiten, ..) zorgt er voor dat landbouwers onder meer hun bijdrage kunnen leveren aan de ecologische ontwikkeling van het platteland, het stopzetten van het verlies aan biodiversiteit en het integraal waterbeleid. Deze lange termijn doelstellingen kunnen echter niet volledig worden gefinancierd vanuit de tweede pijler van het GLB en zullen daardoor voornamelijk via Vlaamse actieprogramma's ondersteund worden.

10. Stimulering van een duurzaam gebruik en uitbreiding van de bosoppervlakte draagt bij tot de multifunctionele ontwikkeling van het Vlaamse platteland.

De uitbreiding van bossen draagt bij tot milieubescherming, tot de klimaatdoelstellingen en tot alternatieve energieproductie. Een ecologisch verantwoorde bosuitbreiding- en beheer dient daarom gestimuleerd te worden. De EU-bosbouwstrategie wordt meegenomen in de uitwerking van deze doelstelling zodat coherentie wordt verzekerd.

11. Stimulering van de biologische landbouw en innoverende kennisdoorstroming uit de biologische landbouw naar de gangbare landbouw verhoogt de duurzaamheid van de Vlaamse landbouw. Dit met uitzondering van de investeringsmaatregelen die thuisoren in as 1.

In de biologische landbouw is het gebruik van genetisch gemodificeerde organismen (GGO's) en/of daarvan afgeleide producten, chemisch-synthetische bestrijdingsmiddelen, kunstmest, en chemische toevoegingen in veevoeder strikt verboden. Deze landbouwmethode besteedt veel aandacht aan de samenhang tussen plant, dier, mens en omgeving. Enkele basisprincipes als het behoud van de bodemvruchtbaarheid, genetische diversiteit, ruime vruchtwisseling, gebruik van groenbemesters en organische bemesting, zorg voor dierenwelzijn en preventieve gezondheidszorg zijn een essentieel onderdeel van deze productiemethode. De biologische landbouw toont in de praktijk het belang aan van

<sup>23</sup> Vogel- en habitatrichtlijn

d deze en andere milieuvriendelijke productiefacetten en is vaak voortrekker om die (opnieuw) ingang te laten vinden binnen de gangbare landbouw.

#### **IV.4 STRATEGISCHE DOELSTELLING AS 3: VERBETEREN VAN DE LEEFKWALITEIT OP HET PLATTELAND EN AANMOEDIGEN VAN DIVERSIFICATIE VAN DE PLATTELANDSECONOMIE**

12. Diversificatie van landbouwactiviteiten naar niet-agrarische activiteiten verhoogt de leefbaarheid van de landbouw en draagt bij tot een aantrekkelijk, kwaliteitsvol, en multifunctioneel platteland.

Een aantal land- en tuinbouwbedrijven zien kansen om in te spelen op nieuwe uitdagingen en dit naast hun rol als voedselproducent. Deze bedrijven opteren er vaak voor om op een deel van hun bedrijf nevenactiviteiten te ontplooien. Hoevetoerisme, hoeveverkoop, zorgboerderijen ed. dragen er toe bij dat het platteland nog aantrekkelijker wordt voor bewoners en bezoekers.

Zo kan er aandacht besteed worden aan bedrijven die investeren in hernieuwbare energie en klimaat.

## **Uitwerking van doelstellingen 13 tem 17.**

Om onderstaande doelstellingen 13 tem 17 te realiseren zal beroep worden gedaan op de provincies om dit via projecten uit te werken. Iedere Vlaamse provincie zal nagaan wat de noden zijn op hun grondgebied en zal via een *call for tender* een oproep lanceren die kadert binnen de door hen gekozen prioriteiten.

13. De instandhouding en opwaardering van het landelijk erfgoed draagt bij tot de herwaardering van dit patrimonium, en genereert ook werkgelegenheid op het platteland.

Het landelijk erfgoed (natuurlijk, onroerend, cultureel en agrarisch erfgoed) moet niet enkel kunnen worden bewaard, in stand gehouden of opgewaardeerd, maar vanuit dit verleden moet ook toekomstgericht kunnen gewerkt worden zoals bvb. rond hernieuwbare interesse voor vergeten groenten of medicinale toepassingen. Het landelijk erfgoed moet integraal en in de meest brede zin worden benaderd. Dit impliceert bijvoorbeeld dat inzake onroerend erfgoed landschappelijke, monumentale én archeologische aspecten in aanmerking worden genomen. Daarbij is de link met andere beleidsvelden cruciaal. Het patrimonium moet immers kunnen worden bewaard, in stand gehouden, opgewaardeerd of hersteld, maar moet evenzeer opnieuw een plaats krijgen in de maatschappij, in harmonie met een modern land(bouw)gebruik. Hiertoe zijn bijvoorbeeld ook plattelandstoerisme en educatie geschikte instrumenten.

14. Aandacht voor kwaliteitsvolle vestigingslocaties, ondernemerschap op het platteland en een ruimtelijk-economisch perspectief, conform de principes en doelstellingen van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, draagt bij tot de creatie van een gunstig economisch klimaat op het platteland.

Het teruglopend aantal arbeidsplaatsen in de landbouw en aanverwante sectoren vraagt om nieuwe investeringen. De voorbije decennia is de terugloop in de landbouw immers vrij geruisloos opgevangen door andere activiteiten in plattelandsgebieden. Het platteland blijft kwetsbaar door een gebrek aan kwaliteitsvolle vestigingslocaties om een levende dynamiek in stand te houden.

15. Het opzetten van basisvoorzieningen voor de economie en de plattelandsbevolking, met inbegrip van culturele en vrijetijdsactiviteiten, ten behoeve van een dorp of een aantal dorpen, en voor de daarmee samenhangende kleinschalige infrastructuur (incl. dorpskernvernieuwingen) zorgen voor een leefbaar en kwaliteitsvol platteland.

Bijdragen tot algemene voorzieningen kunnen geleverd worden door de herwaardering van vrijwilligersnetwerken, door het uitbouwen van groen- en recreatiemogelijkheden als omgevingsvoorraad en door aandacht te hebben voor de dienstverlening, het zoeken naar een gevoelig evenwicht tussen vraag en aanbod. Economische en sociale dienstverlening gaan hand in hand met elkaar en met de leefbaarheid van de plattelandskern. Ook een aangepast serviceaanbod dat de lokale economie ondersteunt, is een meerwaarde.

Prioriteit moet anderzijds ook gaan naar specifieke doelgroepen die weinig kansen hebben op de arbeidsmarkt. Zij kunnen structureel en volwaardig ingezet worden, zowel in functie van de leefbaarheid als in functie van de optimalisatie van de omgevingskwaliteiten.

Om te komen tot een leefbaar en kwaliteitsvol platteland zijn de dorpskernvernieuwingen van groot belang. Het gaat hier dan over initiatieven rond versterking (m.i.v. inbreiding) en vernieuwing van plattelandskernen met aandacht voor streekidentiteit, participatie van bewoners en kwaliteit

#### 16. Opleiding en voorlichting.

Het is belangrijk om te investeren in nieuwe deskundigheid op het platteland zowel binnen als buiten de landbouw. Er is nood aan gespecialiseerde opleiding, begeleiding en dienstverlening voor de nieuwe vormen van maatschappelijk verantwoord ondernemerschap op het platteland. Ook acties die kaderen in artikel 52 van VO 1698/05 aangaande de verwerving van vakkundigheid, dynamisering en uitvoering komen voor steun in aanmerking.

#### IV.5 STRATEGISCHE DOELSTELLING AS 4: LEADER

##### 17. De uitwerking en uitvoering van lokale ontwikkelingsstrategieën draagt bij tot een versterking van de territoriale verbondenheid en is een stimulans voor de plattelandseconomie

De Leader aanpak moet er toe bijdragen dat lokale ontwikkelingsstrategieën worden geconciepeerd en uitgevoerd vanuit lokale, sector overschrijdende partnerschappen. Op deze manier zal het lokaal economisch en maatschappelijk weefsel op het platteland versterkt worden. De nadruk ligt daarbij op gebiedsgerichte, coherente en innoverende aanpak. Ook samenwerkingsprojecten en netwerkvorming zullen worden gestimuleerd.

#### IV.6 INDICATOREN

Een overzicht van al de indicatoren is terug te vinden in bijlage 7 tot en met 11.

In bijlage 12 staat een overzicht van de output- en resultaatindicatoren van de PDPO II-maatregelen die onder de prioriteiten van de Health Check vallen.

## **V SAMENHANG IN DE PROGRAMMERING EN COMPLEMENTARITEIT MET ANDERE INSTRUMENTEN EN STRATEGIËN**

### **V.1 SAMENHANG IN DE PROGRAMMERING**

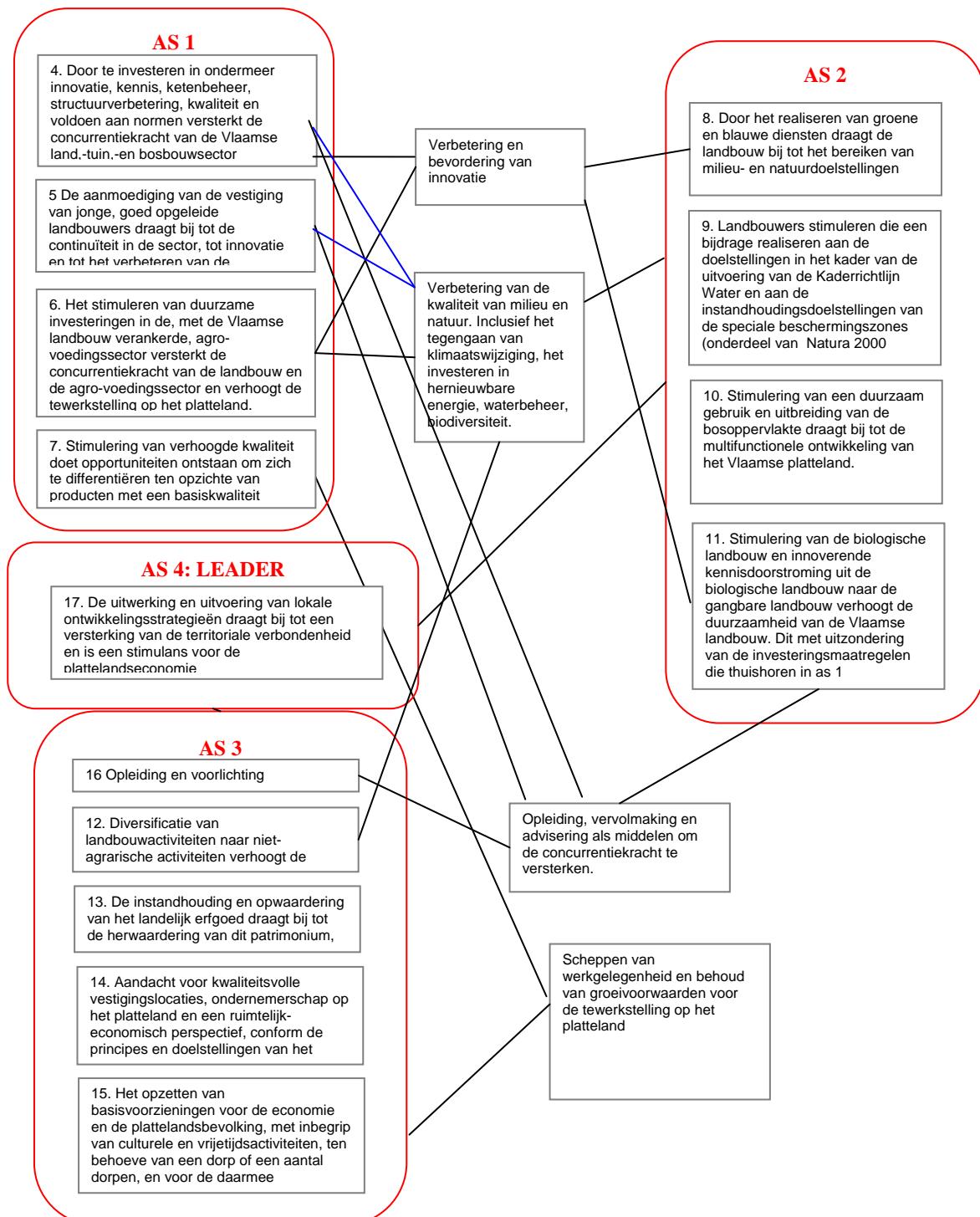
#### **a. *Interne samenhang***

Samenhang in de programmering is een onderdeel van de missie die werd uitgeschreven voor dit programma (zie III.2). Er zal steeds op worden toegezien dat de maatregelen die genomen in het programma elkaar bij voorkeur versterken en zeker geen negatieve weerslag hebben op andere maatregelen. Bij de planning van een maatregel zal dus worden nagegaan welke invloed deze maatregel zal hebben op de doelstellingen van de andere assen.

De synergie bij de uitwerking van de Vlaamse prioriteiten zoals vermeld in IV.2 blijkt uit de verwevenheid van de doelstellingen over de verschillende assen

In de volgende grafiek wordt aangetoond welke mogelijke synergieën kunnen optreden door het combineren van maatregelen uit verschillende assen.

Voorstelling van de mogelijke interacties tussen de verschillende doelstellingen over de verschillende assen.



### **b. Externe samenhang**

Bij de ontwikkeling van de nationale strategie en bij de opstelling van de maatregelen wordt maximaal ingespeeld op visies en tendensen die zich in de verschillende beleidsdomeinen en op verschillende beleidsniveaus afspelen en die een impact hebben op de ontwikkeling van het platteland.

#### *Coherentie met de eerste pijler van het GLB*

De coherentie met de eerste pijler van het GLB is gewaarborgd door de beheersstructuur van het programma. Het programma voor plattelandontwikkeling wordt gecoördineerd door het beleidsdomein Landbouw en Visserij dat tevens verantwoordelijk is voor de uitvoering van het markt- en inkomensbeleid van het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid. Er zal worden op toegezien dat alle maatregelen die genomen worden inzake plattelandontwikkeling coherent zijn met het heersende beleid inzake markt- en inkomensbeleid en dat dubbele financiering wordt vermeden. De uitvoering van de maatregelen gebeurt in samenwerking met andere beleidsdomeinen waaronder de beleidsdomeinen bevoegd voor leefmilieu, natuur, het cultureel erfgoed en onroerend erfgoed.

De randvoorwaarden uit de MTR slaan een brug tussen de eerste en de tweede pijler van het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid. Naast de beheerseisen uit de 19 richtlijnen en verordeningen, maakt ook de “ goede landbouw - en milieuconditie ” deel uit van de randvoorwaarden. Hierin worden een aantal voorwaarden opgelegd inzake het tegengaan van bodemerosie, het instandhouden van organische stof in de bodem, en de instandhouding van landbouwgronden. Deze eisen zijn een strikte voorwaarde voor het ontvangen van subsidies voor agromilieumaatregelen.

#### *Complementariteit met de eerste pijler van het GLB*

De subsidies voor het eerste pijlerbeleid zijn duidelijk gescheiden van de subsidies voor het tweede pijlerbeleid. Bij mogelijke interacties tussen beide pijlers zal een duidelijke scheiding worden getrokken tussen de pijler I en de pijler II steun. In het programma werd dit ook meegenomen in de beschrijving van de maatregelen.

## **V.2 COMPLEMENTARITEIT EN COHERENTIE MET ANDERE COMMUNAUTAIRE, VLAAMSE OF FEDERALE INSTRUMENTEN EN STRATEGIËN**

In Vlaanderen werden geen cohesiegebieden aangeduid.

Indien er maatregelen worden genomen in het kader van deze strategie en het daaraan gekoppelde plattelandontwikkelingsplan, die mogelijks gelinkt kunnen worden aan communautaire strategieën en beleidsplannen zal er in de uitvoering rekening gehouden worden deze strategieën en beleidsplannen. Er zal via dit plattelandontwikkelingsplan een meerwaarde worden geboden aan de invulling van de communautaire strategieën terzake. Er zullen zeker geen acties worden

ondernomen die indruisen tegen de communautaire voorschriften en aanbevelingen die gedaan worden in deze documenten.

### **a. Strategie van Lissabon en Göteborg.**

Het Vlaams programma voor plattelandsontwikkeling is coherent met de Europese doelstellingen zoals geformuleerd binnen de doelstellingen van het Lissabon proces. In de eerste plaats zal voortdurende kennisuitwisseling bijdragen tot de uitbouw van een stabiele en toekomstgerichte kenniseconomie. Die kenniseconomie zal op haar beurt bijdragen tot een hogere graad van tewerkstelling en een intern en extern verbeterde concurrentiepositie van de Vlaamse landbouw en van het Vlaamse platteland. De aanmoediging en correcte ondersteuning van jonge landbouwers sluit perfect aan bij de richtsnoeren voor werkgelegenheid 2005-2008. Zowel het regelgevende klimaat in Vlaanderen als het vlotte beheer van het PDPO dragen bij tot het concurrentievermogen en de dynamiek van de complete productiekolom.

Het aspect ‘economische hervorming’ van de Lissabon doelstellingen wordt gerealiseerd door een economische diversificatie van het Vlaamse platteland. De aandacht die wordt besteed aan Leader-projecten draagt inherent bij tot een verhoging van de sociale samenhang en sociale vernieuwing tussen ondernemers enerzijds en tussen ondernemers en consumenten anderzijds.

De aanmoediging van een duurzaam gebruik van het platteland en de bosoppervlakte, de stimulering van een milieuvriendelijke landbouw (in overeenstemming met Natura 2000 en de Kaderrichtlijn water) en de ondersteuning van een streven naar kwaliteitsvolle producten dragen allen bij tot een beter milieu zoals geformuleerd als vierde dimensie bij het proces van Lissabon (toegevoegd op de Raad van Göteborg 2001). Ontwikkeling van een duurzaam en evenwichtig platteland in harmonie met alle betrokken spelers staat hierbij voorop.

Het Vlaams Hervormingsprogramma 2005-2008 i.k.v. de Lissabonstrategie verwijst niet expliciet naar de land- en tuinbouw of naar de bosbouw en voedingssector. Dit belet niet dat met dit programma ook kan ingespeeld worden op aantal beleidsprioriteiten die in het Hervormingsprogramma worden naar voor geschoven met name :

- een beleid voeren dat ondernemerschap bevordert
- een beleid voeren dat oog heeft voor duurzaamheid

### **b. Actieplan biologische landbouw**

Met het Europees actieplan voor biologische landbouw wil de Commissie de basis leggen voor het beleid dat de komende jaren in dit verband zal worden ontwikkeld en een omvattende strategische visie presenteren over de bijdrage van de biologische landbouw tot het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Deze visie weerspiegelt zich eveneens in het Vlaamse actieplan voor Biologische Landbouw dat aan de hand van 18 strategische acties een doorbraak willen creëren voor de biologische landbouw in Vlaanderen. Naast acties voor de biologische sector zijn ook een aantal acties gericht naar de (toekomstige) consument zoals de introductie van biologische landbouw in het niet-landbouwonderwijs.

### **c. Hernieuwbare energiebronnen**

In het kader van het actieplan biobrandstoffen engageert de federale regering zich om tegen 2010 een aandeel van biobrandstoffen van 5,75 % van het totale marktaandeel te bereiken. Hiertoe werd voor biodiesel en bioethanol een accijnsverlaging ingevoerd voor een bepaald quotum. De toewijzing van dit quotum gebeurde via een openbare aanbestedingsprocedure. Aan verschillende Belgische bedrijven werd een quotum toebedeeld. Voor de plantaardige oliën voor brandstofdoeleinden is vanaf april 2006 een volledige accijnsvrijstelling ingevoerd.

Ook ligt momenteel een wet op tafel waarbij een bijneming van 4% biobrandstoffen bij diesel en benzine zal verplicht worden.

De federale regering heeft ook het engagement genomen om tegen 2010 het aandeel van hernieuwbare energie tot 6 % van de totale energie te brengen.

Deze acties kaderen ook in het Europees Biomassa actieplan.

### **d. Klimaatbeleid**

Het Nationaal Klimaatplan 2002-2012 kadert in een algemene strategie voor duurzame ontwikkeling en wil de bestaande en geplande beleidsplannen en programma's op federaal en gewestelijk niveau integreren. Voor de toepassing en de opvolging van dit Samenwerkingsakkoord en het Nationaal Klimaatplan is een Nationale Klimaatcommissie opgericht, ondersteund door een permanent secretariaat dat wordt verzorgd door de Intergewestelijke Cel voor Leefmilieu (IRCEL).

Daarnaast is er voor de Vlaamse regio het Vlaamse Klimaatsbeleidsplan 2006-2012 opgesteld, waarbij energiebesparing en inzet van hernieuwbare energie in verschillende cruciale sectoren wordt beoogd. Belangrijk is hierbij de oproep aan elk beleidsdomein van de Vlaamse overheid om aan de hand van concrete projecten de nodige aandacht te creëren voor een klimaatbeleid op langere termijn

### **e. Vlaams Milieubeleidsplan**

De Vlaamse regering heeft op 19 september 2003 het Milieubeleidsplan 2003-2007 (MINA-plan 3) vastgelegd.

Het Vlaamse milieubeleid baseert zijn prioriteiten op het Europese Milieubeleidsplan map 6. De inhoudelijke klemtonen op klimaat, biodiversiteit (met inbegrip van bodem), gezondheid (met inbegrip van stedelijk milieubeleid) en natuurlijke hulpbronnen (met inbegrip van de afvalproblematiek) zijn ook geldig voor Vlaanderen en worden bijgevolg overgenomen. Hieronder volgen de doelstellingen voor een aantal thema's zoals biodiversiteit, integraal waterbeleid en klimaat.

- biodiversiteit: langetijdndoelstelling (2010)

Het verlies van de biodiversiteit, met inbegrip van de genetische diversiteit, stopzetten door instandhouding, ontwikkeling en herstel van de natuur en het natuurlijk milieu en

door het duurzaam gebruik van ecosystemen en soorten. Er gaat zowel aandacht naar de maatschappelijke waarden van natuur als naar de intrinsieke waarden. Herwaardering van ecologische functies en relaties, behoud en herstel van ecosystemen, aandacht voor de draagkracht van de natuur en voor een verstandig voorraadbeheer alsook de maatschappelijke behoefte voor natuur dragen bij tot de invulling van deze doelstelling.

- **Integraal waterbeleid: langetermijndoelstelling (2015)**

Bereiken van een goede toestand van de watersystemen

- Voor oppervlaktewater betekent dit ten minste een goede ecologische, kwantitatieve en chemische toestand voor gewone oppervlaktewaterlichamen en een goed ecologisch potentieel en goede chemische toestand voor kunstmatige en sterk veranderde waterlichamen. Voor grondwater betekent dit dat de kwantitatieve en de chemische toestand van de grondwaterlichamen ten minste goed moeten zijn

- **Klimaat: langetermijndoelstelling (2020)**

Vlaanderen streeft in 2020 naar een totale reductie van de familie van zes broeikasgassen volgens het Protocol van Kyoto van 30%, (1 % per jaar) afhankelijk van de feitelijke percentages economische groei en het succes van de reeds genomen klimaatmaatregelen, ten opzichte van 1990. Begin 2008 heeft de EC nieuwe klimaat doelstellingen gelanceerd onder het motto 20 20 20, welke in de loop van 2008 zullen worden besproken in diverse overlegorganen.

**Tussentijdse doelstelling:**

7,5% emissiereductie voor de familie van zes broeikasgassen over de periode 2008-2012 ten opzichte van 1990. De emissiereductiedoelstelling werd verdeeld tussen de drie regio's en de federale overheid.

Het Vlaams Milieubeleidsplan 2003-2007 wordt verlengd tot 2010. In 2010 zal een Vlaams Milieubeleidsplan 2011-2015 opgemaakt worden.

#### **f. *Actieplan duurzame ontwikkeling***

De Wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling voorziet dat iedere vier jaar een plan duurzame ontwikkeling wordt vastgesteld door de overheden.

In het Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling 2004-2008 werden 31 acties opgenomen waarvan er verschillende een directe link hebben met de strategische doelstellingen.

Een aantal voorbeelden:

Actie 5: De ondernemers en de agrarische wereld

Actie 12: Kwaliteitsvolle voeding

Actie 14: Voor een betere gezondheid wereldwijd

Actie 15: Minder gebruik van natuurlijke hulpbronnen

Actie 16: Een strategie voor duurzame producten

Actie 18: Biodiversiteit beschermen

Actie 19: Duurzaam bosbeleid: strijd tegen illegale houtkap

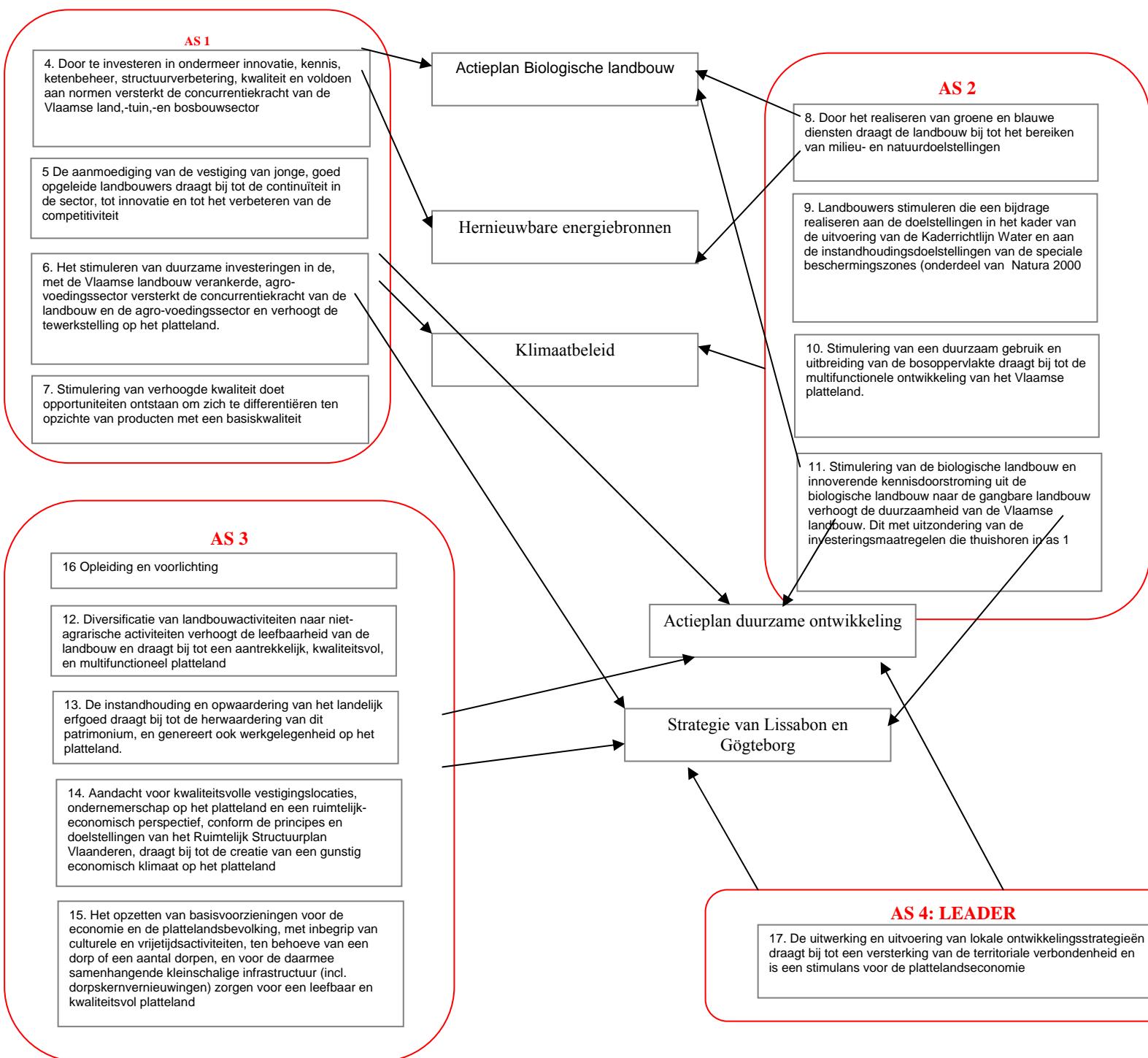
Actie 21: Een duurzaam energiebeleid

Het Federale Plan voor Duurzame Ontwikkeling 2009-2012 is momenteel in de maak.

De Vlaamse Strategie voor Duurzame ontwikkeling werd op 20 juli 2006 goedgekeurd. De Vlaamse regering opteert ervoor om in de strategie voor duurzame ontwikkeling de drie basispijlers van duurzame ontwikkeling onder te brengen in een algemeen erkend Europees referentiekader. Daarvoor wordt een beroep gedaan op de Europese Strategie voor Duurzame Ontwikkeling, die tijdens het Oostenrijks voorzitterschap in 2006 werd geactualiseerd. Toegepast op Vlaanderen worden volgende thema's naar voor geschoven:

- Strijd tegen armoede en sociale uitsluiting ;
- Vergrijzing;
- Klimaatverandering en schone energie,
- Mobiliteit;
- Ruimtelijke ordening
- Beheer van natuurlijke rijkdommen;
- Volksgezondheid.

## Voorstelling van de interacties en bijdragen uit de verschillende assen aan de hierboven genoemde communautaire, Vlaamse of Federale instrumenten en strategieën.



## **g. Europees Sociaal Fonds en Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling**

Het cohesiebeleid in Vlaanderen zal zich prioritair richten op:

- Het bevorderen van kenniseconomie en innovatie;
- Het stimuleren van ondernemerschap;
- Het verbeteren van de ruimtelijk-economische omgevingsfactoren; en
- Het bevorderen van de stedelijke omgeving.

Daarbij zal binnen de eerste 3 prioriteiten eveneens specifieke aandacht worden geschenken aan de duurzame economische ontwikkeling van het platteland. Projecten die in aanmerking komen voor het cohesiebeleid zullen ook steeds een economische dimensie moeten hebben.

Maatregelen die worden gefinancierd door het ELFPO zullen niet door ESF of door EFRO worden gefinancierd. In het programma voor plattelandsontwikkeling zal ook geen uitvoering worden gegeven aan de maatregel ter ondersteuning van de oprichting en ontwikkeling van micro-ondernemingen (art. 52 a ii), dit zal worden opgevangen in het EFRO.

Hoewel de overlapping tussen de maatregel toegevoegde waarde van land- en bosbouwproducten en EFRO eerder gering is, zal bij de tenuitvoerlegging van het PDPO er op toegezien worden dat geen dubbelfinanciering optreedt. Dossiers die ELFPO steun krijgen komen niet meer in aanmerking voor EFRO steun.

Een aantal prioriteiten die vallen onder de gebiedsgerichte werking van As 3 van het PDPO, hebben een raakvlak met die van EFRO.

Gelet op de noodzakelijke complementariteit van de Europese programma's en het belang van het uitsluiten van dubbelfinanciering, zullen de plattelandsacties die kunnen uitgevoerd worden met steun van het EFRO complementair zijn aan de plattelandsacties, gericht op leefkwaliteit van het platteland en diversificatie van de plattelandseconomie, die met steun van het ELFPO worden uitgevoerd (As 3 van het PDPO), zodoende dat dubbele subsidiëring uit beide fondsen wordt uitgesloten.

Dit zal nadrukkelijk worden bewerkstelligd door het inbouwen van een dubbel toetsingscriterium: zowel inhoudelijk als qua begünstigde, zal een onderscheid worden voorzien tussen de plattelandsacties die in het EFRO-operationeel programma worden gesteund en de acties die in het kader van As 3 van het PDPO kunnen uitgevoerd worden. Terwijl EFRO zich prioritair richt op economische activiteiten/ activiteiten met een duidelijk prioritaire economische finaliteit en individueel ondernemerschap, zijn de gebiedsgerichte plattelandsacties van As 3 (basisvoorzieningen voor de plattelandsbevolking, bevordering toeristisch- recreatieve ontsluiting van het platteland en dit zowel wat betreft routestructuren, verblijf en bezoekersattracties met betrekking tot de belevening van het platteland,, dorpskernvernieuwing, instandhouding landelijk erfgoed en intermediaire dienstverlening) van PDPO eerder algemeen gebiedsgerichte initiatieven van onder meer lokale besturen, verenigingen, plattelandsactoren, etc.

Om deze complementariteit extra te waarborgen en dubbelfinanciering uit te sluiten, wordt tevens een vertegenwoordiging voorzien van de minister bevoegd voor Landbouw of van het beleidsdomein bevoegd voor Landbouw en Visserij in de Comité van Toezicht van het EFRO-programma en vice versa.

#### ***h. Europees Visserij Fonds***

Het Europees Visserij fonds en het Europees Fonds voor Plattelandsontwikkeling hebben weinig raakvlakken door de duidelijk uiteenlopende doelen en doelgroepen, met uitzondering van aquacultuur. Projecten en activiteiten die omschakeling van landbouw naar aquacultuur betreffen zullen niet gecofinancierd worden vanuit het ELFPO, zij vallen onder het EVF.

Het beheer van het Europees Visserij Fonds is eveneens een bevoegdheid van de beleidsdomein Landbouw en Visserij. Afstemming tussen beide fondsen is dus gegarandeerd.

## **VI BIJLAGEN**

### **VI.1 BIJLAGE 1: RAADPLEGING ADVIESRADEN**

Bij de start van de uitwerking van dit strategie document werden de officiële maatschappelijke raden van de Vlaamse Regering (VLTR, Mina-Raad en SERV) en de Vereniging van Vlaamse Provincies (VVP) en de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten geconsulteerd. Er werd hen gevraagd naar hun prioriteiten inzake plattelandsbeleid in het kader van het Europees LandbouwFonds voor Plattelandsontwikkeling. Van alle adviesraden behalve van VVSG werd een insteek bekomen dat mede heeft gediend voor de opmaak van dit document. Hierna volgt een korte beschrijving van de adviesraden die werden gevraagd.

De Vlaamse Land- en tuinbouwraad (VLTR),

In deze raad, die de Vlaamse Regering adviseert over aangelegenheden die betrekking hebben op de economische aspecten en facetten van land- en tuinbouw, zijn o.m. de landbouworganisaties, de toeleveringssector, de dienstensector, de veilingen en handel vertegenwoordigd.

De Milieu- en Natuurraad voor Vlaanderen (Mina-Raad)

In deze raad, die de Vlaamse Regering adviseert omtrent milieu- en natuurvraagstukken, zijn alle maatschappelijke geledingen vertegenwoordigd: werkgevers, vakverenigingen, landbouworganisaties, milieubewegingen, met nadruk op groeperingen die de belangen van het milieu en de natuur nastreven. De helft van de stemgerechtige leden is voorbehouden voor leden van Vlaamse milieu- en natuurverenigingen.

De Sociaal Economische Raad voor Vlaanderen (SERV)

In deze raad, die de Vlaamse Regering adviseert omtrent sociaal-economische vraagstukken, zijn alle maatschappelijke geledingen vertegenwoordigd: werkgevers, vakverenigingen, landbouworganisaties, milieubewegingen, met nadruk op sociaal-economische vertegenwoordiging.

De Vereniging van Vlaamse Provincies (VVP)

Deze organisatie verenigt de 5 Vlaamse provincies. Hun basisopdracht is ‘een bijdrage te leveren tot steeds betere, betrouwbare transparante provincies, om zo uit te groeien tot het onbetwistbaar verkozen regionaal streekbestuur van de toekomst’

De Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (VVSG)

De Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (VVSG) is de ledenorganisatie van alle Vlaamse gemeenten (308), de OCMW's (308), een honderdtal politiezones en van een vijftigtal intercommunales. Als representatieve gesprekspartner komt zij op voor de belangen van de gemeenten en de OCMW's ten aanzien van andere overheden en derden.

## VI.2 BIJLAGE 2: SWOT ANALYSE

### ECONOMISCH (AS 1: Verbetering van het concurrentievermogen van de land- en bosbouw door steun te verlenen voor herstructurering, ontwikkeling en innovatie)

	<b>Positief</b>	<b>Negatief</b>
<b>Intern</b>	<p><b>Sterkten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intensieve landbouw</li> <li>▪ Sterk gespecialiseerde landbouw, vooral in intensieve veehouderij, melkveehouderij en tuinbouw</li> <li>▪ Kapitaalsintensieve landbouw</li> <li>▪ Veelal efficiënte bedrijfsvoering</li> <li>▪ Sterke familiale basis bij bedrijfsuitbating</li> <li>▪ Solvabele landbouwbedrijven</li> <li>▪ Gemotiveerde landbouwers</li> <li>▪ Hoog praktisch kennisniveau, o.a. door kwalitatief hoogstaand landbouwonderwijs</li> <li>▪ Grootste gebruiker en beheerder van de open ruimte in haar geheel</li> <li>▪ Groot potentieel aan toekomstige bedrijfsleiders</li> <li>▪ Grote verscheidenheid in bedrijfstypes, stijlen en speculaties</li> <li>▪ 2-sporenbeleid in landbouw: mogelijkheden voor groeiende bedrijven, maar ook voor wie kleinschalig wil blijven</li> <li>▪ Hoge productiviteit</li> <li>▪ Kwaliteitsproducten die o.a. voldoen aan de eisen van de voedselveiligheid</li> <li>▪ Hoge toegevoegde waarde (2,5 x Europese gemiddelde) in vergelijking met areaal</li> <li>▪ Hoge zelfvoorzieningsgraad</li> <li>▪ Afzetstructuur: goed georganiseerde afzetkanalen en bedrijfskolom, praktische kennis voor de uitbouw van geïntegreerde vormen van productie, van boer tot bord</li> <li>▪ Goed georganiseerde en hoog kwalitatieve toelevering</li> <li>▪ Goede markt- en exportpositie, vooral van de sectoren tuinbouw, met in het bijzonder de teelt van glasgroenten, en de varkenssector</li> <li>▪ Verbeterd imago van de Vlaamse landbouwproducten en derhalve ook van de Vlaamse landbouwer</li> </ul>	<p><b>Zwakten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intensieve landbouw</li> <li>▪ Sterk gespecialiseerde landbouw</li> <li>▪ Kapitaalsintensieve landbouw, en daardoor sterk afhankelijk van externe kapitaalverstrekking</li> <li>▪ Grote verschillen in kwaliteit van bedrijfsbeheer</li> <li>▪ Grote inkomensdispariteit</li> <li>▪ Historisch gegroeide versnippering van landbouwbedrijven, waardoor kleinschalige bedrijven voorkomen en ook binnen het bedrijf zelf is de landbouwgrond versnipperd</li> <li>▪ Beperkte structurele ontwikkelingsmogelijkheden voor de familiale bedrijven</li> <li>▪ Onzekerheid van de bedrijfsopvolging</li> <li>▪ Perceptie van rechtsonzekerheid bij de landbouwer</li> <li>▪ Betuttelend landbouwbeleid</li> <li>▪ Gebrekkige integratie van landbouw- en plattelandsbeleid en andere beleidsdomeinen (bvb. ruimtelijk beleid)</li> <li>▪ Productieoverschotten</li> <li>▪ Laag inkomen van landbouwers in vergelijking met de rest van de beroepsbevolking</li> <li>▪ Hoge werkdruk, o.a. door hoge administratieve last</li> <li>▪ Beperkte creatie van toegevoegde waarde op bedrijfsniveau</li> <li>▪ Slechte marktpositie van bepaalde subsectoren, namelijk de pluimveesector en de akkerbouw waar er een laag rendement is</li> <li>▪ Naar prijs en aanbod verstoorde grondmarkt</li> <li>▪ Kloof tussen producent en consument</li> </ul>
<b>Extern</b>	<p><b>Kansen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Daling van het aantal bedrijven, waardoor er een sanering is van de sector</li> <li>▪ Verdere ontwikkeling van de technische kennis en innovatie</li> <li>▪ Betere samenwerking van landbouwers op gebied van verkoop en productie/verkoop</li> <li>▪ Beter uitwerking van de multifunctionele rol van landbouw, taakverbreding naar</li> </ul>	<p><b>Bedreigingen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Daling van het aantal bedrijven, waardoor het draagvlak voor landbouw verkleint</li> <li>▪ Dalende en vergrijzende landbouwbevolking</li> <li>▪ Toenemende intensivering met negatieve milieueffecten en imagoproblemen als gevolg</li> <li>▪ Toenemende betutteling van landbouw vanuit de overheid</li> </ul>

	<p>landschap, milieu en sociale factoren</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ontwikkelingen in het landbouwbeleid- en plattelandsbeleid: ketenbenadering met een sterkere rol voor landbouw in de keten, verjulingsbeleid, meer responsabilisering en helderheid, betere integratie met andere beleidsdomeinen (ruimte, milieu, mobiliteit)</li> <li>▪ Uitbreiding van de Europese Unie (EU), waardoor meer afzetmogelijkheden</li> <li>▪ Toenemende verstedelijking, waardoor meer afzetmogelijkheden</li> <li>▪ Meer samenwerking met de MOL (Minst Ontwikkelde Landen - kleinschalige landbouw) door de WTO bepalingen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Strenger milieubeleid met invloed op de productiviteit (bv. door politieke druk om Vlaanderen volledig kwetsbaar gebied te maken in het kader van de nitraatrichtlijn)</li> <li>▪ Klimaatwijzigingen door de opwarming van de aarde</li> <li>▪ Uitbreiding van de EU, waardoor minder afzetmogelijkheden voor basisproducten</li> <li>▪ Wensen consument: wil kwaliteitsproducten, maar wil hier niet voor betalen</li> <li>▪ Kennis over en betrokkenheid met landbouw van de bevolking verkleint</li> <li>▪ Toenemende verstedelijking, vergroening en gebrek aan voldoende mestafzetmogelijkheden hebben een negatief effect op beschikbare ruimte, wat hogere grondprijzen veroorzaakt en een toenemende neiging tot speculatie</li> <li>▪ Toenemende invloed van de agro-industrie</li> <li>▪ De liberalisering op de wereldmarkt (door de invloed van de WTO) waardoor landbouwproducten goedkoper moeten geleverd kunnen worden aan de supermarkten</li> </ul>
--	---	--

## KERNSWOT ECONOMISCH

	<b>Positief</b>	<b>Negatief</b>
<b>Intern</b>	<p style="text-align: center;"><b>Sterkten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sterk gespecialiseerde, intensieve en efficiënte landbouw met een hoge technologische kennis</li> <li>▪ Hoge productiviteit en kwaliteitsproducten met een goed imago</li> <li>▪ Hoge zelfvoorzieningsgraad en goede markt- en exportpositie (vooral voor tuinbouw en varkenssector)</li> <li>▪ 2-sporenbeleid</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Zwakten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Kapitaalsintensieve en kleinschalige landbouw door versnippering</li> <li>▪ Veel diversiteit tussen de bedrijven inzake kwaliteit van het bedrijfsbeheer en behaald inkomen (inkomensproblematiek)</li> <li>▪ Onzekerheid over opvolging wegens perceptie van rechtsonzekerheid en beperkte structurele ontwikkelingsmogelijkheden</li> <li>▪ Gebrekkige integratie landbouw- en plattelandsbeleid met andere beleidsdomeinen (bv. ruimtelijk beleid)</li> </ul>
<b>Extern</b>	<p style="text-align: center;"><b>Kansen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Verdere ontwikkeling en investeren in technische kennis en innovatie wat kansen biedt voor de afzet van kwaliteitsproducten op de Europese markt</li> <li>▪ Betere uitwerking van de multifunctionele rol van landbouw, wat kansen biedt voor het aanboren van andere inkomensbronnen (uit natuurbeheer, directe verkoop, toerisme en recreatie)</li> <li>▪ Toenemende responsabilisering en helderheid in het landbouw- en plattelandsbeleid met een betere integratie met andere beleidsdomeinen (bv. ruimte, milieu en natuur, mobiliteit)</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Bedreigingen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dalende en vergrijzende landbouwbevolking</li> <li>▪ Toenemende intensivering met negatieve milieueffecten en imagoproblemen als gevolg</li> <li>▪ Toenemende inkomensproblematiek door liberalisering en hogere grondprijzen</li> </ul>

## ECOLOGISCH (AS 2: Verbetering van het milieu en het platteland door steunverlening voor landbeheer)

	<b>Positief</b>	<b>Negatief</b>
<b>Intern</b>	<b>Sterkten</b>	<b>Zwakten</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Veel technische kennis aanwezig, met als gevolg meer mogelijkheden voor milieuvriendelijker landbouwpraktijken (bvb. precisielandbouw)</li> <li>▪ Meer aandacht voor het behoud en de verbetering van de milieu- en natuurkwaliteit in het landbouwbeleid bvb. beheersovereenkomsten in de tweede peiler, koppeling van steun uit eerste peiler aan het voldoen aan een aantal basismilieunormen (cross-compliance)</li> <li>▪ Inspanningen voor een betere milieukwaliteit geven reeds goede resultaten op het vlak van energiegebruik, broeikasgasemissie, verzurende emissie, druk op waterleven door gewasbescherming en vermostende emissie</li> <li>▪ Meerderheid van de landbouwers is gemotiveerd om het op milieuvlak zo goed mogelijk te doen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intensieve landbouw veroorzaakt verhoogde druk op het milieu via vermosting, verzuring, waterkwaliteit-, erosie- en biodiversiteitsproblemen <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ondanks het Mestactieplan (MAP) blijven de nitraatconcentraties in het Vlaamse grond- en oppervlaktewater nog altijd boven de EU normen</li> <li>○ Grote hoeveelheden pesticiden in oppervlakte- en grondwater, en zelfs in regenwater in Vlaanderen veroorzaken biodiversiteitproblemen (amsfibieën, die nota bene insecten eten) en mogelijks ook gezondheidsproblemen (risico Parkinson)</li> <li>○ Ondanks inspanningen blijft de milieudruk onder de vorm van erosiegevoeligheid van het landgebruik een probleem</li> <li>○ De meerderheid van de Vlaamse wilde diersoorten is bedreigd (59%), en er zijn vooral problemen wat betreft de typische landbouwsoorten zoals de Veldleeuwerik wat duidelijk het gevolg is van de intensieve Vlaamse landbouw</li> </ul> </li> <li>▪ Historisch gegroeide versnippering van landbouwbedrijven maar ook binnen het bedrijf van landbouwgronden, met de nodige gevolgen voor mobiliteit van diersoorten en derhalve de biodiversiteit, maar ook voor het landschap</li> <li>▪ Grote energiebehoefte binnen de landbouw (bvb. glastuinbouw)</li> <li>▪ Perceptie van rechtsonzekerheid bij de landbouwer, wat een negatief effect kan hebben op de opname van nieuwe activiteiten zoals bvb. beheersovereenkomsten</li> <li>▪ Gebrek aan motivatie onder landbouwers om samen te werken met collega's of andere spelers op het platteland, met als gevolg suboptimale milieresultaten</li> <li>▪ Algemeen wantrouwen van landbouwers tegenover het milieu- en natuurbeleid tengevolge van spanningen tussen landbouw en natuur in het verleden</li> <li>▪ Landbouwers krijgen extra premies voor hun inspanningen voor het milieu, terwijl die soms niet eens resulteren in het halen van de Europese normen bvb. inzake waterkwaliteit</li> <li>▪ Sterk sectorale opstelling vanuit landbouw, natuur en milieu waardoor het rendement van investeringen in deze materieel sterk verwante sectoren niet optimaal is</li> <li>▪ Sterk versnipperd beleid met verschillende instrumenten voor dezelfde doelen</li> </ul>
<b>Extern</b>	<b>Kansen</b>	<b>Bedreigingen</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Verdere ontwikkeling van de technische kennis, innovatie (bvb. biobrandstoffen)</li> <li>▪ Verdere uitwerking van de mogelijkheden tot samenwerking met collega's landbouwers op gebied van productie/infrastructuur (bvb. WKK), met energiebesparingen als gevolg, ook samenwerking met andere lokale spelers, zoals lokale natuurverenigingen, kan kansen bieden</li> <li>▪ Betere uitwerking van de multifunctionele rol van landbouw, en dan vooral van de rol die landbouw kan spelen in milieu-, natuur- en landschapsbeheer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Toenemende verstedelijking, waardoor gebrek aan ruimte en intensivering</li> <li>▪ Toenemende inkomensproblematiek, waardoor verminderde bereidheid tot milieuvriendelijker/extensievere landbouw</li> <li>▪ Toelating van GGO's in de Vlaamse landbouw zonder doordachte regelgeving</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Uitbouw van lokale en korte afzetcircuits voor duurzame voedselvoorziening</li> <li>▪ Betere integratie van landbouw- en milieu- en natuurbeleid</li> <li>▪ Verdere optimalisering van het beleid betreffende biologische landbouw</li> <li>▪ Verhoogde politieke druk door de Europese dreiging geheel Vlaanderen in te kleuren als kwetsbaar gebied</li> <li>▪ Uitbreiding van de Europese Unie (EU), waardoor meer afzetmogelijkheden voor producten die op een milieuvriendelijke wijze werden geproduceerd</li> <li>▪ Goeind maatschappelijk draagvlak voor natuurbeleving, natuurontwikkeling en natuurbehoud</li> </ul>	
--	---	--

### KERNSWOT ECOLOGISCH

	<b>Positief</b>	<b>Negatief</b>
<b>Intern</b>	<b>Sterkten</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Veel technische kennis aanwezig, met als gevolg meer mogelijkheden voor milieuvriendelijker landbouwpraktijken (bvb. precisielandbouw)</li> <li>▪ Aandacht voor milieu en natuur in het landbouwbeleid en inspanningen van landbouwers geven reeds goede resultaten op het vlak van energiegebruik, broeikasgasemissie, verzurende emissie, druk op waterleven door gewasbescherming en ver mestende emissie</li> </ul>	<b>Zwakten</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intensieve landbouw veroorzaakt verhoogde druk op het milieu via ver mesting (ondanks MAP en druk vanuit Europa), verzuring, waterkwaliteitsproblemen, erosie en een grote energiebehoefte</li> <li>▪ Versnippering van landbouwbedrijven -gronden, heeft negatieve effecten op biodiversiteit en landschap</li> <li>▪ Perceptie van rechtsonzekerheid, algemeen wantrouwen tegenover milieu- en natuurbeleid</li> <li>▪ Sterk sectorale opstelling vanuit landbouw, natuur en milieu</li> </ul>
<b>Extern</b>	<b>Kansen</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Verdere ontwikkeling van de technische kennis en innovatie (bvb. biobrandstoffen)</li> <li>▪ Verdere uitwerking van de mogelijkheden tot samenwerking met collega's of andere lokale spelers inzake milieu-, natuur- en landschapsbeheer</li> <li>▪ Beter integratie van landbouw- en milieu- en natuurbeleid en optimalisering van het beleid betreffende biologische landbouw</li> <li>▪ Druk vanuit Europa en de publieke opinie</li> </ul>	<b>Bedreigingen</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Toenemende verstedelijking, waardoor gebrek aan ruimte en intensivering</li> <li>▪ Toenemende inkomensproblematiek, waardoor verminderde bereidheid tot milieuvriendelijker/extensiever landbouw</li> </ul>

**SOCIAAL (AS 3+4: Verbetering van de leefkwaliteit op het platteland en bevordering van de diversificatie van de economische bedrijvigheid + Leader)**

	<b>Positief</b>	<b>Negatief</b>
<b>Intern</b>	<p><b>Sterkten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Landbouw is de grootste gebruiker en beheerder van de open ruimte in haar geheel, en speelt dus een centrale rol op het platteland</li> <li>▪ 2-sporenbeleid in landbouw: mogelijkheden voor groeiende bedrijven, maar ook voor wie kleinschalig wil blijven en zijn inkomen uit andere activiteiten wil halen (diversificatie)</li> <li>▪ Familiale landbouw is een belangrijke steun voor de sociaal-economische draagkracht van het platteland</li> <li>▪ Streekproducten verzorgen en beklemtonen het imago van een streek.</li> <li>▪ Directe afzet, zorgboerderijen, hoevetoerisme en educatieve activiteiten op boerderijen komen het sociaal netwerk op het platteland ten goede</li> </ul>	<p><b>Zwakten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Landbouw zorgt voor weinig tewerkstelling op het platteland, ondanks het feit dat het de grootste gebruiker is</li> <li>▪ Sterk gespecialiseerde en intensieve landbouw, waardoor weinig mogelijkheden voor diversificatie</li> <li>▪ Gebrekige integratie van ruimtelijk beleid en plattelandsbeleid</li> <li>▪ Gebrek aan onderlinge verstandhouding om landbouwinkomen te koppelen aan het bevredigen van plaatselijke maatschappelijke behoeften</li> <li>▪ Kennis over en betrokkenheid met landbouw van de bevolking verkleint</li> </ul>
<b>Extern</b>	<p><b>Kansen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Door verbreding en diversificatie op landbouwbedrijven de tewerkstelling behouden/vergroten</li> <li>▪ Verdere uitwerking van de mogelijkheden tot samenwerking met andere spelers op het platteland</li> <li>▪ Toenemende aandacht voor multifunctionaliteit van de landbouw vanuit het beleid</li> <li>▪ Door toenemende verstedelijking, meer kansen voor directe afzet van producten</li> <li>▪ Uitbreiding van het maatschappelijk engagement van de landbouw dmv groene zorg, hoevetoerisme, educatie</li> <li>▪ Toenemende inkomensproblematiek, waardoor landbouwers op zoek moeten gaan naar andere bronnen van inkomsten</li> </ul>	<p><b>Bedreigingen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dalend aantal landbouwbedrijven en aantal regelmatig tewerkgestelde personen op landbouwbedrijven</li> <li>▪ Toenemende verstedelijking, wegens het negatieve effect op het landschap</li> <li>▪ Toenemende inkomensproblematiek, waardoor minder tijd en middelen wordt geïnvesteerd in diversificatie</li> <li>▪ Toenemende intensivering en de milieuproblemen die ermee gepaard gaan</li> </ul>

### **VI.3 BIJLAGE 3: LIJST VAN TABELLEN BIJ OMGEVINGSANALYSE**

Tabel 1. Bruto Binnenlands Product (BBP) per inwoner volgens het ESR95 rekenstelsel (in euro koopkrachtpariteiten en EU-25=100) .....	103
Tabel 2. Evolutie van de Bruto Toegevoegde Waarde (BTW) per hoofdsector (in miljoen euro).....	104
Tabel 3 Werkzaamheidsgraad van de personen van 15 tot 64 jaar (percentage werkenden in de bevolking ten opzichte van de totale bevolking).....	104
Tabel 4 Werkzaamheidsgraad (%) in België en Vlaanderen over de verschillende leeftijdscategorieën en geslachten (2004) .....	104
Tabel 5 Aantal jobs in loondienst naar sector (opgelet voor definiëring) in het Vlaamse Gewest.....	105
Tabel 6 Aantal zelfstandigen in hoofdberoep, naar sector in het Vlaamse Gewest ....	105
Tabel 7 Werkloosheidsgraad (% van de actieve bevolking in elke leeftijdscategorie) in België en Vlaanderen over de verschillende leeftijdscategorieën en geslachten (2004) .....	107
Tabel 8 Definitie platteland en overgangsgebied volgens VRIND .....	108
Tabel 9.Evolutie van de loontrekkende en zelfstandige werkgelegenheid in het buitengebied .....	109
Tabel 10.Evolutie van het aantal uitkeringsgerechtigde volledig werklozen (UVW) naar enkele kenmerken en gebied van 1995 tot 2004 .....	109
Tabel 11. Evolutie van tewerkstellingscijfers op het platteland (2000-2004).....	109
Tabel 12. Aandeel (%) van de diverse subsectoren in de totale Vlaamse eindproductiewaarde, 1995-2004 (Bron: LARA 2006) .....	111
Tabel 13. Tewerkstelling landbouw (voltijdse arbeidskrachten/ha) in verschillende Europese landen .....	113
Tabel 14. Investeringen in landbouw in verschillende Europese landen (€/ha).....	113
Tabel 15 Aantal éénmansbedrijven en percentage landbouwers met andere winstgevende activiteiten in België.....	114
Tabel 16. Diversificatie in het Vlaamse en het Waalse Gewest.....	115
Tabel 17. Areaal biologische landbouw in verschillende Europese landen (ha) .....	115
Tabel 18. Omzet en tewerkstelling van enkele belangrijke toeleverende sectoren in het agrobusinesscomplex.....	116
Tabel 19: Arbeidsefficiëntie (€/pers) voor de landbouw .....	117
Tabel 20. Arbeidsefficiëntie (€/pers) in de voedingsindustrie .....	117
Tabel 21. Buitenlandse handel in landbouwproducten per productcategorie, België, miljoen euro, 2004.....	119
Tabel 22. Werkgevers en de omvang van de ondernemingen, 2002 - 2005 .....	120
Tabel 23. Mestgebruik in verschillende Europese landen (kg/ha) .....	122
Tabel 24. Energiekosten in verschillende Europese landen (€/ha) .....	129

Tabel 25.Aandeel van de bevolking (25-64 jaar) dat deelneemt aan opleiding naar leeftijd, onderwijsniveau, arbeidsmarktpositie en geslacht (Vlaams Gewest, EU-25; 2004; referentieperiode van vier weken; jaargemiddelde) .....140

#### **VI.4 BIJLAGE 4: LIJST VAN FIGUREN BIJ OMGEVINGSANALYSE**

Figuur 1 Evolutie van het aantal verzekerplichtigen (zelfstandigen + helpers) volgens geslacht (Bron: RSVZ) .....	106
Figuur 2 Evolutie van het aantal verzekerplichtigen (zelfstandigen + helpers) volgens leeftijdsklasse (Bron: RSVZ) .....	106
Figuur 3 Het Vlaamse platteland volgens OECD criterium van 600inw/km <sup>2</sup> op gemeenteniveau (bron, Lauwers et al., 2005). ....	108
Figuur 4.Eindproductewaarde van de Vlaamse land- en tuinbouw (Bron: LARA 2006) .....	110
Figuur 5.Evolutie van het aantal regelmatig tewerkgestelde personen, 1995-2005 (bron: LARA 2006).....	112
Figuur 6 Evolutie van de verkoopprijzen van teeltgronden en weiden, euro/m <sup>2</sup> , 1995-2004 (bron: LARA 2006) .....	112
Figuur 7. Opleidingsgraad van de Vlaamse landbouwers .....	114
Figuur 8 Arbeidsefficiëntie (€/pers) in de verschillende sectoren .....	116
Figuur 9. Verdeling van de totale omzet in de voedingsindustrie volgens subsectoren, 2002 (bron: LARA 2006) .....	118
Figuur 10. Invoer van landbouwproducten uit de voornaamste Europese handelspartners, België, 2004 (bron: LARA 2006).....	119
Figuur 11. Uitvoer van landbouwproducten naar de voornaamste Europese handelspartners, België, 2004 (bron: LARA 2006) .....	120
Figuur 12 Verdeling van de tewerkstelling in de voedingsindustrie volgens provincies, 2005 (bron: LARA 2006) .....	121
Figuur 13 Eco-efficiëntie van de landbouw (Vlaanderen, 1990-2004) (bron: LARA 2006) .....	122
Figuur 14. Nitraat en fosfaatoverschot op de bodembalans (kg/ha) .....	124
Figuur 15 Evolutie van de gemiddelde verzurende deposities (Vlaanderen, 1990-2004).....	130
Figuur 16. Trend akkervogels (1990-2002) .....	133
Figuur 17. Trend akkervogels (1990-2002) .....	134
Figuur 18. Percentage landbouwgrond met hoge natuurwaarde in EU-landen .....	135

## **VI.5 BIJLAGE 5: BRONNEN (OMGEVINGSANALYSE)**

Dumortier M., De Bruyn L., Hens M., Peymen J., Schneiders A., Van Daele T., Van Reeth W., Weyembergh G. en Kuijken E. (red.) (2005) Natuurrapport 2005. Toestand van de natuur in Vlaanderen: cijfers voor het beleid. Mededeling van het Instituut voor Natuurbehoud nr. 24, Brussel.

FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie. Landbouwstatistieken driemaandelijke publicatie. Meerdere jaargangen. Brussel.

FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie. Mei-telling. Meerdere jaargangen. Brussel.

Gabriëls P., Platteau J. & Van Gijseghem D. (2005) Klimaatverandering en mogelijke gevolgen voor landbouw en zeevisserij in Vlaanderen. Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Administratie Land- en Tuinbouw, Afdeling Monitoring en Studie, Brussel.

Jonathan Platteau (red), Leen Bas, Els Bernaerts, Veerle Campens, Koen Carels, Els Demuynck, Maarten Hens, Stijn Overloop, Vincent Samborski, Dirk Smets, Dirk Van Gijseghem, Hilde Wustenberghs. Landbouwrapport 2005

Van Gijseghem, D., et al (2004). Landbouwbeleidsrapport 2003. Administratie Land- en Tuinbouw, Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Brussel

Van Steertegem M. (red.), Milieurapport Vlaanderen, MIRA-T 2005, thema's. Vlaamse Milieumaatschappij, Aalst.

VRIND (meerder jaargangen) Vlaamse regionale indicatoren, APS, Brussel.

## **VI.6 BIJLAGE 6: LIJST AFKORTINGEN**

- APS - Administratie Planning en Statistiek  
BBP - Bruto Binnenlands Product  
BTW - Bruto Toegevoegde Waarde  
EEA - European Environment Agency  
FOD – Federale Overheidsdienst  
HNV - high nature value farmland areas  
INR - Instituut voor de Nationale Rekeningen  
LORBI - LEAD Objective Related Baseline Indicatoren  
NARA – Natuurrapport  
OECD - Organisation for Economic Co-operation and Development  
RSV - Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen  
RSVZ - Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen  
RSZPPO - Rijksdienst voor Sociale Zekerheid Provinciale en Plaatselijke Overheden  
SPRE - Strategisch Plan Ruimtelijke Economie  
SWAV - Steunpunt Werkgelegenheid Arbeid Vorming  
SWOT – Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats  
UVW - uitkeringsgerechtigde volledig werklozen  
VAK – Voltijdse Arbeidskracht  
VDAB - Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding  
VRIND – Vlaamse Regionale Indicatoren

## VI.7 BIJLAGE 7: LIJST MET BASELINE INDICATOREN GEKOPPELD AAN DE VLAAMSE STRATEGISCHE DOELSTELLINGEN

AS	Strat	Indicator			NUTS	2006	Unit	2013	Uitleg
1	1	Economic Development of Primary sector	B9	GVA in primary sector	1	1563 (2005 – enkel landbouw)	Mio €	1667	AMS-berekening op basis van 0,8% stijging per jaar voor België –cijfer Federaal planbureau
		Employment Development of Primary sector	B8	Employment in primary sector	1	65 (enkel landbouw)	X 1000 pers	55,6	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Labour productivity in agriculture	B6*	GVA/AWU - total	1	31 444 (2004)	€/pers	39 976	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Gross fixed capital formation in agriculture	B7	GFCF in agriculture	1	490 (2004 – primaire sector )	Mio €	466	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Training and education in agriculture	B4	% of farmers with basic and full educational attained	1	45,7 (2005)	%	> 50	LE R <sup>2</sup> =0,72
1	2	Economic Development of Primary sector	B9	GVA in primary sector	1	1563 (2005 – enkel landbouw)	Mio €	1667	AMS-berekening op basis van 0,8% stijging per jaar voor België –cijfer Federaal planbureau
		Employment Development of Primary sector	B8	Employment in primary sector	1	65 (enkel landbouw)	X 1000 pers	55,6	AMS-berekening op basis nationale gegevens

										planbureau
		Labour productivity in agriculture	B6*	GVA/AWU - total		1	31444 (2004)	€/pers	39 976	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Gross fixed capital formation in agriculture	B7	GFCF in agriculture		1	490 (2004 – primaire sector)	Mio €	466	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Age structure	B5a	Ratio : farmers	< 35 years	1	6,7	%	1	LE R <sup>3</sup> =0,997
		Age structure	B5b	Ratio : farmers	>= 55 years	1	43,6	%	46,4	LE R <sup>2</sup> =0,996
		Training and education in agriculture	B4	% of farmers with basic and full educational attained		1	45,7	%	> 50	LE R <sup>2</sup> =0,72
1	3	Economic Development of Primary sector	B9	GVA in primary sector		1	1563 (2005 – enkel landbouw)	Mio €	1667	AMS-berekening op basis van 0,8% stijging per jaar voor België – cijfer Federaal planbureau
		Employment Development of Primary sector	B8	Employment in primary sector		1	65 (enkel landbouw)	X 1000 pers	55,6	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Labour productivity in agriculture	B6*	GVA/AWU - total		1	31444 (2004)	€/pers	39 976	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Gross fixed capital formation in agriculture	B7	GFCF in agriculture		1	490 (2004 – primaire sector )	Mio €	466	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Economic Development of Food	B13	GVA in food industry		0	6046 (2005)	Mio €	6920	AMS-berekening

		industry								op basis nationale gegevens planbureau
		Employment Development of Food Industry	B12	Employment in food industry		1	66 (2004)	1000 pers	60,4	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Labour productivity in food industry	B10*	GVA/people employed in food industry		0	62 976 (2005)	€/pers	79 212	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
		Gross fixed capital formation in food industry	B11	GFCF in food industry		0	1168 (2005)	Mio €	1412	AMS-berekening op basis nationale gegevens planbureau
1	4									
2	1	Biodiversity: Population of farmland birds	B17*	Trends of index of population of farmland birds (2000=100)		1	28 % achteruitgang 1990-2002	%	Stopzette n van de achteruit gang	MINA-plan 3 in 2010
		Biodiversity: High Nature Value farmland areas	B18*	UAA of High Nature Value Farmland		1	0,47	%	stijging	
		Water quality: Gross Nutrient Balances : Nitrogen	B20a		Nitrogen	1	87	Kg/ha	< 70	Norm 70 (doelstelling MINA-3+) zal in 2010 gehaald worden (MIRA)
		Water quality: Gross Nutrient Balances : Phosphorus	B20b		Phosphorus	1	6	Kg/ha	<3,6	norm 3,6 (doelstelling MINA-3+) zal in 2009 gehaald worden (MIRA)
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21a	Annual trends in the concentrations of nitrate	surface waters	1	85 (2005)	1992-1994=100	dalen	Geen target vorhanden

		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	Extra 1	Percentage meetpunten in ruraal gebied met overschrijding 50mg nitraat/l	Oppervlakte-water		42	%	0	Vlaamse Milieubeleidsplan
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21b	Annual trends in the concentrations of nitrate	ground waters	1	106 (2005)	2004=100	dalen	Geen target voorhanden
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	Extra 2	Percentage meetpunten in ruraal gebied met overschrijding 50mg nitraat/l	grondwater		37,9	%	0	Vlaams Milieubeleidsplan
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21c	Annual trends in the concentrations of pesticides	surface waters	1	2,9	% meetpunt en met overschrijding van basiskwaliteitsnorm	0	AMS berekening op basis van Jaarrapport water 2006, target uit Vlaams Milieubeleidsplan
		Druk op het waterleven van gewasbeschermingsmiddelen	Extra 3	Som van de jaarlijkse verspreidingsequivalenten	Oppervlakte-water	1	56	Index seq 1990-1992=100	<53	53= norm 2005
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21d	Annual trends in the concentrations of pesticides	ground waters	1	9,2	% places > 0,5µg/l	dalen	Geen specifieke target
		Climate change: Prod. of renewable energy from agriculture and forestry	B24*a	Production of renewable energy	From agriculture	1	1,5	ktoe	stijgen	
		Climate change: UAA devoted to renewable energy	B25	UAA devoted to energy and biomass crops	/	1	1097	Ha	100 ha korte omloop hout; verder geen officiële	Vlaams klimaatplan

									doelstellingen	
		Climate change: GHG emissions from agriculture	B26a	Agricultural emissions of GHG	CO <sub>2</sub>	1	10189 (2005)	kton CO <sub>2</sub> equivalent	< 8557	LE R <sup>2</sup> =0,94 Klimaatplan (2012): 8557
		Climate change: GHG emissions from agriculture	B26b	Agricultural emissions of ammonia	NH <sub>4</sub>	1	44,1 (2005)	kton NH <sub>4</sub>	< 41,2	Uitvoering NEC-reductie programma voor 2010 (p85)
		Soil quality: Areas at risk for erosion	B22	Areas at risk for erosion (classes of T/ha/year)		1	1,5	Ton/ha/y	dalen	Volgt uit doelstellingen in Vlaams Milieubeleidsplan
		Soil quality: organic farming	B23	UAA under organic farming		1	3267	Ha	3700	Bio (2% stijging per jaar)
		Water Use	BC15	% Irrigated UAA		1	3,2	%	stagnatie	
2		Water quality: Gross Nutrient Balances : Nitrogen	B20a		Nitrogen	1	87	Kg/ha	< 70	Norm 70 (doelstelling MINA-3+) zal in 2010 gehaald worden (MIRA)
		Water quality: Gross Nutrient Balances : Phosphorus	B20b		Phosphorus	1	6	Kg/ha	<3,6	norm 3,6 (doelstelling MINA-3+) zal in 2009 gehaald worden (MIRA)
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21a	Annual trends in the concentrations of nitrate	surface waters	1	85 (2005)	1992-1994=100 (index)	dalen	Geen target vorhanden
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	Extra 1	Percentage meetpunten in ruraal gebied met	Oppervlakte-water		42	%	0	Vlaamse Milieubeleidsplan

				overschrijding 50mg nitraat/l						
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21b	Annual trends in the concentrations of nitrate	ground waters	1	106 (2005)	2004=100	dalen	Geen target vorhanden
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	Extra 2	Percentage meetpunten in ruraal gebied met overschrijding 50mg nitraat/l	grondwater		37,9	%	0	Vlaams Milieubeleidsplan
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21c	Annual trends in the concentrations of pesticides	surface waters	1	2,9	% meetpunt en met overschrijding basiskwaliteitsnorm	0	AMS berekening op basis van Jaarrapport water 2006, target uit Vlaams Milieubeleidsplan
		Druk op het waterleven van gewasbeschermingsmiddelen	Extra 3	Som van de jaarlijkse verspreidingsequivalenten per gewasbeschermingsmiddel	Oppervlakte-water	1	56	Index seq 1990-1992=100	<53	53= norm 2005
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21d	Annual trends in the concentrations of pesticides	ground waters	1	9,2	% places > 0,5µg/l	dalen	Geen specifieke target
		Less favoured areas	BC8	% UAA in LFA with specific handicaps		1	2,1 (2005)	%	handhaving	
		Natura 2000 areas	BC10	% of territory under Natura 2000		1	12	%	handhaving	
				% UAA under Natura 2000		1	8,6	%	handhaving	
				% forest area under Natura 2000			40,4	%	handhaving	
	3	Biodiversity: Tree species composition	B19a	Distribution of species group by area of FOWL	Coniferous (%)	1	36 (2000)	%	geen target	Onrechtstreeks uit beheersvisie Vlaams bosbeleid

		Biodiversity: Tree species composition	B19b	Distribution of species group by area of FOWL	Broadleaved (%)	1	50 (2000)	%	geen target	Onrechtstreeks uit beheersvisie Vlaams bosbeleid
		Biodiversity: Tree species composition	B19c	Distribution of species group by area of FOWL	Mixed (%)	1	11 (2000)	%	geen target	Onrechtstreeks uit beheersvisie Vlaams bosbeleid
		Climate change: Prod. of renewable energy from agriculture and forestry		Production of renewable energy	From forestry	1	105,7	ktoe	stijging	
		Development of forest area	BC12	Average annual increase of forest and other wooded land areas		1	224	Ha/year	Significante stijging	Zonder rekening te houden met achterstand is volgens RSV jaarlijks een netto toename van 769 ha nodig
		Land cover	BC7	% of area covered by forest classes		1	8	%	stijging	Onrechtstreeks uit RSV
4		Soil quality: organic farming	B23	UAA under organic farming		1	3267	Ha	3700	2% stijging per jaar
		Water quality: Gross Nutrient Balances : Nitrogen	B20a		Nitrogen	1	87	Kg/ha	< 70	Norm 70 (doelstelling MINA-3+) zal in 2010 gehaald worden (MIRA)
		Water quality: Gross Nutrient Balances : Phosphorus	B20b		Phosphorus	1	6	Kg/ha	< 3,6	norm 3,6 (doelstelling MINA-3+) zal in 2009 gehaald worden (MIRA)
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21a	Annual trends in the concentrations of nitrate	surface waters	1	85 (2005)	1992-1994=100 (index)	dalen	Geen target vorhanden

		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	Extra 1	Percentage meetpunten in ruraal gebied met overschrijding 50mg nitraat/l	oppervlakte water		42	%	0	Vlaamse Milieubeleidsplan
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21b	Annual trends in the concentrations of nitrate	ground waters	1	106 (2005)	2004=100	dalen	Geen target voorhanden
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	Extra 2	Percentage meetpunten in ruraal gebied met overschrijding 50mg nitraat/l	grondwater		37,9	%	0	Vlaams Milieubeleidsplan
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21c	Annual trends in the concentrations of pesticides	surface waters	1	2,9	% meetpunten met overschrijding basiskwali-teitsnor m	0?	Bron: AMS berekening op basis van Jaarrapport water 2006
		Druk op het waterleven van gewasbeschermingsmiddelen	Extra 3	Som van de jaarlijkse verspreidingsequivalenten per gewasbeschermingsmidde l	Oppervlakte -water	1	56	Index seq 1990-1992=100	<53	53= norm 2005
		Water quality: Pollution by nitrates and pesticides	B21d	Annual trends in the concentrations of pesticides	ground waters	1	9,2	% places > 0,5µg/l	dalen	Geen specifieke target
3	1	Farmers with other gainful activity	B27*	% holders with other gainful activity		1	14	%	stagnatie	Gebaseerd op studie verbreding door Idea Consult
	2	Employment development of non-agricultural sector	B28*b	Employment in secondary and tertiary sector	In rural areas	1	998 (2005)	1000 persons	1066	Gebaseerd op economische vooruitzichten federaal

										planbureau
	3	Employment development of non-agricultural sector	B28* b	Employment in secondary and tertiary sector	In rural areas	1	998 (2005)	1000 persons	1066	Gebaseerd op economische vooruitzichten federaal planbureau
		Economic development of non-agricultural sector	B29* b	GVA in secondary and tertiary sectors	REGION	1	140 870 (2003)	Mio euro	177 706	2,3 % stijging per jaar, gebaseerd op nationale gegevens federaal planbureau
		Self-employment development	B30* b	Self-employed persons	In rural areas	1	172,0 (2005)	1000 pers	173,3	Gebaseerd op economische vooruitzichten federaal planbureau
	4	Tourism infrastructure in rural areas	B31b	Number of bed places (in hotels, campings, holiday dwellings, etc.)	In rural areas	1	180567	Bed places	Geen voorspelling mogelijk	Steunpunt toerisme K.U.Leuven
		Tourism infrastructure in rural areas	Extra	Aantal landbouwbedrijven actief in hoevetoerisme	REGION	1	190 (2005)	Aantal	stijgen	
		Internet take-up in rural areas	B33* a	% population having subscribed to DSL internet	REGION	1	62	%	stijgen	
		Development of services sector	B33* b	% GVA in services	REGION	1	71,5 (2003)	%	74,2	Gebaseerd op economische vooruitzichten planbureau voor België
		Net migration	B34b	Net migration rate	Rural	1	3,9 (2005)	1000 persons	Niet voorspelbaar	NIS bevolkingsprojectie

	5	Life-long learning in rural areas	B35* b	% of population of adults participating in education and training	REGION	1	9,1 (2005)	%	12,5	Lissabon doelstelling 2010
	6	Less favoured areas	BC8	% UAA in LFA with specific handicaps		1	2,1 (2005)	%	handhav ing	
		Natura 2000 areas	BC10	% of territory under Natura 2000		1	12	%	handhav ing	
				% UAA under Natura 2000		1	8,6	%	handhav ing	
				% forest area under Natura 2000			40,4	%	handhav ing	
4	1	Development of Local Action Groups	B36	Share of population covered by Local Action Groups		1	5,5 (2004)	%	14	Op basis van outputindicator en extrapolatie van de Vlaamse bevolking

Common objective related baseline indicators

			EU Data Yes/No?	Comments	Measurement	Value	Reference Year	Target or p 2010
B1*	Economic development (GDP per capita (PPS as % of EU25 = 100))		Yes	NUTS1		118	2004	increasing
B2*	Employment rate (in % total population 15-64 y.o.)	Average employment rate	Yes	NUTS1		64,5	2006	70%
		Female employment rate	Yes	NUTS1		28,6	2006	/
		Young people (15-24)	Yes	NUTS1		5,7	2006	/
B3*	Unemployment rate (in % active population 15-64 y.o)	Average unemployment rate	Yes	NUTS1		5,0	2006	decreasing
		Female unemployment rate	Yes	NUTS1		2,6	2006	/
		Young people (15-24)	Yes	NUTS1		1,2	2006	/
B 4	% farmers with basic and full education attained		No	NUTS1		45,7	2005	> 50%
B 5	Ratio between young farmers (<35 years) and farmers (>55 years)		No	NUTS1		0,15	2006	0,05
B 6*	Labour productivity in agriculture (GVA/AWU)		No	NUTS1		31444	2005	39900
B 7	Gross fixed capital formation in agriculture		Yes	NUTS1		490000000	2004	466000
B 8	Employment in primary sector (000s)		No	NUTS1		65	2006	55
B 9	GVA in primary sector		No	NUTS1		1563000000	2005	1667000
B 10*	GVA/employee in food industry (000s/employed)		Yes	NUTS0		62,976	2005	79,200
B 11	Gross fixed capital formation in food industry		Yes	NUTS0		1168000000	2005	1412000
B 12	Employment in food industry (000s)		Yes	NUTS1		66	2004	60000
B 13	GVA in food industry		Yes	NUTS0		6046000000	2005	692000
B 14*	GVA/employee in forestry (000s/employed)		Yes	NUTS0		18,874	2004	increasing
B 15	Gross fixed capital formation in forestry		Yes	NUTS0		33000000	2000	increasing
B 16	Importance of semi-subsistence farming in New Member States (%)					NA		
B 17*	Trends of index of population of farmland birds (2000 = 100)		No	NUTS1		> 28 % decline	1990- 2002	discontinuing decline
B 18*	High Nature Value farmland and forestry (% of UAA)		No	NUTS0		0,47	2004	increasing

B 19	Area of forest by forest type (% of total FOWL)	Coniferous (%)	No	NUTS1		36	2000	no ta
		Broadleaved (%)	No	NUTS1		50	2000	no ta
		Mixed (%)	No	NUTS1		11	2000	no ta
B20*	Water quality: Gross nutrient balances (kg/ha)	Gross Nitrogen Balance	No	NUTS1		87	2006	< 7
		Gross Phosphorus Balance	No	NUTS1		6	2006	< 3
B 21	Water quality : pollution by nitrates and pesticides	trends in concentration of nitrates in surface water	No	NUTS1	(index 1992-1994=100)	85	2005	decre
		trends in concentration of nitrates in ground water	No	NUTS1	other definition: 2004 = 100	106	2005	decre
		trends in concentration of pesticides in surface water	No	NUTS1	other definition: % of measuring points exceeding base quality standard	3	2005	0
		trends in concentration of pesticides in ground water	No	NUTS1	other definition: % of measuring points exceeding 0,5 µg/l	9,2	2006	0 % overs van de 0,5 norm voor van de pes en 0 % overschrijde de 0,1 mg/ voor de inc bestrijding
B 22	Areas at risk of soil erosion (tons/ha)		No	NUTS1		1,5	2006	decre
B 23	Organic farming (Ha)		No	NUTS1		3267	2006	370
B 24*	Climate change : Production of renewable energy	from agriculture (Ktoe)	No	NUTS1		1,5	2006	ince
		from forestry (Ktoe)	No	NUTS1		105,7	2006	incre
B 25	Climate change : UAA devoted to renewable energy and biomass crops (Ha)		No	NUTS1		1097	2006	100 ha omloop bestaan doelstelling koolz
B 26	Climate change/air quality : gas emissions from agriculture	GHG emissions from agriculture (1000t of CO2 equivalent)	No	NUTS1		10169	2005	< 85
		Ammonia emmissions (1000t)	No	NUTS1		44,1	2005	< 4

B 27*	% sole holders-managers with other gainful activity		No	NUTS1		14	2005	stagn...
B 28*	Employment in second and tertiary sector (000s)		national	No	NUTS1		2493	2005
			in rural areas	No	NUTS1		998	2005
B 29*	GVA in primary and secondary sector (Mio Euro)		national	No	NUTS1		140870	2004
			in rural areas				NA	
B 30*	Self-employed persons (000s)		national	No	NUTS1		398	2005
			in rural areas	No	NUTS1		172	2005
B 31	Tourism infrastructure in rural areas (number of bedplaces)		national	No	NUTS1		380025	2006
			in rural areas	No	NUTS1		180567	2006
B 32*	Persons having subscribed to DSL internet as a percentage of total population (%)		average (national)	No	NUTS1		62	2006
			in rural areas				NA	
B 33*	GVA in services as percentage of total GVA (%)		average (national)	No	NUTS1		71	2003
			in rural areas				NA	
B 34	Annual crude rate of net migration (per 1000 inhabitants)		average (national)	No	NUTS1		3,2	2005
			in rural areas	No	NUTS1		3,9	2005
B 35*	% Adults (25-64 years) participating in life-long education and training		average (national)	No	NUTS1		9,1	2005
			in rural areas				NA	
B 36	Share of population covered by Local Action Groups			No	NUTS1		5,5	2006

#### Common context related baseline indicators

			PU	IR	PR		
BC 1	Designation of rural areas	Number of NUTS 3 regions	NA	NA	NA		
BC 2	Importance of rural areas	% territory	42,3	0	57,7	NUTS 1	
		% gross value added	87,8	10,5	1,7	NUTS 0	OECD criterium
		% population	60,5	0	39,5	NUTS 1	
		% employment	74,6	0	25,4	NUTS 1	

				EU Data Yes/No?	Comments	Value	Reference Year	Target or prediction 2013
BC 3	Agricultural land use	Arable land (% of UAA)		No	NUTS 1	55,0	2006	light decrease
		Permanent crops (% of UAA)		No	NUTS 1	9,3	2006	stagnation
		Permanent grassland and pastures (% of UAA)		No	NUTS 1	35,6	2006	stagnation
BC 4	Farm structure	Number of farms		No	NUTS 1	33272	2006	25000
		Utilised Agricultural Area (Ha)		No	NUTS 1	625207,0	2006	stagnation
		Labour force (AWU)		No	NUTS 1	48114	2006	42500
		Average area farm size (Ha)		No	NUTS 1	18,8	2006	23,0
		Distribution of area farm size (%)	< 5 ha	No	NUTS 1	31,9	2006	25,5
			from 5 to 50 Ha	No	NUTS 1	60,3	2006	63,0
			> 50 Ha	No	NUTS 1	7,9	2006	11,5
		Average economic farm size (ESU)		No	NUTS 1	67,5	2006	85,0
		Distribution of economic farm size (%)	< 2 ESU	No	NUTS 1	8,6	2006	6,0
			from 2 to 100 ESU	No	NUTS 1	67,4	2006	60,0
			> 100 ESU	No	NUTS 1	24,0	2006	34,0
BC 5	Forestry structure	Area of forest available for wood supply (FAWS) (Ha)		No	NUTS 1	146381	2000	164659
		Ownership : % FAWS private owned by	private sector	No	NUTS 1	70,0	2000	
			other public institutions	No	NUTS 1	17,0	2000	
			state	No	NUTS 1	13,0	2000	
		Average size of private holding of FOWL (Ha)		No	NUTS 1	NA		
BC 6	Forest productivity	(m³ overbark/ha)		Yes	NUTS 0	0,00198	2000	
BC 7	Land cover	% of area covered by agricultural classes		No	NUTS 1	61,7	2005	stagnation
		% of area covered by forest classes		No	NUTS 1	8,0	2005	light increase
		% of area covered by natural classes		No	NUTS 1	6,1	2005	light increase
		% of area covered by artificial classes		No	NUTS 1	23,5	2005	light increase
BC 8	Less favoured areas	% UAA in non LFA		No	NUTS 1	97,9	2005	preservation

		% UAA in LFA mountain	No	NUTS 1	0,0	2005	
		% UAA in other LFA	No	NUTS 1	0,0	2005	
		% UAA in LFA with specific handicaps	No	NUTS 1	2,1	2005	
BC 9	Areas of extensive agriculture (% of UAA)	% UAA for extensive arable crops	No	NUTS 1	NA		
		% UAA for extensive grazing	No	NUTS 1	NA		
BC 10	Natura 2000 area	% of territory under NATURA 2000	No	NUTS 1	12,1	2006	preservation
		% UAA under NATURA 2000	No	NUTS 1	8,6	2006	stagnation
		% forest area under Natura 2000	No	NUTS 1	40,4	2006	light increase
BC 11	Biodiversity: Protected forest		No	NUTS 0	29,3	2000	significant increase
BC 12	Average annual increase of forest and other wooded land areas (Ha/year)		No	NUTS 1	224,0	2006	significant increase
BC 13	Forest ecosystem health (% of trees in defoliation classes 2-4)	Coniferous (%)	No	NUTS 0	16,8	2005	decrease
		Broadleaved (%)	No	NUTS 0	21,4	2005	increase
		Mixed (%)	No	NUTS 0	19,1	2005	preservation
BC 14	% territory designated as Nitrate Vulnerable Zone		No	NUTS 1	49,5	2005	stagnation
BC 15	% irrigated UAA		No	NUTS 1	3,2	2006	stagnation
BC 16	Protective forests concerning primarily soil and water (% of forest area)		No	NUTS 0	0,0	2000	
BC 17	Population density (inhabitants / km <sup>2</sup> )	average (national)	No	NUTS 1	449,5	2006	460,0
		in rural areas	No	NUTS 1	307,9	2006	315,0
BC 18	Age structure	National	% population (0-14 y.o.)	No	NUTS 1	16,4	2006
			% population (15-64 y.o.)	No	NUTS 1	65,8	2006
			% population (>=65 y.o.)	No	NUTS 1	17,8	2006
		In rural areas	% population (0-14 y.o.)	No	NUTS 1	16,6	2006
			% population (15-64 y.o.)	No	NUTS 1	66,3	2006
							65,6

			% population (>=65 y.o.)	No	NUTS 1	17,1	2006	18,9
BC 19	Structure of the economy	National	% GVA by primary sector	No	NUTS 1	1,3	2004	1,0
			% GVA by secondary sector	No	NUTS 1	29,0	2004	27,9
			% GVA by tertiary sector	No	NUTS 1	69,8	2004	71,1
		In rural areas	% GVA by primary sector	No	NA	NA	NA	NA
			% GVA by secondary sector	No	NA	NA	NA	NA
			% GVA by tertiary sector	No	NA	NA	NA	NA
BC 20	Structure of employment	National	% employment primary sector	No	NUTS 1	3,4	2004	2,7
			% employment secondary sector	No	NUTS 1	26,3	2004	23,9
			% employment tertiary sector	No	NUTS 1	70,4	2004	73,4
		In rural areas	% employment primary sector	No	NUTS 1	8,1	2004	6,5
			% employment secondary sector	No	NUTS 1	32,1	2004	29,2
			% employment tertiary sector	No	NUTS 1	59,8	2004	64,2
BC 21	Long-term unemployment (%)	average (national)		No	NUTS 1	2,9	2005	decrease
		in rural areas		No	NUTS 1	2,1	2005	decrease
BC 22	% Adults (25-64 years) with medium and high educational attainment	average (national)		Yes	NUTS 1	30,6	2005	37,0
		in rural areas		No	NA	NA	NA	NA
BC 23	Internet infrastructure (DSL coverage in % of people)	average (national)		No	NUTS 1	61,8	2006	increase
		in rural areas		No	NUTS 1	NA		

#### Additional baseline indicators

Axis	Indicator	Measurement	Value	Reference Year	Target 2013
Axis 1	Female employment rate (in % total population 15-64 y.o in same class)	%	58,3	2006	60
	Young people (15-24) employment rate (in % total population 15-64 y.o in same class)	%	32,0	2006	decrease
	Female unemployment rate (in % active population 15-64 y.o in same class)	%	9,4	2006	decrease

	Young people (15-24) unemployment rate (in % active population 15-64 y.o in same class)	%	15,2	2006	decrease
Axis 2	Percentage of surface water measuring points in rural area exceeding 50 mg nitrate/l	%	42	2006	0
	Percentage of ground water measuring points in rural area exceeding 50 mg nitrate/l	%	37,9	2006	0
	Sum of yearly spreading equivalents of pesticides	Index 190-1992=100	56	2006	< 53
Axis 3	Tourism in rural areas: number of farm holdings active in farm tourism	number	190	2005	incease
Axis 4					
Context	Number of communities PU/IR/PR		111/0/197	2006	/

## **VI.8 : BIJLAGE 8: TARGETS IMPACTINDICATOREN**

### *Targets impactindicatoren*

Common impact indicator	Uitgangssituatie: baseline-indicatoren			Omschrijving beoogde impact
	Baseline-indicator	Uitgangs-waarde	Doel 2013	
Economische groei (netto toegevoegde waarde)	Economische ontwikkeling (bruto toegevoegde waarde per capita uitgedrukt als percentage van EU25=100)	118 (2004)	Verhoging	Landbouwbedrijven die steun ontvingen via het PDPO (investeringssteun inclusief diversificatie) doen het economisch beter x aantal jaren na de toekenning van de overheidssubsidie dan het gemiddelde van de landbouwsector en/of bedrijven die deze steun niet gekregen hebben
	Economische ontwikkeling primaire sector (bruto toegevoegde waarde, mln €)	1.563 (2005)	1.667	
	Economische ontwikkeling voedingsmiddelenindustrie (idem)	6.046 (2005)	6.920	
	Economische ontwikkeling secondaire en tertiaire sector (idem)	140.870 (2004)	177.706	
Scheppen van werkgelegenheid (netto toegevoegde FTE's)	Werkgelegenheidsgraad (in % van totale populatie tussen 15-64 jaar)	64,5 (2006)	70	Alhoewel de werkgelegenheid in de landbouwsector en voedingsmiddelensector gedurende de ganse programmaperiode achteruitgaat, worden op landbouwbedrijven die steun gekregen hebben voor diversificatie en voedingsmiddelenbedrijven die steun ontvangen hebben voor afzetbevordering via het PDPO netto jobs gecreëerd. De projecten van as-3 stimuleren eveneens de werkgelegenheid op het platteland.
	Werkloosheidsgraad (in % van actieve bevolking tussen 15 en 64 jaar)	5,0 (2006)	Verlaging	
	Werkgelegenheidsontwikkeling in primaire sector (in duizenden personen)	65 (2005)	55,6	

	Werkgelegenheidsonderzoek in voedingsmiddelensector (idem)	66 (2004)	60,4	
	Werkgelegenheidsonderzoek secondaire en tertiaire sector (idem)	2.493 (2005)	2.664	
Arbeidsproductiviteit (verandering in bruto toegevoegde waarde per FTE)	Arbeidsproductiviteit in de landbouw (bruto toegevoegde waarde per werknemer in duizenden €)	31,444 (2005)	39,976	Gedurende de ganse programmaperiode neemt de arbeidsproductiviteit verder toe zowel in de landbouw, bosbouw als voedingsmiddelensector. De stijging van de arbeidsproductiviteit is echter hoger in de bedrijven waaraan PDPO middelen toegekend werden.
	Arbeidsproductiviteit in de voedingsmiddelenindustrie (idem)	62,976 (2005)	79,212	
	Arbeidsproductiviteit in de bosbouw (idem)	18,874 (2004)	Verhoging	
Kernachteruitgang biodiversiteit (verandering in trend achteruitgang biodiversiteit gemeten aan de populaties van weidevogelsoorten)	Populatie akker- en weidevogels (achteruitgang 1990-2002)	> 28 % achteruitgang	5 % netto stijging	1) Tussen 5-10 % van de cultuuroppervlakte binnen het kerngebied bestaat uit vlakvormige maatregelen gesubsidieerd door BO soortenbescherming (PDPO II maatregel) 2) Enkel geldig voor weidevogels: Na 5 jaar BO soortenbescherming is de toename in broedparen per ha minstens 5% hoger dan de toename in de referentiepercelen

Behoud land- en bosbouw met hoge natuurwaarde (veranderingen in land- en bosbouwgebieden met hoge natuurwaarden)	Hoge natuurwaarde landbouwgronden (% van het totale areaal landbouwgrond)	0,47 (2004)	0 % verandering	Er is al heel wat werk verricht op Vlaams niveau voor de herdefiniëring van HNVF (op vraag van EC). Eens deze gebieden vastliggen is het de bedoeling deze te behouden en kwalitatief te verbeteren (bv. groei weidevogels of verhoging van het aantal kleine landschapselementen).
Verbeteren van de waterkwaliteit (verandering bruto nutriëntenbalans)	Bruto nutriëntenbalans N (kg/ha)	87 (2006)	< 70	De bruto nutriëntenbalans van percelen waarop agromilieumaatregelen zoals 'beheersovereenkomst water' werden uitgevoerd is significant lager dan voor de percelen waar dit niet het geval was. Dit draagt bij tot een verbetering van de waterkwaliteit.
	Bruto nutriëntenbalans P (kg/ha)	6 (2006)	< 3,6	
Bijdrage bestrijding klimaatverandering (toename productie hernieuwbare energie)	Productie van hernieuwbare energie uit landbouwsector (Ktoe)	1,5 (2006)	verhoging	Het programma voor Plattelandsontwikkeling levert een bijdrage tot de productie van hernieuwbare energie via maatregel 311 'Diversificatie van landbouwbedrijven'. Met deze maatregel worden investeringen gesubsidieerd zoals fotovoltaïsche cellen, oliepers, installaties voor de productie van biogas (en omzetting naar elektriciteit) en materieel noodzakelijk voor de productie van energieteelten. Er wordt een nettobijdrage verwacht van het PDPO van meer dan 52 Ktoe aan hernieuwbare energie in 2013 (zowel de elektrische als thermische energie werden in rekening gebracht). Deze berekening is gebaseerd op de doelstellingen aangaande groene WKK's in het Vlaams klimaatplan 2006-2012 en de redelijke veronderstelling dat alle WKK-installaties gebouwd zullen worden met VLIF-steun.
	Productie van hernieuwbare energie uit bosbouwsector (Ktoe)	105,7 (2006)	verhoging	
	Oppervlakte landbouwgrond voor productie van hernieuwbare energie (ha)	1097 (2006)	verhoging	
	Broeikasgassenuitstoot vanuit de landbouwsector (uitgedrukt in kton CO <sub>2</sub> equivalent)	10.169 (2005)	8.557	

	Ammoniakuitstoot vanuit de landbouwsector (x 1000 ton)	44,1 (2005)	41,2	<p>Naast de netto productie van hernieuwbare energie is er ook een netto bijdrage van het programma in de verlaging van de uitstoot van de broeikasgassen in de landbouwsector door de subsidie van energiebesparende maatregelen. De landbouwsector heeft zich geëngageerd om de broeikasgassen uitstoot te verminderen van 10.169 kton CO<sub>2</sub> equivalent in 2005 tot 8.557 kton CO<sub>2</sub> equivalent in 2013. Deze afname wordt voornamelijk bereikt door de afbouw van de veestapel. Verschillende PDPO maatregelen hebben echter ook een netto bijdrage tot deze afname. In de maatregel 121 'Modernisering van landbouwbedrijven' en 311 'Diversificatie naar niet-landbouwactiviteiten' zijn verschillende energiebesparende maatregelen opgenomen zijnde: WKK-installaties, energiebesparende kasomhulling, warmtebuffers en energieschermen. Een ruwe schatting geeft aan dat jaarlijks netto 100 kton CO<sub>2</sub> equivalent extra bespaard wordt als gevolg van deze twee maatregelen. De netto-bijdrage wordt dan geschat op 700 kton CO<sub>2</sub> equivalent reductie in 2013.</p> <p>De maatregelen bebossing van landbouwgronden heeft een nettobijdrage in de reductie van 4,2 kton CO<sub>2</sub> equivalent per jaar (doelstelling is om 840 ha landbouwgrond te bebosser tegen 2013, waarbij vanuit gegaan wordt dat een jong bos 5 ton CO<sub>2</sub> per jaar vastlegt).</p>
--	--	-------------	------	--

## VI.9 : BIJLAGE 9: LIJST MET OUTPUTINDICATOREN

*Targets outputindicatoren gerangschikt per type indicator*

Maatregelcode	Ind nr	tijdshorizon	Target 2013
Aantal projecten of contracten			
125	COI18	2013	4
133	COI24	2013	57
214-A	COI37	2013	1.800
214-B	COI37	2013	500
214-C	COI37	2013	3.239
214-D	COI37	2013	2.300
214-E	COI37	2013	300
214-F	COI37	2013	375
214-G	COI37	2013	2.567
214-H	COI37	2013	568
214-I	COI37	2013	1.720
214-J	COI37	2013	3.615
214-K	COI37	2013	2.392
214-M	COI37	2013	8.500
214-N	COI37	2013	200
214-O	COI37	2013	71
214-P	COI37	2013	664
313	COI61	2013	182
321-A	COI63	2013	147
321-B	COI63	2013	10
322	COI65	2013	112
323-A	COI67	2013	182
323-B	COI67	2013	11
331-B	COI63	2013	30
413	COI75a	2013	500
421	COI78a	2013	20
431	COI79	2013	1700
Investeringsvolume (€)			
112	COI4	2013	280.000.000
121	COI12	2013	1.295.000.000
123-A	COI16	2013	335.000.000
123-B	COI16	2013	893.181
125	COI19	2013	457.285
216	COI42	2013	1.120.128
227	COI57	2013	5.490.625
311	COI59	2013	100.000.000
313	COI62	2013	8.190.000
321-A	COI64	2013	14.700.000
321-B	COI64	2013	1.410.000
322	COI66	2013	15.225.000
323-A	COI68	2013	5.460.000
323-B	COI68	2013	668.840
331-B	COI64	2013	90.000

<b>Aantal begunstigden financiële steun</b>			
112	COI3	2013	1.400
114	COI8	2013	18.634
121	COI11	2013	24.500
123-A	COI15	2013	250
123-B	COI15	2013	1.400
132	COI23	2013	7.282
212	COI32	2013	2482
213	COI32	2013	1.241
216	COI41	2013	1.200
221	COI43	2013	700
227	COI56	2013	1.050
311	COI58	2013	2.500
331	COI69	2013	70
413	COI74	2013	10
413	COI75b	2013	700
413	COI77	2013	900.000
421	COI78b	2013	10
<b>Participanten - opleiding</b>			
111-A	COI1	2013	1.200.000
111-C	COI1	2013	106.000
111-D	COI1	2013	17
<b>Aantal ha onder steun</b>			
212	COI33	2013	5148
213	COI33	2013	3.462
214-A	COI35	2013	6.500
214-B	COI35	2013	1.000
214-D	COI35	2013	7.500
214-E	COI35	2013	1.500
214-F	COI35	2013	4.000
214-G	COI35	2013	2.143
214-H	COI35	2013	2.499
214-I	COI35	2013	4.171
214-J	COI35	2013	32.300
214-K	COI35	2013	243
214-M	COI35	2013	80.000
214-N	COI35	2013	2.000
214-O	COI35	2013	323
214-P	COI35	2013	1.600
221	COI44	2013	840
413	COI76	2013	3.500
<b>Dagen - opleiding</b>			
111-A	COI2	2013	519.750
111-C	COI2	2013	37.800
111-D	COI2	2013	14
331	COI70	2013	210

Targets outputindicatoren gerangschikt per maatregel en per as

Maatregel-nummer	Omschrijving maatregel			TARGET
111A	Opleiding in de landbouw	Number of participants in training	COI 1	1.200.000
		Number of training days received	COI 2	519.750
111C	Sensibiliseringssprojecten duurzame landbouw	Number of participants in training	COI 1	106.000
		Number of training days received	COI 2	37.800
111D	Opleiding in de biologische landbouw (uitdovend)	Number of participants in training	COI 1	17
		Number of training days received	COI 2	14
112	Vestiging van jonge landbouwers	Number of assisted young farmers	COI 3	1.400
		Total volume of investments	COI 4	280.000.000
114	Bedrijfsadviesysteem voor land- en tuinbouwers	Number of farmers supported	COI 8	18.634
		Number of forest holders supported	COI 9	NVT
121	Investeringen in landbouwbedrijven	Number of farm holdings that received investment support	COI 11	24.500
		Total volume of investments	COI 12	1.295.000.000
123A	Verhoging van de toegevoegde waarde van land- en bosbouwproducten	Number of enterprises supported	COI 15	250
		Total volume of investments	COI 16	335.000.000
123B	Steun voor samenwerking bij de ontw. en afzet van landbouwproducten met een innovatief karakter	Number of enterprises supported	COI 15	1.400

		Total volume of investments	COI 16	893.181
125	Infrastructuur ontwikkeling	Number of operations supported	COI 18	4
		Total volume of investment	COI 19	457.285
132	Deelname door landbouwers aan voedselkwaliteitsregelingen	Number of supported farm holdings participating in a quality scheme	COI 23	7.282
133	Voorlichting en afzetbevordering van Vlaamse producten erkend als BOB/BGA/GTS	Number of supported actions	COI 24	57

Maatregelnummer	Omschrijving maatregel			TARGET
212	Vergoeding natuur buiten Natura 2000	Number of supported holdings in areas with handicaps, other than mountain areas	COI 32	2.482
		Supported agricultural land in areas with handicaps, other than mountain areas	COI 33	5.148
213	Vergoeding natuur	Number of supported holdings in Natura 2000 areas/under WFD	COI 32	1.241
		Supported agricultural land under Natura 2000/under WFD	COI 33	3.462
214A	Introductie van technieken die het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verminderen waaronder mechanische onkruidbestrijding	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	6.500
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmaperiode)	COI 37	1.800

214 B	Introductie van de verwarringstechniek in de pitfruitteelt	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	1.000
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmperiode)	COI 37	500
214C	Behoud van met uitsterven bedreigde lokale veerassen en variëteiten van hoogstamboomgaarden	Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmperiode)	COI 37	3.239
		Number of actions related to genetic resources	COI 38	Nvt
214D	Introductie van vlinderbloemige gewassen in het silagevoeder voor een meer grondgebonden Vlaamse veehouderij	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	7.500
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmperiode)	COI 37	2.300
214E	Reductie van gewasbeschermingsmiddelen en meststoffen in de sierteelt	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	1.500
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmperiode)	COI 37	300
214F	Hectaresteun voor biologische landbouwproductie	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	4.000
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmperiode)	COI 37	375
214G	Beheerovereenkomst Perceelsrandenbeheer	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	2.143

		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele pogrammaperiode)	COI 37	2.567
214H	Beheerovereenkomst Soortenbescherming	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	2.499
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele pogrammaperiode)	COI 37	568
214I	Beheerovereenkomst Erosiebestrijding	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	4.171
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele pogrammaperiode)	COI 37	1.720
214J	Beheerovereenkomst Water	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	32.300
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele pogrammaperiode)	COI 37	3.615
214K	Beheerovereenkomst Herstel, Ontwikkeling en Onderhoud van Kleine Landschapselementen	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	243
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele pogrammaperiode)	COI 37	2.392
214M	Groenbedekking	Total area under agri-environmental support (2013)	COI 35	80.000
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele pogrammaperiode)	COI 37	8.500

214N	Mechanische onkruidbestrijding gecombineerd met rijbespuiting	Total area under agri-environmental support	COI 35	2.000
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmaperiode)	COI 37	200
214O	Geïntegreerde productiemethode voor pitfruit	Total area under agri-environmental support	COI 35	323
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmaperiode)	COI 37	71
214P	Beheerovereenkomst Botanisch Beheer (uitdovende maatregel)	Total area under agri-environmental support	COI 35	1.600
		Total number of contracts (het aantal contracten gedurende de gehele programmaperiode)	COI 37	664
216	Inrichtingsmaatregelen door landbouwers in kader van kaderrichtlijn water	Number of farm holdings and holdings of other land managers receiving support	COI 41	1.200
		Total volume of investment	COI 42	1.120.128
221	Bebossing van landbouwgronden	Number of beneficiaries receiving afforestation aid	COI 43	700
		Number of ha afforested land	COI 44	840
227	Niet productieve investeringen in bossen	Number of supported forest holders	COI 56	1.050

		Total volume of investments	COI 57	5.490.625
--	--	-----------------------------	--------	-----------

<b>Maatregelnummer</b>	<b>Omschrijving maatregel</b>			<b>TARGET</b>
311	Investeringen mbt diversificatie van landbouwactiviteiten	Number of beneficiaries	COI 58	2.500
		Total volume of investments	COI 59	100.000.000
313	Bevordering van toeristische activiteiten	Number of new tourism actions supported	COI 61	182
		Total volume of investments	COI 62	8.190.000
321-A	Basisvoorzieningen voor de economie en plattelandsbevolking	Number of supported actions	COI 63	147
		Total volume of investments	COI 64	14.700.000
321-B	Basisvoorzieningen voor de economie en plattelandsbevolking	Number of supported actions	COI 63	10
		Total volume of investments	COI 64	1.410.000
322	Dorpskernvernieuwing- en ontwikkeling	Number of villages where actions took place	COI 65	112
		Total volume of investments	COI 66	15.225.000
323A	Instandhouding- en opwaardering van het landelijk erfgoed	Number of rural heritage actions supported	COI 67	182
		Total volume of investments	COI 68	5.460.000
323B	Landelijk erfgoed	Number of rural heritage actions supported	COI 67	11
		Total volume of investments	COI 68	668.840

331	Intermediaire dienstverlening (opleiding en vorming van ruraal ondernemerschap)	Number of participating economic actors to supported activities	COI 69	70
		Number of days of training received by participants	COI 70	210
331-B	Intermediaire dienstverlening: paardenhouderij	Number of supported actions	COI 63	30
		Total volume of investments	COI 64	90.000

Maatregel-nummer	Omschrijving maatregel			TARGET
413	Lokale ontwikkelingsstrategieën leefkwaliteit / diversificatie	Number of local action groups	COI 74	10
		Total size of the LAG area (km2)	COI 76	3500
		Total population in LAG area	COI 77	900.000
		Number of projects financed by LAGs	COI 75A	500
		Number of beneficiaries supported	COI 75B	700
421	Samenwerkingsprojecten met andere plattelandsgebieden	Number of cooperation projects	COI 78A	20
		Number of cooperating LAGs	COI 78B	10
431	Plaatselijke groepen	Number of actions supported	COI 79	1700

Bijstelling indicatoren agromilieumaatregelen (PDPO I en PDPO II contracten samen):

214	Number of holdings supported	COI 34	15.000
	Total area supported (ha)	COI 35	144.382 <sup>24</sup>
	Physical area supported (ha)	COI 36	132.831 <sup>25</sup>
	Number of contracts	COI 37	28.221 <sup>26</sup>

Bijstelling indicatoren agromilieumaatregelen (Enkel PDPO II contracten):

214	Number of holdings supported	COI 34	5.000 <sup>27</sup>
	Total area supported (ha)	COI 35	18.321 <sup>28</sup>
	Physical area supported (ha)	COI 36	16.855 <sup>29</sup>
	Number of contracts	COI 37	11.817 <sup>30</sup>

*Bijkomende outputindicatoren Vlaamse programma*

<sup>24</sup> 157.116 ha – 13.977 (doelstelling kleine landschapselementen toen koppeling met percelen nog mogelijk was) + 243 ha (doelstelling kleine landschapselementen op basis van oppervlakte kleine landschapselementen zelf) + 1000 ha verwarringstechniek

<sup>25</sup> 92% van 144.382 ha = 132.831 ha. 92% unieke areaal volgt uit GIS-oefening met data van VA 2007

<sup>26</sup> Vorige cijfer 27.721 + 500 contracten verwarringstechniek

<sup>27</sup> Doelstelling PDPO I + II : 15.000 – aantal PDPO I bedrijven in 2008 (10.577)= 4.423, verhoogd tot 5.000

<sup>28</sup> 17.158 ha doelstelling PDPO II contracten (excl. Kleine landschapselementen) voor bestaande maatregelen (target werd bepaald op basis van de PDPO I + II target per maatregel waarvan de waarde van het aantal PDPO I contracten in 2007 afgetrokken werd) + 163 ha (doelstelling kleine landschapselementen op basis van oppervlakte kleine landschapselementen zelf voor PDPO II contracten) + 1000 ha verwarringstechniek

<sup>29</sup> 92% van 18.321ha = 16.855 ha. 92% unieke areaal volgt uit GIS-oefening met data van verzamelaanvraag 2007

<sup>30</sup> 11.317 doelstelling PDPO II contracten voor bestaande maatregelen (target werd bepaald op basis van de PDPO I + II target per maatregel waarvan de waarde van het aantal PDPO I contracten in 2007 afgetrokken werd) + 500 contracten verwarringstechniek

<b>As</b>	<b>Maatregel</b>	<b>Indicator</b>	<b>Definitie</b>
1	111A	Geslacht en leeftijd van unieke deelnemers	
1	112	Geslacht en leeftijd van begunstigden van goedgekeurde PDPOI dossiers	
1	112	Percentage kapitaalsubsidie	Eenheid: %
1	121	Geslacht en leeftijd van begunstigden van goedgekeurde PDPOI dossiers	
1	121	Percentage kapitaalsubsidie	Eenheid: %
2	214	Unieke areaal agromileumaatregelen zowel voor PDPO I contracten als PDPO II contracten	Eenheid: ha
2	214	Unieke areaal agromilieumaatregelen gelegen in Natura 2000 gebied	Eenheid: ha
2	214	Unieke areaal agromilieumaatregelen gelegen in VEN-gebied	Eenheid: ha; VEN= Vlaams Ecologisch Netwerk
2	214	Per agromilieumaatregel: areaal gelegen in Natura-2000 gebied	Eenheid: ha
2	214	Per agromilieumaatregel: areaal gelegen in VEN-gbied	Eenheid: ha; VEN= Vlaams Ecologisch Netwerk
2	214	Unieke aantal bedrijven voor doorlopende PDPO I contracten en PDPO II contracten	
3	311	Geslacht en leeftijd van begunstigden van goedgekeurde PDPOI dossiers	
3	214	Percentage kapitaalsubsidie	Eenheid: %

## VI.10 : BIJLAGE 10: LIJST MET RESULTAATINDICATOREN

Resultaatindicator	Maatregelen		Targets outputindicatoren		Targets Resultaat indicatoren	
			Omschrijving	Waarde	Coëfficiënt of percentage	Effect
(1) Aantal deelnemers die met succes een vormingsactiviteit gevolgd hebben	111A	Opleiding in de landbouw	Aantal deelnemers	35000		34000 <sup>31</sup>
	111C	Sensibiliseringsprojecten duurzame landbouw	Aantal deelnemers	12600	60	7560 <sup>32</sup>
	111D	Opleiding in de biologische landbouw (uitdovende maatregel)	Aantal deelnemers	14	100	14
(2) Toename in de bruto toegevoegde waarde bij de gesubsidieerde bedrijven	112	Vestiging van jonge landbouwers	/	/	0 <sup>33</sup>	0
	114	Bedrijfsadviessystemen	/	/	0 <sup>34</sup>	0
	121	Investeringen in landbouwbedrijven	/	/	10% stijging <sup>35</sup>	10% stijging
	123	Verhoging van de toegevoegde waarde van land- en bosbouwproducten	/	/	/	155.000.000 <sup>36</sup>
	125	Infrastructuur ontwikkeling	/	/	NP <sup>37</sup>	NP
(3) Aantal landbouwbedrijven of ondernemingen welke nieuwe producten of nieuwe technieken introduceren	121	Investeringen in landbouwbedrijven	Aantal gesteunde landbouwbedrijven	24500	20	4900
	123A	Verhoging van de toegevoegde waarde van land- en bosbouwproducten	/	250	30	75
	123B	Steun voor samenwerking bij de ontw. en	/	1400	100	1400

<sup>31</sup> Inschatting op basis van de huidige situatie: percentage deelnemers met certificaat: 80,5% en 100 % deelnemers aan de korte vorming die geleerde in de praktijk zullen toepassen

<sup>32</sup> 60% is de ruwe inschatting van deelnemers die binnen een periode van vijf jaar het geleerde zullen toepassen

<sup>33</sup> Dient hoofdzakelijk om de overname te financieren. De ontwikkeling van de bruto toegevoegde waarde door nieuwe investeringen niet door de overname op zich

<sup>34</sup> 0 % groei toegevoegde waarde (in stand houden van de toegevoegde waarde) omdat advies voornamelijk gaat over de cross compliance; In gevallen waar accent van het advies ligt op de bedrijfseconomische aspecten, kan verhoging van de toegevoegde waarde wel het gevolg zijn

<sup>35</sup> Deze inschatting is gebaseerd op FADN data van de periode 2000-2006

<sup>36</sup> Deze doelstelling is tot stand gekomen door informatie aangaande BTW van agrovoedingsbedrijven die steun gekregen hebben tijdens PDPO 2000-2006 (zie ex-post evaluatie PDPO 2000-2006) te koppelen aan de outputindicatoren voor maatregel 123 voor PDPO 2007-2013

<sup>37</sup> De wachtkenkens worden gebouwd op openbaar domein. De indicator is bijgevolg niet relevant voor het Vlaamse programma

		afzet van landbouwproducten met een innovatief karakter				
(4) Waarde van de landbouwproductie onder een erkend kwaliteitslabel/standaard	132	Deelname door landbouwers aan voedselkwaliteitregelingen	/	/	/	344.000.000 <sup>38</sup>
	133	Voorlichting en afzetbevordering van de Vlaamse producten erkend als BOB/BGA/GTS	/	/	/	NA <sup>39</sup>
(6) Area under successful land management contributing to						
(a) bio diversity and high nature value farming/forestry	214-A	Mechanische onkruidbestrijding	Oppervlakte (ha)	0	/	0 <sup>40</sup>
	214-B	Introductie van de verwarringstechniek in de pitfruiteelt	Oppervlakte (ha)	500	/	475
	214-C	Behoud van lokale veerassen en hoogstamboomgaarden	Oppervlakte (ha)	NVT	/	NVT
	214-D	Introductie van vlinderbloemige gewassen	Oppervlakte (ha)	3750	/	3712,5
	214-E	Reductie van gewasbeschermingsmiddelen in de sierteelt	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-F	Hectaresteun biologische landbouw	Oppervlakte (ha)	2000	/	1900
	214-G	BO Perceelsrandenbeheer	Oppervlakte (ha)	2143	/	2035,85
	214-H	BO Soortenbescherming	Oppervlakte (ha)	2499	/	2374,05
	214-I	BO Erosiebestrijding	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-J	BO Water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-K	BO kleine landschapselementen	Oppervlakte (ha)	122	/	116
	214-M	Groenbedekking	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-N	Mechanische onkruidbestrijding met rijbespuiting	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-O	Geïntegreerde productiemethode voor pitfruit	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-P	BO Botanisch beheer (uitdovend)	Oppervlakte (ha)	1.600	/	1.520
	212	Vergoeding natuur buiten Natura 2000	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	216	Inrichtingsmaatregelen door landbouwers in kader van kaderrichtlijn water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	213	Vergoeding natuur binnen Natura 2000	Oppervlakte (ha)	1731	/	1644,45

<sup>38</sup> Omzet biosector (zonder producenten en import) : 289,3 milj euro in 2006: stijging van 2,5 % per jaar: eind 2013: 344 milj euro

<sup>39</sup> Door gebrek aan openheid van producentengroepen is de huidige omzet niet gekend en kan bijgevolg ook geen doelstelling bepaald worden. Deze maatregel is echter nog niet in uitvoering, bijgevolg kan van overheidswege niet de voorwaarde opgelegd worden om de omzet mee te delen om subsidies te krijgen.

<sup>40</sup> Op basis van gegevens uit de controles van de laatste drie jaren werd een inschatting gemaakt van overtredingen met als gevolg duidelijke vermindering positieve milieubijdrage. De waarde van de target outputindicator oppervlakte werd vermenigvuldigd met 0, 0,5 of 1 naar gelang Ex-ante evaluator geen, een matige of een sterk effect op het milieuaspect heeft toegewezen

	221	Bebossing van landbouwgronden	Oppervlakte (ha)	840	/	831,6
	227	Niet productieve investeringen in bossen	Oppervlakte (ha)	3039	/	3009
	SOM	SOM	Oppervlakte (ha)	18.534	/	17.913,45
(b) water quality	214-A	Mechanische onkruidbestrijding	Oppervlakte (ha)	6500	/	4875
	214-B	Introductie van de verwarringstechniek in de pitfruitteelt	Oppervlakte (ha)	1000	/	950
	214-C	Behoud van lokale veerassen en hoogstamboomgaarden	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-D	Introductie van vlinderbloemige gewassen	Oppervlakte (ha)	3750	/	3712,5
	214-E	Reductie van gewasbeschermingsmiddelen in de sierteelt	Oppervlakte (ha)	1500	/	1425
	214-F	Hectaresteun biologische landbouw	Oppervlakte (ha)	4000	/	3800
	214-G	BO Perceelsrandenbeheer	Oppervlakte (ha)	2143	/	2035,85
	214-H	BO Soortenbescherming	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-I	BO Erosiebestrijding	Oppervlakte (ha)	2085,5	/	1981,225
	214-J	BO Water	Oppervlakte (ha)	32300	/	30685
	214-K	BO kleine landschaps elementen	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-M	Groenbedekking	Oppervlakte (ha)	80000	/	73600
	214-N	Mechanische onkruidbestrijding met rijbespuiting	Oppervlakte (ha)	2000	/	1500
	214-O	Geïntegreerde productiemethode voor pitfruit	Oppervlakte (ha)	323	/	306,85
	214-P	BO Botanisch beheer (uitdovend)	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	212	Vergoeding natuur buiten Natura 2000	Oppervlakte (ha)	5148	/	4890,6
	213	Vergoeding natuur binnen Natura 2000	Oppervlakte (ha)	3462	/	3288,9
	216	Inrichtingsmaatregelen door landbouwers in kader van kaderrichtlijn water	Oppervlakte (ha)	5000	/	4750
	221	Bebossing van landbouwgronden	Oppervlakte (ha)	840	/	831,6
	227	Niet productieve investeringen in bossen	Oppervlakte (ha)	35	/	34,65
	SOM	SOM	Oppervlakte (ha)	150.087	/	138.667
(c) climate change	214-A	Mechanische onkruidbestrijding	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-B	Introductie van de verwarringstechniek in de pitfruitteelt	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-C	Behoud van lokale veerassen en hoogstamboomgaarden	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-D	Introductie van vlinderbloemige gewassen	Oppervlakte (ha)	3750	/	3712,5
	214-E	Reductie van gewasbeschermingsmiddelen in de sierteelt	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-F	Hectaresteun biologische landbouw	Oppervlakte (ha)	0	/	0

	214-G	BO Perceelsrandenbeheer	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-H	BO Soortenbescherming	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-I	BO Erosiebestrijding	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-J	BO Water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-K	BO kleine landschapselementen	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-M	Groenbedekking	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-N	Mechanische onkruidbestrijding met rijbespuiting	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-O	Geïntegreerde productiemethode voor pitfruit	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-P	BO Botanisch beheer (uitdovend)	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	212	Vergoeding natuur buiten Natura 2000	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	213	Vergoeding natuur binnen Natura 2000	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	216	Inrichtingsmaatregelen door landbouwers in kader van kaderrichtlijn water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	221	Bebossing van landbouwgronden	Oppervlakte (ha)	840	/	831,6
	227	Niet productieve investeringen in bossen	Oppervlakte (ha)	35	/	34,65
	SOM	SOM	Oppervlakte (ha)	4625	/	4.578,75
(d) soil quality	214-A	Mechanische onkruidbestrijding	Oppervlakte (ha)	6500	/	4875
	214-B	Introductie van de verwarringstechniek in de pitfruiteelt	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-C	Behoud van lokale veerassen en hoogstamboomgaarden	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-D	Introductie van vlinderbloemige gewassen	Oppervlakte (ha)	7500	/	7425
	214-E	Reductie van gewasbeschermingsmiddelen in de sierteelt	Oppervlakte (ha)	750	/	712,5
	214-F	Hectaresteun biologische landbouw	Oppervlakte (ha)	4000	/	3800
	214-G	BO Perceelsrandenbeheer	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-H	BO Soortenbescherming	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-I	BO Erosiebestrijding	Oppervlakte (ha)	4171	/	3962,45
	214-J	BO Water	Oppervlakte (ha)	16150	/	15342,5
	214-K	BO kleine landschapselementen	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-M	Groenbedekking	Oppervlakte (ha)	80000	/	73600
	214-N	Mechanische onkruidbestrijding met rijbespuiting	Oppervlakte (ha)	2000	/	1500
	214-O	Geïntegreerde productiemethode voor pitfruit	Oppervlakte (ha)	323	/	306,85
	214-P	BO Botanisch beheer (uitdovend)	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	212	Vergoeding natuur buiten Natura 2000	Oppervlakte (ha)	2574	/	2445,3

	213	Vergoeding natuur binnen Natura 2000	Oppervlakte (ha)	1731	/	1644,45
	216	Inrichtingsmaatregelen door landbouwers in kader van kaderrichtlijn water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	221	Bebossing van landbouwgronden	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	227	Niet productieve investeringen in bossen	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	SOM	SOM	Oppervlakte (ha)	125.699	/	115.614
(e) Avoidance of marginalization and land abandonment	214-A	Mechanische onkruidbestrijding	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-B	Introductie van de verwarringstechniek in de pitfruitteelt	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-C	Behoud van lokale veerassen en hoogstamboomgaarden	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-D	Introductie van vlinderbloemige gewassen	Oppervlakte (ha)	3750	/	3712,5
	214-E	Reductie van gewasbeschermingsmiddelen in de siernteelt	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-F	Hectaresteun biologische landbouw	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-G	BO Perceelsrandenbeheer	Oppervlakte (ha)	2143	/	2035,85
	214-H	BO Soortenbescherming	Oppervlakte (ha)	1249,5	/	1187,025
	214-I	BO Erosiebestrijding	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-J	BO Water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-K	BO kleine landschapselementen	Oppervlakte (ha)	243	/	231
	214-M	Groenbedekking	Oppervlakte (ha)	40000	/	36800
	214-N	Mechanische onkruidbestrijding met rijbespuiting	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-O	Geïntegreerde productiemethode voor pitfruit	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	214-P	BO Botanisch beheer (uitdovend)	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	212	Vergoeding natuur buiten Natura 2000	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	213	Vergoeding natuur binnen Natura 2000	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	216	Inrichtingsmaatregelen door landbouwers in kader van kaderrichtlijn water	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	221	Bebossing van landbouwgronden	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	227	Niet productieve investeringen in bossen	Oppervlakte (ha)	0	/	0
	SOM	SOM	Oppervlakte (ha)	47.386	/	43.966
(7) Increase in non-agricultural gross value added in supported business	311	Investeringen mbt diversificatie	/	/	10% stijging	10% stijging <sup>41</sup>

<sup>41</sup> Deze inschatting is gebaseerd op FADN data van de periode 2000-2006

	313	Bevordering van toeristische activiteiten	/	/	/	NP <sup>42</sup>
(8) Gross number of jobs created	311	Investeringen mbt diversificatie	Aantal begunstigden	2000	25	500 <sup>43</sup>
	313	Bevordering van toeristische activiteiten				182 <sup>44</sup>
(9) Additional number of tourist visits	313	Bevordering van toeristische activiteiten	/	/	/	16000 <sup>45</sup>
(10) Population in rural areas benefiting from improved services	321-A	Basisvoorzieningen voor de economie en plattelandsbevolking	Gesteunde actie	147	/	60000 <sup>46</sup>
	321-B	Basisvoorzieningen voor de economie en plattelandsbevolking	Gesteunde actie	10	/	5.000
	322	Dorpskernvernieuwing en -ontwikkeling	Aantal gemeenten waar acties plaatsvonden	112	x 12196	1365925 <sup>47</sup>
	323A	Instandhouding en opwaardering van het landelijk erfgoed	Aantal gesteunde landelijk erfgoed acties	182	x 12196	2219672 <sup>48</sup>
	323B	Landelijk erfgoed	Aantal gesteunde landelijk erfgoed acties	11	x 12196	134156 <sup>49</sup>
	331-B	Intermediaire dienstverlening : paardenhouderij	Gesteunde actie	30	/	5.000
(11) Increase in internet penetration in rural areas	321	Basisvoorzieningen voor de economie en plattelandsbevolking	/	/	/	2000 <sup>50</sup>
(12) Number of participants that successfully ended a training activity	331	Intermediaire dienstverlening	Aantal deelelende actoren	70	/	500 <sup>51</sup>

<sup>42</sup> Niet van toepassing voor Vlaamse situatie: er wordt voor deze maatregel enkel gewerkt met vzw's of overheden voor de aanleg van fiets- en wandelpaden, uitbouw van onthaalknooppunten, enz. Hier kan onmogelijk een bruto toegevoegde waarde aan gekoppeld worden. Dit laatste kan immers enkel gehaald worden uit de jaarrekening van bedrijven en deze zijn bij deze projecten niet betrokken.

<sup>43</sup> Enkel dossiers in het kader van detailverkoop, educatie en recreatie (25 van totaal aantal dossiers) worden geacht 1 brutojob te creëren.

<sup>44</sup> Enkel voor projecten aangaande gebiedsgerichte werking; voor anderen geen inschatting mogelijk

<sup>45</sup> 15000 voor projecten van gebiedsgerichte werking + 1000 voor projecten aangaande ruilverkaveling; geen inschatting mogelijk voor ANB

<sup>46</sup> Onmogelijk in te schatten gezien de aard van de projecten. Het gemiddelde aantal senioren en jongeren in het buitengebied is wel bekend, maar een inschatting van het aantal betrokkenen is onmogelijk gezien de diversiteit van de projecten

<sup>47</sup> De gemeenten in het buitengebied tellen gemiddeld 12196 inwoners, er wordt verondersteld dat iedereen in de gemeente kan genieten van de uitgevoerde werken

<sup>48</sup> De gemeenten in het buitengebied tellen gemiddeld 12196 inwoners, er wordt verondersteld dat iedereen in de gemeente kan genieten van de landelijk erfgoed acties. Totale aantal inwoners in het buitengebied: 2402673 (196 gemeenten). Het komt er dan op neer dat 92% van bevolking in buitengebied zal genieten van de projecten.

<sup>49</sup> De gemeenten in het buitengebied tellen gemiddeld 12196 inwoners, er wordt verondersteld dat iedereen in de gemeente kan genieten van de landelijk erfgoed acties

<sup>50</sup> Schatting op basis van preliminaire gegevens Monitoring 2007 en Monitoring 2008

<sup>51</sup> Schatting op basis van preliminaire gegevens Monitoring 2007 en Monitoring 2008

Programmaspecifieke resultaatindicatoren

<b>As</b>	<b>Maatregel</b>	<b>Indicator</b>
1	111-A	Niet-uniek aantal geslaagden met diploma of certificaat
1	111-A	Geslacht en leeftijd van het niet-uniek aantal geslaagden met diploma of certificaat

## VI.11 : BIJLAGE 11: LIJST MET AANGEPASTE TARGETS

Hieronder volgt de lijst van aangepaste targets. In het jaarverslag van een bepaald jaar wordt telkens bij de maatregel zelf het probleem met de target beschreven en wordt een nieuwe target om het probleem op te lossen aangegeven. De nieuwe target vervangt in het jaarverslag erop volgende automatisch de oude. De aanpassingen van de targets worden ook gemeld aan EC via de procedures voor aanpassing programmadocument en Nationale Strategie.

<b>Monitoring-jaar vaststelling probleem target</b>	<b>Maatregel</b>	<b>Oorspronkelijke waarden</b>	<b>Nieuwe waarden</b>	<b>Verantwoording</b>
2007	111A	1) Totaal aantal dagen opleiding: 32.669 2) Aantal unieke deelnemers die succesvol een opleiding gevolgd hebben: 28.000	1) 519.750 2) 34.000	1) Er werd bij opmaak target niet vermenigvuldigd met het aantal deelnemers 2) Slaagpercentage voor korte vorming 100% (geleerde vaardigheden in praktijk brengen) i.p.v 80%
2007	111D	1) Aantal unieke deelnemers: 490 2) Totaal aantal dagen opleiding voor alle deelnemers: 420 3) Aantal unieke deelnemers die succesvol een opleiding gevolgd hebben= 3	1) 14 2) 14 3) 14	Targets moeten aangepast worden daar maatregel in uiteindelijk programmadocument een uitdovend karakter gekregen heeft
2007	114	Aantal gesteunde landbouwers: 11.900	18.634	De beheersdienst heeft vastgesteld dat de target van 11.900 gesteunde landbouwers enkel slaat op de bedrijfsadviesystemen conform EG 1782/2003 en niet op de landbouwers die uitbetaald worden voor de milieumodule en bedrijfsleidingadvies. Om deze reden werd een nieuwe target voor het ‘aantal gesteunde landbouwers’ voorgesteld, die bestaat uit de som van de target voor bedrijfsadviesystemen (11.900), bedrijfsleidingadvies

				(2.367) en milieumodule (4.367): 18.634.
2008	111A	Aantal deelnemers (niet-uniek): NA	1.200.000	Doelstelling werd bepaald op basis gegevens 2007-2008
2008	111C	Aantal deelnemers (niet-uniek): NA	106.000	Doelstelling werd bepaald op basis gegevens 2007-2008
2008	111D	Aantal deelnemers (niet-uniek): NA	17	Doelstelling werd bepaald op basis gegevens 2007-2008
2008	121	Stijging bruto toegevoegde waarde: 0%	10%	Deze nieuwe inschatting is gebaseerd op FADN data van de periode 2000-2006
2008	123A	Stijging van de bruto toegevoegde waarde: 20 %	155.000.000	Deze doelstelling is tot stand gekomen door informatie aangaande BrTW van agrovoedingsbedrijven die steun gekregen hebben tijdens PDPO 2000-2006 (zie ex-post evaluatie PDPO 2000-2006) te koppelen aan de outputindicatoren voor maatregel 123 voor PDPO 2007-2013
2008	123A	Totale investeringsvolume: 1.015.000.000	335.000.000	Oorspronkelijke target werd opgemaakt op basis van onrealistisch ingeschatte budget
2008	132	Waarde van de landbouwproductie onder kwaliteitslabel: 2,5% stijging per jaar	344.000.000	Omzet biosector (zonder producenten en import) : 289,3 milj euro in 2006: stijging van 2,5% per jaar: eind 2013: 344 milj euro
2008	214K	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt: 13.977 ha	243 ha	Vanaf Monitoring 2008 is het niet meer mogelijk het areaal kleine landschapselementen te koppelen met de percelen. De nieuwe doelstelling geeft enkel de oppervlakte van de kleine landschapselementen op zich aan.
2008	214P	1) Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt: 203 ha 2) Aantal contracten: 74	1) 1.600 ha 2) 664	De doelstellingen van subpakket "beweiding zonder beperking van weidedatum" (BO Natuur) werden toegevoegd
2008	214	1) Aantal gesteunde landbouwbedrijven (enkel PDPO II contracten): NA 2) Totale landbouwareaal (enkel PDPO II	1) 5.000 2) 18.321 3) 16.855 4) 11.817	1) Doelstelling PDPO I + II : 15.000 – aantal PDPO I bedrijven in 2008 (10.577)= 4.423, verhoogd tot 5.000 2) 17.158 ha doelstelling PDPO II contracten (excl. Kleine landschapselementen) voor bestaande maatregelen (target werd bepaald op basis van de PDPO I + II target per maatregel waarvan de waarde van het aantal PDPO I contracten in 2007 afgetrokken werd)+ 163 ha (doelstelling

		contracten): NA 3) Fysische oppervlakte (enkel PDPO II contracten): NA 4) Aantal contracten (enkel PDPO II contracten): NA		kleine landschapselementen op basis van oppervlakte kleine landschapselementen zelf voor PDPO II contracten) + 1000 ha verwarringstechniek 3) 92% van 18.321ha = 16.855 ha. 92% unieke areaal volgt uit GIS-oefening met data van VA 2007 4) 11.317 doelstelling PDPO II contracten voor bestaande maatregelen (target werd bepaald op basis van de PDPO I + II target per maatregel waarvan de waarde van het aantal PDPO I contracten in 2007 afgetrokken werd) + 500 contracten verwarringstechniek
2008	311	1) Aantal goedgekeurde dossiers: 2.000 2) Totale investeringsvolume: 70.000.000 € 3) Stijging niet-landbouw bruto ogevoegde waarde: 0%	1) 2.500 2) 100.000.000 € 3) 10%	1) Aanpassing aan extra HC-budget en succes fotovoltaïsche cellen 2) Aanpassing aan extra HC-budget en succes fotovoltaïsche cellen 3) Deze nieuwe inschatting is gebaseerd op FADN data van de periode 2000-2006
2008	321	1) Bevolking die voordeel haalt uit een verbeterde dienstverlening: NA 2) Bevolking toegang tot internet: NA	1) 60.000 2) 2000	Schatting op basis van preliminaire gegevens Monitoring 2007 en Monitoring 2008
2008	331	Aantal deelnemers die succesvol een trainingssessie beëindigd hebben: NA	500	Schatting op basis van preliminaire gegevens Monitoring 2007 en Monitoring 2008
2008	413	Aantal begunstigden: 200.000	700	Verkeerde interpretatie van begunstigden bij opstelling target
2008	431	Aantal gesteunde acties: 250	1.700	Te enige interpretatie van het aantal acties bij het opstellen van de target

## VI.12 BIJLAGE 12: OVERZICHT INDICATOREN VOOR DE HEALTH CHECK – MAATREGELEN

In onderstaande tabel staan de output- en resultaatindicatoren van alle PDPO II-maatregelen die onder de prioriteiten van de Health Check vallen (klimaat, waterbeheer, hernieuwbare energie, biodiversiteit en zuivelsector). Er wordt een vergelijking gemaakt tussen de waarden van de indicatoren vóór en na de implementatie van de Health Check (HC) en het Economisch Herstelplan (EH).

<b>Maatregel</b>	<b>Type indicator</b>	<b>Indicator</b>	<b>Waarde 2007-2013 vóór HC en EH</b>	<b>Waarde 2007-2013 na HC en EH</b>
121	Output	Aantal gesteunde landbouwers	24.500	24.500
		Totaal investeringsvolume (€)	1.295.000.000	1.295.000.000
	Resultaat	Bruto toegevoegde waarde van de landbouwbedrijven (€)	10 % stijging	10 % stijging
		Aantal landbouwbedrijven die nieuwe producten of technieken introduceren	4.900	4.900
123-A	Output	Aantal gesubsidieerde bedrijven	250	250
		Totaal investeringsvolume (€)	1.015.000.000	335.000.000
	Resultaat	Bruto toegevoegde waarde van de agrovoedings-bedrijven (€)	Stijging van 155.000.000 €	Stijging van 155.000.000 €
		Aantal agrovoedingsbedrijven die nieuwe producten of technieken introduceren	75	75
214-A	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	6.500	6.500
		Totaal aantal contracten	1.800	1.800
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	4.875	4.875
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	4.875	4.875
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	0	0
214-D	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	7.500	7.500
		Totaal aantal contracten	2.300	2.300
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	3.713	3.713

		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	3.713	3.713
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	3.713	3.713
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	7.425	7.425
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	3.713	3.713
214-B	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)		1.000
		Totaal aantal contracten		500
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)		475
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)		950
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)		0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)		0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)		0
214-H	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	2.499	2.499
		Totaal aantal contracten	568	568
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	2.374	2.374
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	1.187	1.187
214-G	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	2.143	2.143
		Totaal aantal contracten	2.567	2.567
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	2.036	2.036
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	2.036	2.036

		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	2.036	2.036
214-K	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	13.977	243
		Totaal aantal contracten	2.392	2.392
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	6.639	116
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	13.278	231
214-N	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	2.000	2.000
		Totaal aantal contracten	200	200
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	1.500	1.500
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	1.500	1.500
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	0	0
214-J	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	32.300	32.300
		Totaal aantal contracten	3.615	3.615
	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	30.685	30.685
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0

		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	15.343	15.343
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	0	0
214 -I	Output	Totale areaal dat agromilieusteun ontvangt (ha)	4.171	4.171
		Totaal aantal contracten	1.720	1.720
311	Resultaat	Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de biodiversiteit (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de waterkwaliteit (ha)	1.981	1.981
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het tegengaan van de klimaatverandering (ha)	0	0
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot het verbeteren van de bodemkwaliteit (ha)	3.962	3.962
		Oppervlakte waarop een succesvol landbeheer wordt toegepast en bijdraagt tot de voorkoming van marginalisering (ha)	0	0
		Aantal begunstigden	2.000	2.500
	Output	Totaal investeringsvolume (€)	70.000.000	100.000.000
		Niet-landbouw bruto toegevoegde waarde van de landbouwbedrijven (€)	10 % stijging	10 % stijging
		Bruto aantal jobs gecreëerd	500	500